TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9857 — 42 PAGES — SAMEDI 2 OCTOBRE 1976

Au Liban

Les Palestiniens ont rejeté l'offre syrienne de négociation

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, $ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 16 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Clarification en Rhodésie

Une semaine après l'acceptation par M. Ian Smith de la règle de la majorité — noire, — la crise rhodésienne tend à se clarifier. Avant même que la négociation s'engage, les principaux intéressés décantent leurs positions, ébauchent des rapprochements, fixent des échéances. La procédure débutera donc par la réunion « quelque part en Afrique australe » d'une conférence chargée de mettre en place un gouvernement de transition.

La Grande-Bretagne, cédant aux amicales pressions de Washington, s'est résolue, à contrecœur, à assumer la « responsabilité résiduelle » qui lui incombe en tant que puissance tutélaire. Ce patronage britannique répond aux vœux des Etats noirs, pour qui le « cas » rhodésien doit redevenir un simple problème de décolonisation. Les capitales africaines estiment que Londres doit, de son propre chef, refermer une fois pour toutes la parenthèse ouverte en novembre 1965 avec la proclamation unilatérale d'indépendance par Salisbury.

M. Smith ne souhaitait pas, à l'origine, se retrouver sous la coupe des autorités britanniques. Il a, en fin de compte, avalisé la formule d'une conférence, précisant qu'il prendrait la tête de la délégation de son pays. Mais toutes les ambiguïtés ne sont pas dissipées pour autant. Car le premier ministre de Salisbury refuse que la conférence soit dotée de pouvoirs constituants. Il affirme s'en tenir au plan Kissinger qui, selon lui, confie à un Conseil d'Etat paritaire la tâche d'élaborer la loi fondamentale du futur Zimbabwe. Autant dire qu'il souhaite pouvoir infléchir jusqu'au bout la négociation qui s'amorce.

Ses adversaires voient, en revanche, dans la prochaine conférence, l'occasion de légitimer l'autorité des combattants qui mènent la guérilla contre le régime blanc. Ils acceptent seulement que les Européens de Salisbury soient représentés à cette conférence « en tant que minorité intéressée ».

Les plus « radicaux » d'entre les nationalistes noirs vont chercher à pousser leur avantage sur le terrain. « Nous sommes nos propres libérateurs », proclament sans cesse les slogans de l'armée de libération du Zimbabwe, dont les chefs, estimant que le temps joue en leur faveur, souhaitent poursuivre la lutte armée jusqu'à la victoire totale. Ils n'auront guère de mal à faire accepter par une partie des Africains cette stratégie jusqu'au-boutiste. Ainsi, à la différence d'autres chefs d'Etats noirs plus enclins au compromis, le président mozambicain, M. Samora Machel, fidèle aux schémas léninistes, considère que seule la prolongation de la guerre est susceptible de forger la conscience révolutionnaire du peuple du Zimbabwe.

De même, l'U.R.S.S., qui rêve de faire échouer au port le plan de règlement élaboré par M. Kissinger, incitera ses alliés africains à faire preuve d'intransigeance. Les violentes invectives dont la presse soviétique gratifie quotidiennement le secrétaire d'Etat américain en disent long sur la mauvaise humeur de Moscou.

Pourtant, rien ne semble pouvoir enrayer la dynamique de la négociation amorcée par le discours de M. Smith. La « percée » réalisée en Afrique australe par M. Kissinger demeure un acquis décisif. Le reste n'est qu'une question de procédure et de temps.

LA BELGIQUE EN MUTATION

Le Monde publiera demain un premier supplément de huit pages intitulé : WALLONIE, TERRE ROMANE

L'U.R.S.S. réaffirme sa volonté de dialogue avec la Chine

Pékin poursuit ses attaques contre les « nouveaux tsars »

Moscou a cessé, depuis la mort de Mao Tse-toung, sa polémique avec Pékin. Faisant un pas de plus sur la voie de la conciliation, la « Pravda » de vendredi 1er octobre publie un article qui ne critique pas le maoïsme, et propose aux Chinois le rétablissement de relations de bon voisinage et le développement des échanges commerciaux.

Rien ne laisse présager en revanche un changement d'attitude de Pékin. Jeudi, alors que M. Schlesinger, ancien secrétaire à la défense américain, venait d'achever sa visite à Pékin, Chine nouvelle a publié un violent réquisitoire contre l'U.R.S.S. Les « nouveaux tsars » sont accusés de vouloir « allumer à tout moment » la mèche qui ferait sauter ce « baril de poudre » qu'est l'Europe. La politique de « détente » a échoué, écrit l'agence ; le déséquilibre des forces a été rompu en faveur des Soviétiques, qui n'hésiteront pas à attaquer les Etats-Unis afin de mieux « dominer le monde ». Mais, ajoute le commentateur chinois, l'U.R.S.S. « n'échappera pas pour autant au châtiment de l'histoire ».

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique ne fera rien qui puisse envenimer la querelle avec Pékin. Telle est l'impression qui prévaut à Moscou après la publication, dans la *Pravda* du vendredi 1er octobre, d'un article consacré au vingt-septième anniversaire de la révolution chinoise. Cet article, qui est signé I. Alexandrov (pseudonyme indiquant que le texte a été approuvé au plus haut niveau), constitue le premier commentaire sur les affaires chinoises publié dans la presse soviétique depuis la mort de Mao Tse-toung. Ne serait-ce qu'à ce titre, il marquera une date importante dans les relations sino-soviétiques.

Le maoïsme serait-il mort avec Mao ?

L'article de la *Pravda* ne contient pas à proprement parler d'éléments fondamentalement nouveaux, mais le ton, la façon d'esquiver toute polémique, constituent indubitablement un changement. Il suffit pour s'en persuader de comparer ce texte avec celui qui avait été publié l'an dernier à la même époque : alors que l'auteur se contente d'évoquer avec pudeur *« l'aggravation des rapports entre nos partis et nos pays intervenue au début des années 60 »*, la *Pravda* du 1er octobre 1975 avait dressé un très violent réquisitoire contre *« les dirigeants maoïstes, adversaires du marxisme-léninisme »*, accusés de tromper le peuple chinois et de s'allier aux forces les plus réactionnaires pour mener à bien leur entreprise hégémonique.

Citant M. Brejnev, le quotidien rappelait aussi l'an dernier que, si l'Union soviétique était toujours prête à négocier une normalisation de ses rapports avec la Chine, elle entendait continuer sa *« lutte intransigeante contre le maoïsme et organiser la riposte aux mensonges du dirigeant chinois »*

Il n'y a rien de tout cela cette année. Les invectives ont disparu, ainsi que toute référence au maoïsme. Serait-il mort avec Mao Tse-toung ? On en doute, bien sûr, à Moscou, mais on est manifestement prêt à feindre de le croire si cela peut faciliter la reprise du dialogue avec Pékin, ou tout au moins renforcer la thèse de la bonne volonté de l'U.R.S.S. Cette thèse est longuement développée par Alexandrov, qui rappelle les diverses propositions de négociations faites par l'Union soviétique et qui s'étend avec nostalgie sur la période des années 50.

Si cet exposé comporte bien un « bon » (l'U.R.S.S.), c'est en vain que l'on y chercherait un « méchant ». Il est écrit seulement que *« ce n'est pas la faute de l'Union soviétique si les choses en sont là où elles en sont ». « L'Union soviétique, le parti communiste soviétique, font tout leur possible pour conjurer ce processus, pour rétablir des rapports de bon voisinage et d'amitié authentique entre nos pays et nos partis. Cela a été confirmé au XXVe congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. »*, écrit Alexandrov, avant de rappeler que l'Union soviétique *« est prête à des négociations pour le règlement des questions frontalières, ceci, bien évidemment, sans aucune condition préalable »*.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

La baisse du franc s'amplifie à la veille des élections allemandes

Le deutschemark atteint 2 F 04 et le dollar 4 F 96

La baisse du franc, sensible depuis le début de la semaine, s'est amplifiée vendredi matin, à l'approche des élections du 3 octobre en Allemagne fédérale. Le deutschemark a atteint le cours record de 2,04 F (contre 2,02 F la veille), et le franc suisse celui de 2,03 F (contre 2 F) ; le dollar valait 4,96 F (au lieu de 4,93 F). A Rocamadour, où les députés U.D.R. ont réaffirmé leur soutien au gouvernement mais critiqué plus ou moins explicitement M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre a lancé un appel à la « cohésion et à l'unité de la majorité », faisant état de la « pression constante » qui s'exerce « contre notre monnaie ». (Voir page 42.)

L'attitude des cambistes n'est pas isolée. A la Bourse de Paris, les valeurs ont fléchi jeudi de 2 %, ce qui porte à près de 15 % leur recul depuis le début de l'année (voir page 36). Les commerçants ne sont pas plus enthousiastes : ils ont décidé de ne pas appliquer le blocage des marges, dans la région parisienne au moins (voir page 42).

La majoration du SMIC (+ 2,1 %) est devenue effective ce vendredi ; le nouveau taux est de 5,26 F par heure. L'augmentation des cotisations sociales ne suffira pas à éponger le déficit de la Sécurité sociale en 1977 ; la limitation de la hausse des salaires, préconisée par le plan Barre, risque en effet de priver de 5 milliards les caisses d'assurances sociales l'an prochain (voir page 37).

La ruée sur le deutschemark s'est poursuivie vendredi sur les marchés des changes. A la veille des élections en Allemagne fédérale, les milieux financiers internationaux continuent à jouer la carte d'une réévaluation de la monnaie allemande, dont la position s'est encore renforcée à l'annonce de la faible hausse de l'indice du coût de la vie outre-Rhin en septembre : 0,1 % seulement, ce qui ramène à 4 % la progression des prix de détail en un an. En outre, on a appris que le chômage avait baissé en septembre en Allemagne fédérale.

Cette ruée sur le deutschemark s'est effectuée, comme les jours précédents, aux dépens des monnaies faibles, le franc français étant le plus touché. Le franc est tombé, vendredi, à son plus bas niveau historique par rapport au deutschemark, qui s'est établi à 2,04 F, après avoir franchi la barre des 2 F au cours de la journée de jeudi. Le franc a baissé même par rapport au dollar, coté 4,96 F vendredi, contre 4,93 F la veille, bien que cette devise se soit plutôt affaiblie par rapport aux monnaies fortes, revenant au-dessous de 2,44 deutschemarks à Francfort.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 36.)

Quelles réformes de structures contre l'inflation ?

par PAUL FABRA

Si l'histoire moderne de l'inflation en France nous avait été contée, par exemple par un président de la République qu'on supposerait libéré de préoccupations électorales, elle aurait été sans doute fort différente de la version qui nous en a été donnée, mercredi soir, sur les écrans de la télévision.

D'abord sur le point de départ : elle ne ferait pas remonter la hausse des prix français (expression que le président a préféré à celle d'inflation, dont le sens est plus large, et pourtant...) à la crise de l'automne 1973. Cette date est celle dont se sont servis en leur temps les dirigeants américains et anglais pour se dégager pareillement de leurs responsabilités. En réalité, faut-il le rappeler, le renchérissement du pétrole décidé à Koweït en novembre 1973, puis en décembre de la même année à Téhéran, a été plutôt une cause de déflation. Il s'est traduit en effet et se traduit toujours par un prélèvement supplémentaire et brutal sur la richesse produite par les pays importateurs, diminuant d'autant leur capacité d'expansion interne.

Nul doute à cet égard que les décisions de l'OPEP aient précipité la récession que préparait de toute façon... l'inflation mondiale qui s'était développée [illegible] première chute du dollar intervenue en décembre 1971, comme M. Giscard d'Estaing le rappelait encore l'année dernière, à la veille de la conférence de Rambouillet.

Entraînant une vague de prospérité de plus en plus factice et de nature hautement spéculative — le prix des matières premières avait été multiplié par 2,4 (presque 3,5 pour les produits alimentaires) *avant* et non après le quadruplement du prix du pétrole, — cette inflation finit par entamer la capacité bénéficiaire des entreprises. Elle ne pouvait pas ne pas les précipiter un jour ou l'autre dans la crise.

Alors ministre de l'économie et des finances, M. Giscard d'Estaing avait lancé, à l'époque (décembre 1972), un plan déjà destiné... à lutter contre l'inflation. Il ne visait hélas ! qu'à peser sur l'indice des prix, notamment par un abaissement de la T.V.A. Il reste que, si l'on se rapporte aux documents les plus officiels, notamment aux derniers rapports annuels du Conseil national du crédit, les années 1972 et 1973 sont présentées comme une période de restriction de crédits. D'où vient que les résultats aient été si décevants ?

La question n'a pas seulement un intérêt rétrospectif. Elle intéresse le sort du programme que le gouvernement vient de lancer. Le succès de ce dernier dépendra non seulement de la vigueur avec laquelle seront appliquées les restrictions quantitatives qu'il contient, mais aussi de la présence ou de l'absence des réformes de structures qui devraient, en tout état de cause, les accompagner.

(Lire la suite page 40.)

La nouvelle « démocratie directe »

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

La grande nouveauté de la stratégie mise en œuvre par le président de la République, c'est l'appel lancé aux Français par-dessus la tête des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale. Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif. Ses successeurs l'ont imité, parfois à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable *« majorité silencieuse »*, hier sommée d'exprimer sa fidélité par ses votes sans tenir compte des ukases partisans, aujourd'hui conviée à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales. Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût de l'ordre des Français s'accommodent fort bien que mal des couplets sur la stabilité et la continuité en politique. Dès lors qu'on ne se contente plus d'invoquer leur horreur du changement mais qu'on touche à leurs intérêts matériels et à leur système de vie, qu'on n'en appelle plus à leur résignation mais qu'on réclame leur effort, qu'on ne leur parle plus de vagues progrès mais qu'on leur demande des sacrifices, la réaction risque, et c'est bien naturel, d'être fort différente et autrement raide. Il y a un côté jeu dans le choix des élus et surtout du responsable suprême : mais si le niveau de vie est en balance, personne ne joue plus.

Le silence de la majorité dite silencieuse n'est pas indifférence ni absence : les taux exceptionnellement élevés de participation électorale le montrent bien. Les réactions classiques et prévisibles des représentants syndicaux tant patronaux que salariés, à l'annonce du plan Barre, ont pu faire un moment espérer qu'il serait aisé de les mettre hors circuit et, sans eux, voire contre eux, de faire entendre raison à leurs mandants. On commence à voir qu'il n'en était rien et que les troupes ne se contenteront pas, cette fois, des protestations et déplorations rituelles produites par leurs porte-parole. Le soudain durcissement de l'attitude qu'avaient initialement adoptée les plus souples et conciliants d'entre eux, MM. Charpentié, Bergeron, Gingembre, Ceyrac même, dit assez qu'ils avaient sous-estimé l'irritation et l'inquiétude de leurs « bases ».

C'est évidemment de mauvais augure pour la suite des événements. Même si la procédure choisie au Parlement assure, en définitive sans trop de heurts, la ratification du programme gouvernemental, il restera à le faire accepter par le pays et à l'appliquer. Ce ne sera pas facile. Le contribuable, le consommateur, le salarié, auxquels M. Giscard d'Estaing a choisi mercredi de s'adresser directement, l'ont-ils entendu de la même oreille que le citoyen a reçu et finalement écouté avant-hier les promesses du candidat, hier les apaisements du président ? Toute la question est là.

ARTHUR M. SCHLESINGER
conseiller spécial de Kennedy et de Johnson

LA PRÉSIDENCE IMPÉRIALE

l'enjeu des élections américaines
l'avenir du régime présidentiel

puf

AU JOUR LE JOUR

Les grands blessés

On a l'impression actuellement que M. Chirac se dispose à jouer à M. Giscard d'Estaing le même genre de blague que celle qu'il avait faite en avril 1974 à M. Chaban-Delmas et que Georges Pompidou avait inaugurée à Rome à l'intention du général de Gaulle.

Au temps du calvaire de M. Chaban-Delmas, Mme Giroud avait écrit qu'on ne tire pas sur une ambulance. Mais, à l'heure où le plan Barre suscite le consensus du non et où le chef de l'Etat ne sait plus sur quel cactus s'asseoir, on peut se demander s'il n'est pas urgent de peindre une croix rouge sur la voiture gouvernementale.

BERNARD CHAPUIS.

JOHNNY HALLYDAY AU PALAIS DES SPORTS

La chanson de geste

En jetant toute son énergie sur scène, comme un exutoire à une fureur de vivre, en rugissant, en empoignant le micro, en donnant le coup de poing au public, en flanquant une volée de coups et en se soûlant de mots, de gestes, de rythme, Johnny Hallyday est devenu dès son apparition, en 1960, comme un symbole annexé par des milliers de jeunes.

Ils se reconnaissaient en lui au moment même où, avec des loisirs et un peu d'argent de poche, ils arrivaient en force dans la vie active et sur le marché, du show-business modifié par le microsillon et par le rock qui jaillissait alors de partout, de la radio, des salles de danse et des comédies musicales d'Hollywood.

Avec les yeux bleus en amande noyés dans une sorte de brume, avec la tête engoncée dans les épaules, la démarche butée et le visage timide, inquiet, comme en quête de quelque chose d'indéfinissable, mais qui se fendait brusquement d'un large sourire, Hallyday était le plus doué, la plus belle bête de scène jamais vue dans le music-hall français.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 31.)

EUROPE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Avec trois jeunes candidats sans illusions sur leurs possibilités d'action

Une cinquantaine de députés ne se représentent pas aux élections allemandes du 3 octobre. En revanche, de nombreux jeunes font, pour la première fois, acte de candidature. Notre correspondant a suivi la campagne de trois *dirigeants de mouvements de jeunesse, qui ont une bonne* chance de siéger au prochain Bundestag : Mme Ingrid Matthäis pour le parti libéral, M. Wolfrang Roth pour le parti social-démocrate et M. Matthias Wissmann pour l'Union chrétienne-démocrate.

De notre envoyé spécial

Münster. — Dans la zone réservée aux piétons de Münster, à l'heure où les magasins sont pleins, Mme Ingrid Matthäis, trente et un ans, juge au tribunal *administratif de la ville, ancienne* présidente des Jeunes démocrates (1) et candidate du parti libéral dans la circonscription voisine, invite les passantes à jouer au *« jeu de l'oie de l'émancipation »*.

« Vous travaillez bien à l'école, mais vous voulez passer le baccalauréat. Pour une fille, c'est du temps perdu : retournez à la case de départ. » Mme Ingrid Matthäis *mène une campagne* humoristique. Privée de moyens importants dans une région où le F.D.P. est très faible et la C.D.U. très puissante, elle a renoncé aux réunions traditionnelles qui attirent seulement un petit nombre de sympathisants convaincus. Elle préfère les discussions dans la rue, les distributions de tracts sur les marchés ou devant les gares, qui permettent d'engager la conversation.

Avec son *« jeu de l'oie de l'émancipation »*, elle veut attirer l'attention à la fois sur le statut inférieur de la femme dans la société et sur les mesures prises par le gouvernement libéral-socialiste en faveur de l'égalité des sexes. Les badauds se massent autour de grands carrés de moquette posés à même le sol qui figurent les cases du jeu, et commencent à poser des questions : les retraites, le chômage, les « extrémistes » dans la fonction publique, la libéralisation de l'avortement...

Devant une tasse de café et les traditionnels gâteaux allemands, les « femmes au foyer » réunies par l'organisation féminine de la démocratie chrétienne dans un café de Ludwigsburg posent les mêmes questions à M. Matthias Wissmann, vingt-sept ans, juge stagiaire et président de la Junge Union (2). Avant de faire du porte-à-porte dans un quartier ouvrier, le jeune candidat de la C.D.U. consacre son après-midi aux électrices. Il parle de la politique familiale et obtient facilement leur approbation quand il prend position pour la libéralisation contrôlée de l'interruption de grossesse, bien qu'une jeune femme murmure : *« Ce n'est pas un thème pour un homme ! »* C'est le lot quotidien des candidats à quelque parti qu'ils appartiennent. Seuls les moyens diffèrent.

Mme Matthäis fait le plan de sa campagne dans sa cuisine avec l'aide de son mari et de quelques amis. M. Wissmann peut, lui, compter sur l'aide de plusieurs dizaines de militants *de la Junge Union, sur l'engagement* personnel des dirigeants de la C.D.U. — M. Kohl est venu parler dans sa circonscription — et sur un budget respectable. Il a refusé une place sur la liste régionale parce que celle qu'on *lui proposait n'était pas sûre. Il* doit donc conquérir la circonscription (3), qui, il y a quatre ans, est allée au candidat du S.P.D. avec une avance de 4 % des suffrages.

Dans le même Land du Bade-Wurtemberg, mais dans la ville voisine de Pforzheim, M. Wolfgang Roth, trente-cinq ans, économiste, ancien président des Jusos, est le mieux placé sur *la liste du S.P.D. Il a pratiquement* l'assurance d'entrer au Bundestag. Entre les distributions de tracts aux portes des usines, les réunions nocturnes avec les dirigeants du parti ou les discussions avec des syndicalistes, il prend le temps de visiter des maisons de retraite — comme la plupart de ses collègues, — il écoute les doléances des vieilles dames, fait peu de promesses, mais note leurs revendications et propose la création de centres de loisirs municipaux qui pourraient *« servir de lieux de rencontres pour plusieurs générations »*.

M. Wissmann, *« l'homme qui fait bien ce qu'il fait »*, disent ses affiches, semble avoir quelques difficultés avec le slogan de son parti : *« La liberté au lieu du socialisme. »* Dans ses discours, il tourne autour sans le citer expressément, préférant s'en prendre à la bureaucratie et à l'interventionnisme étatique plutôt qu'au « socialisme » d'une manière générale.

M. Roth et M. Matthäis ont en commun d'appartenir à l'aile gauche de leur parti respectif. Ni l'un ni l'autre n'entretiennent beaucoup d'illusions sur leurs possibilités d'action au Parlement. Ils savent qu'ils devront, par solidarité de groupe, soutenir des projets qui leur déplaisent ou renoncer à des réformes auxquelles ils tiennent. Mais ils espèrent que dans le groupe parlementaire libéral, comme dans le groupe social-démocrate, la gauche sera plus forte dans la prochaine assemblée. Pour M. Roth, la mobilisation de la base social-démocrate et la coopération avec les syndicats, *facilitées par le statut de député*, sont aussi importantes que le vote des lois. Une façon comme une autre de poursuivre « la double stratégie » chère aux jeunes socialistes.

D. Vt.

(1) Organisation de jeunesse du parti libéral.
(2) Organisation de jeunesse de la démocratie chrétienne.
(3) Chaque électeur dispose de deux voix, l'une pour élire directement un candidat, l'autre pour voter pour une liste de parti.

L'ultime débat télévisé entre les quatre principaux antagonistes n'a guère éclairé les électeurs

De notre correspondant

Bonn. — Le débat télévisé, jeudi 30 septembre, entre MM. Schmidt, Genscher, Kohl et Strauss, que la presse ouest-allemande a comiquement *appelé « duel à quatre »* n'a pas, malgré sa durée, apporté beaucoup de lumière aux électeurs. Les protagonistes ont été fidèles à leur réputation. Le chancelier Schmidt, précis et hautain, M. Genscher, *sérieux et courtois, M. Kohl*, convaincu et même passionné, et M. Strauss, offensif et bien documenté. Sur les problèmes de fond et le programme des deux camps, l'émission n'a pas permis, en revanche, d'en apprendre plus qu'en un mois et demi de campagne électorale.

Pendant plus de trois heures, les quatre participants auraient eu le loisir de développer leurs conceptions respectives des tâches du futur gouvernement, mais ils ont occupé leur temps, soit à défendre leur politique passée, soit à justifier leurs critiques. La civilité ne survécut d'ailleurs pas à trois heures de discussions, et l'émission s'est terminée sur des échanges peu amènes entre M. Schmidt, d'une part, MM. Strauss et Kohl, d'autre part.

Le débat a infirmé un jugement souvent prononcé ces dernières semaines, selon lequel aucun grand thème ne dominait la campagne, puisque l'Allemagne fédérale est un pays sans problème. Il est vrai que la R.F.A. est mieux sortie de la crise économique que la plupart des autres pays occidentaux — et le chancelier ne s'est pas fait faute de le rappeler encore une fois.

Sans doute aucun choix dramatique ne s'impose-t-il à la République fédérale comme c'était le cas en 1972 lorsqu'il s'agissait d'approuver une politique rompant avec la pratique de vingt-cinq ans et aboutissant à reconnaître — fût-ce provisoirement — l'existence d'un autre État allemand. Ni l'enjeu ni la personnalité du chancelier ne sont, *cette année, comparables*. Avec ses discussions violentes, mais parfois creuses, et son caractère un peu ennuyeux, la campagne est « normale », celle de 1972 était exceptionnelle.

M. Genscher a bien résumé le *débat, au moins du point de vue* de la coalition libérale-socialiste : *« Faut-il remplacer un gouvernement qui a réussi ? »* En posant ainsi la question, les sociaux-démocrates et les libéraux évitent d'avancer une solution précise *aux problèmes latents. L'opposition* chrétienne démocrate n'est pas plus imaginative. Ses velléités de poser ce qu'elle appelle *« la nouvelle question sociale »* (c'est-à-dire le sort des marginaux : vieux, handicapés, familles nombreuses, *etc., qui ne peuvent s'appuyer* sur des groupes de pression) ont fait long feu. Sous l'impulsion de son aile droite, la C.D.U.-C.S.U. s'est lancée dans une espèce de fuite en avant idéologique qui masque mal l'absence *de toute conception politique* précise. Son slogan : *« La liberté au lieu du socialisme »*, suggère à l'électeur une décision fondamentale pour l'avenir de l'Allemagne — *« et de l'Europe »*, ajoute M. Strauss, — alors qu'elle n'est pas *en mesure d'expliquer* concrètement ce qui changerait si elle arrivait au pouvoir.

Un des paradoxes de cette campagne est que l'enjeu est supposé avoir une *signification planétaire*, alors qu'il est probable que, dans un premier temps au moins, la politique d'un gouvernement chrétien-démocrate ne se distinguerait pas essentiellement de celle suivie jusqu'à maintenant. Les dirigeants de la coalition libérale-socialiste n'ont pas complètement tort quand ils qualifient le *« programme d'urgence »* présenté par M. Kohl comme un simple « démarquage » de la politique gouvernementale, la différence principale concerne les dégrèvements fiscaux promis aux entreprises par la C.D.U.-C.S.U., toutes les idées économiques de l'opposition pouvant se résumer ainsi : volonté de créer *« un climat de confiance »*. En politique étrangère, M. Kohl se déclare résolu à poursuivre sur la voie de la détente Est-Ouest, mais son inexpérience en la matière et la méfiance que suscite M. Strauss dans de nombreux pays peuvent laisser prévoir une période d'immobilisme.

S'agit-il alors simplement de choix entre deux chefs de gouvernement ? Entre M. Helmut Schmidt, chancelier sans avoir été candidat à la chancellerie au moment des élections, pragmatique, sûr de lui, *qui croit qu'une* bonne connaissance de l'économie est le secret de la réussite, et M. Helmut Kohl, honnête homme, un peu provincial, dont la bonhomie compense la maladresse et la ténacité le manque de compétences ?

Ce serait méconnaître que quelques déclarations de dirigeants chrétiens-démocrates laissent prévoir, sinon un changement radical de politique, du moins un changement de climat.

M. Alfred Dregger, futur ministre *de l'intérieur d'un éventuel* gouvernement C.D.U.-C.S.U., ne laisse planer aucun doute sur sa philosophie quand il déclare : *« Nous ne voulons pas devenir un peuple de play-boys, de vieillards et de quelques étrangers accomplissant les besognes subalternes. C'est pourquoi je me demande si la principale tâche de la politique allemande était vraiment de faciliter l'avortement. »*

En chassant les *« extrémistes »* de la fonction publique et les professeurs *« rouges »* des universités et des écoles, en demandant, comme M. Kohl, aux ouvriers allemands de *« retrousser leurs manches »*, la C.D.U.-C.S.U. se propose de rétablir ce que M. Strauss nomme *« l'ordre naturel des choses »*, en exaltant la réussite individuelle et le goût de l'effort, *« il ne doit plus être sanctionné par une progressivité rigoureuse de l'impôt »*, en critiquant l'intervention croissante de l'État, elle renoue avec le libéralisme économique du dix-neuvième siècle. *« La question existentielle de nos jours s'énonce ainsi,* affirme M. Kohl : *plus de liberté ou plus d'égalité »* ; les sociaux-démocrates répondant : *« plus de liberté grâce à plus d'égalité et plus de justice sociale »*, qui ne peuvent être obtenues, selon eux, sans l'intervention de l'État.

En ce sens, les électeurs ouest-allemands ont bien à choisir entre deux conceptions du monde qui, poussées jusqu'à leurs dernières conséquences, pourraient déboucher, à long terme, sur des politiques tout à fait opposées.

DANIEL VERNET.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Allemagne inachevée »

de Michel Meyer

Le livre que Michel Meyer, correspondant de l'O.R.T.F. puis d'Antenne 2 à Bonn, vient de consacrer à la République fédérale, est étrange parce que composé de deux parties dissemblables. Dans la première, fort de son expérience familiale et professionnelle, Michel Meyer décrit avec précision et humour la vie quotidienne outre-Rhin, les soirées « bière-télé » dans des salons trop neufs sur des sofas glacés à l'ombre de l'éternel arbre caoutchouc, l'obsession du bien-être matériel, l'aversion à l'égard des enfants gêneurs dispendieux, le succès, d'ailleurs passager, de la pornographie.

Dans la seconde, il analyse les *rapports de force en Europe*, la politique soviétique, « *l'isolationnisme américain* », et tire cette conclusion : « *Quand l'Allemagne se réunifiera, le continent basculera* » dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. Car ne nous y trompons pas, avertit l'auteur, il suffit de *« regarder vivre le peuple germanique pour deviner, sous le masque de la sérénité économique, les rides du malaise politique »*. Entre la vie quotidienne sans idéal et la « finlandisation » de l'Allemagne il y a plus que des liens, « des concours d'évidence ».

Pour Michel Meyer, le malaise politique des Allemands, c'est la division de leur nation. Elle hante leurs nuits et détermine en dernière analyse toute leur politique. L'Europe occidentale n'est que *« le cap germano-latin du continent slave »*, dont le centre de gravité se trouve loin à l'est. Aussi les intérêts objectifs des Allemands — pour la réunification — et ceux des Soviétiques — pour l'extension de leur zone d'influence — concordent-ils pour provoquer à terme une neutralisation de l'Allemagne, c'est-à-dire, par voie de conséquence, de l'Europe toute entière.

Que la question allemande constitue une *« bombe à retardement »*, on l'accordera volontiers à l'auteur. *Qu'elle doive provoquer* nécessairement *« l'éclatement de l'Europe occidentale »*, et son *« basculement »* dans la sphère d'influence soviétique, ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Il semble même que la détente Est-Ouest n'ait pas *provoqué « le changement par le rapprochement »* cher jadis à M. Egon Bahr, conseiller de M. Brandt pour la politique à l'Est, mais qu'elle ait au contraire renforcé l'existence de chacun des deux États allemands et creusé le fossé politique, économique, idéologique, voire national, qui les sépare.

Comment une *« nouvelle grande Allemagne réunifiée géographiquement »*, dont Michel Meyer prévoit la *« réapparition »* pourrait-elle être *« mutilée et stérilisée politiquement »* ? C'est bien parce qu'à l'Est comme à l'Ouest on est persuadé du contraire que personne ne veut de la réunification allemande et que chacun s'emploie pour l'empêcher. — D. Vt.

(*) Michel Meyer, *l'Allemagne inachevée*, Denoël, 1976, 223 p., 42 F.

« L'Allemagne selon Willy Brandt »

d'Henri Ménudier

Le livre de Michel Meyer est l'œuvre d'un journaliste, celui d'Henri Ménudier, l'œuvre d'un universitaire (1). S'ils ont tous les deux le même objet d'observation, ils ne le disséquent pas avec le même instrument et ne tirent pas les mêmes conclusions. Seule les rapproche leur vénération pour l'ancien chancelier Brandt. Michel Meyer regarde vivre les Allemands et échafaude des hypothèses, Henri Ménudier étudie des structures politiques, économiques et sociales, sans en tirer de conclusions personnelles. Son livre serait un véritable manuel s'il n'y avait introduit des entretiens avec les présidents des trois grands partis, dont on regrettera cependant la sécheresse.

Le propos d'Henri Ménudier n'est toutefois pas seulement « scientifique », il est aussi politique au sens où il poursuit un objectif. Partisan, depuis son adolescence, de « l'amitié franco-allemande », l'auteur regrette que l'Allemagne soit encore vue par ses concitoyens au travers des clichés les plus éculés. *« La R.F.A. immuable de Bismarck à nos jours ? Quelle binocherie d'une affligeante naïveté ! »*, écrit-il.

Les convergences et divergences dans l'évolution de nos sociétés devraient nous inciter à comprendre comment nos voisins tentent de résoudre leurs problèmes. *« Nous aurions intérêt à procéder à de plus amples échanges d'expériences pour éviter d'effroyables gâchis »*, dit Henri Ménudier.

L'Allemagne selon Willy Brandt est celle de la politique à l'Est et des réformes intérieures. C'est aussi celle des grands espoirs et des grandes déceptions. Pour comprendre le développement de cette expérience puis sa dérive après la démission de M. Brandt on se reportera au livre de l'ancien chancelier *Par-delà le quotidien* (2), où il se penche sur cinq années de pouvoir sans nourrir, semble-t-il, trop d'illusions sur la capacité de son parti à avoir ce qu'il appelle *« des visions au sens terrestre et réalistes »*. — D. Vt.

(1) Henri Ménudier, *l'Allemagne selon Willy Brandt*, avec une préface d'Alfred Grosser. Stock, 450 p., 48 F.

(2) Willy Brandt, *Par-delà le quotidien - Un bilan provisoire*, traduit de l'allemand par Guy Fritsch-Estrangin et Suzanne Enquebecq (Gallimard), 266 p., 42 F.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● UN RESSORTISSANT FRANÇAIS, M. Albert Bertrand, accusé d'appartenir aux « services secrets français », a été expulsé mercredi 29 septembre. Selon les autorités, M. Bertrand, *« ami personnel du fantoche Holden Roberto »* (leader du Front national de libération de l'Angola - F.N.L.A.), était venu en Angola en tant que *« représentant d'un groupe industriel français »*. *(A.F.P.)*

Comores

● M. SALIM HIMIDI, ministre comorien de l'intérieur, a indiqué, jeudi 30 septembre, à Antananarivo (anciennement Tananarive), que le directeur de la compagnie pétrolière Shell - Comores, X. Mamode Amin, était assigné à résidence aux Comores à la suite d'un *« complot économique visant à asphyxier l'État comorien »*. « *Une enquête est en cours*, a-t-il dit, *et le tribunal compétent statuera très prochainement sur le sort de M. Amin et des autres personnes impliquées dans cette affaire.* — *(Reuter.)*

Espagne

● QUINZE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ contre la peine de mort, jeudi 30 septembre, à Vigo (Galice), à l'occasion du premier anniversaire de l'exécution de M. José Humberto Baena, membre du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP). — *(A.F.P.)*

Finlande

● LE PRÉSIDENT KEKKONEN a demandé, jeudi 30 septembre, au nouveau cabinet centriste d'œuvrer en vue d'un gouvernement majoritaire, *« car un gouvernement minoritaire ne devrait être qu'une solution provisoire »*. Un élargissement de la coalition n'est guère probable à court terme : les partis préféreront attendre le résultat des élections municipales du 19 octobre. Et les sociaux démocrates devront décider de la longueur de la cure d'opposition qu'ils sont en train de faire.

République d'Irlande

● UN CHALUTIER SOVIETIQUE DE 2 500 TONNES, Le « BELOMORIE », a été arraisonné mercredi 28 septembre par des bâtiments de la marine irlandaise pour avoir pêché dans la zone des 12 milles, apprend-on à Dublin, de source officielle. Il a été amené jeudi dans le port de Cork. Le capitaine affirme être resté à 13 milles des côtes. — *(A.F.P.)*

Roumanie

● UNE RÉUNION « AU SOMMET » DU PACTE DE VARSOVIE se tiendrait fin octobre à Bucarest, pour la première fois depuis dix ans, apprend-on de source diplomatique à Vienne. M. Brejnev et les autres chefs de parti et de gouvernement des six membres y participeraient. Ce serait la première visite à Bucarest de M. Brejnev depuis 1966. La dernière réunion du comité consultatif du pacte avait eu lieu en avril 1974 à Varsovie. — *(Reuter.)*

Sénégal

● M. ROBERT GALLEY, ministre français de la coopération, séjournera du 7 au 9 octobre au Sénégal. Sa visite coïncidera avec les cérémonies organisées pour le soixante-dixième anniversaire du président Léopold Sedar Senghor. — *(A.F.P.)*

Soudan

● LA COUR DE SURETE DE L'ETAT SOUDANAIS a condamné à mort par contumace, jeudi 30 septembre, à Khartoum, l'ex-premier ministre, M. Sadek El Mahdi, qui était aussi le président du parti de droite dissous Al Oumma, et M. Youssef El Hindi, ancien ministre des finances. *(A.F.P.)*

Thaïlande

● LES ÉTUDIANTS ont lancé, mercredi 29 septembre, au gouvernement thaïlandais un *ultimatum exigeant l'expulsion* du maréchal Thanom avant samedi midi. Au cours d'un rassemblement regroupant plus de dix mille personnes à Bangkok, ils ont annoncé qu'ils *« prendront des initiatives plus dures » si le gouvernement ne* répond pas à leur exigence. Une nouvelle manifestation est prévue samedi. Le premier ministre a prêché la modération et a créé un comité chargé de négocier à l'amiable le départ de l'ancien dictateur, rentré d'exil le 19 septembre, et qui s'est fait bonze aussitôt après son arrivée. Le maréchal a fait savoir qu'il refusait de quitter le pays, quoi qu'il arrive. — *(A.F.P.)*

Vietnam

● UNE DÉLÉGATION VIETNAMIENNE séjourne au Canada. Dirigée par M. Hoang Luong, vice-ministre des affaires étrangères, elle a eu des entretiens avec des responsables de l'économie et a reçu l'assurance qu'Ottawa appuiera dans l'avenir au Conseil de sécurité la demande d'admission du Vietnam à l'O.N.U. — *(A.F.P.)*

Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil "Qualitel") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un studio de 32 m², par exemple, au 3e étage, ne coûte que 223.000 F. Il reste également des 2 pièces et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

73 av. des Ternes Paris 17e.

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison décembre 1976. Renseignements et vente sur place tous les jours de 14 à 19 h sauf le mercredi.

GEFIC

Samedi et dimanche de 10 à 19h. ou, GEFIC, 52 Champs Élysées, Paris 8e. Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.

هكذا في الأصل

EUROPE

Grande-Bretagne

Le chancelier de l'Échiquier rappelle au congrès travailliste les dures réalités économiques

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Grâce à M. Denis Healey, les réalités économiques et monétaires ont réussi à pénétrer l'atmosphère tout à fait artificielle dans laquelle s'était déroulé, depuis quatre jours, le 75e Congrès annuel du parti travailliste à Blackpool. Même si le chancelier de l'Echiquier a été interrompu à plusieurs reprises par des huées hostiles jeudi 30 septembre, il a bénéficié, en fin de compte, d'une ovation inattendue alors qu'il défendait avec beaucoup de véhémence la stratégie gouvernementale pour combattre l'inflation, remettre l'industrie britannique sur ses pieds et — si possible — arrêter la chute catastrophique de la livre sterling.

Sans doute faut-il tenir compte du fait que beaucoup de délégués du parti travaillistes considèrent la conférence annuelle comme l'occasion de passer une semaine au bord de la mer en compagnie de leurs épouses et de retrouver de vieux camarades. A Blackpool, qui est un gigantesque Luna-Park, ils ne passent que quelque heures par jour au congrès avant de se répandre dans les pubs et les innombrables réunions très « arrosées » offertes par les syndicats et autres associations travaillistes. C'est pourquoi, peut-être, la crise du sterling, profondément ressentie à Londres et dans le reste du monde, a pu être ignorée aussi longtemps à Blackpool. Depuis le début de la semaine, les délégués se succédaient à la tribune du congrès en réclamant davantage d'écoles, d'hôpitaux, de services sociaux, d'aide aux chômeurs, des retraites plus généreuses et des subventions dans tous les domaines afin de mieux établir le « paradis socialiste », sans se soucier le moins du monde de la crise économique et financière qui frappe durement le pays.

C'est seulement mercredi soir, lorsque le chancelier de l'Echiquier annonça son intention de demander un nouveau crédit au Fonds monétaire international, que les dirigeants du congrès furent tirés de leur somnolence. Leur principale inquiétude visait d'ailleurs les programmes sociaux très ambitieux débattus par la conférence. Les chefs officiels du parti, — qui se trouvent en conflit ouvert avec le gouvernement Callaghan — se demandèrent non sans raison si le Fonds monétaire international n'allait pas imposer au Royaume-Uni une politique d'économie et de déflation qui irait directement à l'encontre des vœux de la plupart des congressistes, uniquement soucieux d'accroître le budget social de la nation.

Tout en feignant de soutenir le gouvernement en approuvant à main levée les mesures prises pour défendre la livre, le comité exécutif national du Labour Party adopta une motion visant à repousser tout contrôle de l'institution monétaire internationale sur la politique économique de la Grande-Bretagne.

A en croire les militants du Labour, il s'agirait d'un complot international pour détruire le « socialisme britannique ». D'autre part, des leaders syndicaux considérés comme très sérieux affirmaient froidement que la baisse de la livre n'aurait pas une grande importance pour les travailleurs, puisqu'il suffirait à ces derniers de revendiquer une hausse des salaires ! Certains leaders ouvriers allaient même jusqu'à dire que le F.M.I. a pour devoir de prêter de l'argent au Royaume-Uni sans aucune condition, car un effondrement de l'économie britannique compromettrait l'équilibre des autres pays occidentaux...

Compte tenu d'un tel état d'esprit, la tâche de M. Healey n'était pas facile. C'est jeudi matin seulement que le chancelier de l'Echiquier décida d'abandonner pendant quelques heures le « front monétaire » pour se rendre au congrès de Blackpool. Il est d'ailleurs stupéfiant que dans de telles circonstances les dirigeants qui contrôlent la marche du congrès n'aient trouvé le moyen d'accorder au chancelier qu'un temps de parole de trois minutes.

Il a suffi à M. Healey de ces quelques minutes pour secouer le congrès. N'ayant pas le temps de manœuvrer, le chancelier a directement attaqué les « *illusions* » entretenues par les congressistes depuis le début de la semaine. Certains des critiques du gouvernement, expliqua-t-il, en faisant allusion aux dirigeants officiels du parti, voudraient « *arrêter la marche du monde et descendre du train* ». Il a dénoncé les partisans d'une « *économie de siège* » résolus à interdire les importations dans le Royaume-Uni tout en réclamant le droit pour les exportateurs britanniques de conquérir librement les marchés extérieurs. Une telle politique, selon M. Healey, aboutirait rapidement à une guerre commerciale sans pitié et à un retour aux crises de la décennie 1930.

M. Healey n'a pas fourni d'explications sur la manière dont il entend négocier le nouvel emprunt avec le F.M.I. Il a conclu son appel — adressé beaucoup plus sans doute à la communauté internationale qu'aux congressistes — en disant que lui-même et le gouvernement maintiendront le programme d'économies budgétaires, la stratégie industrielle et le « contrat social » avec les syndicats, sans tenir compte des résolutions irréfléchies du congrès qui peuvent, selon lui, coûter au pays « *200 millions de livres en une minute* ». C'était sans doute là une allusion au vote passé quelques instants plus tôt en faveur de la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances.

JEAN WETZ.

Roumanie

Des personnalités françaises demandent à M. Ceausescu de laisser venir en France la famille de Benedict Corlaciu

Les membres du comité de soutien à l'écrivain roumain Benedict Corlaciu — fort affaibli par la grève de la faim qu'il fait depuis trois semaines pour obtenir que les autorités roumaines autorisent sa femme et ses jeunes enfants à le rejoindre — ont adressé jeudi 30 septembre un télégramme à M. Ceausescu.

Rappelant au chef du parti et de l'Etat roumain les promesses faites par les autorités de Bucarest à M. Sauvagnargues, les signataires espèrent « *un geste de générosité* » ; ils écrivent que ce cas « *est de ceux auxquels les accords d'Helsinki, dont la Roumanie est l'un des signataires, se doivent d'apporter une solution humanitaire* ».

Parmi les signataires de ce télégramme figurent notamment MM. Eugène Ionesco, Raymond Aron, Pierre Daix, Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, François Fejto, Roger Garaudy, Jean d'Ormesson et Mme Annie Kriegel, ainsi que l'écrivain soviétique récemment émigré André Amalrik.

D'autre part, une lettre a été adressée à M. Flitan, ambassadeur de Roumanie à Paris par Mme Solange Marchal, vice-présidente du Conseil de Paris, ainsi que par M. Georges Mesnin, député du XVIe arrondissement, et M. Michel Eibel, membre du Conseil de Paris. Ils signalent qu'ils ont reçu de nombreuses lettres de Parisiens qui ont vu M. Corlaciu sur la terrasse du Palais de Chaillot, où il poursuit sa grève de la faim, et qui « *s'étonnent et s'indignent* » du refus persistant des autorités roumaines. Elles demandent à M. Flitan d'user de son influence pour que cesse cet état de choses, « *dans l'intérêt de la santé de M. Corlaciu et aussi pour le bon renom des deux pays* ».

D'autre part, le fils et la belle-fille de Mme Margareta Zdrahal, qui avait fait elle aussi la grève de la faim pour obtenir leur venue en France, sont arrivés jeudi 30 septembre à Paris venant de Bucarest. Mme Zdrahal est sortie de l'hôpital pour aller les accueillir à l'aéroport.

Gibraltar

LES PARTISANS DU DIALOGUE AVEC MADRID SONT BATTUS AUX ÉLECTIONS

Gibraltar *(Reuter)*. — Le parti travailliste de Gibraltar, dirigé par Sir Joshua Hassan, ministre principal de la colonie, a remporté les élections qui se sont déroulées mercredi 28 septembre. Il obtient huit des quinze sièges à l'Assemblée. Aucun des trois candidats préconisant des négociations rapides avec Madrid pour mettre fin au blocus espagnol du Rocher n'est parvenu à se faire élire.

Soixante-quinze pour cent des seize mille électeurs se sont rendus aux urnes (un peu plus qu'en 1972). Ces résultats confirment l'attitude favorable à Londres adoptée lors du référendum de 1967. En représailles, l'Espagne imposa un blocus en 1969. Cette semaine, le ministre espagnol des affaires étrangères a réitéré les revendications de son pays sur ce territoire de 7 kilomètres carrés, cédé à l'Angleterre en 1704.

● *Le général Luis Diez Alegria* devient, à partir du 1er octobre, conseiller du royaume espagnol en remplacement du général d'aviation Angle Salas Larrazabal, soixante-dix ans, qui passe à la réserve en raison de son âge. Le général Luis Diez Alegria, qui a été le chef de la maison militaire du général Franco en 1972, est âgé de soixante-sept ans.

PROCHE-ORIENT

Liban

APRÈS LEUR DÉFAITE DANS LA MONTAGNE

Les Palestiniens ont rejeté l'offre de négociations de Damas

Alors que les Syriens et les forces de droite achevaient jeudi soir 30 septembre de « nettoyer » le secteur montagneux du Metn évacué par les Palestiniens, l'O.L.P. a rejeté l'offre de négociations de Damas.

Le chef militaire des Phalanges, M. Amine Gemayel, a affirmé, pour sa part, que son camp exigeait le retrait des forces palestiniennes des districts d'Aley et du Chouf, localité montagneuse au sud-est de Beyrouth, qui constitue le fief de M. Joumblatt, chef de file de la gauche libanaise.

Celui-ci a dénoncé jeudi, à son arrivée à Bagdad, « l'intervention ouverte du régime syrien dans les affaires libanaises, dans le cadre d'un plan visant à l'annexion lente » du territoire libanais. Dans les milieux proches du leader druze, on confirme que ce dernier pourrait conclure sa tournée au Proche-Orient par une visite à Paris.

● A MOSCOU, l'agence Tass a diffusé jeudi un communiqué du comité soviétique de solidarité afro-asiatique réclamant le retrait des forces syriennes du Liban. Ce document souligne que la présence des militaires syriens au Liban constitue « un sujet d'inquiétude pour l'opinion mondiale et soviétique », et se prononce en faveur d'un « règlement par les moyens politiques de toutes les questions pendantes entre les parties intéressées » et contre « l'ingérence étrangère dans les affaires du Liban ».

De notre correspondant

Beyrouth. — Beyrouth a-t-elle pris le relais de la montagne ? La bataille s'y est nettement intensifiée durant la nuit de jeudi à vendredi 1er octobre, juste après qu'elle se fut apaisée dans la montagne, où les palestino-progressistes ont perdu en quarante-huit heures toutes leurs positions à la suite d'offensives des Syriens et des forces de droite.

Alors que, depuis la fin des bombardements aveugles qui ont succédé à la chute du camp palestinien de Tell-El-Zaatar, il n'y avait pratiquement plus que des « *combats de routine* » sur les différents fronts de la capitale, la droite chrétienne a ranimé la bataille à Hadeth et à Kfarchima, non loin de l'aéroport.

L'initiative de la relance des combats ne fait pas de doute cette fois, et les dirigeants de la droite répètent que, même si les Syriens arrêtaient leur offensive, eux poursuivraient leur « *guerre de libération totale du Liban* ».

La grande bataille de Beyrouth a-t-elle commencé ? Selon des renseignements puisés à bonne source, la Syrie donnerait un délai de quinze jours aux Palestino-progressistes — en fait aux Palestiniens — pour céder et se soumettre à sa volonté. Durant ce délai, Damas négocierait avec la résistance tout en maintenant une forte pression sur elle.

Déjà l'armée syrienne resserre son emprise. Après avoir nettoyé l'enclave de la montagne, elle occupe maintenant les villages bordant ce territoire. L'importante localité de Bhamdoun est presque entièrement encerclée et la menace sur Beyrouth devient plus précise.

Ce que Damas exige des Palestiniens dans cette nouvelle phase de la guerre est clair : qu'ils se retirent de tous les fronts aussi bien à Beyrouth qu'en province (ce qui entraînerait l'effondrement du Mouvement national progressiste), et qu'ils réintègrent leurs camps.

Après avoir délibéré durant toute la journée de jeudi, les dirigeants de l'O.L.P. ont rejeté l'offre syrienne de négociations. « *Nous n'avons examiné que les moyens de résister* », a déclaré M. Abou Ayad, numéro deux du Fath.

Les Palestiniens poseraient plusieurs conditions à l'ouverture de négociations avec la Syrie : un cessez-le-feu sur le terrain, la fin du blocus du secteur palestino-progressiste et l'arrêt de la coordination militaire et politique entre Damas et la droite chrétienne. On note que, parmi ces conditions, ne figure plus l'exigence d'un retrait des troupes syriennes du Liban. Malgré cette concession de taille, Damas ne paraît disposée à accepter aucune condition de la part des Palestiniens.

La Syrie semble, cette fois-ci, décidée à imposer sa solution, et toutes les démarches effectuées parallèlement en vue de régler la crise paraissent vouées à l'échec. C'est ainsi que la rencontre entre le président Sarkis et M. Arafat a été décommandée.

Quant au « sommet » à six (Syrie, Egypte, Arabie Saoudite, mais n'a toujours pas accepté, il risque de demeurer à l'état de projet.

LUCIEN GEORGE.

Règlements de comptes à Mtein

Mtein (Montagne libanaise) *(A.F.P.)*. — Au moment de l'évacuation, mercredi 29 septembre, de la petite bourgade de Mtein par les forces palestino-progressistes, il restait encore, dans les rares maisons intactes, quelque cent cinquante habitants, tous chrétiens. Le maire admet volontiers que, en dehors de quelques graves excès, dont l'assassinat d'une religieuse, les Palestino-progressistes se sont comportés « *correctement* ».

Pourtant, c'est l'heure des règlements de comptes. Les chrétiens de Mtein n'oublient pas les humiliations qu'ils ont subies lors des derniers jours de mars, lorsque les éléments armés de la gauche ont occupé la localité. Jeudi après-midi, deux ou trois maisons ont été dynamitées parce qu'elles appartenaient à des Druzes ou à des progressistes. Quatre ou cinq autres ont été incendiées.

Pour les chrétiens de Mtein, les Druzes ont eu le tort de « *collaborer* » avec les Palestino-progressistes, et d'avoir parfois pillé ou incendié leurs maisons.

« *C'est la vengeance maintenant* », dit un jeune kataëb de dix-sept ans, en allumant la mèche qui fera exploser la charge de dynamite placée dans l'une des maisons « *ennemies* ».

« *Les Druzes*, dit un habitant, *c'est fini, nous n'avons plus confiance.* »

Lorsque les Palestiniens ont abandonné la bourgade, tous les Druzes et les quelques chrétiens progressistes en ont fait de même. Seul un vieillard, chrétien communiste, était resté.

Il n'avait pas porté les armes. Il ne craignait rien. Son corps gît maintenant, transpercé de plusieurs balles, dans un fossé, non loin de l'église, qui a été détruite par les Palestino-progressistes, et du cimetière adjacent, dont certaines tombes ont été profanées. Personne ne sait ici qui a exécuté ce vieillard. On sait simplement qu'il paye pour les autres.

Des habitants de Mtein et des autres villages des alentours préfèrent, assurent-ils, les Syriens aux Palestiniens, mais de là à dire qu'ils les acceptent...

A Salima, plus à l'ouest, le spectacle n'est pas tout à fait le même : peu de destructions, mais, apparemment, les Palestino-progressistes ont opposé une plus forte résistance. Quelques cadavres jonchent les rues, certains d'entre eux ont été incendiés.

M. Amine Gemayel, fils du leader des kataëb et chef des forces conservatrices du district de Mtein, a présidé jeudi une sorte de « *déjeuner de la victoire* », à Bikfaya, au cours duquel il a rendu hommage aux Syriens, qui, a-t-il dit, ont été les seuls alliés des chrétiens « *dans des heures sombres* ».

Neuf mouvements et périodiques chrétiens lancent un appel en faveur des Palestiniens et de la gauche libanaise

Neuf mouvements, groupes et périodiques, qui se prononcent pour la plupart en faveur du socialisme, ont publié, jeudi 30 septembre, un communiqué de soutien au *Front des chrétiens patriotes* récemment créé au Liban, et à la résistance palestinienne. Ce texte déclare notamment :

« *Un fait nouveau est apparu récemment dans le contexte chrétien libanais, jusqu'ici profondément marqué, au travers de la guerre, par le système confessionnel et la compromission de la communauté maronite avec la droite politique. Le Front des chrétiens patriotes vient d'être créé. Il regroupe l'ensemble des chrétiens libanais engagés dans la lutte de libération nationale et progressiste au sein des divers mouvements démocrates, libéraux, nationalistes de gauche et d'extrême gauche. Il veut (...) montrer à la communauté maronite et aux masses musulmanes qu'il y a des chrétiens qui rompent avec la droite, que le phalangisme n'est pas le christianisme, que les chrétiens fidèles à l'Evangile et qui veulent lutter pour plus de justice, choisissent le soutien aux Palestiniens et l'engagement dans le Mouvement national et progressiste libanais pour un Liban uni, laïque et démocratique.*

« *Les perspectives des phalangistes et de la réaction libanaise vont dans le sens de la création d'un Liban confessionnel qui renforcerait de fait le statu quo en faveur de l'Etat sioniste d'Israël. La résistance palestinienne a donc raison de s'opposer par tous les moyens à cette confessionnalisation.*

» *Des patriotes libanais et palestiniens luttent côte à côte contre l'agresseur syrien. (...) Nous dénonçons l'hypocrisie de certains milieux chrétiens qui (...) mettent en avant, à égalité ou autrement, les excès et atrocités qu'ils relèvent dans les deux camps, tout en négligeant de faire une analyse politique de la situation.* » (...)

Cet appel est signé par l'Action catholique, le Centre œcuménique de liaisons internationales, Christianisme social (Parole et Société), Cité nouvelle (chrétiens marxistes), l'équipe nationale de la Jeunesse étudiante catholique (JEC), le Mouvement chrétien pour la paix, *Notre Combat*, *Témoignage chrétien* V... nouvelle.

★ Pour toute information concernant cet appel et les modalités d'assistance à la résistance palestinienne et aux progressistes libanais, écrire ou téléphoner au Front des chrétiens patriotes, aux bons soins de *Témoignage chrétien*, 49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tél. 246-37-50. Soutien financier : Chamayel, 47 403 R, Crédit lyonnais

UNE MISE AU POINT DE L'UNESCO A PROPOS D'ISRAEL

Alors que doit se réunir, samedi 2 octobre, à Paris, un colloque organisé par le Comité international pour l'universalité de l'UNESCO, le service d'information de l'organisation a publié jeudi le communiqué suivant :

Certaines des résolutions votées à propos d'Israël par la conférence générale de l'UNESCO en 1974 continuant de donner lieu à des commentaires erronés, il apparaît nécessaire de rappeler une fois encore la portée exacte de ces décisions.

1. — A aucun moment cette conférence n'a envisagé d'exclure Israël de l'UNESCO. Aucune des résolutions qu'elle a adoptées ne met en cause l'appartenance de cet Etat à l'Organisation.

Depuis lors, comme depuis son adhésion en 1949, et de plein droit, Israël a pu prendre part à toutes les activités de l'UNESCO — y compris les conférences et réunions d'experts — organisées à l'échelle internationale. Il a d'ailleurs usé de ce droit à différentes reprises, tant en 1975 qu'en 1976. Les savants et chercheurs, les éducateurs et spécialistes de la culture israéliens n'ont à aucun moment été empêchés durant cette période de contribuer, comme par le passé, aux travaux de l'Organisation, et la nationalité israélienne continue d'avoir une représentation normale au secrétariat de l'UNESCO.

2. — Il est vrai que, malgré sa demande, la conférence générale de 1974 n'a pas inclus Israël parmi les pays invités à concourir à la réalisation de certains programmes régionaux en Europe.

Elle n'en a pas moins reconnu « le principe fondamental selon lequel chaque Etat membre a le droit et le devoir de participer pleinement et de façon régulière aux activités tant régionales qu'internationales de l'organisation » et exprime le désir de « contribuer à faire en sorte que chaque Etat puisse exercer ce droit et s'acquitter de ce devoir ».

C'est en se fondant sur cette résolution que, à la session de l'automne 1975, le conseil exécutif de l'Organisation, qui se réunit deux fois par an entre les sessions de la conférence générale, a adopté une recommandation adressée à cette dernière pour qu'elle complète, lors de sa prochaine réunion à Nairobi, en octobre 1976, « sur la base des propositions des Etats faisant déjà partie de chacune des différentes régions », la liste des Etats membres fondés à participer aux activités régionales de l'UNESCO. Le conseil a invité les Etats intéressés à faire connaître au directeur général, avant la réunion de la conférence, la région aux activités de laquelle ils souhaiteraient participer.

Un studio bien situé st de l'argent bien placé

av. des Ternes Paris 17e

OCTOBRE

ateliers ASP

carrelages, salles de bains-accessoires, robinetterie, cuisines agencées, cheminées

mois du carrelage

plus de 1.000 modèles rustique, style, moderne

15% DE REMISE

sur tous les articles "à emporter" marqués d'un canard

A.S.P. EZANVILLE : à 20 mn de Paris - nationale 1. Route de Beauvais, sortie Ezanville - correspondance B.P. 7 - 95460 Ezanville - 5000 m² d'exposition - ouverture de 9 h à 12 h 30, de 13 h 30 à 18 h 30 - même le dimanche. Nocturne le mercredi - tél. 991.92.13.

A.S.P. CRETEIL : Centre commercial CRETEIL-SOLEIL tél. 898.04.62

A.S.P. BELLE EPINE : Centre commercial BELLE-EPINE tél. 686.77.78

A.S.P. PARIS : 133, avenue de Clichy tél. 228.00.93 M° Brochant - Nocturne le mercredi

PRAUVI

DIPLOMATIE

La visite de M. Rossi à Alger pourrait amorcer une détente dans les relations avec Paris

M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, se rendra au début d'octobre en Algérie, à l'invitation de son homologue algérien, M. Layachi Yaker, pour visiter la 13e Foire internationale et la 2e Foire panafricaine. Il présidera le 8 octobre la traditionnelle « journée française » de la Foire internationale. Depuis le voyage de M. Jean François-Poncet, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la fin du mois d'avril, aucun ministre français ne s'était rendu à Alger. M. François-Poncet avait l'intention d'y retourner cet automne, mais sa nomination au secrétariat général de l'Elysée lors du changement de gouvernement ne lui a pas permis de donner suite à ce projet. La visite de M. Rossi permettra peut-être d'amorcer une certaine détente dans des relations tendues depuis plus d'un an.

L'ouverture du dialogue est recherchée de part et d'autre. Depuis deux mois, la presse algérienne s'est abstenue de critiquer ouvertement la France. Cette attitude contraste avec la série d'attaques lancées précédemment à propos des offres de M. Giscard d'Estaing concernant le Liban, de la vente de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud et même de l'affaire d'Entebbe, Paris ayant été accusé d'avoir facilité le raid israélien en Ouganda. Ce ton semble avoir été abandonné, et « El Moudjahid » a même publié récemment un article appréciant favorablement la politique suivie par M. Paul Dijoud en faveur des travailleurs immigrés.

Lors de la conférence des non-alignés à Colombo, l'Algérie s'est abstenue de prendre une position en flèche au sujet de la politique française vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

M. Rossi fera sans doute le point avec ses interlocuteurs algériens sur les relations économiques entre les deux pays. Le très important déficit de la balance commerciale au détriment de l'Algérie avait été à l'origine de la crise au lendemain de la visite de M. Giscard d'Estaing à Alger au printemps 1975. Il s'est élevé à 5 milliards de francs environ pour 1975. Bien qu'une circulaire ait recommandé aux sociétés nationales algériennes de ne plus passer de contrats avec des firmes françaises, le déficit se monte encore pour les six premiers mois de 1976, à 2,6 milliards de francs. Les importations françaises de produits algériens ont atteint 2,1 milliards (dont plus de 1,9 milliard pour les hydrocarbures) et les ventes avoisinent 4,7 milliards de francs. Bien que les achats de pétrole soient pour le moment supérieurs aux prévisions (ils ont dépassé les 4,7 millions de tonnes), le déséquilibre des échanges reste très préoccupant pour Alger, qui attend toujours en ce domaine des « gestes concrets ».

Les problèmes politiques enfin restent entiers, les dirigeants algériens continuant à reprocher au gouvernement français — qui ne s'en défend — d'être favorable à l'action entreprise par le Maroc au Sahara occidental. — D. J.

En visite impromptue à Paris

M. FAHMI A REMIS A M. GISCARD D'ESTAING UN MESSAGE DU PRÉSIDENT SADATE.

Le ministre des affaires étrangères d'Egypte, M. Ismail Fahmi, a été reçu, jeudi après midi 30 septembre, pendant une demi-heure par M. Giscard d'Estaing. Il a eu ensuite un entretien avec le secrétaire général de l'Elysée, M. François-Poncet. Le ministre égyptien a remis à M. Giscard d'Estaing un message du président Sadate. En quittant l'Elysée, il s'est refusé à en divulguer le contenu et n'a fait aucune déclaration.

On croit généralement que cette visite impromptue de M. Fahmi à Paris a trait à la crise libanaise, au sujet de laquelle le président Sadate déploie une grande activité.

Dans un message au nouveau président libanais, M. Sarkis, M. Giscard d'Estaing déclarait, pour sa part, le 23 septembre, que la France restait « *disposée* » à apporter au Liban la contribution que ce pays souhaiterait pour promouvoir la réconciliation, la sécurité et la reconstruction du Liban.

QUE CHOISIR?
TESTS :
Les vins : DE L'AMIANTE !
Les télés COULEURS
Le guide EMBALLAGES
QUE CHOISIR?
EN KIOSQUE

LE PREMIER MINISTRE DES FIDJI ACCUSE PARIS DE « MESQUINERIE »

Suva (*Reuter*). — Sir Kamisese Mara, premier ministre des Fidji, a accusé, jeudi 30 septembre, la France de faire preuve de « mesquinerie » en s'opposant à l'accréditation de M. Nandan, ambassadeur de l'archipel auprès de la Communauté européenne (*le Monde* du 29 septembre). « *Il incombe à la France de se comporter en gouvernement responsable* », a-t-il déclaré, ajoutant que les huit autres pays de la C.E.E. ont accepté la nomination de M. Nandan.

« *La France entretenait peut-être l'espoir que ses objections pousseraient les Fidji à annuler cette nomination*, a déclaré le premier ministre. *Nous avons cependant exposé clairement notre position. L'ambassadeur est sur place, et il appartient à la Commission de décider aussitôt que possible s'il convient ou non de le reconnaître.* » Sir Kamisese Mara a dit que la démarche de la France contre M. Nandan était sans précédent. Lorsque M. Nandan a critiqué à l'ONU les essais nucléaires français, « *il n'était que le porte-parole de son pays, et il n'est pas juste que Paris s'en prenne personnellement à lui.* »

RECEVANT LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE

Paul VI évoque « la passion de l'opinion publique pour l'Église »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le nouvel ambassadeur de France près le Saint-Siège, M. Georges Galichon, a présenté, jeudi 30 septembre, ses lettres de créance au pape.

« *L'Eglise*, a notamment souligné l'ancien président d'Air France, *ne se confond ni avec les communautés politiques ni avec les divers systèmes qui les inspirent. (...) Mais parce que les mêmes hommes sont à la fois fils de l'Eglise et citoyens de l'Etat, il est hautement souhaitable que, sans méconnaître les circonstances de temps et de lieu, une coopération harmonieuse et efficace s'instaure entre l'une et l'autre.* »

Faisant une allusion à l'affaire Lefebvre, le nouvel ambassadeur a souligné, d'autre part : « *Votre Sainteté ne manque jamais d'inviter ses fils de France à unir au zèle missionnaire la fidélité à l'authentique tradition, et aux initiatives apostoliques la soumission au magistère qui a la responsabilité ultime de l'annonce de la foi.* »

Dans sa réponse, Paul VI a également évoqué cette affaire en disant : « *Des faits récents ont manifesté l'intérêt et même la passion d'une très large fraction de l'opinion publique pour le problème de l'Eglise. Puissent nos fils de France, qui savent notre affection, répondre dignement à cette attente par la profondeur de leur foi, par leur rectitude morale, par leur générosité évangélique, par leur cohésion avec la tradition vivante de l'Eglise, en communion avec leurs évêques et avec ce siège apostolique, garant et signe de l'unité pour tous les disciples du Christ.* »

Le pape devait faire, d'autre part, une discrète allusion au problème de l'armement. « *Nous nous intéressons grandement*, a-t-il déclaré, *à la part que votre peuple peut aujourd'hui apporter à la communauté mondiale et à la vitalité de l'Eglise. Tout ce qui contribue ou contribuera à faire progresser l'esprit humain en quête de culture, et plus encore de sagesse et de valeurs suprêmes, à faire respecter la vie et la dignité humaines sous toutes leurs formes, à tempérer la course au bien-être matériel par une solidarité effective avec les plus démunis, à dénouer les nœuds de conflits là où ils sont dangereusement tendus, à substituer la perspective du développement à la prolifération des armes, à favoriser l'effort des jeunes nations, à promouvoir l'entraide au lieu du repli sur soi-même, la compréhension, la détente, la véritable paix en un seul mot, tout cela honore un pays, suscite l'acquiescement et l'encouragement de l'Eglise.* »

R. S.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Ford affirme qu'il n'a jamais détourné de contributions électorales à des fins personnelles

De notre correspondant

Washington. — M. Gerald Ford a déclaré jeudi 30 septembre, en recevant les journalistes à l'improviste dans son bureau de la Maison Blanche, qu'il n'avait jamais détourné des contributions électorales à des fins personnelles. Les enquêtes en cours, a-t-il ajouté, feront justice des allégations selon lesquelles il se serait livré à des pratiques électorales douteuses lors de ses campagnes antérieures pour le siège de représentant du Michigan.

M. Jimmy Carter a fait savoir immédiatement après cette déclaration qu'il acceptait sans discussion les explications de M. Ford ; pour sa part il considère que l'incident est clos. En fait, le candidat démocrate a marqué un point en obligeant le président Ford à sortir de son silence et à s'expliquer publiquement sur les accusations dont il a été l'objet ces derniers jours.

Le candidat démocrate opposait ainsi l'attitude « secrète » du président à sa propre campagne « ouverte » : lui, il s'expose en permanence aux questions les plus délicates des journalistes qui l'ont amené, il faut bien l'admettre, à commettre un certain nombre d'erreurs et même de gaffes. M. Carter estime qu'il est défavorisé dans ses relations avec la presse, alors que son adversaire, évitant systématiquement de rencontrer les journalistes, se borne à faire distribuer des mises au point préparées par ses porte-parole.

M. Ford a senti qu'il ne pouvait pas éluder toujours les questions des journalistes. Il a admis que lorsqu'il était représentant, il avait été à plusieurs reprises invité par différents présidents de sociétés — dont la puissante U.S. Steel — pour des week-ends de golf, tous frais payés par ses hôtes. Le président estime qu'il n'a en aucune façon enfreint les règles du Congrès adoptées en 1968 concernant les conflits d'intérêt. Il a précisé, en outre, qu'il avait lui-même souvent invité, à titre de réciprocité, les mêmes *businessmen*. « *A l'occasion*, a-t-il dit, *nous discutons des problèmes en instance devant le Congrès...* » Mais jamais, affirme-t-il, ses hôtes ne lui demandèrent la moindre faveur.

M. Ford a souhaité que soient rendus publics au plus vite les résultats de l'enquête actuellement menée par le procureur Charles Ruff sur les contributions de l'industrie de la marine marchande à sa campagne de 1970 pour la Chambre des représentants. M. Ford a affirmé que c'est à dessein qu'il n'est pas intervenu ou n'a pas fait intervenir ses collaborateurs dans cette affaire. Il a laissé entendre qu'une telle démarche aurait pu être interprétée comme une pression destinée à gêner le travail du procureur. Il a précisé que toutes les sommes reçues au titre des frais de tournée électorale ont figuré entièrement dans ses déclarations de revenus.

HENRI PIERRE.

ASIE

Chine

L'anniversaire de la fondation du régime a été célébré avec une grande discrétion

De notre correspondant

Pékin. — Plusieurs des festivités qui marquent traditionnellement le 1er octobre, anniversaire de la fondation de la République populaire, ont été supprimées cette année en raison de la mort du président Mao. Il n'y a eu ni banquet officiel ni attractions populaires dans les parcs. La période de deuil officieux qui s'était prolongée jusqu'à ces derniers jours est cependant terminée. La radio diffuse de la musique. De nouveaux films sont présentés dans les cinémas.

La mémoire du président Mao n'en a pas moins été au centre d'un « séminaire » qui s'est tenu jeudi soir à Pékin pour célébrer ce vingt-septième anniversaire du régime. Quelques centaines de représentants des « *ouvriers, paysans, soldats et étudiants* » avaient été conviés à cette manifestation, à laquelle assistaient tous les membres du bureau politique présents à Pékin, Mme Chiang-Ching et M. Wang Hong-wen notamment. Le premier ministre, M. Hua Kuo-feng, a pris la parole. Selon les extraits de son discours qui ont été diffusés, il a essentiellement réitéré la consigne inlassablement répétée depuis trois semaines à la population de « *transformer sa douleur en force* ».

Cette manifestation s'est tenue dans une salle de la tour qui domine la porte Tien-An-Men, à l'entrée de la Cité interdite, à l'endroit même où fut proclamée, en 1949, la République populaire. L'éditorial publié vendredi par *le Quotidien du peuple* rappelle ce jugement du président défunt : « *Agissez suivant les principes établis.* » Il insiste sur la théorie de la « *continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat* ».

L'éditorial met l'accent sur l'étude et cite l'exemple de militants qui ont pris l'engagement de relire intégralement les œuvres de Mao Tse-toung ou d'approfondir leur connaissance de certains des textes qu'elles contiennent. Les comités du parti, à tous les échelons, sont invités à considérer que « *l'étude de la pensée Mao Tse-toung est la tâche la plus fondamentale en matière d'édification idéologique du parti et d'éducation idéologique et politique des masses* ». L'éditorial encourage le peuple à vouer « *une haine infinie à la ligne contre-révolutionnaire et révisionniste de Teng Hsiao-ping* ». Mais son caractère théorique ne laisse aucunement prévoir une relance de la campagne contre tel ou tel dirigeant.

ANDRÉE JACOB.

MOSCOU RÉAFFIRME SA VOLONTÉ DE DIALOGUE AVEC PÉKIN

(*Suite de la première page.*)

Il s'agit là de la position traditionnelle de l'U.R.S.S., la Chine exigeant, avant toute consécration des frontières, que Moscou reconnaisse l'inégalité des traités imposés à l'empire chinois par la Russie tsariste et en vertu desquels une bonne partie de la Sibérie méridionale est aujourd'hui soviétique.

Reprenant d'autres propositions soviétiques qui n'avaient plus été formulées depuis longtemps, Alexandrov rappelle d'autre part que Moscou est prêt à « *étendre son commerce avec la Chine* », à établir une coopération dans les domaines de la santé publique, du sport et du tourisme. Le scénario proposé rappelle celui qui a déjà été appliqué dans les relations avec de nombreux pays capitalistes : dans un premier temps, règlement du contentieux historique, puis mise en place d'une coopération commerciale, scientifique et technique. Reste à savoir ce qu'on va penser à Pékin de cette mise entre parenthèses du contentieux idéologique.

Les analyses d'Alexandrov sont confirmées par le message du présidium du Soviet suprême et du conseil des ministres adressé, toujours à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la révolution chinoise, au comité permanent de l'Assemblée chinoise des représentants du peuple et au conseil d'Etat de la R.P.C.

Ce texte, qui compte, très exactement, quarante-quatre lignes (dix lignes de plus que celui de l'an dernier), réaffirme les bonnes dispositions de l'Union soviétique à l'égard de la Chine ainsi que la volonté de Moscou de normaliser ses rapports avec Pékin. Cette normalisation doit être fondée sur « *les principes de l'égalité en droit, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures réciproques* ». Fait également nouveau par rapport à l'an dernier : le message se termine par des vœux « *de prospérité et de succès au grand peuple chinois* ».

En attendant de voir comment les dirigeants chinois réagiront à la nouvelle attitude soviétique, il est probable que la presse continuera de s'abstenir de toute attaque contre la Chine. Ces attaques ont soudainement cessé au lendemain de la mort de Mao Tse-toung. Les journaux de Moscou n'ont même pas critiqué la tournée que vient de faire en Chine M. Schlesinger, considéré comme le principal artisan d'un axe Pékin - Washington. Cette retenue aurait été inconcevable il y a seulement quelques semaines.

JACQUES AMALRIC.

Japon

Depuis le début de l'affaire du Mig

SIX CHALUTIERS ONT ÉTÉ ARRAISONNÉS PAR LES SOVIÉTIQUES

Tokyo (*A.P., Reuter*). — Les pêcheurs japonais ont été invités par le gouvernement à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'ils se trouvent à proximité des eaux territoriales de l'U.R.S.S., en raison de la tension qui règne entre Moscou et Tokyo depuis la fuite au Japon d'un pilote de Mig-25.

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, jeudi 30 septembre, que, depuis le 6 septembre, date de l'atterrissage du Mig, l'U.R.S.S. a arraisonné six chalutiers japonais, avec vingt-neuf pêcheurs à bord. Le dernier de ces arraisonnements aurait eu lieu au sud des Kouriles septentrionales, archipel que les Soviétiques occupent depuis la deuxième guerre mondiale.

Ces pratiques soviétiques ne sont pas nouvelles. Les arraisonnements pour « *pêche illégale dans les eaux territoriales* » se multiplient quand des difficultés surgissent entre les deux gouvernements. Depuis 1949, plus de mille cinq cents chalutiers japonais ont été arraisonnés, avec quelque douze mille hommes d'équipage. Les autorités soviétiques retiennent toujours cinq cent soixante-neuf chalutiers et quarante-six pêcheurs.

TROIS NOUVELLES INCULPATIONS DANS L'AFFAIRE LOCKHEED

Tokyo (*A.F.P.*). — Trois nouvelles inculpations ont été prononcées jeudi 30 septembre, au Japon, dans l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed. Une personnalité d'extrême droite, M. Yoshio Kodama, a été inculpée de fraude fiscale et de violation du contrôle des changes. M. Kodama doit être interrogé au sujet d'une somme de 1 800 millions de yens qu'il aurait touchée de Lockheed, et de la manière dont il l'aurait redistribuée.

D'autre part, MM. Tokuji Wakasa, ancien président de la compagnie ANA (All Nippon Airways), et Hiro Hiyama, ancien président de la société Marubeni, ont été inculpés de fausses déclarations devant la commission parlementaire d'enquête sur le scandale. Le nombre de personnes inculpées depuis le début de l'affaire s'élève maintenant à seize.

Jocelyn
PARIS

134 bd st-germain paris 6e - 033.44.10
76/78 ch.-élysées (arcades) 8e - 225.38.33
5 rue du cherche-midi 6e - 548.75.47

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de
SULLY
85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg
Bottes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit : SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6e.

(Publicité)
GROUPE de PROFESSEURS LIBANAIS organise des cours d'arabe à
L'ÉCOLE GERSON
31, rue de la Pompe - 75016 PARIS
— Conformes aux progr. libanais
— Pour élèves de tous niveaux.
Pour tous renseignements :
Tél. 553-47-56

les boutiques Griffsolde
Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter
BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation
BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre
les collections automne/hiver
Fastral

l'Arche
LE MENSUEL DU JUDAISME FRANÇAIS
14, rue Georges-Berger, Paris-17e
Tél. 924-13-19 CCP Paris 14-724-79
PRESENTE SON NUMERO SPECIAL
Almanach 5737
196 pages - Nombreuses illustr. - 12 F
en vente dans les kiosques drugstores et à l'ARCHE
Abonnements France (60 F) Etranger (80 F)

"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré"

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1er)
NETTOYAGE-GARDE-TRANSFORMATIONS
Fastral

ASIE

Sri-Lanka

Le gouvernement se heurte à des difficultés économiques et à l'irrédentisme des Tamouls du Nord

De notre envoyé spécial

Colombo. — La tenue, en août, à Colombo, de la Conférence des pays non alignés a fait bénéficier le gouvernement de Mme Bandaranaïke d'un regain de prestige dont il avait fort besoin, à quelques mois des élections législatives. Les conséquences n'ont pas manqué de s'en faire sentir. Une semaine à peine après la conférence, le parti gouvernemental — le Sri-Lanka Freedom Party (S.L.F.P.) ou Parti de la liberté — remportait une élection partielle qui mettait fin à une longue série d'échecs et redonnait espoir à une majorité sentant l'initiative lui échapper au profit de l'opposition de droite, l'United National Party (U.N.P.), le Parti de l'union nationale.

La campagne avait été animée par la presque totalité des membres du gouvernement. L'action du chef de l'opposition, M. J.-R. Jayawardene fut à peine mentionnée par une presse docile. Le prestige de la conférence a sans doute contribué à ce succès dans une circonscription traditionnellement favorable au S.L.F.P. Mais l'U.N.P. a-t-il fait campagne avec l'ardeur nécessaire ? Ne craignait-il pas qu'une victoire de l'opposition n'incite le premier ministre à suivre l'exemple de Mme Gandhi et à repousser les élections générales ? Certains dirigeants, en particulier ceux qui risquent de perdre leur siège, seraient favorables à une telle mesure.

Interrogé à ce sujet, M. Félix Bandaranaïke, ministre de la justice et des finances, parent du premier ministre et un des hommes forts du S.L.F.P., se montre prudent. Affirmant tout d'abord qu'il ne voit pas pourquoi les élections — prévues pour mai 1977 — seraient reportées, alors que le gouvernement est certain de les gagner, il ajoute que, bien sûr, si les deux tiers des députés décidaient d'amender la Constitution dans ce sens...

En dépit de l'optimisme officiel, la situation est pour le moins délicate. Bien qu'elle ait été un peu ralentie récemment, la hausse du coût de la vie a beaucoup touché la population, et le chômage demeure important. L'U.N.P., lié aux milieux d'affaires pro-occidentaux, a mis à profit la crise pour attaquer la politique économique du gouvernement.

Le chef syndicaliste trotskiste, M. Bala Tampoe, commente ainsi la situation : « *L'U.N.P. a gagné du terrain dans les écoles et chez les jeunes qui avaient soutenu l'insurrection de 1971. Certains d'entre eux voteront U.N.P.* » Mais, pour *éviter* que ces électeurs ne votent pour la droite, M. Bala Tampoe et son parti marxiste-révolutionnaire — affilié à la quatrième Internationale — comptent présenter des candidats. Ils veulent « *reconstruire la gauche* ». « *La gauche est déconsidérée*, dit M. Tampoe, *les communistes pro-soviétiques servent de caution au gouvernement. Les anciens trotskistes du L.S.S.P.* (1), *exclus l'an dernier du gouvernement, ont fait faillite. Les pro-Chinois refuseront tout accord, même électoral, avec cette « vieille gauche ».* »

La presse reprise en main

Le gouvernement ne reste pas inactif. La presse a été reprise en main. L'un des quotidiens de langue anglaise, le *Daily Mirror*, est passé sous le contrôle du fils de Mme Bandaranaïke, Anura.

D'autre part, un scandale vient de secouer le groupe de presse rival, appelé Lake House. Deux responsables ont été limogés à la suite d'un regrettable incident dont ils n'étaient pas directement responsables. *L'Observer* — qui appartient à Lake House — avait publié, peu après la conférence des pays non alignés, des interviews de ménagères qui ne tarissaient pas d'éloges pour le premier ministre. Or leur nom était apparu dans la notice nécrologique d'un quotidien du matin. Canular, sabotage délibéré ou travail bâclé d'un journaliste peu scrupuleux et désireux d'achever au plus vite l'article de circonstance exigé ?

Les soucis du pouvoir ne sont pas seulement électoraux. Il doit aussi faire face aux dures réalités économiques et à l'irrédentisme des Tamouls du Nord.

Au début de l'année est intervenue la nationalisation des plantations étrangères de thé et d'hévéa. Certes, la pénurie de café a eu des incidences favorables sur le cours du thé, produit de substitution. Le cours du caoutchouc est, lui aussi, satisfaisant. Cependant, la question des compensations devant être versées aux compagnies étrangères n'est toujours pas réglée, et il faut remplacer les gestionnaires capitalistes privés tout en prenant soin de ne pas faire baisser la production.

Le thé représente environ 40 % des exportations totales du pays. Or la répartition des plantations en trois secteurs n'a pas toujours donné les résultats espérés. Il y a des domaines d'Etat gérés par le ministère des plantations, et qui fonctionnent comme des entreprises capitalistes, des plantations dépendant du ministre de l'agriculture, et des « coopératives populaires » appelées *janawasa*. Ces dernières ont été mises sur pied sous l'égide de Chandrika Bandaranaïke, l'une des filles du premier ministre (*le Monde* daté 29 février-1er mars 1976). Elles doivent, en principe, donner aux paysans et aux travailleurs le contrôle de la production et de la terre. Mais les députés ou responsables locaux du S.L.F.P. tentent de prendre le contrôle de ces *janawasa* ou d'y placer parents ou clients.

Ce système d'autogestion encore embryonnaire résisterait-il à une victoire de l'U.N.P. ? Rien n'est moins sûr. De toute manière la droite, si elle arrivait au pouvoir, aurait fort à faire pour désamorcer le problème tamoul. Pendant la conférence des pays non alignés, certains délégués ont été surpris de trouver dans leur chambre d'hôtel des tracts émanant du Front de libération tamoul (T.L.F.) demandant la création, dans l'île, d'un Etat tamoul qui prendrait le nom d'Ealam.

L'organisation n'a rien de révolutionnaire. Certains de ses membres siègent au Parlement, où leur groupe s'appelle le Front uni tamoul. Ces députés pourraient jouer un rôle important au cas où ni le S.L.F.P. ni l'U.N.P. ne parviendraient à obtenir la majorité absolue aux élections. Plusieurs dirigeants du Front ont fait une grève symbolique de la faim ; des militants, emprisonnés sans être inculpés, ont refusé de s'alimenter pendant la conférence du mois d'août. Le secrétaire général du Front et trois députés sont poursuivis pour publication de littérature subversive.

A la fin d'août, des responsables tamouls ont été molestés à Jaffna, la grande ville du Nord, tandis que des émeutes faisaient plusieurs morts. Les dirigeants traditionnels craignent d'être dépassés par une jeunesse qui leur reproche leur pacifisme et leur peu de succès et qui se sent davantage représentée par le Front de libération — qui n'exclut ni la sécession ni la lutte armée, tout en demeurant dans la légalité.

Les Tamouls représentent environ 20 % de la population. Divisés en Tamouls ceylanais autochtones et citoyens du pays, et Tamouls indiens travaillant dans les plantations du centre, ils se sentent victimes de la discrimination raciale de la part d'un gouvernement qui s'appuie sur l'ethnie cinghalaise et sur des « fantoches » tamouls. Ils affirment que leur langue n'est pas respectée, que les projets de développement sont réservés aux zones occupées principalement par la population cinghalaise, qu'ils sont victimes de la tracasserie policière.

Des attentats ont eu lieu, certains organisés, semble-t-il, par de petits groupes influencés par le dirigeant pro-chinois, M. Shanmugatesan. Il y eut, par exemple, une attaque de banque. L'an dernier, le maire de Jaffna avait été assassiné. Les autorités veulent faire respecter l'ordre, ont procédé à des arrestations et dépêché des troupes. « *Il s'agit d'un problème simple qui doit être résolu par un accord mutuel. Nous y sommes préparés*, nous a dit M. Félix Bandaranaïke, *mais nous ne le ferons pas avec un pistolet sur la tempe.* »

Des mesures, comme par exemple l'adoption d'un texte donnant à la langue tamoule une place officielle, se font attendre depuis vingt ans, tandis que la situation n'a cessé de se dégrader. Les accords conclus avec New-Delhi en 1964 et 1974 sur le rapatriement en Inde d'un certain nombre de Tamouls, et l'attribution à d'autres de la citoyenneté de Sri-Lanka, sont appliqués avec une lenteur désespérante. Quant à l'opinion publique, soumise à la surenchère nationaliste des partis politiques, alors même qu'il n'y a pas assez de ressources et de travail pour les Cinghalais, elle n'est guère préparée à admettre des concessions en faveur des Tamouls. Même si ces derniers se contentaient d'une sorte d'autonomie locale.

Les jeunes Tamouls vont-ils, suivant l'exemple des gauchistes de 1971, se lancer dans la lutte armée ? « *Nous saurions les maîtriser* », affirme M. Bandaranaïke.

Sri-Lanka est doté d'un régime de démocratie autoritaire : le contrôle de l'Etat s'étend à tous les secteurs de l'économie ; le système de prestations sociales est unique dans la région. Mais le pays ne parvient pas à « décoller ». De plus, l'endettement à l'égard de l'étranger ne cesse de s'accroître. Ici aussi, on rêve de pétrole, de gaz, comme si leur découverte pouvait mettre fin à tous les maux dont souffre la société. Un gouvernement de droite pro-américain ou un régime d'exception à l'indienne obtiendrait-il de meilleurs résultats ? Jusqu'à présent, il y a eu alternance au pouvoir, le contrôle de l'Etat passant, lors d'élections, du clan Senanayake au clan Bandaranaïke. Cette tradition va-t-elle se perpétuer ? Une partie de l'opinion, et pas seulement à gauche, commence à souhaiter qu'un choix plus varié lui soit offert.

PATRICE DE BEER.

(1) Lanka Sama Samaja Party.

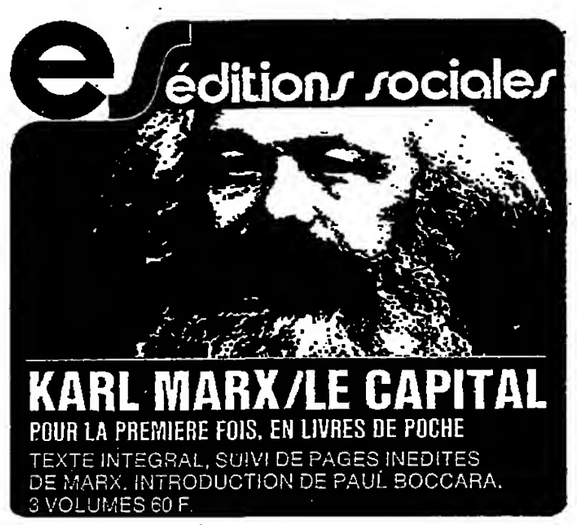
DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Haut-Atlas,
2 000 pièces de qualité
à des prix très accessibles.

à la place clichy
36, rue de Léningrad - Paris
spécialiste agréé par le
CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

GRO A



ROLF LIEBERMANN
actes et entractes
éditions STOCK

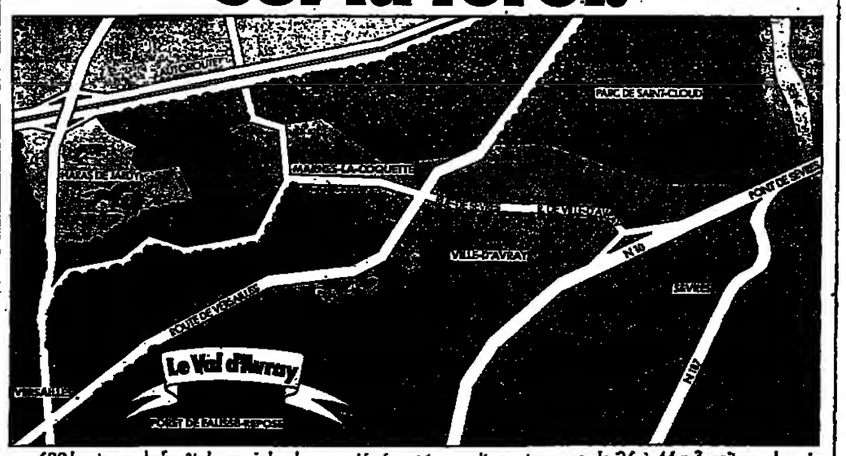
Le Monde de l'éducation
numéro d'octobre
L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

4 DEPOTS OUVERTS AU PUBLIC
SANS SUITE
VENTE SPECIALE LOTS DE MEUBLES NEUFS
VENTE EXCLUSIVE AUX PARTICULIERS QUANTITES LIMITEES

BLOC « CUISINE » stratifié 200 x 200 x 50 .... 1 115 F
CHAMBRE D'ENFANT PVC AGAJOU et OCRE, comprenant : 1 Armoire secrétaire 130 x 155 x 40, 1 Lit pour literie de 90, 1 Chevet, l'ensemble .. 570 F
SALLE A MANGER MERISIER MASSIF et placage merisier, comprenant : 1 Buffet 250 x 100 x 57, 1 Table 160 x 100 Parquet Versailles, 2 allonges à l'italienne, l'ensemble ..... 7 250 F
CHAISE « pliante » teintée acajou ..... 60 F
LIT « LOUIS XV » garni TAPISSERIE pour literie de 140 ..... 1 065 F
ARMOIRE « Salle de bains » stratifié avec glace 60 x 176 x 29 ..... 285 F
MUR D'ELEMENTS RUSTIQUE placage AGAJOU 276 x 196 x 45 ..... 2 615 F
MEUBLE TV couleur BOIS LAQUE 2 tons ... 330 F
CANAPE-LIT CUIR PLEINE PEAU, couchage 150, avec matelas ..... 3 170 F
Commandez vos literies EPEDA et PIRELLI
remise 20 % sur tarif

PARIS (XIV) 63, rue Ducouédic par 53, avenue du Général-Leclerc ouvert tous les jours sauf dimanche
LONGJUMEAU rue du Canal ouvert le dimanche toute la journée
ROMAINVILLE 86, rue Edouard-Branly ouvert le dimanche matin
VILLENEUVE ST-GEORGES 2 bis, avenue Pasteur ouvert le dimanche matin

Au Val d'Avray, tous les appartements ouvrent directement sur la forêt.



600 hectares de forêt domaniale, donc protégée, font face à la Résidence du Val d'Avray. Cette réalisation qui couvre 1 hectare et demi, comprend d'élégants petits immeubles de 3 étages seulement, desservis par des allées strictement piétonnières. Ici, tous les appartements de 3, 4 ou 5 pièces se distinguent par la qualité des prestations (profil "qualitel"). Ils possèdent tous soit une terrasse de 36 à 44 m², soit une loggia de 12 à 16 m², soit un jardin privatif de 48 à 468 m², toujours tournés vers la forêt. Vous profitez ainsi au maximum de la nature, même sans quitter votre appartement. Le Val d'Avray est en outre tout proche de Versailles et de Ville d'Avray, deux agglomérations parfaitement bien équipées.

Le Val d'Avray
Prix fermes et définitifs à la réservation.
Renseignements et vente sur place : 213, Route de Versailles, tous les jours de 14 à 19 heures, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10 à 19 heures.
Ou, GEFIC - 52, Champs-Élysées PARIS 8e. Tél. 256.98.98
Livraison : 3e trimestre 1977.
Une réalisation SERDI.

ONU

Une redistribution des richesses mondiales ne peut suffire à garantir l'expansion

déclare M. Kissinger à l'Assemblée générale

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — « *Une main de fer dans un gant de velours* » : C'est en ces termes que de nombreux délégués occidentaux et du tiers-monde qualifient le discours que M. Kissinger a prononcé, jeudi 30 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Sur un ton égal et parfois professoral, le secrétaire d'Etat a fait des déclarations que beaucoup de diplomates jugèrent fermes et que certains trouvèrent même « dures ». Son discours répondait visiblement à une double préoccupation diplomatique et électorale.

D'une part il réaffirma les positions des Etats-Unis sur les principaux problèmes du moment en dosant savamment l'esprit de conciliation et les mises en garde (les « *menaces* », estimèrent plusieurs délégués africains). D'autre part, il mit l'accent sur les succès remportés par la diplomatie américaine et adopta par moments un ton moralisateur qui semblait destiné à rivaliser avec celui de Jimmy Carter.

Dans la catégorie des « *avertissements* » on rangera d'abord celui qu'il destinait à l'organisation internationale : « *Il existe une tendance croissante à venir ici pour livrer bataille plutôt que pour négocier. Si cette tendance se confirmait, l'espoir de la communauté mondiale s'évanouirait et l'influence morale de cette organisation serait progressivement réduite.* »

On pourra aussi ranger dans cette catégorie un avertissement à l'adresse de l'U.R.S.S. Après avoir réaffirmé l'importance que les Etats-Unis attachent à la coexistence avec ce pays, M. Kissinger précisa : « *Les slogans usés ne suffisent plus. Il faut établir des rapports plus constructifs. Nous insisterons pour que la modération soit de mise, non seulement dans les relations bilatérales mais partout dans le monde. Il ne saurait y avoir de détente sélective.* » A propos des négociations sur la limitation des armes stratégiques, il dit aussi que les Etats-Unis « *sont préoccupés par l'accumulation d'armes et par les interventions militaires dans des continents éloignés dans le seul but de changer l'équilibre des forces dans des conflits locaux* ».

M. Kissinger annonça aussi que M. Ford allait bientôt faire connaître un plan américain en vue d'une action internationale pour freiner la course aux armements et contrôler la technologie nucléaire. Ainsi l'Amérique ne sera pas en reste vis-à-vis de l'U.R.S.S. qui, par la voix de M. Gromyko, avait présenté deux jours plus tôt son plan de traité pour une renonciation universelle à la force.

M. Kissinger évoqua en termes chaleureux mais prudents les relations de son pays avec la Chine : « *Nous nous efforçons*, a-t-il dit, *de toujours tenir compte du point de vue chinois dans les affaires internationales* », mais, ajouta-t-il, comme pour inciter Pékin à faire preuve de compréhension envers les problèmes de politique intérieure américaine : « *Si nos rapports doivent prospérer, la Chine doit également tenir compte de nos vues et de nos préoccupations.* »

La conférence de Genève sur le Proche-Orient

Abordant le thème dominant de cette assemblée générale, M. Kissinger qualifia d'« *historique* » la déclaration de M. Smith annonçant qu'il accepte de rencontrer les chefs nationalistes du Zimbabwe (Rhodésie), afin de constituer un gouvernement intérimaire et de préparer l'accession à la règle de la majorité. Selon M. Kissinger, « *les Etats-Unis sont disposés à appuyer le processus qui peut être engagé, mais il appartient aux Africains de façonner leur avenir* ». Le secrétaire d'Etat a lancé une ferme mise en garde contre « *ceux qui essayent de tirer parti de la situation en poussant à la guerre et à la haine raciale* ». Cette allusion n'a pas plus aux Africains, de même que les déclarations du secrétaire d'Etat à propos de la Namibie : « *Les Etats-Unis*, a-t-il dit, *sont partisans d'une conférence constitutionnelle sous l'égide des Nations unies, en terrain neutre, avec la participation de toutes les forces nationales authentiques et notamment de la SWAPO.* » La veille encore, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, avait informé M. Kissinger que son organisation refusait de s'asseoir à la même table que les « *fantoches* » qui coopèrent avec Pretoria.

Abordant la question du Proche-Orient, M. Kissinger a dit : « *Les Etats-Unis sont prêts à participer à une reprise des travaux de la conférence de Genève et pensent qu'une conférence préparatoire peut être utile pour la discussion de la forme que pourraient prendre les futures négociations.* »

A propos du Liban, « *les Etats-Unis soutiennent la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays et s'opposent à sa partition. Tous les membres des Nations unies et toutes les parties engagées dans le conflit ont le devoir de soutenir les efforts du président Elias Sarkis pour rétablir la paix et reconstruire le pays.* »

Concernant les questions économiques, M. Kissinger estime que « *trop souvent des pays en voie de développement ont formulé des demandes manquant de réalisme* ». « *Ils parlent*, a-t-il dit, *d'ordre économique nouveau, comme si l'expansion était un remède instantané qu'une redistribution des richesses mondiales pourrait à elle seule garantir.* » Après avoir énuméré les propositions avancées par son gouvernement au cours de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), en mai 1976, et rappelé le soutien offert par les Etats-Unis aux pays qui essayent de s'arracher à la pauvreté, il a reproché à certains pays de voter en bloc et de prendre des décisions en fonction de critères régionaux, « *sans souvent prendre le temps d'écouter les débats* ».

M. Kissinger a appuyé le projet ouest-allemand visant à combattre la prise d'otages, proposé de renforcer les « garde-fous » destinés à empêcher la prolifération des armes nucléaires, et, finalement, regretté que « *les initiatives des Nations unies concernant les droits de l'homme aient été jusqu'ici loin de correspondre à ce que les fondateurs de l'Organisation internationale avaient envisagé* ».

LOUIS WIZNITZER.

Roneo : le classement sans déplacement.

Beaucoup d'entreprises travaillent encore avec des systèmes de classement dignes des meilleures pièces de Courteline : espace mal exploité, déplacements inutiles, pertes de temps, fatigue. Tout cela à la charge de l'employé. Mais aussi au détriment de l'employeur.

Roneo élabore des supports d'organisation du travail qui éliminent les déplacements inutiles, et réduisent au minimum le temps de recherche d'un document, facteurs essentiels des conditions de travail idéales.

L'une des dernières applications : le Silo 2000.

Un nouveau système de classement électronique qui apporte automatiquement un dossier parmi 5000 ou 10000 programmés, sur l'initiative d'un seul opérateur.

L'espace : le Silo 2000 permet de classer un volume maximum dans un minimum d'occupation du sol.

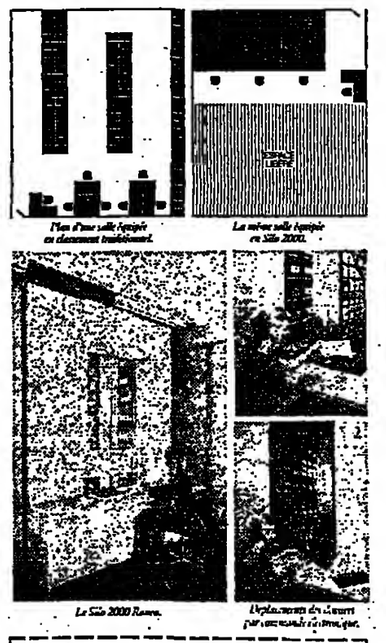
Le temps de recherche : le Silo 2000 est équipé d'une unité centrale électronique, qui, commandée par l'opérateur, reçoit, mémorise, exécute et contrôle les ordres dans un délai minimum.

Les déplacements : ils sont réduits à néant. Le poste de travail situé à l'avant de l'appareil, permet à l'opérateur d'accéder aux dossiers sans se déplacer.

Extraire d'un espace réduit, dans un temps record, sans aucun déplacement, sans aucune fatigue et sans risque d'erreur, un dossier parmi 5000 ou 10000, c'est améliorer les conditions de travail. Et l'efficacité.

Pour l'humanisation du cadre de travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Si vous désirez recevoir une documentation ☐ ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo ☐ mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc 93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.61.01 poste 409.

Nom
Fonction
Société
Adresse
Tél.

LM C 1.10

RONEO

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.

SICOB - Stands 1244 et 1245
Zone B niveau 1.

هكذا في الأصل

AFRIQUE

LE RÈGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIEN

M. Ian Smith accepte de participer à la conférence convoquée par Londres

De notre envoyé spécial

Salisbury. — M. Ian Smith a accepté, jeudi soir 30 septembre, de participer à la conférence convoquée par Londres pour discuter de la formation d'un gouvernement de transition en Rhodésie. Un porte-parole de Salisbury a indiqué que le premier ministre dirigera lui-même la délégation rhodésienne à la conférence, que présidera un diplomate britannique, M. Ivor Richard, et qui devrait se réunir dans la deuxième semaine d'octobre, quelque part en Afrique australe.

M. Smith a fait préciser qu'il ne s'agissait pas d'une « *conférence constitutionnelle* », mais d'une simple réunion chargée de former un gouvernement provisoire multiracial.

On estime ici que la délégation européenne pourrait être identique à celle qui s'était rendue à Pretoria lors des entretiens Kissinger-Vorster. Outre le premier ministre, il s'agissait de MM. David Smith, vice-premier ministre, Jack Mussett, ministre des affaires intérieures, et Desmond Lardner-Burke, ministre du commerce et de l'industrie.

On ignore encore quel sera le lieu retenu pour cette entrevue, mais les Africains s'opposant à toute rencontre en Rhodésie ou en Afrique du Sud, le choix pourrait se porter sur Livingstone, une petite ville de Zambie située à deux pas de la frontière rhodésienne, à la hauteur des chutes Victoria. La délégation de M. Smith pourrait alors s'installer du côté rhodésien.

La convocation d'une conférence par la Grande-Bretagne a été accueillie avec satisfaction dans les milieux politiques africains de Salisbury. Les amis de Mgr Muzorewa et les partisans de M. Joshua Nkomo ont, les uns et les autres, approuvé la décision britannique. « *Nous avons toujours maintenu que la Rhodésie relevait de la responsabilité de la Grande-Bretagne* », a déclaré M. Chinamano, un compagnon de M. Nkomo, tandis que M. Gordon Chavunduka, secrétaire général de l'A.N.C. (tendance Muzorewa), affirmait que cette initiative était « *la bienvenue* ». L'évêque Muzorewa a annoncé de son côté qu'il regagnerait dimanche prochain la Rhodésie, après une année d'exil volontaire.

« Une odeur de trahison ! »

Pour la première fois depuis que M. Smith a annoncé qu'il acceptait la règle de la majorité dans un délai de deux ans, le parti national de Rhodésie, un groupe européen d'extrême droite, a ouvertement manifesté son hostilité au projet de règlement. « *Nous sommes sur les genoux et les menottes aux mains* », a déclaré son président, M. Len Idensohn, devant quelques centaines de partisans rassemblés jeudi soir dans une banlieue résidentielle de Salisbury. L'orateur a ajouté qu'« *une odeur de trahison était dans l'air* », le soir où M. Smith a fait son discours télévisé.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

DEUX BLANCS CONDAMNÉS POUR « ACTIVITÉS TERRORISTES »

Le Cap (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Deux Blancs, un journaliste britannique du *Cape Argus*, M. David Rabkin, vingt-huit ans, et un universitaire sud-africain, M. Jeremy Cronin, vingt-sept ans, ont été respectivement condamnés, mercredi 29 septembre, par la Cour suprême du Cap, à dix et sept ans d'emprisonnement pour « activités terroristes » et atteinte à la sécurité intérieure. Mme Susan Rabkin, épouse du principal inculpé, a été condamnée à un an de prison, dont onze mois avec sursis. Mme Rabkin, citoyenne britannique, est enceinte de huit mois.

MM. Rabkin et Cronin ont accueilli la sentence en levant le poing pour saluer le « pouvoir noir ». Ils étaient accusés d'avoir « *conspiré avec des membres d'organisations interdites* », dont le parti communiste.

Mgr LAMONT EST CONDAMNÉ A DIX ANS DE TRAVAUX FORCÉS POUR NON-DÉNONCIATION DE GUÉRILLEROS.

(De notre envoyé spécial.)

Salisbury. — Mgr Donald Lamont, évêque d'Umtali, a été condamné vendredi 1er octobre à dix ans de travaux forcés par le tribunal régional de cette ville, pour ne pas avoir dénoncé la présence de guérilleros et avoir incité d'autres personnes à en faire autant, deux chefs d'accusation qu'il a admis.

La veille, la commission catholique justice et paix de Rhodésie, [dont Mgr Lamont est le président], a publié un nouveau dossier intitulé « Guerre civile en Rhodésie », qui relate « *les souffrances des Noirs aux mains des forces du gouvernement, souffrances qui ne sont pas moins terribles que celles auxquelles le gouvernement a donné de la publicité en en rejetant la responsabilité sur les insurgés* ».

Le document fait état de « *tortures et de morts* » et condamne les techniques antiguérilla des forces de l'ordre. Il évoque, en particulier, le cas de civils africains tués pour n'avoir pas respecté le couvre-feu.

La commission affirme qu'elle a vérifié le bien-fondé de certaines accusations, et qu'un bon nombre de témoignages ont été recueillis sous serment. « *Nous publions ce rapport maintenant avec l'espoir qu'il pourra ouvrir les yeux des gens aux réalités de la situation à l'intérieur du pays* », déclare le rapport.

Un porte-parole gouvernemental s'est refusé à tout commentaire tant que le document n'aura pas été étudié. Le *Rhodesia Herald* rappelle ce vendredi que « *le gouvernement a toujours démenti fermement ce genre d'allégations* », ajoutant, néanmoins, que « *certains individus impliqués dans certains cas cités par des chefs de l'Eglise avaient reçu des compensations du gouvernement* ».

Le premier rapport de la commission Justice et Paix était intitulé « Entre le marteau et l'enclume » (*le Monde* daté 12-13 octobre 1975).

J.C.P.

★ Commission française Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. 325-92-91.

Tunisie

La politique de dialogue entre le gouvernement et les syndicats a abouti à des résultats positifs

De notre correspondant

Tunis. — La rentrée sociale en Tunisie s'est ouverte sur un succès appréciable des syndicats. L'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) a annoncé le mercredi 29 septembre qu'elle venait d'obtenir du gouvernement l'assurance que les statuts de l'Office des terres domaniales, organisme qui gère les quelque 800 000 hectares appartenant à l'Etat, seront appliqués sans tarder. Signés en octobre 1974 par le président de la République, ces statuts sont restés jusqu'ici lettre morte. Leur entrée en vigueur va considérablement améliorer la situation des seize mille ouvriers de l'Office. Désormais, ceux-ci ne percevront plus le salaire minimum agricole garanti de 900 millimes (environ 10 F) par journée effective de travail, mais seront payés sur la base du salaire minimum interprofessionnel garanti, qui est de 30 dinars (un peu plus de 300 F) par mois, et surtout, ils bénéficieront de tous les avantages sociaux : sécurité sociale, allocations familiales, retraite, etc.

A la fin du mois d'août, le gouvernement avait à nouveau refusé d'appliquer ces statuts, considérant que la situation financière de l'Office ne lui permettait pas de supporter un surcroît de dépenses, qu'il évalue à 13 millions de dinars (140 millions de francs). Les syndicats contestaient ce chiffre, estimant à moins de la moitié les nouvelles charges qui allaient incomber à l'Office.

On était au seuil d'un conflit qui risquait de s'étendre à tout le pays. « *Une grève générale dans l'agriculture et des grèves tournantes de solidarité dans tous les secteurs d'activité étaient prévus* », nous a précisé le secrétaire général de la central, M. Achour.

Finalement, la politique de « dialogue » dont se réclame le gouvernement de M. Nouira, et à laquelle adhèrent l'ensemble des partenaires sociaux, a prévalu, et le problème a pu être résolu.

En sera-t-il toujours de même dans les mois à venir ? Eviterat-on de retomber dans le cycle des grèves qui, au printemps dernier, ont affecté non seulement des entreprises privées, mais aussi une partie du secteur public : chemins de fer, transports urbains, P.T.T. etc. ?

Les lignes générales de l'action syndicale dans l'avenir sont déjà tracées. Selon les responsables de la centrale, qui groupe quelque 500 000 adhérents, le règlement qui vient d'intervenir à l'Office des terres domaniales constitue un précédent, et certaines sociétés d'Etat, tel l'Office de l'huile, ainsi que des grandes entreprises privées doivent être dotées de statuts. De même devra être négociée l'accession des ouvriers agricoles (les deux tiers de la population tunisienne vivent de l'agriculture) et des pêcheurs aux avantages sociaux dont bénéficient les autres catégories professionnelles.

(Intérim.)

Angola

LUANDA ET LISBONNE RÉTABLISSENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

Lisbonne (*Reuter*). — Le Portugal et l'Angola ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques, a annoncé, le 30 septembre, le ministère des affaires étrangères de Lisbonne. Cette décision a été prise au cours d'une réunion des ministres des affaires étrangères des deux pays, qui a eu lieu à Praia, capitale des îles du Cap Vert.

En mai dernier, le M.P.L.A. avait ordonné le départ de la mission portugaise à Luanda et fermé ses bureaux au Portugal après s'être plaint des activités anticongolaises dans ce pays.

Les deux ministres des affaires étrangères ont décidé de régler par la voie diplomatique un certain nombre de problèmes en suspens, en particulier celui des conditions de vie de la communauté portugaise demeurée en Angola, et des Angolais résidant au Portugal.

DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Haut-Atlas,
2 000 pièces
aux origines et aux personnalités
très différentes.

à la place clichy
36, rue de Léningrad - Paris
spécialiste agréé par le
CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

GROUPE

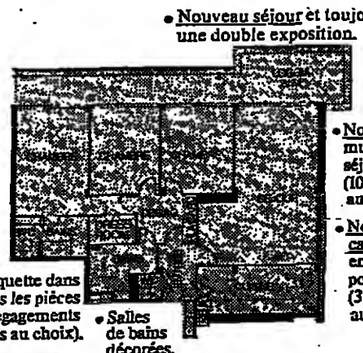
Les nouveaux appartements de Parly 2

CHRISTIAN CHASSIER

Les appartements 1976
avec encore plus de confort, plus de choix, plus d'agrément.

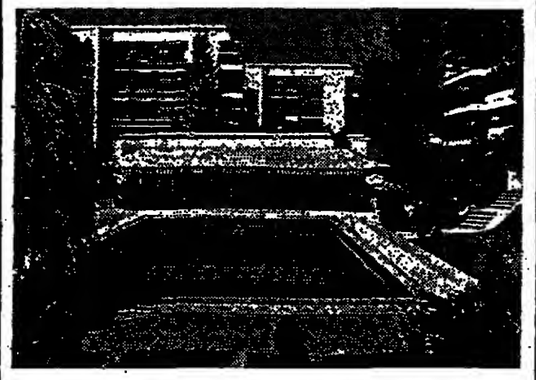
5 PIÈCES 97 M² + 21 M² DE BALCON ET LOGGIA

• Nouveau séjour et toujours une double exposition.



• Nouvelle tenture murale dans le séjour et l'entrée (10 coloris au choix).
• Nouveau carrelage en grès émaillé pour les cuisines (3 coloris au choix).
• Moquette dans toutes les pièces et les dégagements (6 coloris au choix).
• Salles de bains décorées.
• Nouveaux papiers peints dans les chambres et les dégagements.
• Cuisine entièrement équipée (grand évier inox, four encastré, grand réfrigérateur, lave-vaisselle, hotte aspirante).
• Nouveaux coloris pour les éléments de rangement dans les cuisines (3 teintes au choix).

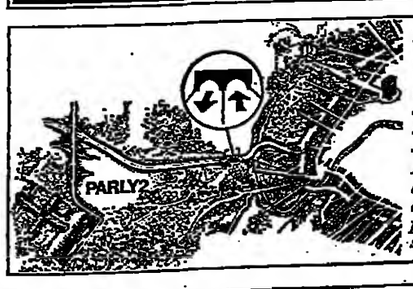
Les tout derniers immeubles : 2 ou 4 étages. Grands balcons-terrasses.



Dans les deux dernières résidences, la plupart des immeubles n'ont que deux étages seulement.

Toutes les pièces ouvrent sur de grands balcons filants qui s'élargissent en une vaste terrasse devant le séjour.

Une ville-jardin bien équipée dans un environnement privilégié



Accès facile grâce au dédoublement du tunnel de Saint-Cloud, l'une des meilleures sorties de Paris.
Autoroute de l'Ouest, deuxième sortie puis à gauche sur la N 184.

Parly 2

Studios et appartements de 3 à 6 pièces
Les appartements-modèles sont ouverts tous les jours de 10 à 20 h.
Tél. 954.54.54

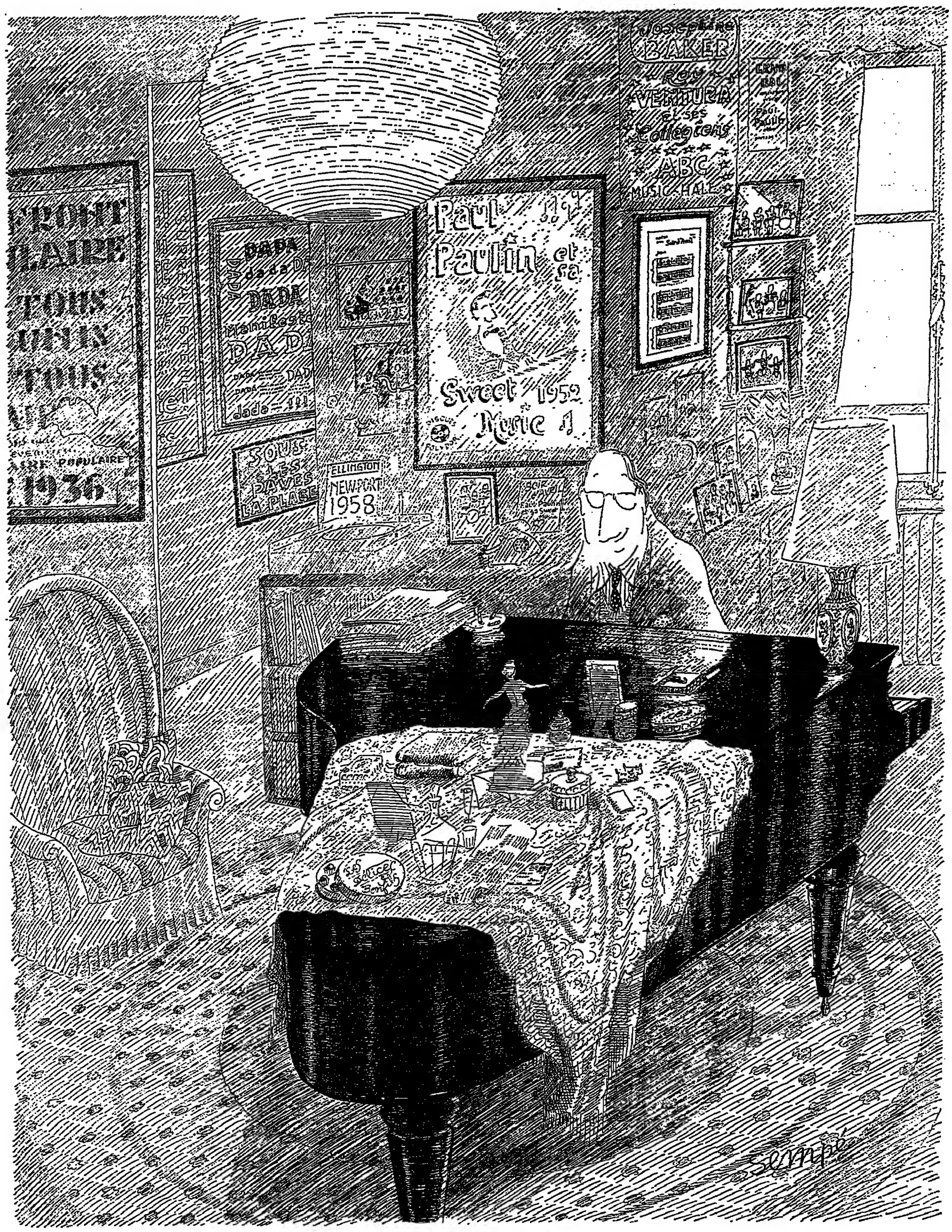
Envoyez ce bon avec votre carte de visite au CPH avenue Charles de Gaulle 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation Parly 2.

NOM

ADRESSE

TÉL

MDH



Il y a toutes sortes de nostalgiques.
Certains ont la nostalgie du « Bœuf sur le toit ».
D'autres ont la nostalgie de quelques hebdomadaires du temps de la guerre d'Algérie, ou du temps de la guerre du Vietnam.
Le lecteur de « Politique hebdo » n'éprouve pas ce genre de nostalgie.

politique hebdo

nouvelle formule, en vente dès lundi : 5 francs

هكذا في الأصل

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

TOULON : M. Barre rappelle M. Dijoud au devoir de cohésion gouvernementale

M. Raymond Barre, premier ministre, a adressé à M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, la lettre suivante, après que celui-ci eut menacé de se démettre de ses fonctions de président de la fédération régionale des R.I., si M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, n'était pas désigné comme chef de file de la majorité pour les prochaines élections municipales (*le Monde* du 29 septembre) :

« *C'est avec stupéfaction que j'ai pris connaissance de vos déclarations concernant les prochaines échéances électorales dans le Var, alors que le président de la République a expressément assigné au gouvernement un devoir de cohésion et que j'ai moi-même demandé aux ministres et secrétaires d'Etat de respecter scrupuleusement les principes d'unité et de solidarité gouvernementale.*

» *De telles déclarations me semblent inadmissibles. Vous n'ignorez pas, au demeurant, qu'une instance de concertation composée de ministres d'Etat et de M. Michel Durafour a été spécialement chargée, sous la présidence de M. Olivier Guichard, à qui j'ai accordé une délégation dans ce but, de soumettre à ma décision les arbitrages qui apparaîtraient nécessaires en cas de désaccord sur le plan local. Votre attitude va à l'encontre des directives que j'ai fixées.*

» *Dans ces conditions je vous demande de vous abstenir à l'avenir de toutes déclarations ou prises de position publiques en la matière, faute de quoi je serais obligé d'en tirer les conséquences en ce qui vous concerne.* »

La déclaration de M. Dijoud avait déjà suscité une réponse de M. Aymeric Simon-Lorière, député U.D.R. et candidat possible à la mairie de Toulon, qui avait jugé « *choquant et inutile* », mardi 28 septembre, le « *chantage* » exercé par le secrétaire d'Etat (*le Monde* du 29 septembre). Celui-ci s'était déclaré à son tour, le lendemain, « *profondément surpris et choqué* » par les propos du député. « *Il me paraît inconcevable*, avait-il ajouté, *qu'à l'intérieur de la majorité, à Toulon, puissent se manifester des ambitions visant à gêner un élu* [M. Maurice Arreckx, R.I.] *qui fut l'un des premiers à rejoindre le président Valéry Giscard d'Estaing, et qui n'a pas démérité.* »

Une mise au point du P.C.

D'autre part, Mme Danielle de March, secrétaire du comité de ville du P.C.F. de Toulon, nous a adressé les précisions suivantes après l'article de notre correspondant qui évoquait la concurrence entre le P.S. et le P.C. pour la direction de la liste d'union de la gauche.

« *Partisans du scrutin à la proportionnelle, nous sommes pour le pluralisme loyal aujourd'hui et demain*, écrit-elle. *C'est pourquoi nous ne « préférons » pas une tête de liste prise dans notre formation politique, mais c'est précisément l'influence réelle du parti communiste à Toulon qui nous en donne la responsabilité.*

» *Pour les trois élections qui se sont succédé à Toulon depuis 1972, les législatives de 1973, les cantonales de 1973 et de 1976, le parti communiste recueille 31 996 voix et le parti socialiste 23 063 voix. Les dernières élections cantonales ont été marquées par un net progrès de la gauche unie et par l'élection dans le 8e canton d'un seul conseiller général de gauche — Jacques Pizard — présenté par notre parti et qui a battu le premier adjoint de la municipalité giscardienne. Quant aux élections législatives de 1973, c'est le député communiste Philippe Giovanni qui a été élu et qui représente la gauche à Toulon.*

» *Nous tenions à ces précisions qui révèlent assez le fait que le parti communiste n'a pas d'exigences excessives lorsqu'il propose que la direction de la liste de l'union de la gauche revienne pour l'influence qui est sanctionnée par le suffrage universel à notre parti.* »

● *M. Louis Pradel*, maire de Lyon, qui avait été hospitalisé le 23 septembre (*le Monde* daté 26-27 septembre), a regagné son domicile jeudi soir 30 septembre.

BREST : l'attitude de l'U.D.R.

MM. de Bennetot, député U.D.R. du Finistère, et Kerbrat, président de la fédération départementale de la formation gaulliste, nous précisent, à la suite de l'article sur la situation à Brest paru dans *le Monde* du 24 septembre :

« *La position des membres de l'U.D.R. à Brest est simple et conforme à l'attitude de ce mouvement dans la majorité présidentielle : nous estimons qu'une liste municipale doit rassembler à Brest toutes les composantes de cette majorité afin d'affronter l'opposition dans les meilleures conditions pour l'emporter.*

» *Dans cet esprit, nous vous donnons l'assurance que les gaullistes ont choisi à Brest le seul camp de la majorité et qu'ils n'ont pas l'intention d'aller au-delà tant que les conditions précisées ci-dessus — une large union de toutes les composantes de la majorité — ne se trouveront pas réunies.* »

[N.D.L.R. — A Brest, M. Berest, républicain indépendant, maire sortant, a été désigné par M. Chirac comme « chef de file unique » de la majorité, mais il est en concurrence localement avec M. Lombard, sénateur (Union centriste), président de la communauté urbaine de Brest.]

CANNES : M. Sallebert n'exclut pas de présenter une liste contre M. Neuwirth.

Après la publication dans *Nice-Matin* (daté 30 septembre) d'un communiqué annonçant la candidature, à Cannes, de M. Neuwirth, investi par la majorité, M. Jacques Sallebert, conseiller général, ancien directeur des informations d'Antenne 2, a déclaré, jeudi 30 septembre : « *J'ai pris bonne note de la décision du comité de coordination de la majorité de me préférer M. Neuwirth, député U.D.R. de Saint-Etienne, comme candidat officiel de la majorité aux municipales de Cannes en dépit des promesses qui m'avaient été faites au lendemain des élections cantonales. Dans ces conditions, je me réserve le droit, si je le juge opportun, de présenter ma propre liste d'union nationale. Je prendrai ma décision en temps utile en fonction de la conjoncture politique.* »

LAVAL : la position du P.S.

M. Roger Buard, membre du comité directeur du parti socialiste, conseiller général, conseiller municipal de Laval et premier secrétaire de la fédération socialiste de la Mayenne, nous apporte les précisions suivantes sur le cas de Laval, où la section socialiste ne souhaite pas constituer une liste commune avec le P.C.F. :

« *Votre article dans* le Monde *du 25 septembre compte deux erreurs : la réunion de la section de Laval s'est passée le lundi 20 et non le 22, mais, surtout, lorsqu'il est écrit que* « la position de la » section de Laval doit être entérinée par la fédération de la » Mayenne », *il s'agit là d'une erreur. Laval compte plus de trente mille habitants, la décision que la section a prise de constituer une liste homogène ne peut plus être confirmée ou infirmée que par la convention nationale des 20 et 21 novembre 1976.*

» *Vous allez me trouver bien pointilleux mais ma démarche répond au seul souci que j'ai d'assurer la parfaite cohérence de la fédération dont j'ai la charge et qui, jusqu'aux prochaines municipales, va être en butte aux harcèlements de nos camarades du P.C.F. (...)*

» *Laval va être une ville d'exception dans le cadre des municipales, la majorité va tout tenter pour reprendre la mairie que nous lui avons ravie par surprise grâce à Robert Buron, que j'étais allé chercher. Elle sera une ville-test pour notre jeune parti dans un environnement historiquement hostile.* »

● *M. Jean Poperen*, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., évoquant, jeudi 30 septembre à Villeurbanne, les controverses au sein de la majorité, a estimé que celle-ci est à présent « *au bout du rouleau* ». « *Politiquement parlant*, a-t-il ajouté, *les hommes de la majorité ont entre eux des intentions homicides.* » Selon M. Poperen, le gouvernement pourrait se résigner à des élections anticipées. « *Il faut dès lors pour la gauche*, a-t-il conclu, *savoir accélérer le regroupement des forces qui peuvent assurer la relève.* »

L'élection législative partielle de Corrèze

LE P.S. A DÉSIGNÉ SON CANDIDAT

Le bureau exécutif du P.S. a décidé, mercredi 29 septembre, de recommander à la fédération de la Corrèze la candidature de M. Bernard Coutaud pour l'élection partielle qui doit avoir lieu à la mi-novembre dans la troisième circonscription (Ussel), à la suite de la démission de M. Henri Belcour, suppléant de M. Jacques Chirac. Âgé de vingt-six ans, professeur, M. Coutaud est conseiller général du canton de Sornac depuis décembre 1971. Il a été réélu le 14 mars dernier.

D'autre part, M. Jean Charbonnel, ancien député de la deuxième circonscription, maire de Brive, a déclaré jeudi 30 septembre : « *A la différence de ce qu'a fait M. Chirac à Brive au moment des élections cantonales de 1976, je n'irai pas à Ussel faire campagne contre lui à l'occasion de ce scrutin. J'estime, en effet, que le passé qui nous fut commun me l'interdit. Mais si j'ai toujours refusé de donner un tour personnel à mon désaccord avec M. Chirac, je n'en reste pas moins vivement opposé aux choix politiques qui ont été les siens depuis 1974 et qui s'avèrent d'ores et déjà désastreux pour le gaullisme et pour la France. Je souhaite donc que mes amis de la Haute-Corrèze se prononcent, le moment venu, contre sa candidature.* »

Le 14 octobre, sur TF 1

M. GISCARD D'ESTAING COMMENTERA SON LIVRE SUR LA « DÉMOCRATIE FRANÇAISE »

M. Valéry Giscard d'Estaing sera l'invité du magazine l' « Evénement » sur TF 1, jeudi 14 octobre. L'émission, qui aura pour thème « L'avenir de la société française », sera consacré à l'ouvrage du président de la République, paru en librairie trois jours auparavant sous le titre « Démocratie française ». M. Giscard d'Estaing répondra aux questions des journalistes de TF 1.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT A DÉJEUNER M. EDGAR FAURE

M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir à déjeuner vendredi 1er octobre M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Dans la matinée, le chef de l'Etat s'est entretenu avec M. Robert Lecourt, président de la Cour de justice européenne, dont le mandat s'achève à la fin de l'année. Il a assisté ensuite à une prise d'armes dans la cour des Invalides avant de donner audience à M. Paul Granet, ancien secrétaire d'Etat.

● *M. Jacques Fouchier*, député (app. R.I. des Deux-Sèvres, a regretté, dans une déclaration prononcée jeudi 30 septembre devant le conseil régional de Poitou-Charentes, que celui-ci n'ait pu débattre utilement des orientations du VII[e] Plan, du fait que les dossiers de l'administration ne lui ont pas été soumis à temps. Il a déclaré : « *Nous sommes déçus. La collaboration espérée entre l'Etat et les régions n'existe pas* ». — (*Corresp.*)

Un événement dans le monde du salon cuir :
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir".
Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

CUIR CENTER

Une opération prix vérité sur le cuir
En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent).
Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.
Copacabana
Sully

Atlanta
Un salon cuir "texas" 5 places Prix d'ouverture
3950 f. quantité limitée
le canapé 3 places 230×70×80
+ le canapé 2 places 170×70×80

de 6.000 à 9.000 f.
Bahia
Amboise

de 9.000 à 11.000 f.
Chenonceaux
Chambord

Balmoral
California
Miami

de 11.000 à 15.000 f.
Cheverny
London

de 15.000 à 20.000 f.
York
Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir.
Grandes facilités de paiement.
Nos prix s'entendent toutes taxes comprises.
Livraison gratuite 100 km.
Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 14 h à 19 h 30 - mardi de 10 h à 19 h 30, mardi, mercredi, jeudi, vendredi sans interruption de 10 h à 22 h
Tél. 373.96.13/95.68/35.69 - Parking dans l'immeuble
RER : Nation - METRO : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

LE CUIR DEFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DEFIE LES PRIX

Breguet

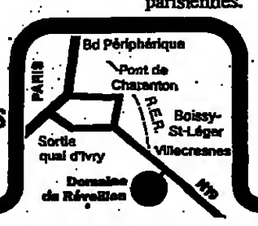
A VILLECRESNES

"Oranger", 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature.
Une station du métro R.E.R. se trouve à Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine.
Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., identiquement luxueuses, toutes dans de vastes jardins.
Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
94440 VILLECRESNES (TÉL. 599.71.42)

samedi
13 h

Olivier
GUICHARD
Ministre d'Etat
sera
rédacteur en chef
du journal
inattendu de
RTL
avec Alexandre BALOUD

POLITIQUE

POINT DE VUE

"Commencer par s'asseoir..."

par GILBERT CESBRON

« QUEL *est l'homme sensé qui, voulant bâtir une tour, ne commence par s'asseoir et calculer la dépense ?* »

Ce conseil de l'Evangile paraît de moins en moins suivi, de nos jours. Ou bien, quel que soit le problème, c'est devant la télévision que nous nous asseyons, attendant du petit écran qu'à mi-chemin du sport et du spectacle il nous présente des thèses essentielles sous la forme d'un match-défi entre deux adversaires hargneux. Leurs arguments de tribune, leurs « effets » de comédiens, leurs coups bas, nous tiennent lieu de réflexion personnelle, et, le lendemain, un sondage hâtif interrogera le peuple souverain, c'est-à-dire les téléspectateurs en pantoufles. En votant pour la vedette de la veille, ils résoudront sans s'en douter le problème ou le drame qui faisait l'objet du débat ou plutôt l'enjeu du duel, et les journaux afficheront leur verdict à la une.

Mais « commencer par s'asseoir » pour s'informer à plusieurs sources, réfléchir seul et sans parti pris, tenter de dégager honnêtement la solution du moindre mal, puis la confronter à celle des autres, bref, se comporter en adulte, en citoyen, en démocrate, qui donc le fait encore ? Et quels *mass media* nous y encouragent et nous le réapprennent ?

Tentons cependant de le faire en termes simples, en vérités de tous les jours et à l'écart de la mode, à propos de l'option essentielle qui, *dans les deux ans, va se présenter* aux Français : capitalisme ou marxisme ?

Car c'est ainsi qu'il convient de la formuler, et sûrement pas socialisme ou libéralisme, lesquels sont deux concepts également vagues, subjectifs, sympathiques et que l'on voudrait bien pouvoir allier au lieu de les opposer. Et peut-être trouverait-on là, sans trop forcer les termes, une solution française et européenne pour l'avenir : un socialisme libéral... Mais revenons à nos épouvantails.

Il faudrait être de bien mauvaise foi pour nier que le marxisme constitue une analyse indiscutable des anciennes *réalités économiques* ; mais aussi pour ne pas reconnaître que ses prophéties se révèlent inexactes. Et il faut pareillement bien du parti pris ou de la naïveté pour assimiler capitalisme et civilisation industrielle. Celle-ci est devenue, en fait, l'une des fatalités de l'époque : on la retrouve sous les régimes politiques les plus opposés, et les peuples qui y ont échappé n'aspirent qu'à se ruer en servitude à leur tour, car ils n'en voient qu'une seule face, celle de la prospérité.

Cette civilisation industrielle, la nôtre, pourrait se comparer à un navire. Elle aussi porte dans ses flancs un certain nombre de soutiers dont la peine est indispensable à la progression du bateau et, sur ses ponts-promenade, un grand nombre de passagers.

Il faut reconnaître que le capitalisme ne cesse de réduire le nombre des soutiers et d'accroître celui des passagers — ce qui n'est absolument pas le cas dans les pays marxistes. Bien que l'injustice sociale n'en paraisse que plus criante, on pourrait porter le fait à son actif si ces bienfaits découlaient du système lui-même ; mais ils sont généralement obtenus « à l'arraché » par la classe ouvrière et dans un climat de guerre civile, de haine des classes et de chantage. En outre, ce n'est certainement pas par humanité que le capitalisme réduit le nombre des soutiers et accroît celui des passagers : il y gagne.

Parce qu'ils peinent à fond de cale, ces soutiers devraient à tout le moins être favorisés de hauts salaires, de loisirs considérables et de toutes sortes d'assurances et de protections. Par exemple, un mineur ou un ouvrier de fonderie devrait ne travailler que trente heures par semaine, quarante-cinq semaines par an, trente-cinq ans de vie, et gagner, au barème actuel, plus de 5 000 francs par mois. On est loin du compte. De même, une entreprise qui, dans ses ateliers, parviendrait à supprimer le travail à la chaîne devrait recevoir une aide de l'Etat au même titre que celle qui se décentralise.

Par ailleurs, la civilisation industrielle fabrique des « exclus » ; c'est l'une de ses productions les plus spectaculaires. Ceux-là ne sont même pas des soutiers mais des naufragés. Le navire devrait les recueillir, les ranimer, faire d'eux des passagers clandestins de première classe.

Bref, le capitalisme ne pourrait se survivre, aux temps de la grande contestation et de la « fin du garde-à-vous », qu'en se brimant lui-même ; en faussant volontairement ses règles d'airain, lesquelles finissent par révolter ceux-là mêmes qui en profitent — ce qui est le signe avant-coureur des grands orages historiques.

En revanche, il serait proprement suicidaire — à partir du moment où, à tort ou à raison, une majorité de citoyens entend bien ne pas se voir priver des avantages et commodités que lui distribue cette civilisation industrielle — de détruire les systèmes et recettes qui assurent au capitalisme son évidente supériorité sur le marxisme en matière de production.

Ou alors devenons spartiates, c'est-à-dire non seulement frugaux mais *vertueux. Or nous ne sommes* plus ni l'un ni l'autre. La civilisation de consommation (qui, elle, n'était pas une fatalité) a fait de nous, suivant la cruelle expression, des « ventres mous ». Le gâchis et la pollution qu'elle engendre ont gagné le cœur et l'esprit de l'Occident. Nous avons pris toutes sortes de mauvaises habitudes qui, à notre insu (mais certes pas à l'insu des chefs de parti qui, cependant, n'en soufflent mot), détruisent à l'avance les chances de ce socialisme « à visage humain » dont nous rêvons. Comment les médiocres citoyens et, hormis les pauvres et les militants, ces hommes d'argent que nous sommes tous devenus, chacun à son étiage, ne renouvelleraient-ils pas en les aggravant les erreurs de 1871, de 1936, de 1968 ? Et quelle est donc cette idolâtrie idéologique, cette démagogie flagorneuse, ou peut-être cet aveuglement qui pousse les chefs de l'opposition à croire ou à faire croire que, le moment venu, le peuple de ce pays retrouvera cette honnêteté, ce bon sens, ce désintéressement, cet amour des autres qui seuls permettront la victoire du vrai socialisme — alors que la tricherie, le mercantilisme, l'automobile, le tiercé, tout notre environnement a fait de nous des « gagneurs », des malins, des profiteurs de l'Etat ?

* * *

Je suis de ceux qui sont persuadés que l'autogestion s'instaurera dans tous les domaines, — mais pas demain, Michel Rocard ! pas dans cette génération que, depuis quarante ans, tout divise et tout corrompt. Préparons — ce n'est guère *en chemin* — les générations de l'autogestion, mais cessons, dans leur intérêt même, de rêver ou de mentir !

Car, après la victoire de la gauche, les difficultés et les déceptions de ses chefs seront telles qu'il leur disparaîtra soudain de nos cours faudra, pour sauver l'acquis, mettre en route, en toute bonne foi, la machine infernale : police et bureaucratie, avec la guerre civile en prime. Chez nous, l'infrastructure est toute prête : ce suréquipement en fonctionnaires, l'irresponsabilité de la plupart d'entre eux, l'impunité de presque tous ; l'accroissement incessant des forces de police et leur ségrégation au sein de la nation... Sans parler de l'informatique, espionne numéro un. Sans parler de cette tendance à la délation, que l'occupation puis la libération ont révélée ou réveillée chez nous. Oui, l'enfer sera encore plus facile à instaurer en France qu'en Russie...

Voilà ce qui vient à l'esprit dès qu'on « commence par s'asseoir » pour réfléchir, loin du petit écran, loin des journaux excessifs ou partisans, loin des sondages versatiles.

* * *

Est-ce un bilan désespéré ? Et faudrait-il donc en rester à notre hideux capitalisme, au règne effronté de l'argent, à la nausée de la surconsommation ? Certainement pas. D'ailleurs, même si vous le souhaitiez, vos fils n'en veulent plus. Mais il faudrait qu'eux-mêmes cessent de compter sur la potion magique ! Il n'existe aucune formule miracle, et le fait de glisser dans l'urne en 1978 un bulletin d'une autre couleur ne changera rien dans ce pays si tous ceux qui l'habitent continuent à se complaire dans leur fausse image *de marque ; si, adossés à une gloire* qui ne fut jamais que celle de quelques-uns, à une culture dont ils se sont contentés d'hériter, à une victoire qui n'était pas la leur, ils continuent de se croire « nés malins », peuple élu, fils aînés de l'histoire ; s'ils s'imaginent qu'ils sont immunisés contre les virus de l'époque : cette propension à opprimer que l'on trouve dans toutes les classes et à tous les niveaux, ce perpétuel « pourquoi pas moi ? », le sang à la tête pour un oui où plus souvent pour un non, cette jalouse avarice des « droits acquis », et cet autre sport national, la fraude. Ajoutez-y cette frivolité, cette imprévoyance, cet optimisme futile dont les gouvernements nous donnent l'exemple ; cet esprit de ricanement et de critique permanente qu'entretient l'opposition ; la démagogie irréaliste et partisane des syndicats, le terrorisme hargneux de *l'intelligentsia*, l'entreprise d'anesthésie générale concertée par les *mass media* et la publicité... Croyez-vous vraiment qu'il suffira de voter « gauche unie (?) » pour que tout cela et de nos coutumes ? Ou encore, croyez-vous qu'il suffira de réformer cette Constitution désastreuse qui coupe la France en deux, met à sa tête un empereur, et l'oppose tôt ou tard aux autres élus ?

Jusqu'à quand les Français continueront-ils à penser que le socialisme consiste à tout attendre de l'Etat, alors que (je parle du vrai) c'est précisément le contraire ? Et à croire que ce sont toujours « les autres » qui sont responsables ou concernés : les riches, les patrons, les hommes politiques, bref, n'importe qui sauf vous, vous, vous qui me lisez ? Vous dont le niveau de vie a doublé depuis peu et qui, les statistiques en font foi, figurez parmi les hommes les plus privilégiés de l'univers... Mais si je vous demande, « les yeux dans les yeux », *si vous* êtes heureux, vous me répondrez que non. Alors ?

Alors, ne pensez-vous pas qu'il est grand temps de balayer devant votre porte, *la vôtre*, et pas celle du voisin ? Et, jeune ou pas, de changer votre vie à vous, si vous *voulez vraiment « changer la vie » ?*

Vous me direz que je rêve. Sans doute, mais moins que ceux qui s'imaginent qu'un changement de scrutin va métamorphoser ce pays.

Vous me direz que je prêche, que je crie dans le désert. J'en conviens, mais il est évident qu'au train où nous allons, quelle que soit la couleur de notre bulletin, quelles que doivent être les étapes à venir, nous marchons vers la tyrannie.

Pacer

American Motors
Jean-Charles
28, Rue Cl. Terrasse PARIS-16e Tél. 288-23-45

Vue des immeubles sur jardins intérieurs (maquette).

Au 365, rue de Vaugirard, Paris 15e,
une voie privée
protège votre tranquillité.

le clos Vaugirard

Du studio au 5 pièces • Prix fermes
(dès la signature du contrat préliminaire).

Au cœur du 15e arrondissement, à 100 mètres de la Place de la Convention, Le Clos Vaugirard est situé dans un quartier où vous trouverez tout ce qui facilite la vie quotidienne : le métro (station Convention) et les autobus sont à 100 mètres, les commerces, les écoles, les services publics, les cinémas, etc., sont tout autour de chez vous. La conception architecturale des immeubles, l'esthétique des façades, la qualité des matériaux, le soin apporté à la décoration des halls, font du Clos Vaugirard, une adresse de qualité. Venez nous rendre visite, au Bureau de Vente, où nous pourrons vous fournir tous renseignements et vous présenter la gamme des prestations offertes.

Dans un arrondissement des plus recherchés,
une adresse enviée...

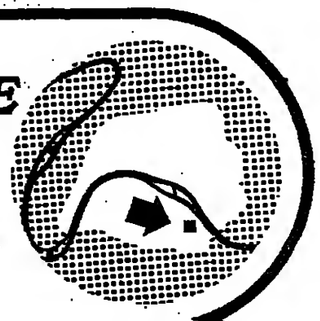
Co-réalisation
SGIM CONSTRUCTEUR — UNION FRANÇAISE IMMOBILIÈRE

Pour recevoir gratuitement une documentation sur Le Clos Vaugirard, retournez ce bon à S.A.F. 42, avenue de Friedland, 75008 Paris
Nom
Adresse
Tél.
M 1 oct.

Renseignements et vente
SAF
Bureau de Vente sur place ouvert tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Fermé mardi et mercredi.
828.13.11
et 42, av. de Friedland, 75008 Paris
622.10.10

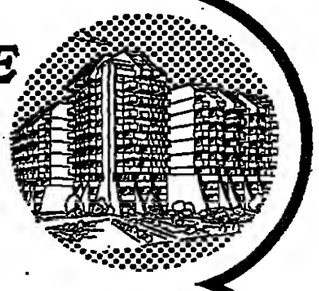
LA TRIADE

A deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13e moderne, bien équipé. Où il fait bon vivre.



LA TRIADE

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.



LA TRIADE

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m² ferme et définitif.
* *Prix moyen des 3 et 4 pièces*

4500F le m²*

LIVRABLE
1er TRIMESTRE 77

Crédit : Taux de faveur maintenu.

Venez nous voir sur place
54, rue Dunois - 75013 PARIS
du jeudi au lundi de 14 h à 19 h.
Tél. 583.92.17
ou retournez-nous ce coupon.

Documentation complète "La Triade"
Nom
Adresse
Profession
Tél.
Type d'appt. ch. St. 2p. 3p. 4p. 5p.

SOVIC
173, rue de la Croix-Nivert
75015 Paris
Tél. 531.41.49

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

Les sentiments des députés gaullistes sont ambivalents

De nos envoyés spéciaux

Rocamadour. — Venu de Paris par avion, M. Raymond Barre a pris le petit déjeuner, vendredi matin, au château-hôtel de Roumegouse, près de Rocamadour, en compagnie des dirigeants du mouvement gaulliste. Les députés U.D.R. devaient lui réserver ensuite un accueil sympathique. La courtoisie à l'égard du nouveau premier ministre tendait à souligner que les députés gaullistes ne le considèrent nullement comme personnellement responsable du plan de lutte contre l'inflation et considèrent que l'inspirateur réel de ce programme est le président de la République lui-même.

Tout au long de la journée de jeudi, les députés U.D.R. ont, en effet, accentué leurs reproches à M. Giscard d'Estaing et multiplié les critiques à son égard, tout en affirmant leur appartenance à la majorité et en confirmant leur soutien au gouvernement. Ils ont applaudi avec chaleur les interventions successives et pourtant bien différentes de M. Olivier Guichard, ministre de la justice, et de M. Michel Debré, accordant toutefois une ferveur supplémentaire à ce dernier. La qualité et la nature des discours de ces deux « compagnons » ont dominé les débats et symbolisé l'ambivalence des sentiments qui animent chaque député.

M. Michel Debré, qui avait été reçu mardi dernier par le président de la République, a instruit un procès, argumenté du programme de lutte contre l'inflation qui vissait M. Giscard d'Estaing lui-même, soulignant le « manque de confiance des citoyens à l'égard de ceux qui les dirigent - et le « désarroi » des Français et des gaullistes en particulier. Il a présenté un véritable contre-programme de redressement économique. L'ancien premier ministre s'est plaint également, avec acrimonie, du comportement des partenaires de l'U.D.R. qui considéreraient ces derniers comme leurs seuls adversaires politiques. Le compliment décerné à M. Barre de se comporter en « gaulliste », puisqu'il traite les Français en « peuple majeur », faisait apparaître plus sévères les critiques adressées aux projets du pouvoir, accusés de manquer d'envergure, de courage et de justice. Plus catégorique encore dans sa condamnation du principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, M. Debré, tout comme M. Couve de Murville, dénonçant les risques de la supranationalité pour l'indépendance nationale, a invité, sans ambages, ses amis à s'y opposer à l'Assemblée nationale. Il a présenté, cette fois-ci, la réfutation argumentée que, à la demande de M. Chirac, il n'avait pas développée en avril dernier, aux journées parlementaires de Saint-Jean-de-Luz. Debout, les députés l'ont applaudi.

La tâche de M. Olivier Guichard n'était pas aisée dans un tel climat. Le ministre d'Etat a cependant réussi à prononcer un discours habile et mesuré qui a évité les écueils et les susceptibilités, et lui a valu d'être applaudi sans réticence. Il a utilisé, par exemple, le langage de la raison pour dénoncer la « politique politicienne », pour assurer que la majorité ne serait pas modifiée, pour promettre que les succès électoraux seraient le fruit de la lutte contre l'inflation qui ne serait gagnée, elle-même, que par un soutien fidèle au gouvernement. Il a indiqué qu'il avait fait au chef de l'Etat des reproches qui ressemblaient fort aux raisons qui ont motivé la démission de M. Chirac, et il a rappelé sa préférence de naguère pour des élections législatives anticipées. Parlant d'engagement à court terme, de son refus d'allégeance à quiconque, de sa répugnance à l'attentisme, M. Guichard a laissé accroire à ses auditeurs que sa participation au gouvernement n'était pas inconditionnelle, et l'invitation à la discipline qu'il a lancée à M. Chirac était accompagnée de suffisamment d'hommages pour ne pas apparaître impérative.

La sympathie dont bénéficie l'ancien premier ministre s'est exprimée dans les conversations privées plus qu'à la tribune, mais des parlementaires « de base » comme MM. Couve de Murville et Yves Guéna ont insisté sur la confiance qu'ils plaçaient en M. Chirac ministre, tandis qu'aucun orateur n'a jamais prononcé le nom de M. Giscard d'Estaing. Cette quasi-unanimité a retenu M. Chaban-Delmas de prendre la parole cette fois-ci, le contre-feu des « barons » ayant tourné court à peine esquissé.

Chaque élu gaulliste semble, pour le moment, tiraillé en réalité entre deux sentiments. L'appréhension de l'avenir électoral, l'habitude de vivre à l'ombre du pouvoir les retiennent encore de rompre et les poussent à affirmer leur solidarité majoritaire. Leurs penchants naturels et la pression de leurs militants les orientent vers M. Chirac, qui leur apparaît comme le seul leader capable de les rassembler dans l'enthousiasme.

ANDRÉ PASSERON.

Au cours de la journée de jeudi, M. Couve de Murville, ancien premier ministre, député de Paris, évoque le départ de M. Chirac, qui, à Matignon, « *s'était affirmé avec autorité et dynamisme* » et, à l'U.D.R., avait apporté « *une contribution capitale à un renouveau qui s'affirme et permet à notre mouvement de demeurer une force essentielle de la vie politique française* ». Il insiste sur la nécessité pour l'U.D.R. de rester unie, de résister « *aux préoccupations personnelles, au démon de la division* », de ne pas se réfugier « *dans les incantations* ». A son avis, l'essentiel est de savoir « *où nous nous situons* » et il répond : « *Nous restons dans la majorité pour permettre à la France d'être gouvernée. Tel est l'intérêt national. A défaut ce serait le chaos.* »

M. Couve de Murville précise l'attitude qui devrait être celle de son groupe à l'égard des grands problèmes immédiats :

— La lutte contre l'inflation : « *Certes, bien peu encore sont prêts à accepter les remèdes car la position sera amère. Mais un grand combat s'engage ; comment l'U.D.R. ne serait-elle pas au premier rang pour le mener ?* »

— La politique étrangère : « *Le vieux débat sur l'élection au suffrage direct de l'Assemblée européenne reparaît inmanquablement lorsque le reste en en difficulté et que l'on cherche à créer, malgré tout, quelque apparence de progrès. L'affaire ne viendra pas à l'Assemblée nationale avant le printemps prochain, mais, dès la session d'automne, nous aurons l'occasion de soulever la question générale des attributions de cette Assemblée ; si ces attributions devaient être nouvelles, cela nécessiterait une révision constitutionnelle.* »

M. LABBÉ : la discussion n'est pas la fronde

« *Non* déclare M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. alors que M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a pris place à la tribune. *Non, il n'est pas question pour l'U.D.R. d'envisager de sortir de la majorité présidentielle.* » Et il ajoute : « *Décidons une rupture et il n'y a plus de majorité car il ne peut y avoir une formule de rechange qui n'émanerait pas du combat politique et de sa sanction, c'est-à-dire de la consultation populaire.* »

M. Labbé déclare encore : « *Un nouvel effort est demandé aux Français. Ils doivent l'accepter dans l'équité des sacrifices et des aides. Nous ne marchanderons pas notre soutien au gouvernement. Les préoccupations électorales sont légitimes ; l'électoralisme le serait moins. Nous avons toujours souhaité que la vérité soit dite aux Français et que l'étendue de l'effort leur soit clairement montrée. Il est dommage qu'une telle attitude ne soit pas constante au gouvernement.* »

Abordant ensuite les rapports entre le gouvernement et sa majorité, il souhaite que le Parlement puisse jouer pleinement son rôle et demande : « *Pourquoi ces alarmes devant des critiques qui prennent immédiatement l'aspect d'une fronde ? Pourquoi ces grandes manœuvres gouvernementales pour stopper une offensive qui ne met en danger rien d'essentiel ?* » Très critique à l'égard de la technocratie (ses propos à ce sujet sont fréquememnt interrompus par les applaudissements), M. Labbé ajoute : « *Pour la majorité, la discussion n'est pas la fronde mais l'exercice naturel de la fonction. Vous vous voulez un Parlement docile,* observe-t-il ; *vous n'aurez plus de Parlement du tout.* »

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, observe : « *Certes tout le monde est pour la lutte contre l'inflation, pour la solidarité, mais à condition que ce soit celle des autres, à condition de se défausser, de réclamer des réformes de structure profondes (les gaullistes les ont constamment faites), de réclamer la révolution dans le respect des droits acquis. A nous donc, gaullistes, de prôner l'effort.* »

« *Dans la perspective normale d'élections législatives en mars 1978,* constate M. Boulin, *nous avons intérêt au succès du plan de redressement, vis-à-vis duquel les parlementaires U.D.R. ne peuvent donc adopter une attitude mitigée et réservée.* » Et il précise : « *Cela implique une certaine cohésion, une certaine cohérence, il faut éviter les critiques trop acerbes à l'égard de nos partenaires qui, de leur côté, doivent laisser au vestiaire les rancœurs et choisir pour adversaires les seuls défenseurs du programme commun. Cela n'implique nullement l'inconditionnalité du groupe qui totalisera bientôt, je l'espère, cinq anciens premiers ministres et où coexistent un certain nombre de ferments qui doivent pouvoir s'exprimer.* »

M. GUICHARD : j'ai pour mission de m'occuper des élections

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, « *chargé par délégation du premier ministre de responsabilités politiques particulières* », évoque tout d'abord les deux années passées au sein du groupe U.D.R. et au cours desquelles « *nous avons prouvé notre unité, notre utilité et notre sens de l'Etat* ».

Il ajoute : « *Nous avons vu combien la crédibilité de l'Etat pouvait se dégrader quand chacun n'était pas bien assuré de son rôle, quand trop de flou régnait dans les rapports entre le président de la République et le chef du gouvernement, entre le premier ministre et ses ministres, entre tels ministres et telles formations politiques, sans parler de trop d'incertitude sur le dessein et l'avenir même de la majorité. Dans la situation difficile, périlleuse que créent ces circonstances, nous avons gardé notre sang-froid.* »

Analysant ensuite la situation actuelle, il déclare : « *Du côté des difficultés, la situation est simple : l'économie est malade. Du côté des chances, la première est que la situation soit reconnue dans sa gravité, la seconde est que les conditions politiques du combat aient été nettement clarifiées et simplifiées, ces conditions étant :*

— Une majorité acceptée : le président de la République a clairement affirmé qu'il ne souhaitait pas altérer la composition de la majorité actuelle ;

— Le gouvernement gouverné : l'équilibre de nos institutions demande que le premier ministre exerce pleinement ses responsabilités. Le chef de l'Etat et le nouveau premier ministre se sont mis d'accord sur cette manière de voir les choses. C'est une bonne nouvelle ;

— Une politique centrée : l'urgence nationale c'est la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire contre la facilité ;

— Une échéance fixée, à savoir celle des élections législatives de 1978. J'avais été le premier à demander qu'on réfléchisse à la possibilité d'élections anticipées, moyen de ressaisissement de l'action politique autour du gouvernement tel qu'il était. Le président de la République a préféré un autre moyen. Nous n'avons pas à en discuter, c'est sa responsabilité. »

Après avoir estimé que « *la victoire des deux partis marxistes nous ramènerait à la fois la dictature et la division des partis* », il déclare : « *C'est le présent qui compte. La recherche des responsabilités ne m'intéresse pas. Il n'y a en politique ni situation idéale ni homme providentiel. Il faut toujours jouer les chances, celles de la France. Il y a une bataille nationale à mener. Qu'elle soit gagnée ou perdue, les gaullistes doivent être au front. Il n'y a qu'une attitude qui ne soit pas gaulliste, c'est l'attentisme. La dynamique de la confiance, il dépend beaucoup de nous qu'elle s'enclenche, et nous savons bien que si elle ne s'enclenchait pas, on saurait bien nous imputer la responsabilité de l'échec. (...) Notre image dans le pays touche à ce que nous sommes un mouvement politique différent des autres. Or tout nous provoque à rentrer dans le rang, c'est-à-dire à avoir nos clans, nos tendances, nos combats de chefs.* »

« *Comment allons-nous nous battre ?* », demande ensuite le ministre d'Etat, qui répond : « *D'abord, on ne gagnera pas les élections sans gagner sur l'inflation. On ne gagnera pas sur l'inflation sans redonner aux Français un sentiment de confiance. C'est un problème politique autant que technique. Et ceux qui ne veulent traiter que l'un ou que l'autre se trompent. Ensuite, les Français sont saturés de politique partisane, notamment en ce qui concerne les problèmes internes à la majorité. Ce ras-le-bol politique, il est manifeste, même en ce qui concerne le débat majorité-opposition. Pour attaquer le collectivisme en position de force, il faut d'abord que l'Etat libéral aille mieux et renforce sa crédibilité. Il n'est pas opportun d'aller agresser les Français dans leurs opinions par de la polémique politique.* »

Quant aux élections municipales, « *elles doivent être pour la majorité l'occasion de prouver qu'elle peut rester solide, même au creux de la vague, parce qu'elle sait rester unie. Là encore, gardons-nous de tout ce qui pourrait figer les électeurs dans leur vote* ». « *Les élections,* précise M. Guichard, *j'ai reçu mission de m'en occuper. Je le ferai de façon que le bruit qu'elles feront ne détourne pas le gouvernement de sa tâche nationale et que nous puissions montrer aux Français un visage uni.* »

Et M. Guichard conclut : « *Je n'ai rien à vous promettre. Je ne réclame nul engagement. Vous ne m'entendrez plus parler d'allégeance. Vendredi, vous accueillerez celui qui à la lourde tâche de diriger la bataille. C'est une responsabilité qui ne se partage pas, mais il y a bien des façons de l'aider à l'assumer. M. Jacques Chirac sera, nous y comptons tous, bientôt parmi nous pour soutenir de sa capacité et de son dynamisme l'action de la majorité politique. Prendre sa part du combat suppose, il le sait comme moi, qu'on prend sa part de la discipline.* »

M. GUICHARD : M. Chirac ne nous laisse pas sans nouvelles.

M. Olivier Guichard a déclaré, le 30 septembre, à Radio-Monte-Carlo :

« *L'initiative de Jacques Chirac de demander des assises extraordinaires n'a rien d'extraordinaire. On a très souvent parlé d'assises extraordinaires, notamment en 1974 après l'élection du président de la République et la nomination de Jacques Chirac comme premier ministre... Il y a l'évocation d'un élargissement et d'une transformation. Depuis trente ans je ne vois que des avantages à ce que le mouvement gaulliste s'élargisse. La transformation, nous avons un mouvement structuré et bien dirigé, on peut certainement l'améliorer. Mais je suis persuadé que Jacques Chirac en parlera plus à loisir dans les jours qui viennent, car il ne nous laisse pas souvent sans nouvelles.*

» *Je comprends parfaitement que Jacques Chirac fasse des propositions, mais qu'il n'oublie pas qu'il y a une certaine cohésion du groupe et du mouvement qui est indispensable.* »

M. GUÉNA : nous n'avons rien à nous reprocher.

Jeudi, intervenant dans la matinée, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., déclare notamment : « *L'action qui est entreprise aujourd'hui, nous la réclamons depuis longtemps. (...) Nous n'avons rien à nous reprocher. Bien plus, je le sais, une clarification s'était affirmée il y a plusieurs mois, au niveau gouvernemental, pour que ce problème fût pris à bras-le-corps. Des mesures avaient été étudiées, et même une procédure envisagée. Je ne saurais dire pourquoi, nulle suite n'y fut donnée. (...) Régler le déficit des finances publiques sans s'attaquer au déficit du budget social, c'est parcourir à peine la moitié du chemin. Sur ce point le gouvernement est modeste et discret, mais il faudra bien qu'il s'en préoccupe sans trop attendre. (...) La réduction du taux le plus élevé de T.V.A. devrait avoir une répercussion heureuse sur les prix : on peut se demander s'il n'aurait pas été plus efficace de toucher au taux le plus bas, ce qui aurait allégé le coût des produits de première nécessité.* »

M. Guéna déclare encore : « *Quelles que soient ses lacunes, quelles que soient ses rigueurs, ce plan constitue une base sérieuse pour lancer la lutte contre l'inflation. L'examen auquel nous procéderons au Parlement permettra de l'améliorer. Mais ce n'est pas en le contestant par principe qu'on rendra service au pays.* »

Le secrétaire général de l'U.D.R. en vient à la politique étrangère : « *Nous demandons au gouvernement,* déclare-t-il, *d'affirmer avec plus de netteté, voire avec plus d'agressivité, notre politique d'indépendance nationale. Ce n'est pas sans appréhension que nous voyons approcher l'échéance du débat européen. Mais il semble que les actions concrètes qui seraient nécessaires (en matière aéronautique, par exemple) séduisent moins certains de nos partenaires que l'échafaudage branlant de nouvelles institutions. Selon nous, le fond du débat tient aux pouvoirs de l'Assemblée. On nous assure qu'ils ne seront point accrus, mais nos partenaires à l'extérieur et parfois nos alliés à l'intérieur demandent cette assurance. Voilà qui ne va pas sans nous inquiéter. Si l'Assemblée élue au suffrage universel se dote, au risque de se doter, de pouvoirs nouveaux, nous dénoncerons et combattrons ce glissement vers la supranationalité contraire à l'indépendance de la France. Mais si vraiment cette Assemblée s'en tient strictement aux pouvoirs que lui confère le traité de Rome, alors pourquoi mettre en marche la lourde procédure du suffrage universel ?* »

PATRICK FRANCÈS.

Breguet

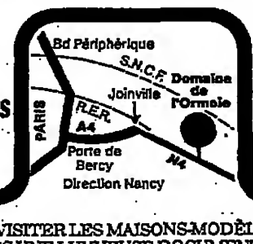
A LA QUEUE-EN-BRIE

"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.
Une sortie de l'Autoroute A 4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains par jour pour Paris.
Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².
Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
94510 LA QUEUE EN BRIE (TÉL. 933.71.30)

POLITIQUE

APRÈS L'ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. MITTERRAND : des préoccupations électorales.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré jeudi 30 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue à Poitiers : *« Je suis d'accord pour ne pas donner actuellement l'impression de bataille politique en champ clos. Mais je ne suis pas convaincu que le président de la République n'ait aucune préoccupation électorale. (...) De toute façon, il ne faut quand même pas oublier qu'au début de 1977 il y aura les municipales — c'est une loi — et qu'en mars 1978 il y aura des législatives — c'est également une loi. Il faudra bien parler politique, alors. Actuellement, qui parle le plus ? Qui entend-on le plus ? Il y a quelque ironie à prétendre vouloir dépolitiser le débat. »*

M. FILLIOUD (P.S.) : un aveu de faiblesse du gouvernement.

M. Georges Fillioud, député de la Drôme, porte-parole du groupe socialiste, a estimé, jeudi 30 septembre, que la décision du gouvernement de solliciter la confiance uniquement sur la loi de finances rectificative et non pas sur la déclaration de politique générale, est *« un aveu de faiblesse et d'inquiétude sur le comportement de la majorité »*.

Le député socialiste a noté que cette inquiétude constituait *« un précédent pour la Ve République giscardienne »*, puisque, en 1974, la déclaration d'investiture de M. Jacques Chirac avait été suivie d'un vote. En outre, il s'est déclaré surpris de constater qu'on *« en appelle à la confiance des Français, mais qu'on ne veut pas demander celle des députés »*.

« LA LETTRE DE LA NATION » : ce ne fut pas un événement.

« Il ne pouvait pas faire moins. Il aurait pu faire plus. Mais ce qu'il a fait, il l'a bien fait. L'ennui est que l'intervention du président de la République, dans les circonstances présentes, aurait dû être un événement et qu'elle ne l'a pas été.

» (...) C'est bien de « dédramatiser » quand le drame est artificiel. Mais quand il ne l'est pas ? J'emprunterai à Roger Chinaud, président du groupe républicain indépendant, la citation chinoise qu'il a servie à Raymond Barre : « L'arbre préfère le calme, mais » la tempête continue à souffler. » Et malheureusement pour l'arbre, la tempête souffle.

» (...) Il ne suffit pas de nier le combat politique pour qu'il n'existe pas. Il est exact que « la majorité gère » et que « l'opposition critique et propose », que l'une agit sur les choses et l'autre sur les mots. Mais les mots font les choses. L'opposition et la majorité ne sont pas sur le même terrain. C'est vrai. Mais si l'opposition prend tout le terrain, que restera-t-il à la majorité ? »

(PIERRE CHARPY.)

M. FITERMAN (P.C.) : un plaidoyer laborieux.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré jeudi 30 septembre à TF 1, que l'allocution télévisée du chef de l'Etat était un *« plaidoyer rempli d'incohérences »*. Il a ajouté : *« Si la situation allait mieux, pourquoi imposer aux Français un tel tour de vis ? (...) L'égoïsme n'est pas du côté des travailleurs, les salaires ne sont pas la cause de l'inflation. En tout état de cause, les travailleurs n'ont pas de leçon de civisme à recevoir des possédants de la fortune. »*

« L'HUMANITÉ » : démagogie avancée.

« Il faut une certaine audace — mais M. Giscard d'Estaing n'en manque pas — pour appeler, par exemple, les Français à soutenir le plan d'austérité au nom des grands principes républicains : « Une société démocratique, » affirme-t-il imperturbablement, » n'est pas organisée entre quelques dizaines de responsables et » des millions de spectateurs. » Chacun a son rôle à tenir, chacun a son effort à accomplir, » et c'est de l'acceptation de cet » effort mené en commun que » viendra la confiance. »

» Admirable définition de ce que n'est pas la société actuelle. Car ce qui la caractérise, c'est précisément qu'elle compte « quelques dizaines de responsables et des millions de spectateurs ». Qui a mis au point les mesures d'austérité ? Ont-elles été soumises à la discussion dans les usines, les quartiers, les villages ? Non évidemment. Même le Parlement n'a pas été consulté. Le gouvernement a préparé son plan dans le silence des chancelleries, il l'a mis aussitôt en chantier, de façon spectaculaire, et voici que le président de la République vient le défendre à la télévision avant même qu'il soit présenté à l'Assemblée. Quel merveilleux exemple de démocratie avancée ! C'est le dialogue, une fois de plus, réduit au monologue. »

(RENE ANDRIEU.)

● *La Nouvelle action française* (monarchistes) : *« M. Giscard d'Estaing s'est attribué le mérite de l'expansion de la France de 1969 à 1973. Or, il est notoire que « l'Etat Rivoli » a tout fait, durant cette période, pour casser le progrès industriel pompidolien. Il s'est vanté d'avoir fait traduire en justice les fraudeurs du fisc, mais a oublié de rappeler qu'il est l'auteur de la scandaleuse mesure de l'avoir fiscal. (...) Il déclare que son rôle est de servir la France et non de plaire, mais il est le premier à abuser de ses talents de bateleur, mis en scène par les media, pour séduire les électeurs. Attitude d'éternel candidat, et non d'homme d'Etat. »*

POINT DE VUE

Plaire et servir

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

M. GISCARD D'ESTAING renoncerait-il à une « interprétation de type présidentialiste » de nos institutions ? Le programme de lutte contre l'inflation est gouvernemental. La politique est celle que le « gouvernement propose », et le président de la République se contente d'en vanter « l'équilibre », la « stabilité » et la « justice » sans la moindre allusion à la part qu'il y a prise. Le régime lui-même est proprement parlementaire, puisque, dans son fonctionnement s'y équilibrent les rôles de la majorité qui « gère » et de l'opposition qui « critique et propose ». Ce serait même — à la grande surprise des députés qui devront voter le 5 octobre prochain — la majorité en tant que telle qui gouverne, et non plus « quelques dizaines de responsables ».

Cette présentation peut plaire : elle ne saurait masquer la fidélité exceptionnelle du président de la République à lui-même.

M. Giscard d'Estaing reste l'abord fidèle à la méthode comparative. La France, les efforts qu'elle doit faire, sa place dans la communauté internationale, les recettes gouvernementales, continuent d'être exposés en fonction du regard que l'étranger peut porter sur nous, par rapport à ce qui est tenté en Angleterre ou en Allemagne, suivant des classifications des pays en différents groupes. Cette méthode aboutit à l'objectif flou mais constant que la France soit « un pays moderne », comme au temps de Voltaire on croyait aux « lumières » et au temps de Renan à la « science ». Cette modernité, pas plus que la nature du fameux « peloton de tête qui conduit le développement économique mondial », n'est évidemment définie ni définissable. S'agit-il de notre jeton de présence aux conférences de Rambouillet ou de Porto-Rico, qui organisent — très au-delà des traités de 1949 — une solidarité atlantique encore plus contraignante que l'intégration militaire, puisqu'il s'agit d'intégration économique et de nivellement idéologique ?

* *

M. Giscard d'Estaing reste aussi fidèle à ce qui a déterminé son succès électoral : la directivité. Regardant la France et les Français, c'est-à-dire la caméra, « au fond des yeux », le président de la République excelle à répondre aux sondages sur la confiance dans le plan Barre, à rappeler la hiérarchie hier et aujourd'hui des soucis du français moyen telle que révélée par d'autres consultations officieuses. C'est toujours *« le candidat le plus heureux »* qui sait en imposer à celui qui l'écoute en définissant à sa place *« les deux questions que vous vous posez »* et qui balaie toute objection en affirmant que *« personne ne peut soutenir le contraire »*. C'est de bonne campagne électorale que d'associer son propre sort dans les *urnes à celui du pays tout entier* et de dauber l'opposition sur qui sécheresse et inflation ne sauraient peser, et qui n'aurait donc qu'à *« agir sur les mots »*. Ne dénie-t-on pas souvent à cette dernière le droit de s'en prendre aux faits et même d'accéder à l'information qui les établit ?

M. Giscard d'Estaing reste enfin fidèle à une répartition sociologique de ses arguments : il sait ses points forts et les hésitants dans son électorat. Il ne perdra pas les chômeurs, il veut garder familles, personnes âgées et agriculteurs aussi fort que la devise républicaine doit rester fraternelle. C'est sur sa gestion de ministre des finances de 1969 à 1973 qu'il a été élu président de la République, à tel point qu'il en oublie que son élection a eu lieu en mai 1974 et non en septembre 1973, et que cet automne-là le président Pompidou lui ordonna (mais en vain) de prendre les premières mesures contre l'inflation, et que les replis pour notre commerce extérieur à partir de 1969 ou à la fin de 1974 se fondèrent sur une dévaluation officielle la première fois et honteuse la seconde.

Ainsi, fidèle à lui-même, le président de la République a raison de dire qu'il ne convient pas d'ouvrir dès 1976 la campagne des élections de 1978 : il dirige à sa manière et en personne cette campagne depuis sa propre élection présidentielle.

Mais, cette fois, le roi est à découvert. Pour la première fois dans son histoire — est-ce parce qu'elle a dix-huit ans ? — l'U.D.R. commence de suivre un homme qui n'est plus au pouvoir. Il est vrai que l'argumentation du futur député de la Corrèze prend à contrepied le chef de l'Etat. Celui-ci, s'il entend de façon gaullienne sa fonction, doit s'engager politiquement dans sa bataille pour les élections législatives et refuser d'avance tout pacte avec une part de l'opposition de gauche si elle venait à triompher. Si le président de la République n'adopte pas cette ligne de conduite, son ancien premier ministre (et grand électeur du premier tour de 1974) le fera à sa place, recours tout trouvé d'une droite jugeant peu efficace (politiquement et économiquement) la gestion élyséenne, et bien dangereuse la politique de réforme censée vider le programme commun de son contenu si non de ses soutiens électoraux. M. Giscard d'Estaing a cru gagner sa propre élection par ses seules idées, par sa seule prestance. Il devra depuis les élections cantonales du printemps dernier que la politique est aussi affaire de caractère et qu'il n'est pas seul, en France, à être ambitieux.

Jusqu'à l'expiration de son mandat, et dès maintenant s'il le veut, M. Giscard d'Estaing a pourtant à sa disposition tous les moyens d'une stratégie propre à en imposer à une classe politique trop servile pour être sûre aux moments difficiles, propre aussi à venir à bout des difficultés économiques et sociales actuelles que seule la confiance populaire peut faire surmonter. Cette stratégie est simple : le président de la République, qui appelle si souvent au débat national et entend en ouvrir un nouveau par son prochain livre sur « la démocratie française », peut concrètement indiquer les défis auxquels la France est confrontée à l'extérieur (M. Kissinger vient de les rappeler à propos de nos exportations nucléaires) ou à l'intérieur (l'incapacité de nos structures administratives et économiques à répondre à l'imprévu météorologique ou à la révolte du tiers monde l'a montré). Le président de la République est entouré d'assez de talents, le Parlement et l'administration en regorgent d'autres s'il était besoin, pour traduire en termes législatifs et réglementaires (voire constitutionnels pour l'impérieuse décentralisation de notre Etat) les transformations nécessaires.

Le titre I de la Constitution est assez explicite dans la prérogative qu'il donne au seul président de la République d'en appeler aux Français par la dissolution ou le référendum pour que M. Giscard d'Estaing, au lieu de se laisser piéger dans le débat sur les plus-values, au lieu de s'enliser dans les procédures d'élection de l'Assemblée des communautés européennes, au lieu de réciter chaque automne des calendriers économiques prospectifs qui ne seront pas tenus par malchance ou par oubli, conquière ou reconquière la légitimité et la force nécessaires, *« l'adhésion et la confiance »* souhaitées par lui en conseil des ministres.

Il conduirait alors réellement les affaires et les hommes au lieu que de plus en plus les indices de l'INSEE, les sondages du *Figaro* ou de *France-Soir*, voire la démission et les initiatives de M. Chirac, lui imposent leur rythme. Avoir si haut prétendu ouvrir une « ère nouvelle » et « conduire le changement » commande de courir en tête toute la course. A plus forte raison encore quand le parcours est long, que notre régime est ce qu'il est et que l'enjeu est celui qu'a dit le président de la République. Ce serait, bien sûr, pour ce dernier, assumer au présent comme au passé sa responsabilité dans la crise que traverse notre pays. Il n'est pas sûr qu'une telle humilité desservirait et son destin personnel et celui de la France à qui l'on finit toujours par plaire (parfois longtemps) si on ne sert qu'elle.

LA RÉUNION DES ÉLUS GISCARDIENS

M. Chinaud (R.I.) : nous en avons assez d'un certain laxisme

Après avoir entendu M. Raymond Barre, jeudi matin 30 septembre, les élus giscardiens, réunis à Paris en journées parlementaires, ont poursuivi leurs travaux vendredi. Ils devaient écouter notamment M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, et MM. Maurice Ligot et Jean-Pierre Soisson, secrétaires d'Etat.

Jeudi, en fin d'après-midi, M. Roger Chinaud a réuni une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré, à propos de M. Jacques Chirac : *« L'ancien premier ministre a pris des initiatives qui intéressent la vie intérieure d'une importante formation de la majorité. Je n'ai donc pas de commentaire à faire. Toutefois, j'estime que, dans la situation où se trouve la France, la priorité doit être donné à l'effort national et à l'unité. Tout le reste s'apparenterait à de l'agitation et ne devrait pas être pris en considération. »*

Le matin, avant que M. Barre ne prenne la parole devant les élus R.I., M. Chinaud avait dit : *« Notre inquiétude majeure réside dans un certain affaiblissement de l'autorité de l'Etat. Nous en avons assez d'une certaine mollesse et d'un certain laxisme. (...) Nous sommes partisans de la concertation, mais nous nous demandons s'il n'est pas excessif de faire, de ce qui ne devrait être qu'une méthode, une panacée. (...) Le gouvernement doit collaborer plutôt avec les représentants de la nation qu'avec certains agitateurs professionnels. »*

Revenant sur ces sujets dans la soirée, le président du groupe républicain indépendant a précisé : *« Nous, élus giscardiens, avions le sentiment qu'on avait donné la priorité, au cours des derniers mois, à autre chose qu'à l'autorité de l'Etat. Je ne suis pas certain que le fait de donner l'impression à la population que le gouvernement ne peut prendre de décision qu'en concertation avec la représentation des égoïsmes exacerbés soit une méthode susceptible de rassurer les Français sur les capacités de ce gouvernement. »*

M. Chinaud a encore dit : *« Ce qui me chagrine, c'est que les précédents gouvernements n'aient pas été capables d'expliquer à l'opinion ce qui a été fait. On a ainsi laissé se créer un psychodrame permanent, qui a inquiété les Français. »*

● *Le Centre indépendant* : *« Le chef de l'Etat a très nettement marqué que son rôle n'était plus de plaire, mais de gouverner. (...) Nous faisons pleine confiance au nouveau premier ministre, ainsi qu'à son ministre d'Etat, M. Olivier Guichard, pour rétablir l'autorité gouvernementale, condition première du succès du plan de lutte contre l'inflation. »*

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
—	—	—	—
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
98 F	175 F	252 F	330 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
188 F	355 F	523 F	690 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
125 F	230 F	335 F	440 F
II. — TUNISIE			
163 F	305 F	448 F	590 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

des DIPLOMES INTERESSANTS en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS ou RUSSE...

Si vous avez étudié l'une de ces langues, pourquoi ne pas approfondir votre connaissance du langage économique et commercial ? Car vous pourriez ainsi utiliser professionnellement vos connaissances, et avoir une promotion plus rapide, une carrière plus intéressante.

Nos préparations par correspondance, selon une méthode éprouvée et grâce à des cours complets et modernes (cassettes d'accompagnement, professeurs compétents, corrigés-modèles), vous permettront d'acquérir facilement les connaissances nécessaires et vous assureront des débouchés.

Inscriptions immédiates pour les examens commerciaux (ouverts à tous) de la session d'Avril/Mai 1977 :

- *SPLEF (Correspondancier-Int. Commerc.),*
- *CHAMBRES de COMMERCE Etrang. (4 langues),*
- *Diplôme d'Etat du Brevet de TECHNICIEN SUPERIEUR de TRADUCTEUR COMMERCIAL.*

Et si vous désirez simplement entretenir ou améliorer votre langage linguistique, nous avons encore d'autres cours pratiques et modernes à votre disposition : cours pour débutants, de révision, langues techniques, etc.

Renseignements gratuits, écrire : CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE, Serv. LM1, 134 bis, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. Tél. (1) 538.05-61. Réception : 14 h à 18, sauf Samedis.

cpl

Enseignement privé.

RÉGIONS

Corse

M. Marchais : l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — *« Comment êtes-vous en Corse ? Bastia ? Eh bien avec vous, nous disons : oui, ça suffit ! »*, a lancé M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, lors du rassemblement qu'il présidait à Ajaccio le jeudi soir 30 septembre. Une évidence : pas de changement de politique dans l'île sans changement de gouvernement en France. Un avertissement : *« Ce n'est pas à l'aventure que nous voulons conduire notre peuple, c'est à la victoire »*, a-t-il précisé, à l'intention des jeunes en particulier qui pourraient se laisser entraîner par certains sur les chemins hasardeux de la violence.

Ce jeudi soir, Edward Robbe, le nouveau cirque de Paris, fait relâche. Les clowns dînent en ville ; les fauves dorment. Sous l'immense chapiteau, Georges Marchais parle d'abondance devant quelque quatre mille auditeurs. Des militants, bien sûr. Des sympathisants aussi, *« prêts à faire un petit bout de chemin avec la gauche, la majorité étant si décevante »*. Des curieux enfin, venus *« voir la tête de cette vedette qui ne s'est encore jamais produite ici »*. De peur de faire « nombre », certains insulaires se sont abstenus de paraître.

Un beau succès tout de même. Des rumeurs incontrôlées donnaient à penser qu'il y aurait du chahut. Aucun incident, en définitive. Quelques cris seulement : *« Liberta ! »*, lorsque l'orateur évoque le maintien de l'ordre, les *« arrestations sans preuves »* et les tribunaux d'exception. L'actualité. M. Marchais ne pouvait l'ignorer. On attendait qu'il soit clair. Il le fut. *« Non seulement la légion doit partir de Corse, mais ce régiment doit être dissous. Dans ce but, le groupe communiste à l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi (1) »*, précise-t-il. *« Merci »*, répond l'auditoire.

Le secrétaire général du P.C. évoque alors la *« situation misérable »* dans laquelle l'île est tenue. *« Les salaires sont plus bas qu'ailleurs, le coût de la vie plus élevé, la législation sociale moins respectée qu'ailleurs. »* Ici la jeunesse n'a que le choix entre le chômage et l'exode : *« Quel scandale ! »*, s'écrie M. Marchais, qui dénonce au bout du compte *« l'identité corse piétinée »*. La formule fait mouche. L'auditoire applaudit à tout rompre.

Cela dit, le secrétaire général du P.C. explique aussitôt qu'il n'est pas venu parler aux Corses le langage de la *« complaisance »* mais celui de la *« compréhension »*. *« Nous condamnons la violence, toutes les violences,* indique-t-il. *Ce n'est pas une arme aux mains des travailleurs, c'est une arme aux mains de la bourgeoisie. »*

« Droit à l'originalité »

De Pascal Paoli à Gabriel Péri, M. Marchais tire la leçon de l'histoire. *« Les Corses se sont toujours sentis et voulus Français parce que la France était synonyme de liberté. »* A son avis, le peuple français ne se sent pas vraiment libre. *« Voilà d'où vient,* souligne-t-il, *le mécontentement qui monte de Corse. »*

Comment y remédier ? Le secrétaire général du P.C. se garde bien de prononcer une seule fois le mot autonomie. D'ailleurs, pendant sa tournée insulaire, il ne rencontrera aucun de ceux qui défendent ces idées-là, affirme-t-il. Lui, il parle simplement d'une *« France diverse »*, d'un *« droit à l'originalité »*, variante du *« droit à la différence »*. Un pas dans la bonne direction : l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel et à la proportionnelle. Une revendication que partagent même en Corse les républicains indépendants...

Aller plus avant, pousser *« la démocratie jusqu'au bout »*, comme le dit M. Marchais ? Socialistes, radicaux de gauche et communistes élaborent des projets pour l'avenir de la Corse. *« Nous sommes prêts à discuter avec nos deux partenaires du programme commun. Mais, entre eux, ils ne sont pas sur la même longueur d'ondes : nous souhaiterions avoir en face de nous des gens qui sachent ce qu'ils veulent »*, affirme le secrétaire général du P.C. Au passage, celui-ci critique certains membres de l'opposition qui ont cru bon de s'inscrire à l'Amicale des parlementaires originaires de Corse, aux côtés d'U.D.R. et de giscardiens notoires. *« En réalisant cette curieuse union sacrée, ils manquent d'efficacité pour défendre les intérêts de l'île. »* Par le biais, un avertissement à certains élus insulaires qui n'auraient *pas une « position claire »* à l'égard du pouvoir.

N'y a-t-il en Corse, comme le disent certains, que de *« mauvais élus »* ? *« Comme partout en France, ceux-ci ont été choisis par la population selon les lois en vigueur »*, dit M. Marchais, qui s'élève contre *« la manière que l'on a trop souvent de caricaturer les élus insulaires. A ses yeux, le problème n'est pas là : la démocratie est menacée par les tenants d'un « état autoritaire »*.

Le secrétaire général du P.C. ne s'estime pas, en conclusion, *« terriblement pessimiste »*. Il rejette le slogan *« naître ou mourir »* que certains insulaires font leur, et plaide pour *« une démocratie de Lille à Bonifacio »*. A son avis, *« l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement »*. Et c'est notamment *« d'action immédiate »* — les prochaines élections municipales — qu'il entretiendra ce vendredi soir ses auditeurs de Bastia avant de regagner le continent.

JACQUES DE BARRIN.

(1) En parlant de « ce régiment » M. Georges Marchais fait naître une équivoque. Dans sa précédente prise de position sur la légion, le jeudi 30 septembre, il déclarait : « La question n'est pas de laisser ou non les légionnaires à Corte ou ailleurs, *mais de dissoudre ces régiments.* » S'agit-il d'un lapsus ou d'une habileté ?

L'attentat contre le Boeing d'Air France

SIX DES DIX-SEPT INCULPÉS ONT ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

La chambre d'accusation de la cour de Lyon a décidé, jeudi 30 septembre, la remise en liberté de six des dix-sept manifestants corses inculpés après la destruction d'un Boeing d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio et incarcérés à Lyon. La chambre d'accusation, qui s'était réunie mardi 28 septembre, a rendu son arrêt jeudi 30 septembre. Les magistrats ont estimé que six des inculpés étaient en tant que salariés subordonnés aux ordres de leurs employeurs, eux-mêmes manifestants, et que, de ce fait, leur responsabilité s'en trouvait atténuée.

Ces six personnes, MM. François Giorgi, Gilbert Sacchi, Antoine Bursei, Roger Belaïd, Christian Dupont et M. Sereni ont quitté la prison Saint-Paul dans la soirée de jeudi.

La chambre d'accusation a également statué sur une anomalie de procédure invoquée par la défense : la non-audition des inculpés dans les cinq jours de leur mise sous écrou. Pour les magistrats, s'il y a eu effectivement vice de forme constituant une violation des droits de la défense, ce vice de forme n'a pas porté gravement atteinte aux intérêts des inculpés.

D'autre part, M. Gilbert Thiney, juge chargé de l'instruction des dossiers, doit rendre, ce vendredi 1er octobre en fin de matinée, une ordonnance concernant une nouvelle demande générale de remise en liberté présentée par la défense.

LA TROISIÈME CONFÉRENCE SOCIALISTE DES RÉGIONS

M. Mitterrand : la décentralisation doit restituer le pouvoir aux citoyens

La troisième conférence socialiste des régions s'est réunie mercredi 30 septembre à Poitiers, en présence de représentants du P.S. venus des vingt-deux régions métropolitaines, mais non des cinq présidents socialistes de conseils régionaux.

M. Louis Le Pensec, député du Finistère et délégué national du P.S. aux régions, a estimé dans son discours d'ouverture : *« En matière de régionalisation, le gouvernement s'en tient strictement à la loi du 5 juillet 1972, assortie de quelques assouplissements mineurs. Il montre ainsi sa volonté de maintenir les régions en tutelle. Il est en effet démagogique de parler de décentralisation sans doter les régions de pouvoirs effectifs. »*

M. François Mitterrand a assisté aux travaux des délégués et en a rendu compte au cours d'une conférence de presse. Le premier secrétaire du P.S. a déclaré : *« Pour nous, il s'agit de dessiner le visage de la France et d'en moderniser les institutions. Nous étions et restons favorables à la région, mais non à la région-alibi. La région est un fourre-tout. S'il y avait vingt-deux pouvoirs décentralisés, plus les conseils généraux, plus les maires, cela ferait beaucoup de monde (...) Mais, actuellement, les régions sont de fausses fenêtres, et les pouvoirs des assemblées régionales sont vides de sens. C'est la raison pour laquelle nous avons refusé de voter la loi de 1972. La décentralisation doit s'accompagner de véritables pouvoirs attribués aux élus des régions et permettre (...) de restituer le pouvoir aux citoyens dans la diversité des groupes sociaux et humains de notre pays. Nos travaux, études et prévisions sont faits dans une perspective de victoire de la gauche en 1978. »*

هكذا في الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

VISITANT LE PARC FORESTIER DE SEVRAN

Il faut réduire les inégalités devant la qualité du cadre de vie et de l'habitat

déclare le président de la République

Le président de la République a visité, le jeudi 30 septembre dans la matinée, le chantier du futur parc forestier national de Sevran, dans la Seine-Saint-Denis, qui sera édifié sur l'emplacement d'une ancienne poudrerie.

« *Ce parc*, a notamment déclaré M. Giscard d'Estaing, *illustre la nouvelle politique de l'environnement que je souhaite pour la France et pour les Français. Une politique qui permette de réduire les inégalités. Il y a, en effet, une inégalité « écologique » parfois encore plus forte que l'inégalité économique. Une inégalité face à la qualité du cadre de vie et de l'habitat, qui souvent se cumule avec l'inégalité économique et qui l'aggrave.* »

« *Les décisions concrètes que j'ai déjà prises*, a indiqué d'autre part le président de la République, *celles que je serai amené à prendre encore, répondent à cinq objectifs principaux :*

« *1) Réduire les inégalités sociales engendrées par un développement urbain qui a été trop anarchique et trop soumis à la loi du profit immédiat ;*

« *2) Humaniser nos cités en freinant le gigantisme des agglomérations et le gigantisme dans les agglomérations ;*

« *3) Reverdir nos cités en faisant entrer à nouveau la nature dans la ville. Ne pas se contenter de protéger les espaces verts, mais aussi les étendre ;*

« *4) Embellir nos cités et nos campagne en sachant à la fois protéger l'architecture du passé et favoriser une architecture française moderne et originale ;*

« *5) Accroître la responsabilité des citoyens, et en particulier des élus locaux dans l'aménagement du cadre de vie.* »

Concernant plusieurs projets concrets, M. Giscard d'Estaing a notamment indiqué qu'avant la fin de l'année 1977 une partie du parc — équivalent en superficie au jardin du Luxembourg ou au parc des Buttes-Chaumont — qui sera édifié sur l'emplacement des abattoirs de La Villette sera ouvert au public. Dès 1977, également, près de 100 hectares des terrains occupés actuellement par l'aéroport du Bourget seront affectés aux espaces verts. Enfin, pour ce qui concerne l'aménagement de l'ancien carreau des Halles, à Paris, le chef de l'Etat a indiqué qu'après avoir approuvé le projet de jardin, il ne restait plus qu'à s'entendre définitivement sur le dessin des façades des immeubles qui doivent entourer ce jardin : la répartition du volume des immeubles « *lui paraissant satisfaisant* ».

La visite-surprise de M. Giscard d'Estaing à Sevran a été sévèrement commentée par les élus locaux, en majorité communistes. M. Georges Valbon, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis et maire (P.C.) de Bobigny, a déclaré : « *Après l'opération du ministre de l'intérieur, au printemps dernier, c'est aujourd'hui le président de la République qui est venu en Seine-Saint-Denis, s'attribuer les mérites de la réalisation du parc de verdure de Sevran. Avec la complicité de ses préfets et du président réactionnaire du conseil régional, M. Valéry Giscard d'Estaing vient parader, parler du cadre de vie, dans un département où la crise touche sévèrement la quasi-totalité de la population.* »

Pour M. Jean-Pierre Périllaud, président du groupe communiste au conseil général, « *les 116 hectares de l'ex-poudrerie ont été arrachés aux spéculateurs de toutes sortes par l'action des communistes. Il a fallu sept ans de lutte pour obtenir que le gouvernement abandonne lui-même ses velléités d'obtenir 4 milliards d'anciens francs des finances départementales (...). Le président de la République cache aussi cette réalité que, depuis huit ans, c'est le conseil général qui supporte pour l'essentiel l'aménagement des parcs départementaux de La Courneuve, de Romainville, Bagnolet* ».

[Après des négociations infructueuses entre le département de la Seine-Saint-Denis et le ministère de la défense, propriétaire de la poudrerie de Sevran, le conseil des ministres a décidé, le 24 décembre 1975, de transformer celle-ci en parc forestier national (« le Monde » du 13 avril 1975). D'une superficie totale de 116 hectares, le parc accueillera ses premiers visiteurs, en mars 1977, à l'ouverture d'une première tranche de 16 hectares de pelouse et de sous-bois. D'ici à 1980, des aires de jeux et des espaces destinés aux centres aérés seront aménagés. La construction de plusieurs établissements d'enseignement (I.U.T., C.E.T.) est envisagée. Le parc restera propriété de l'Etat et sera réalisé sous la responsabilité du ministère de la qualité de la vie. Le coût total de l'opération est évalué à 27 millions de francs.]

QUESTIONS...

Marseille : un port dans l'austérité

Le port autonome de Marseille vient de changer de présidence : M. Pierre Terrin, qui dirige la plus importante entreprise française de réparations navales, la Société provençale des ateliers Terrin (SPAT), a succédé à M. Pierre Blum.

Le nouveau président expose ci-dessous les perspectives qui s'offrent au premier port français — et deuxième port européen — dans les circonstances économiques actuelles.

La politique du Port autonome de Marseille sera de se rapprocher encore davantage de la région Rhône-Alpes de façon à capter le maximum de trafics qui se font actuellement par les ports du nord. Je pense que la mise à gabarit du Rhône et le nouveau canal prévu entre le Rhône et le golfe de Fos devraient, à moyen terme, constituer des atouts importants. Nous poursuivrons d'autre part nos efforts pour faire de Marseille-Fos une grande plate-forme industrielle et de transit nord-sud. Nous tenons beaucoup à ce thème d'europort du sud et nous prendrons les contacts nécessaires pour lui donner un sens concret.

Au nombre des facteurs extérieurs dont dépend le développement du port figure naturellement la réouverture du canal de Suez. Cette réouverture ne nous a pas encore apporté une augmentation spectaculaire de trafic, car, on le sait, le gabarit du canal, qui est celui d'avant la fermeture de 1967, est anachronique. Mais les travaux d'élargissement, qui ont d'ores et déjà été décidés, devraient donner un coup de fouet aux communications par Suez et mettre Marseille en très bonne position.

D'ici deux ou trois ans, l'ensemble des trafics du port devrait s'en ressentir, aussi bien celui des hydrocarbures que celui des marchandises diverses. Pour ce qui concerne les hydrocarbures, on constate déjà un regain d'intérêt pour les bateaux de 80 000 à 100 000 tonnes. A moyen terme, Suez donnera le passage aux pétroliers de 240 000 à 270 000 tonnes, qui constituent actuellement l'essentiel de la flotte en service. Il est possible que les armateurs reprennent les études de construction des 540 000 tonnes, mais, à mon avis, la course au gigantisme est stoppée pour l'instant.

Le trafic nouveau passant par Suez et, je l'espère, la progression de notre trafic d'éclatement vers la Grèce et l'Italie, de même que le maintien des activités du pipe-line sud-européen au départ de Marseille, devraient nous permettre, au demeurant, de compenser la limitation des importations annoncée par M. Raymond Barre. Pour ce qui est des marchandises diverses, le port de Marseille-Fos devrait bénéficier, grâce à son terminal moderne, du développement rapide du transport par conteneurs. J'ai indiqué, en prenant mes fonctions, que notre objectif était d'obtenir une augmentation de ce trafic des marchandises générales de 20 % dans les deux ans.

Quelle que soit l'importance de ces questions de géopolitique pour l'avenir du port de Marseille, il importe pourtant avant tout que l'outil qu'il représente soit achevé. Les pouvoirs publics ont certes consenti de gros efforts au moment de la création de Fos, mais on a l'impression maintenant qu'ils considèrent leur tâche terminée. Il n'est plus question que de la façade atlantique. Or Fos ne sera vraiment opérationnel que lorsque la darse n° 3 à vocation commerciale sera réalisée ; il ne faut pas laisser Fos aux trois cinquièmes du chemin.

Que devons-nous attendre de l'Etat en matière d'investissements ? Nous sommes pour le moment dans le brouillard, puisque, M. Barre l'a déclaré, les crédits d'équipement seront réduits. Nous attendons avec impatience de connaître les choix qui seront faits par le gouvernement. Le Port autonome de Marseille ne peut, lui, s'endetter davantage, puisque les frais financiers qu'il a supportés représentent actuellement 14 % de ses recettes.

... RÉPONSE

DANS LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

CENTRE : urgence pour la construction des barrages sur la Loire

De notre correspondant

Orléans. — « *Notre fleuve, que l'on dénomme royal, la Loire, n'a jamais eu l'honneur de recevoir un centime pour la régularisation de son cours* », s'est exclamé M. Pierre Pagot, vice-président du conseil régional du Centre et président du comité du bassin Loire-Bretagne, au cours de la session des assemblées régionales qui s'est achevée le 29 septembre, à Orléans. Les membres des assemblées ont vivement insisté pour que la construction du barrage de Villerest puisse enfin démarrer en 1977. Ils demandent que leur soit confirmée dans la loi de finances de 1977 l'inscription des crédits nécessaires à la construction du barrage, « *ceci, bien entendu, ajoutent-ils, sans nuire à l'avancement du barrage de Naussac* ». Le projet de Naussac, on le sait, est néanmoins fortement contesté.

Le financement du barrage de Villerest doit être assuré à 70 % par l'Etat, dont 55 % au titre du ministère de la qualité de la vie et 15 % au titre du ministère de l'équipement, et à 30 % par l'agence de bassin Loire-Bretagne. Le coût prévu est de 188 millions de francs (valeur 1975).

« *L'intérêt du barrage de Villerest n'est plus à préciser* », ont une nouvelle fois fait remarquer les membres du conseil régional, qui déplorent l'« attentisme » du gouvernement. La sécheresse de l'été a mis « cruellement » en évidence la nécessité de soutenir les étiages du fleuve, que ce soit pour l'alimentation en eau potable des villes et les prélèvements industriels et agricoles de toute la vallée de la Loire, mais aussi pour la production d'électricité, car l'eau est indispensable pour refroidir les centrales nucléaires. Cet été, ont encore dit les élus, les centrales de Saint-Laurent-des-Eaux et de Chinon ont dû ralentir leur activité de 50 % parce que les eaux de rejet réchauffées risquaient de dépasser les normes.

On évalue à 7 millions de mètres cubes la consommation d'eau industrielle prélevée actuellement dans la Loire entre le 1er avril et le 1er novembre. Lorsque les trois centrales nucléaires (Chinon, Saint-Laurent-des-Eaux et Dampierre-en-Burly) seront en service, cette consommation serait vingt-deux fois supérieure.

RÉGIS GUYOTAT.

RHONE-ALPES : le système des autoroutes concédées en accusation

De notre correspondant régional

Lyon. — Le conseil régional de Rhônes-Alpes, qui s'est réuni les 27, 28 et 29 septembre à Charbonnières (Rhône) pour examiner en particulier le programme d'aménagement et d'équipement de la région, dans le cadre du VII[e] Plan, a accepté, à la demande notamment du député de l'Isère, le docteur Guy Cabanel (R.I.), de débattre du problème de l'AREA, société de construction des autoroutes alpines, employant neuf cent cinquante personnes — dont deux cent cinquante dans le service d'exploitation.

On sait qu'une partie du personnel, répondant aux propositions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., a occupé pendant une douzaine de jours plusieurs chantiers. Avant d'être chassés par les forces de l'ordre, le 21 septembre, les représentants du personnel avaient rendu publics des documents paraissant établir que des commissions — qualifiées d'ailleurs d'« abusives » par le ministère de l'équipement lui-même — avaient été versées aux actionnaires (*le Monde* daté 19-20 septembre 1976).

Que des accusations sévères soient portées par les élus de gauche à l'occasion de ce débat, tout le monde s'y attendait. M. René Vair, un des P.C., et M. Louis Besson, pour les socialistes et radicaux de gauche, ont mis en cause le principe général de la concession des autoroutes à des sociétés privées. M. Louis Besson a condamné l'attitude de certains actionnaires de l'AREA qui « *auraient profité des structures particulières de la société pour se rémunérer, apparemment très abusivement, sur les travaux réalisés* ». Remarquons que le montant de cette rémunération — 310 millions de francs, soit une fois et demie le capital social de la société — versé à ces actionnaires n'avait pas été contesté par les dirigeants de l'AREA. M. Besson a vivement protesté contre « *ce scandale qui consiste après avoir privatisé les profits à vouloir socialiser les pertes* ».

Contrainte, plutôt contre son gré, à examiner cette affaire, la majorité n'a pas présenté un front uni. Deux tendances se sont manifestées. Le docteur Guy Cabanel a été le porte-parole de ceux qu'inquiètent « *les bruits alarmants courant sur l'AREA depuis plusieurs mois* » et qui estiment que « *tout ce qui est secret dans la vie publique d'aujourd'hui est dangereux* ». « *Il y a des points très positifs dans l'action de l'AREA*, a fait observer le député, *comme la livraison des sections concédées avec plusieurs mois d'avance, ou les coûts de réalisation correspondant aux marchés prévisionnels, mais d'autres sont beaucoup plus critiquables.* »

L'autre tendance, qu'a représentée M. Pierre Dumas, maire de Chambéry et porte-parole de l'intergroupe Union d'action régionale, a été un refus de connaître les raisons qui ont pu conduire l'AREA à la situation d'aujourd'hui, pour ne retenir que les conséquences de celles-ci sur l'achèvement du réseau autoroutier alpin et sur l'emploi du personnel. « *Nous ne sommes pas des commissaires aux comptes, ni des responsables de la gestion, ni un tribunal appelé à prononcer une condamnation.* »

Refusant ainsi de « *faire la lumière sur cette affaire* », comme le proposait la motion du groupe socialiste, la motion du groupe majoritaire n'a retenu que l'idée « *d'une concertation immédiate entre les instances nationales compétentes et l'établissement public régional* » sur l'avenir de la société. Mise aux voix, cette motion a été approuvée par cinquante-trois conseillers contre trente et une abstention. La motion du groupe socialiste a été repoussée par quarante-huit voix contre trente-trois et une abstention.

BERNARD ELIE.

AUVERGNE : le plan Massif Central n'empêche pas l'augmentation du chômage

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Les conditions d'exécution du programme de développement du Massif Central ont été au centre des débats du conseil régional d'Auvergne qui vient de se réunir sous la présidence de M. Jean Morellon (R. I.).

Dans son rapport, M. Jean Proriol, sénateur (R. I.) de la Haute-Loire, s'est montré résolument optimiste, déclarant : « *Le programme pluriannuel s'est déjà traduit par une série de mesures réglementaires et aussi des attributions de crédits fort appréciables. La première année d'application de ce plan aura permis à l'Auvergne de retrouver confiance en elle.* »

Cet optimisme ne devait pas être partagé par l'opposition de gauche. M. René Pourchon, adjoint au maire de Clermont-Ferrand, porte-parole du groupe socialiste, a formulé des réserves : « *Les dotations attribuées*, a-t-il affirmé, *sont tout à fait insuffisantes et les opérations entreprises dans le cadre du plan constituent seulement un rattrapage qui était attendu depuis des années.* »

Les interventions communistes, et notamment celle de M. Jean Nicolas, secrétaire de la fédération du Puy-de-Dôme, ont tout spécialement insisté sur « *la dégradation inquiétante de l'emploi dans la région d'Auvergne, le chômage ayant un an après la mise en place du plan Massif Central progressé de 7 %* ».

Au terme du débat, le rapport de M. Proriol devait être adopté par 23 voix contre 22, ce qui traduit un nouveau clivage entre la majorité présidentielle et l'opposition de gauche au sein de l'assemblée régionale depuis que, à la suite des renversements de majorité au bénéfice de la gauche intervenus dans les conseils généraux du Puy-de-Dôme et de l'Allier, l'opposition s'est renforcée de six socialistes et de quatre communistes, qui siégeaient lors de cette session pour la première fois.

ANDRÉ TRONCHÈRE.

BOURGOGNE : quatre ans pour retrouver l'expansion.

Le conseil régional de Bourgogne a adopté, le 28 septembre, le plan de développement et d'aménagement régional à appliquer jusqu'en 1980.

Deux préoccupations principales : « *Retrouver l'expansion pour un meilleur emploi* » et « *mieux vivre en Bourgogne* », thème considéré sous le double aspect de l'aménagement du territoire régional et de la réanimation de la vie sociale et rurale.

Le plan adopté — 19 voix contre 12 (P.S., P.C., rad. gauche) — a été l'occasion pour M. J. Chamant, député (R.I.) de l'Yonne, ancien ministre, président du conseil régional de Bourgogne, d'exprimer le vœu « *qu'une meilleure coordination se réalise entre l'Etat et les régions* ». Commentant les mesures d'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse, le président du conseil régional a fait part de « *l'étonnement et de surprise générale en constatant la discrimination qui frappe les départements de la Bourgogne* ».

Pour sa part, l'opposition, par la voix de M. Paul Duraffour (député radical gauche de Saône-et-Loire), a présenté un vœu de protestation contre « l'insuffisance » notoire « *des mesures prises par le gouvernement à l'égard de l'agriculture* ». Ce vœu a été adopté à l'unanimité en fin de session.

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE

"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente les plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.
Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'Autoroute A1. A la gare de Survilliers, située à 2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris.
Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes identiquement luxueuses. Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 25 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DU NORD

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
95470 SAINT-WITZ (TÉL. 471.56.55)

DÉFENSE

PARIS ET MOSCOU SONT EN COMPÉTITION POUR LIVRER DES AVIONS DE COMBAT AU PÉROU.

Le Pérou, qui a déjà acheté vingt-cinq Mirage-5, un avion d'attaque simplifié et dérivé de la version Mirage-III conçue par Dassault-Breguet, a mis en concurrence la France et l'Union soviétique pour la fourniture de nouveaux appareils de combat. De retour d'une tournée en Europe, le ministre péruvien de l'air, le général Dante Poggi, vient de faire savoir qu'il devait acheter un nombre encore indéterminé d'avions de combat pour remplacer une partie de la flotte actuelle.

Avec le groupe Dassault-Breguet, les négociations portent sur une version nouvelle du Mirage-III équipé du réacteur Atar 9 K-50 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Ce modèle de Mirage-III a été conçu, à l'origine, pour les besoins de l'armée de l'air sud-africaine. Dans le même temps, une mission péruvienne est actuellement en Union soviétique pour l'acquisition éventuelle de trente-six chasseurs-bombardiers Sukhoi-22. Le crédit accordé par l'Union soviétique est basé sur un taux d'intérêt de 2 % par an sur dix années.

De leur côté, les Américains, qui viennent d'accepter de vendre au Pérou trois avions de transport Hercules, du même type que l'avion utilisé par les Israéliens pour leur raid en Ouganda en juillet dernier, ont offert à l'armée de l'air péruvienne de lui vendre des avions de combat Tiger construits par Northrop. Malgré le coût financier que de telles opérations de diversification représentent, le gouvernement péruvien paraît disposé à multiplier ses sources d'approvisionnement militaire pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

● *La conférence sur la réduction des forces en Europe centrale* a repris ses travaux à Vienne le jeudi 30 septembre, après la pause des vacances. — *(A.F.P.)*

La France livrera des sous-marins classiques d'attaque à la République Sud-Africaine et à l'Espagne

La République Sud-Africaine et l'Espagne ont commandé à la France, respectivement, deux et quatre exemplaires d'un sous-marin d'attaque à propulsion classique et à hautes performances, de la classe Agosta. C'est ce que révèle, dans le dernier numéro de la revue *Défense nationale*, le capitaine de vaisseau François de Larminat, chef du bureau des affaires internationales à l'état-major de la marine, qui fait le point sur le bilan de plusieurs années de contribution française à l'essor des marines étrangères.

En principe, ajoute l'auteur de l'article, l'Espagne construira sous licence les quatre sous-marins, qui déplacent, chacun, 1 200 tonnes, sont armés de vingt torpilles et disposent d'une autonomie de quarante-cinq jours environ. La marine française prévoit d'acquérir quatre unités de ce genre, en construction à l'arsenal de Cherbourg. Le coût d'un bâtiment de ce modèle est évalué à 170 millions de francs à l'exportation. Déjà, la République Sud-Africaine, à destination de laquelle la décision française d'embargo ne porte pas sur les matériels navals, a commandé en 1967 trois sous-marins d'attaque d'un tonnage moindre (de la classe Daphné) et l'Espagne, en 1965, a commencé de construire sous licence quatre unités du même type.

« *En premier lieu*, écrit notamment le capitaine de vaisseau de Larminat, *notre pays a contribué ou contribue encore, dans le droit fil de ses traditions, à l'établissement des marines de plusieurs jeunes nations par l'envoi d'assistants, la formation de personnels, la fourniture de matériels. Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo, Tunisie, ont bénéficié, à des degrés divers, de notre coopération navale.* » Il s'agit principalement de la fourniture à ces pays de patrouilleurs rapides lance-missiles.

« *Vis-à-vis des marines déjà existantes, la France a mené quelques opérations majeures, par exemple :*

» — *L'établissement des forces sous-marines sud-africaine et pakistanaise ;*

» — *Le développement de la flotte de surface et sous-marine portugaise ; nous avons ainsi succédé à la Grande-Bretagne, ancien fournisseur attitré ;*

» — *La contribution apportée au renouvellement de la marine espagnole par la vente de licences de sous-marins ;*

» — *Le démarrage de l'aviation de patrouille maritime pakistanaise, avec l'achat de trois avions de lutte anti-sous-marine Bréguet-Atlantic ;*

» — *Le renforcement de l'aviation embarquée indienne avec l'acquisition d'avions de lutte anti-sous-marine Alizé et d'hélicoptères Alouette-III ;*

» — *La participation à la formation de forces de patrouilleurs rapides pour l'Allemagne, la Grèce, l'Iran, la Malaisie.* »

« *Enfin, en dehors de ces opérations majeures, la France livre à de nombreux pays hélicoptères, missiles, sonars et équipements de tous ordres* », conclut le capitaine de vaisseau de Larminat.

(*) *Défense nationale*, octobre 1976. 1, place Joffre, 75700 Paris. 12 F.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE 1976 à JUIN 1977
● Deug
DROIT
SC ECO
● Et 3e Année de licence
● Tous centres et options
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE
DEPUIS 23 ANS
AUTEUIL 6, Av. Léon-Heuzey 75015 Paris - Tel. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 588.63.91

ÉDUCATION

Répliquant à MM. Quermonne et Casadevall

Mme SAUNIER-SEITÉ DÉFEND SA POLITIQUE UNIVERSITAIRE

Mme Alice Saunier-Séïté — qui a quitté Paris jeudi 30 septembre pour l'Indonésie, où elle restera neuf jours — a défendu sa politique dans un entretien publié par *l'Aurore* du 1er octobre. A propos des critiques qui lui ont été faites dans *le Monde de l'éducation* par MM. Jean-Louis Quermonne et André Casadevall, ancien directeur des enseignements supérieurs et ancien recteur de Créteil, le secrétaire d'Etat aux universités déclare notamment :

« *Maintenir au meilleur niveau les bases permanentes de la recherche fondamentale, pour cela confier la recherche universitaire à une mission entièrement séparée de l'administration des enseignements supérieurs, faire passer les crédits d'investissements recherche de 80 MF en 1976 à 130 MF en 1977, répartir ces crédits selon des critères de qualité :*

» *N'est-ce pas une politique de la recherche universitaire ?*

» *Offrir aux universités qui le désirent la possibilité d'organiser des formations de second cycle ouvertes sur la vie économique de la nation ;*

» *Répartir pour la première fois équitablement les moyens destinés aux enseignements (crédits, heures complémentaires) sur des bases objectives, condition véritable de l'autonomie et de la démocratisation de l'enseignement supérieur ;*

» *Inciter les instituts universitaires de technologie à fonctionner en liaison étroite avec les milieux professionnels ;*

» *Porter de 25 millions de francs à 50 millions de francs les crédits destinés à la rénovation du matériel pédagogique :*

» *N'est-ce pas une politique de l'enseignement ?* »

A Neuilly-sur-Seine

Les mésaventures d'un C.E.S. en or massif

Lorsque, après avoir englouti dans l'entreprise un joli paquet de millions et triomphé de dix-sept ans de chicanes procédurières, la ville de Neuilly — dont le maire est M. Achille Peretti (U.D.R.) — a inauguré, le 15 septembre, le nouveau C.E.S. du boulevard d'Argenson, elle s'est crue, cette fois, au bout de ses peines. Las ! Il fallut déchanter. Trop beau, trop bruyant, en tout cas mal situé. Venu de parents ou de voisins, le verdict a fait l'effet d'une douche glacée.

L'histoire remonte à la fin des années 50. Pour faire face à la poussée démographique, la municipalité décide de se doter d'un nouvel établissement secondaire, trouve un terrain ou plutôt plusieurs, qui, bout à bout, semblent pouvoir faire l'affaire. La plupart des propriétaires ne font guère de difficultés pour les céder. L'un d'entre eux cependant, spéculant sur la hausse du prix du mètre carré, va se montrer très coriace, multipliant les obstacles juridiques, réussissant même quatre fois de suite à faire annuler l'ordonnance d'expropriation délivrée contre lui.

Cour interdite

Il y a cinq ans, la municipalité obtient, enfin, gain de cause. Mais le prix du terrain a, entre-temps, décuplé. Comble de malheur, l'Etat, qui s'était engagé treize ans auparavant à régler la facture, se retranche derrière la nouvelle réglementation et n'accepte d'en payer que la moitié. A peine découragés, les édiles décident de frapper un grand coup et lancent architectes, décorateurs et spécialistes en tous genres sur un projet destiné à effacer la mauvaise impression laissée par des années d'atermoiements. C'est un C.E.S. en or massif qui sortira de terre. Prix total : 16 millions et demi de francs, le double d'un établissement ordinaire.

C'est peu dire qu'élèves et professeurs eurent, le jour de la rentrée, le sentiment d'emménager dans un hôtel de luxe : moquette à profusion, gymnase olympique et parking en sous-sol, cuisines dernier cri, centre de documentation gigantesque, mobilier « design », lumière douce, baies panoramiques, etc.

Il y a huit jours à peine, cependant, une voix anonyme, distinguée mais furieuse, menace la mairie de ne plus payer un sou d'impôt s'il n'était pas mis immédiatement un terme aux « hurlements » des élèves pendant les récréations. Une pétition circule actuellement. Elle aurait déjà recueilli l'approbation de plusieurs centaines d'habitants de ce quartier, tout en pierres de taille et en avenues ombragées, décidés à sauvegarder coûte que coûte leur tranquillité.

C'est une tout autre campagne que mènent certains parents. Peu impressionnés par l'épaisseur de la moquette, ils s'en sont très vite pris à l'« exiguïté » de la cour de récréation. Et à l'interdiction qui frappe les élèves qui n'ont pas classe au rez-de-chaussée d'y mettre les pieds de la matinée. Statistiques en main, la municipalité a vivement contre-attaqué : les élèves du boulevard d'Argenson disposent de 8 mètres carrés de cour de récréation par tête. Beaucoup plus que leurs camarades des autres établissements de Neuilly. Quant à la directrice, elle s'en tient pour l'instant à sa décision : inutile de faire descendre les élèves dans la cour pour dix minutes. Des promenoirs ont été prévus pour leur détente à chaque étage.

L'affaire n'aurait en réalité pas eu lieu si n'existait en bordure du C.E.S. un terrain de 5 000 mètres carrés sur lequel la commune projette de bâtir cent cinquante logements I.L.N. C'est sur ce terrain que « louchent » les parents en révolte. Soucieuse de faire aboutir son projet, la municipalité ne veut pas céder. Tout au plus envisage-t-elle d'agrandir la cour du C.E.S. de quelque 600 mètres carrés, prélevés sur les jardins des futurs logements.

Neuilly est une des communes de France qui impose le moins ses habitants. Paradoxe si l'on songe que le revenu moyen de ceux-ci est un des plus élevés. L'affaire est une conséquence de cette politique, qui incite à rentabiliser le moindre pouce de terrain — il est vrai hors de prix — acquis à des fins sociales, faute de se donner les moyens financiers de voir plus grand. Une leçon, dont, en période préélectorale, la municipalité se serait sans doute passée.

BERTRAND LE GENDRE.

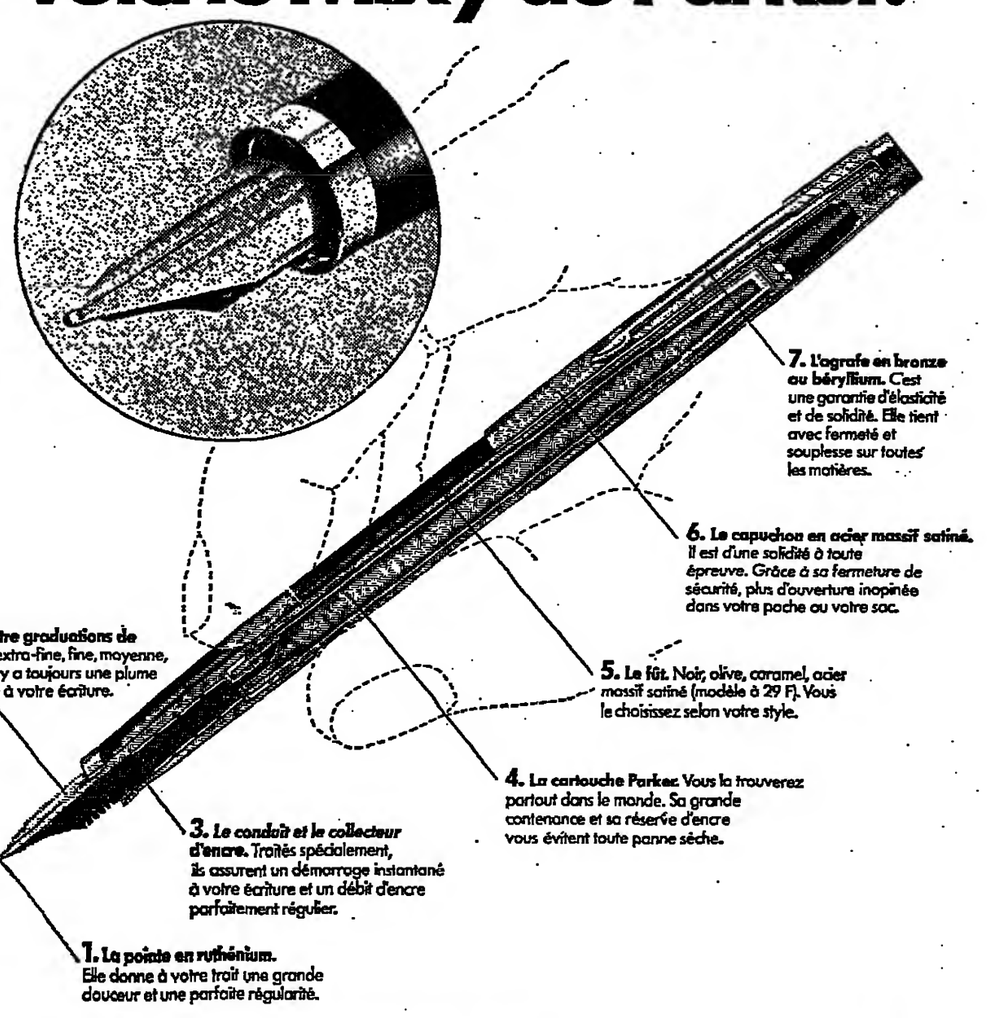
ANCIENS COMBATTANTS

● *Le bureau national de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC)*, réuni le 25 septembre, a adopté trois résolutions. La première, relative au budget 1977 des anciens combattants « *constate que les promesses faites en vue de réaliser la parité de la retraite du combattant au taux faible, ne sont pas tenues* ».

La seconde résolution est relative à la solidarité avec le Liban et au « *bateau de la paix* » qui *transportera vivres, médicaments, vêtements, etc., pour les forces progressistes libanaises et pour les Palestiniens qui sont les plus cruellement démunis* ».

Enfin, l'ARC demande au gouvernement Barre « *d'intervenir avec fermeté auprès du gouvernement fédéral allemand pour que soit mis fin une bonne fois pour toutes aux agissements scandaleux des anciens SS sur le territoire de la R.F.A.* ».

Ne bradons pas l'écriture.
Voici le Mixy de Parker.



7 bonnes raisons de préférer un vrai stylo.

Mixy plume acier 19 F. Tout en acier massif satiné 29 F.

PARKER
LA MAÎTRISE DE L'ÉCRITURE.

Synergie K & E

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

VOUS ÊTES : ● TECHNICIEN ● ADMINISTRATIF ● COMMERCIAL

VOUS CHERCHEZ : ● UNE INITIATION ● UNE MISE A JOUR ● UN COMPLÉMENT DE FORMATION

en marketing, action commerciale, gestion commerciale
les cours de fin de journée du

CYCLE D'INITIATION ET DE PERFECTIONNEMENT COMMERCIAL (C I P C O)

vous offrent 2 programmes :
— Marketing de Biens de Grande Consommation
ou
— Marketing des Biens Industriels.

— Conditions d'admission : ● Bon niveau de culture générale ; ● 3 années d'expérience professionnelle minimum.
— Frais de participation imputables à la contribution des entreprises à la Formation Permanente.
— Exonérations individuelles sur étude des cas particuliers.

Début des cours : 18 octobre 1976

Renseignements et inscriptions : C.I.P.C.O., 43, rue de Tocqueville, 75017 PARIS. — Tél. : 267-32-40.

هكذا عن الأصل

ÉDUCATION

DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

Mouvement revendicatif des conseillers d'éducation

Le personnel de surveillance des lycées et collèges (conseillers d'éducation et conseillers principaux d'éducation) a été appelé à faire grève ce vendredi 1er octobre par les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le mouvement est destiné à réclamer la résorption de l'auxiliariat, des créations de postes, l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail.

A l'écoute des élèves

« *Je n'avais pas envie de devenir prof, l'action éducative m'intéresse plus que la transmission du savoir.* » M. Jean Lecanu, quarante-trois ans, est conseiller principal d'éducation au lycée Pablo-Picasso à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Avant le nouveau statut de 1971, on l'appelait « *Monsieur le surveillant général* », le « *surgé* » pour les élèves ; maintenant on dit « *Monsieur Lecanu* ».

« *Ce changement d'appellation n'a rien changé pour moi.* » Depuis son premier poste au lycée-pilote de Montgeron (Essonne), en 1953, il rejette l'image du surveillant général-adjudant chef : « *Je me suis toujours situé à égale distance entre le psychologue scolaire et l'animateur socio-culturel.* » En vingt-trois ans de carrière, la sentence « *Vous serez collé dimanche* » n'a jamais retenti dans son bureau. Ecole sans sanction ? Jean Lecanu pose la question et la laisse volontairement sans réponse : « *Les adolescents ont besoin d'être écoutés, mon rôle est de créer avec eux un climat de confiance non de les punir.* » Chaque jour, quatre ou cinq élèves viennent exposer leurs problèmes affectifs, discuter sur le sens de la vie, la liberté, la justice. « *Je m'efforce d'établir une écoute non directive, nous parlons librement, et je retourne leur propre question à laquelle ils répondent mieux que moi.* »

L'autorité risque de fausser le dialogue. « *Nous sommes investis, malgré nous, d'un pouvoir. Pour mettre les choses au point, je passe, en début d'année, dans les classes : j'explique qui je suis, ce qu'ils peuvent attendre de moi et ce que j'attends d'eux.* » Autre risque, autre héritage : les tâches administratives. Jean Lecanu passe vingt heures par semaine à contrôler les absences. La rituelle « surveillance » du réfectoire de midi demeure aussi. « *Celle-ci n'est pas négative, elle favorise un contact informel avec les élèves nécessaire à l'établissement d'un certain climat.* »

La sonnerie retentit dans le hall. M. Lecanu se lève, ouvre sa porte, c'est l'heure de la récréation. En quelques minutes, le bureau est investi par une dizaine d'élèves. « *C'est le même chose à chaque inter-cours ; je veux qu'ils sachent que ma porte leur est toujours ouverte.* » — A. Ge.

M. Mexandeau (P.S.) dénonce le « chantage électoral » des responsables de l'enseignement catholique

De notre correspondant

Montpellier. — M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, délégué national aux problèmes de l'éducation au sein du P.S., a présenté, mercredi 29 septembre, à Sète (Hérault), le projet de plan pour l'éducation récemment élaboré par son parti (*le Monde* du 14 septembre).

Insistant sur l'égalité des chances qui doit être assurée, selon lui, par une pédagogie de soutien, M. Mexandeau a affirmé : « *Il faut créer une inégalité de chances en sens inverse de la situation actuelle et casser les barrières qui protègent les filières sacrées* »

« *Nous ne pouvons prétendre*, a-t-il dit, *que nous allons doubler le budget de l'éducation et les autres budgets sociaux en une année. Il faut avoir le courage de dire non.* (...) *Il faudra faire des choix.* »

Faisant allusion aux réactions hostiles du secrétariat général de l'enseignement catholique (*le Monde* du 30 septembre), qui constituent, selon lui, un « *chantage électoral* », il a précisé : « *Nous ne voulons pas ranimer la querelle scolaire, mais ce contre quoi nous nous élevons ce sont les initiatives persévérantes des gouvernements de droite, depuis près de vingt ans, et qui vont dans le sens d'une aide accrue, sur fonds publics, à un enseignement privé non pour aider ce dernier à remplir une mission de service public, mais à l'installer en tant que ministère séparé. Aujourd'hui, il n'y a plus l'alibi démocratique du temps de la loi Debré.* » « *Nous ne sommes pas fermés*, a conclu M. Mexandeau, *au dialogue avec le personnel de l'enseignement privé, mais il ne peut y avoir de concertation avec les Mgr Lefebvre qui peuvent y rester.* »

INSTITUT

A l'Académie française

PREMIÈRE SÉLECTION POUR LE PRIX DU ROMAN

L'Académie française, qui, dans la révision de son dictionnaire, a clos la lettre D avec *dytique* (insecte vivant dans les eaux douces), a arrêté la liste, non définitive, des huit titres retenus pour le prix du roman 1976, qui sera voté le 4 novembre.

Les voici, avec leurs auteurs classés par ordre alphabétique : François-Régis Bastide, *la Fantaisie du voyageur* (le Seuil) ; Yves Berger, *le Fou d'Amérique* (Grasset) ; Jean Blot, *les Cosmopolites* (Gallimard) ; Henry Bonnier, *Une journée dans la vie d'Henry* (Albin-Michel) ; Michel Henry, *l'Amour les yeux fermés* (Gallimard) ; Didier Martin, *Il serait une fois* (Gallimard) ; Jacques Perry, *le Ravanela ou l'Arbre du voyageur* (Albin-Michel) ; Pierre Schoendoerffer, *le Crabe-Tambour* (Grasset).

Elle a désigné, d'autre part, son bureau pour le quatrième trimestre : directeur, M. Etienne Wolff ; chancelier, le père Carré.

Au cours de la séance publique des cinq académies, qui aura lieu sous la coupole le 25 octobre, le professeur Jean Bernard lira ses *Notes sur le rêve*.

La réception de M. Félicien Marceau est définitivement fixée au 9 décembre.

● *Une amicale des enseignants U.D.R.* sera créée à l'initiative de M. Benoît Mscquet, député U.D.R. de Loire-Atlantique, pour combattre « *la subversion qui frappe avec virulence l'éducation nationale, mettant en danger sa structure, ses personnels, ses usagers et sa finalité* ». Un congrès national se réunira à Paris les 30 et 31 octobre.

● *Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (Sne-sup affilié à la FEN)* proteste contre le projet de création de deux unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), à statut dérogatoire, à Amiens et Saint-Quentin. « *C'est un nouvel acte arbitraire s'inscrivant dans une longue liste de violations de la loi d'orientation* », estime le Sne-sup.

L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE NUIT AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE, estime le Syndicat des professeurs.

Pour le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP, affilié à la FEN), le projet de budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports pour 1977 constitue une « *provocation* » contre l'éducation physique et l'ensemble des activités socio-éducatives. Il faudrait, estime le SNEP, créer trois mille cinq cents postes de professeurs pendant trois ans à partir de 1977 pour parvenir à une moyenne nationale de trois heures par semaine dans l'enseignement secondaire (contre deux heures et une minute actuellement).

D'autre part, une cinquantaine de professeurs d'E.P.S. suppléants de la région parisienne, qui avaient été menacés de licenciement, faute de crédits, seront finalement maintenus dans leurs fonctions.

Le SNEP espère obtenir progressivement les moyens d'accomplir sa tâche fondamentale qu'il définit ainsi : « *Développer les capacités motrices des enfants, les préparer à la pratique sportive entendue au sens large : sports individuels ou collectifs, expression corporelle et danse.* »

(Publicité)

TRIANGLE

Centre de Psychologie Antagoniste Thérapies Reichiennes et Tao Tantrique

Conférences : 4, 11 et 18 octobre à 19 h. 30

10, rue du Mail - 75002 PARIS 2e étage ; participation : 15 F.

Renseignements : Tél. : 729-79-36

RELIGION

A la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse

LE CENTRE JEAN-BART ORGANISE DES FESTIVALS DE PRIÈRE

Le centre de pastorale sacramentelle Jean-Bart organise les 7, 14 et 21 octobre, à 14 h. 30 et à 20 heures, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse (sous l'horloge de gauche de la gare), un festival sur le thème « Psaumes et chansons », avec Pierre Talec et Jo Akepsimas (1).

« *Assez de discours sur la prière, prions ! Assez de théories sur la fête, chantons !* », précise l'affiche. « *Entrez dans la prière comme on entre dans la fête.* »

Né en 1967 sous l'impulsion du cardinal Veuillot, dans la rue qui porte ce nom, le centre Jean-Bart veut être un lieu d'animation et d'approfondissement de la foi sacramentelle. Il participe notamment au lancement des équipes de préparation au baptême ou au mariage. Ses objectifs sont de recherche et de prospective. Il publie des cours polycopiés ou enregistrés.

Pour tout renseignement, s'adresser au centre Jean-Bart, 3, rue de la Ville-l'Evêque, 75008 Paris. Tél. : 266-40-52.

(1) Pierre Talec, prêtre, est l'auteur d'un « best seller », *les Choses de la foi* (Editions du Centurion). Il vient de publier, chez le même éditeur, *Dieu vient de l'avenir*.

● *L'Association sacerdotale Lumen Gentium* organise, le 5 octobre, de 9 h. 30 à 16 h. 30, salle Eymard, 23, avenue Friedland, Paris-8e, une journée comportant deux exposés des Pères Barbottin et Chantraine, avec la participation du Père de Lubac.

★ Inscriptions trois jours à l'avance par lettre au secrétariat, 49, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e, ou par téléphone le soir au 222-62-61 ou au 770-91-58.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1re et 2e années)
Cours par correspondance (1re année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Ce n'est pas parce qu'on achète du rêve qu'il faut acheter du vent.

Utoring, c'est une formule conçue spécifiquement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'au nom de l'évasion, on ne doit pas vendre – et acheter – n'importe quoi.
Utoring : la vraie propriété.
Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Pas débités en tranches.
Vous êtes maître à bord. Bien maître et seul maître.
Utoring : des sites exceptionnels.
Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs.
La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement.
Utoring : la qualité.
C'est peut-être l'origine suisse d'Utoring qui veut cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères, avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent.
Utoring : les services.
En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

Val d'Isère ☐ — "Le Villaret". Au pied de la célèbre piste OK.
Val Thorens ☐ — "L'Olympic". Le ski total toutes saisons.
Les Orres ☐ — "Le Belvédère". Le ski plein soleil.
Les Menuires ☐ — "Les Origanes" et "Les Soldanelles". Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
Serre Chevalier ☐ — Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.
La Mongie ☐ — "Phébus". Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.
Saint-Tropez ☐ — "La Caravelle". A Saint-Tropez (vous connaissez ?).
Cannes ☐ — "Le Floriana". Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
Cap d'Agde ☐ — "La Voile d'Or". Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.
Arcachon ☐ — "Aquitania". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.
La Baule ☐ — "Britania". Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.
La Bretesche ☐ — "Les Hameaux du Château". Un ensemble de cottage dans le parc du château. A 30' de La Baule.

Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cochez les cases ci-contre).
Nom
Profession
Adresse
Code postal ☐☐☐☐☐ Téléphone

Utoring
METAIRIE S.A.
33, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
Tél. : 261.52.31+

Breguet

A PONTAULT-COMBAULT

"Belgravia", 155 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Bois la Croix

A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins.
Il possède son parc privé de 18 ha, aux arbres centenaires, et ses tennis.
Une sortie de l'Autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris.
Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins.
Au Domaine du Bois La Croix, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 18 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A 4 ET LA N 4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
77340 PONTAULT-COMBAULT (TÉL. 028.64.63)

grande ouverture
Kaufman & Broad

de toutes nouvelles maisons dans un site privilégié en Vallée de Chevreuse

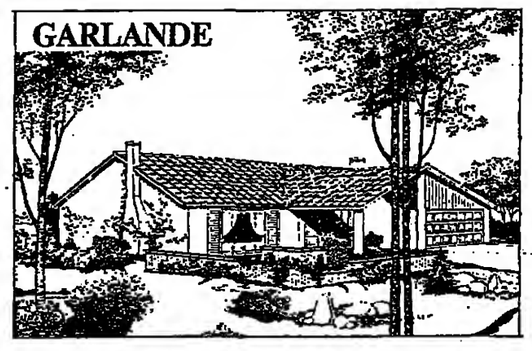
Un site privilégié...
Entre Versailles et Chevreuse, à l'orée de Port-Royal-des-Champs, un site protégé pour sa beauté et son histoire. (Arrêté préfect. du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux...
Des maisons individuelles, une architecture sobre et élégante, un double garage et un jardin pour chaque maison... Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses...
Matériaux nobles, plans bien pensés, de l'espace. Dans chacune, un studio privé pour les parents, plusieurs salles de bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad
Achat en toute propriété, vente clés en mains (5 % à la réservation, aucun appel de fonds pendant la construction), 15 % à la livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.



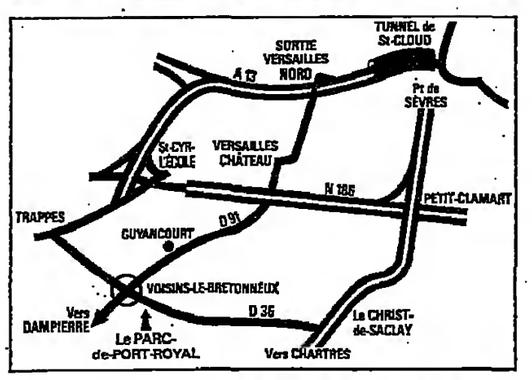
Prix révisables Index 764936 - Juin 1976

LOUVIÈRE. 8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-duplex avec cheminée, salle à manger, séjour.
A partir de 645.000 F. terrain compris.

AURÉLIA. 7 pièces dont 4 chambres, salon avec cheminée, salle à manger, séjour.
A partir de 595.000 F. terrain compris.

GARLANDE. 5 pièces dont 3 chambres, séjour avec cheminée, patio extérieur.
A partir de 495.000 F. terrain compris.

Pour s'y rendre :
1. Autoroute Ouest (sortie Versailles Nord). Au château, dir. Dampierre (D 91).
2. Autoroute Chartres (Pt de Sèvres). Au Christ de Saclay, dir. Trappes (D 36).



LE PARC DE PORT-ROYAL

RD 36 - 78190 Voisins-le-Bretonneux - Tél. 043.71.51

Kaufman & Broad : un style de vie

Inter Ad'PR 02

MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Deux millénaires de «médecine électrique»

Pour illustrer les rapports très anciens entre la médecine et la «fée» électricité, les Entretiens de Bichat accueillent, cette année, une exposition («Electrisons») qui retrace toute l'histoire de la «médecine électrique» depuis l'utilisation du poisson-torpille jusqu'au stimulateur cardiaque à circuit électronique miniaturisé.

Dans un aquarium à eau de mer relié par électrodes à un ampèremètre, deux poissons-torpilles pêchés dans les parages de Concarneau tentent d'échapper à la curiosité du public en enfouissant dans le sable leur corps couleur muraille. A chaque stimulation (par contact avec un simple bâton), l'animal émet une décharge électrique d'environ 40 volts qui vient s'inscrire sur le cadran lumineux de l'ampèremètre. Grâce au muscle qui lui sert de pile électrique, le poisson-torpille peut ainsi produire indéfiniment des décharges qui paralysent ses proies. Les Romains utilisèrent cette propriété pour guérir la goutte et, jusqu'au dix-neuvième siècle, les marins se firent des «applications» de torpille sur le ventre ou l'estomac pour calmer certaines douleurs.

L'exposition présente quelques spécimens d'appareillage électrique dont la machine électrostatique de Benjamin Franklin (1760), la fameuse pile de Volta (1799), et la curieuse petite machine de Clarke (1850) montée sur socle de marbre, plaquée d'argent et dotée de bobines de nacre encapuchonnées de velours... C'est aussi l'occasion de passer en revue, documents à l'appui, les expériences de Galvani sur la cuisse de grenouille ou de Larrey sur les jambes amputées, ainsi que la technique d'«électropuncture» de Sarlandière (1825). Une curieuse série de clichés développe la théorie de Benjamin Armand Duchenne, selon laquelle l'électricité appliquée sur les muscles du visage permet de reconstituer l'anatomie des passions ou ce qu'il appelle l'«orthographe de la physionomie en mouvement».

Du «petit générateur électrique pour calmer les douleurs» jusqu'au stimulateur cardiaque isotopique, on mesure d'un coup d'œil le chemin parcouru par la médecine en moins d'un siècle, et aussi l'extraordinaire miniaturisation des appareillages: il n'y a guère que le poisson-torpille dont l'organe électrique procède d'une conception plus fine encore....

Il ne faut jamais traiter seul les infections urinaires à répétition

Les multiples questions posées par l'assistance aux professeurs Brisset et Bariéty, qui animaient, mercredi soir 29 septembre, un débat sur les infections urinaires à répétition, prouvent, comme l'ont indiqué les deux orateurs, que ce sujet préoccupe non seulement les malades mais aussi les médecins. « *Nous sommes frappés*, devait déclarer le professeur Brisset, *par le nombre de malades qui se traitent eux-mêmes et n'ont jamais subi les examens biologiques simples et peu coûteux qui permettraient d'améliorer leur état.* » L'essentiel, dans ce domaine, consiste à procéder avec une grande rigueur.

Le remarquable dessin animé qui précédait le débat rappelle qu'il s'agit d'infections dans lesquelles les urines deviennent stériles sous traitement puis s'infectent à nouveau soit à partir de germes différents, soit à partir des mêmes germes logés le plus souvent dans les profondeurs du rein ou de la prostate. Le diagnostic repose sur la mise en évidence du germe responsable par une analyse bactériologique des urines.

L'antibiogramme (recherche de l'antibiotique adapté aux germes) doit être lui aussi systématique pour éviter un traitement en aveugle souvent inefficace et parfois dangereux. « *Nous voyons de plus en plus souvent*, affirme le professeur Bariéty, *des cystites banales traitées par des antibiotiques majeurs.* » Un deuxième examen bactériologique doit vérifier l'*efficacité du traitement* entre le troisième et le cinquième jour. Si le traitement est adapté, les urines doivent être stériles. L'urographie intraveineuse est indispensable pour rechercher une éventuelle anomalie urologique responsable de l'infection, par exemple un calcul, une malformation ou une tumeur.

L'infection urinaire est particulièrement fréquente chez la femme enceinte (17 % des grossesses), du fait de la dilatation des voies urinaires propre à cet état. Le plus souvent, l'affection ne se manifeste pas : il convient donc de la rechercher systématiquement. La sonde vésicale constitue elle aussi un facteur favorisant. Le docteur Bourquelot estime que, en milieu hospitalier, 5 à 10 % des sondages uniques se soldent par une infection. Selon le type de matériel utilisé, ce sont 50 à 90 % des malades porteurs de sondes à demeure qui présentent l'affection. A domicile, le sondage permanent demande une surveillance biologique très régulière. Le docteur Bourquelot précise qu'il faut sonder le moins possible de malades, toujours dans les meilleures conditions d'asepsie et à l'aide d'un matériel jetable.

La conformation anatomique de la femme l'expose plus que l'*homme à la maladie, essentiellement* du fait de la brièveté de son urètre. Selon le professeur Bariéty, 20 % des infections urinaires à répétition de la femme sont améliorées par la prise de boissons en quantités suffisantes et par l'évacuation répétée des urines au cours de la journée. La cystite à répétition sans lésion décelable, qui ne semble même pas liée à une hygiène intime défaillante, peut justifier, si la fréquence des infections est très importante (une ou deux par mois), un traitement préventif. Le professeur Brisset propose l'*administration à faibles doses* d'un antibiotique une ou deux fois par semaine, qui améliore l'état de la patiente mais ne supprime pas totalement la maladie. Les infections qui surviennent alors doivent être traitées classiquement par un antibiotique choisi d'après l'antibiogramme.

SCIENCES

Le problème de la vie sur Mars reste entier

Sachant que Viking-2 est en tous points identique à Viking-1 — et sachant que Mars est une planète apparemment peu différenciée, — les expériences faites par Viking-2 devraient donner les mêmes résultats que celles faites par Viking-1. La prédiction s'est vérifiée pour les expériences « biologiques » ; Viking-2, comme Viking-1, a donné des résultats dont l'interprétation la plus naturelle est qu'il existe une vie sur Mars ; mais cette interprétation n'est pas la seule. La prédiction vient à nouveau de se vérifier pour l'analyse au spectromètre de masse d'un échantillon de sol martien : comme Viking-1, Viking-2 n'a pas trouvé de matières organiques. Ici l'interprétation de beaucoup la plus naturelle est qu'il n'y a pas de vie martienne ; mais ici encore, on peut trouver d'autres explications, et rendre le résultat compatible avec une telle vie.

Que conclure de tout cela ? Que la vie martienne, si elle existe, est trop différente de ce qu'on imaginait pour que les sondes Viking nous renseignent sur elle. Ce n'est guère une surprise. Les promoteurs de la mission Viking affrontaient un redoutable problème : déceler de la vie extra-terrestre, alors qu'on ignore tout de ce que peut être une vie extra-terrestre.

Les sondes Viking vont continuer leurs mesures, en variant les conditions expérimentales ; elles ont fourni de nombreuses informations sur la physique et la chimie du sol martien ; elles en fourniront encore. Les hommes de science ont quelques années de travail devant eux pour trier et interpréter ces données. Sans doute sauront-ils alors comment déceler une possible vie martienne. Ce sera la tâche d'une autre exploration de Mars. — M.A.

● *L'Organisation internationale de télécommunications par satellite* (Intelsat) a admis, jeudi 30 septembre, dans ses rangs la République populaire de Chine à la place de Taïwan. Une résolution dans ce sens, présentée par neuf pays (Algérie, Bangladesh, Ethiopie, Koweït, Pakistan, Sri-Lanka, Tanzanie, Yougoslavie et Zambie), a été adoptée par acclamation au cours de l'assemblée de l'Organisation, qui réunit, depuis lundi 27 septembre, à Nairobi, les représentants des quatre-vingt-quinze pays membres. — (*A.F.P.*)

هكذا في الأصل

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

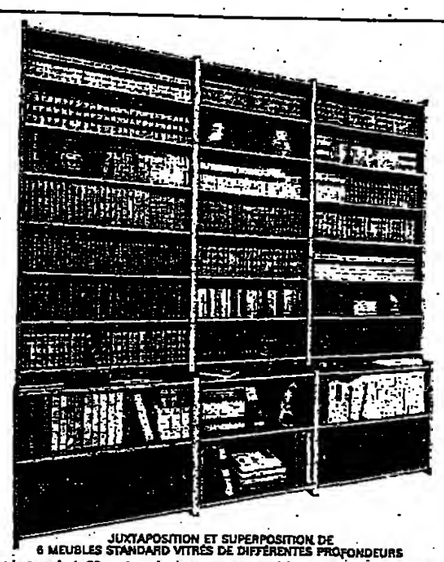
La plus moderne des maisons spécialisées - ATP sa au cap. de 642.360 F. 61, rue Froidevaux 75014 PARIS

expose du 2 au 17 octobre

au SALON du MOBILIER et de la DECORATION

DECOMOB

Porte de Versailles - Pavillon 3 - Allée A - Stand 21



JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE
6 MEUBLES STANDARD VITRES DE DIFFÉRENTES PROFONDEURS
Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur de même largeur sans aucune fixation, par simple pose.
Largeur de l'ensemble : 286 cm Hauteur : 260 cm Contenance : environ 800 volumes divers

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES

150 MODELES VITRES
Juxtaposables - Superposables
Démontables - Accordables
sans fixation, par simple pose

Étagères en matripli, montants en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contreplaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doucis.
Peuvent être exécutés en d'autres essences de bois ou présentation : Afromosia, Chêne, Sapelli, Merisier. Bois brut à peindre ou à tapisser. En stratifié blanc (non vitrés).

BIBLIOTHÈQUES STANDARD VITRÉES
7 HAUTEURS de 64 à 224 cm
4 LARGEURS : 64-78-94-128 cm
2 PROFONDEURS : 20 et 25 cm

Profondeur hors tout : 28 cm
Profondeur utile : 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm

Profondeur hors tout : 28 cm
Profondeur utile : 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm

100 combinaisons d'assemblage
par simple pose, sans fixation

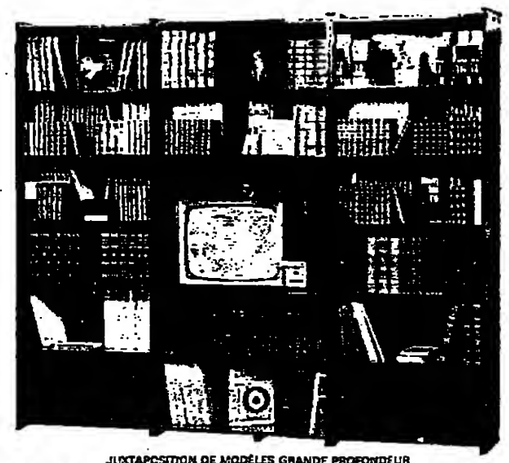
Superposition : Les meubles de mêmes largeurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans fixation.

Juxtaposition : Les meubles de mêmes profondeurs, mais de hauteurs et largeurs différentes peuvent être juxtaposés sans aucune fixation.

BIBLIOTHÈQUES VITRÉES GRANDE PROFONDEUR
5 HAUTEURS : de 113 à 222 cm
4 LARGEURS : 64-78-94-125 cm
2 PROFONDEURS : 30 et 38 cm

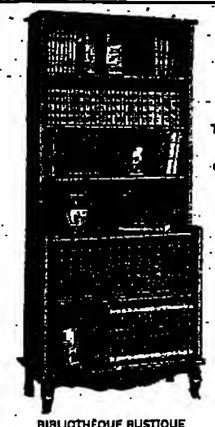
Profondeur hors tout : 38 cm
Profondeur utile : 26,5 cm
Hauteur utile entre les rayons de bas : 38 cm
autres : 33 cm

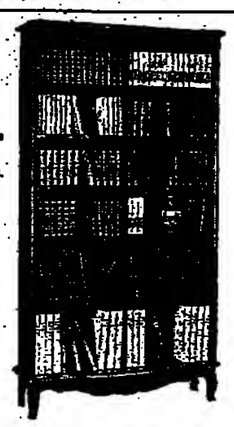
Profondeur hors tout : 38 cm
Profondeur utile : 34,5 cm
Hauteur utile entre les rayons de bas : 38 cm
autres : 33 cm



JUXTAPOSITION DE MODÈLES GRANDE PROFONDEUR
Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm) sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un porte de télévision.
Largeur de l'ensemble : 250 cm
Hauteur : 222 cm
Contenance : 350 volumes
(qui peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes libraire).

BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITREES





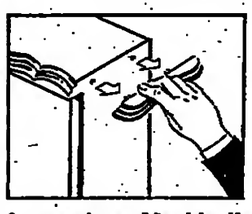
Tous ces modèles peuvent être équipés de portes pleines.

Étagères en matripli, montants en aggloméré bois (panneaux de particules), placage traité ébénisterie, vernis mat satiné. Teinte Noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme. Vitres claires coulissantes avec onglets. Différentes essences de bois.

BIBLIOTHÈQUE RUSTIQUE TOUS FORMATS *
Larg. 94 - Ht. 205 - Prof. 42/27,5
Contenance : 120 volumes Club et 40 gros volumes
Livrée démontée

BIBLIOTHÈQUE RUSTIQUE GRAND MODÈLE
Larg. 118 - Ht 208 - Prof. 33 cm
Contenance : 200 volumes divers
* Livrée montée

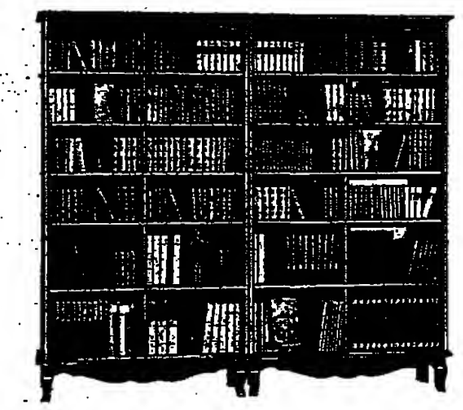
JUXTAPOSITION DE MODÈLES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côte à côte.

Accessoires : Meuble d'angle et quart de rond

Afin de permettre les intallations les plus complexes, nous avons mis au point pour nos grands modèles rustiques, des meubles d'angle et quart-de rond qui complètent parfaitement les ensembles rustiques. Voir description au catalogue.

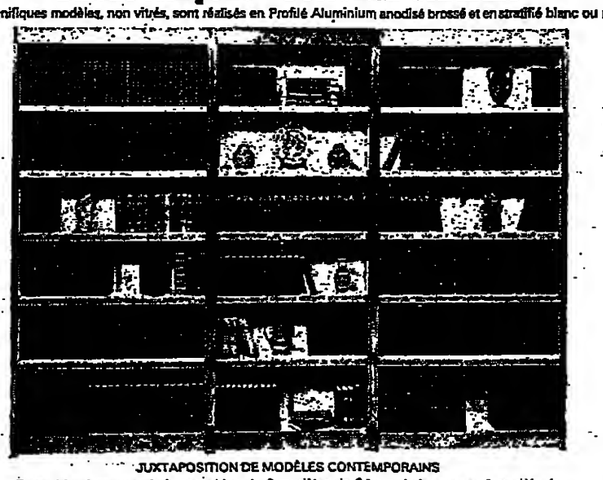


JUXTAPOSITION DE GRANDS MODÈLES RUSTIQUES
Largeur : 252 cm Hauteur : 208 cm
Profondeur : 33 cm Contenance : 400 volumes

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES

Ces magnifiques modèles, non vitrés, sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.

2 largeurs : 78 et 94 cm
2 profondeurs : 25 et 35 cm
2 couleurs : blanc ou noir
2 hauteurs : 200 cm et 245 cm.



JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 2 modèles de 94 cm de large avec 1 modèle de 78 cm de large.
HAUTEUR DE L'ENSEMBLE 200 CM - PROFONDEUR HORS TOUT : 25 CM
LARGEUR HORS TOUT : 266 CM - CONTENANCE : 400 VOLUMES DIVERS

Les modèles contemporains peuvent être équipés facilement grâce au brevet ATX de portes en verre ou en parsol bronzé de 6 mm d'épaisseur qui coulissent dans des traverses spéciales.
Hauteur des glaces : 63,5 cm
Hauteur du système complet : 73 cm (livré en supplément des meubles)

Description générale : Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. Pinces d'assemblage breveté ATX. Pieds à vérins plastique noir. Côtés et fonds en stratifié double face 8 mm. Crémaillères aluminium encastrées. 5 étagères réglables en aggloméré stratifié double face 19 mm, chant avant avec T aluminium encastré. Livrées démontées : montage très facile à l'aide d'une simple clé jointe.

Département sur mesures. Meubles de Style. Livraison Franco.

Pour obtenir notre CATALOGUE GRATUIT découpez le BON ci-contre et retournez le
A LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue bibliothèques vitrées, contenant tous les détails : hauteurs, largeurs, profondeurs, bois, contenances, prix, dimensions des étagères, finitions de traitements, etc.

Nom : .....
Adresse : .....
.....
Ville : .....
Code Postal : .....

MO 14

ou appelez le **633-73-33**
répondeur automatique 24 h sur 24 (même dimanche et jours fériés)

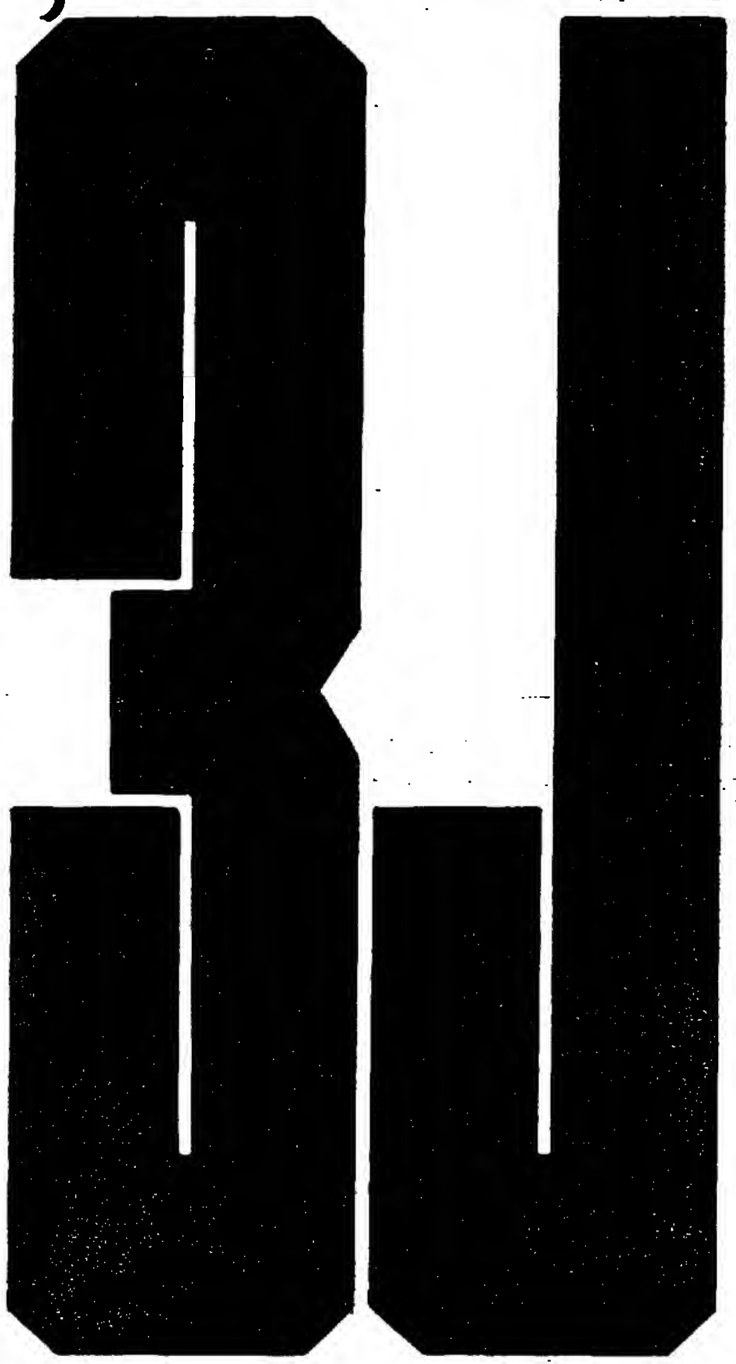
VISITEZ NOS EXPOSITIONS :

Paris :
6a Montparnasse 81, rue Froidevaux 25684 - Ouvert tous les jours, même le samedi de 9 à 19 h. Métro : Raspail, Gabriel, Edgar Quinet, Assomption : 28 - 38 - 89 - 68.

EN PROVINCE :
*AMIENS - 3, rue des Chaudronniers BORDEAUX - 10, rue Rodrigue CLERMONT-FERRAND - 22, rue G.-Clemenceau *GRENOBLE - 69, rue Colon-Lavallée LILLE - 84, rue Esquermoise LYON - 8, rue de la République *MARSEILLE - 199, rue Paradis *MONTPELLIER - 8, rue Sérane *NANTES - 18, rue Santeuil *NICE - 8, rue de la Boucherie **RENNES - 18, quai Emile-Zola *STRASBOURG - 11, avenue du Gal-de-Gaulle TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Daurade **TOURS - 5, rue Henri-Barbusse.
* fermé le lundi matin. ** fermé le lundi.

BELGIQUE :
BRUXELLES 1000 - 54, rue de Midi LIÈGE 4000 - 47, bd d'Avroy.
PAYS-BAS :
BUSSUM - 33 Nieuwe's Gravelandseweg.

aux Galeries Lafayette 30 sept. 1er, 2 octobre



3 jours pas comme les autres
des prix à vous couper le souffle!
Reportage permanent
sur Europe 1, 1647 m, G.O.
animé par Robert Willar

Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE EPINE
MONTPARNASSE
ET ENTREPOT ILE St DENIS

dufayel-studio g.l.

CARNET

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Eric Mesnil,

fils du lieutenant-colonel Mesnil et de Mme, née Monique Pourgoua,

avec Mlle Martine de Labarre,

fille de M. Alain de Labarre et de Mme, née Jeanne-Marie Decressac.

Mariages

— M. et Mme Georges Brancau, M. et Mme Guy de Vendeuil, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Sylvie et Richard

qui a été célébré dans l'intimité le 2 octobre.

20, avenue Marie-Amélie,
60500 Chantilly.
45, boulevard de Montmorency,
75016 Paris

— M. Louis Maréchal et Mme, née Jacqueline Place, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jean-Louis

avec Marie-Françoise Trin,

qui sera célébré le samedi 16 octobre à Saint-Etienne

23, rue de la République,
42000 Saint-Etienne.

Décès

— Nous apprenons le décès de

M. Jacques LAMBERT.

[M. Jacques Lambert, née le 17 juin 1907, est entré, après des études de droit à la Société parisienne pour l'industrie électrique, dont il devient secrétaire général en 1965. Membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés, il était en outre depuis 1973 président-directeur général de la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux.]

— Sa famille a la douleur de faire part du décès de

François LASZLO,

survenu le 24 septembre 1976 à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le mardi 28 septembre.

Chemin de la Guérarde, quartier « Les Vallons », 83330 Le Beausset.

— Le président, le conseil d'administration et les membres de la Société de psychologie adlérienne ont le regret de faire part du décès de

Mme Sofie LAZARSFELD,

à New-York, le 25 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Psychothérapeute, ancienne élève et collaboratrice du professeur Alfred Adler, Mme Lazarsfeld a contribué activement à la fondation de la société en 1946.

— Mme Joseph Pau,
Mlle Simone Pau,
Les familles Fabre, Rub, Depons, Soubes, Faugère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph PAU,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Aubin de Toulouse le mercredi 29 septembre 1976.

31, rue des Frères-Lion, Toulouse.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Me René RUSSIER,

avocat à la cour de Paris,

survenu le 29 septembre 1976.

Les obsèques auront lieu le 4 octobre, à 10 h. 30, en l'église des Billettes, rue des Archives, Paris (4e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Achille Serna,
M. et Mme Jean-Christian Serna,
Mme Marie-Claude Serna,
Marie, Stéphanie, Martin et Delphine,
Les familles Rectenwald et Conty,
Les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 24 septembre 1976, de

Me Achille SERNA,

avocat au barreau de Nice,
ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel d'Alger,
vice-président honoraire de la conférence des bâtonniers,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

5, rue du Congrès,
06000 Nice.

— M. et Mme François de VILLEPIN,
Thierry, Bénédicte, Hugues et Marie-Françoise de Villepin,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de leur fils et frère

Pascal,

survenu subitement le 28 septembre 1976 dans sa vingtième année.

Une messe a été célébrée au collège Sainte-Marie d'Antony le vendredi 1er octobre, à 10 h. 45.

Messes anniversaires

— *Pour le premier anniversaire du décès de*

Hervé CROUZET,

une messe sera dite le samedi 9 octobre, à 18 h. 30, à l'ancienne église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris.

Remerciements

— Mme André Latapie Capderroque,
M. et Mme Michel Latapie Capderroque,
M. et Mme Jean-Paul Tougne,

très touchés des marques de sympathie qui ont été témoignées lors du décès de

M. LATAPIE CAPDERROQUE,

vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

VENTE A VERSAILLES

Mes P. et J. MARTIN - C. Pr. ass.
950-58-03
DIMANCHE 3 OCTOBRE 76, à 14 h.
3, impasse Cheval-Léger
S. 1. - TABLEAUX MODERNES
S. 2. - Argenterie, BIJOUX.
Exposition vendredi et samedi.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe
OJD 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Visites et conférences

SAMEDI 2 OCTOBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 13 h., 1, rue Robert-Esnault-Pelterie, Mme Lamy-Lassalle : « Le ministère des affaires étrangères ». — 15 h., angle avenue de Saint-Mandé, rue de Picpus, Mme Legregeois : « Le cimetière révolutionnaire de Picpus et la tombe de La Fayette ». — 15 h., 23, quai Conti, Mme Pennec : « L'Institut : chapelle de Le Vau ». — 15 h., devant l'église d'Auteuil, Mme Philippe : « Auteuil : un village du dix-huitième siècle à Paris ». — 15 h., 62, r. Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully et exposition Piranèse ». — 15 h. 30, hall gauche du château, côté parc, Mme Huiot : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Lemarchand : « Histoire du jansénisme au dix-septième siècle ».

11 h., hall du Grand Palais : exposition « Ramsès II » (A.F.A.). — 14 h. 30, devant la grille d'honneur, M. Raymond Baumgarten : « Visite du palais de justice » (L'Art pour tous) — 15 h., hall des pas perdus, devant le buffet : « Le poète de commandement de la gare Saint-Lazare » (A travers Paris). — 15 h. 15, 5, place des Petits-Pères : « Places et passages pittoresques dans le quartier de la Banque et de la place des Victoires » (Mme Barbier).

CONFERENCES. — 15 h., Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, professeur Etienne-Emile Baulieu : « Découverte, mise au point et utilisation des moyens contraceptifs modernes ». — 16 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale et réalisation de la conscience illimitée ».

DIMANCHE 3 OCTOBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 9 h., place de la Concorde, face grilles des Tuileries : « Vallée de l'Eure ». — 10 h. 30, 31, rue de Condé, Mme Legregeois : « Le palais du Luxembourg et le Sénat ». — 15 h., 123, boulevard de Port-Royal, Mme Lemarchand : « Port-Royal de Paris et la Mère Angélique ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Philippe : « Hôtel de Sully au Marais et exposition Piranèse ». — 15 h., 60, rue des Francs-Bourgeois, Mme Legregeois : « Hôtel de Soubise ». — 15 h., métro Halles, Mme Puchal : « Le quartier des Halles ». — 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Langlois : « Château de Maisons-Laffitte ».

16 h., 3, rue Malher : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers : le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris). — 15 h., 12, rue de Tournon : « Le Sénat » (Mme Barbier), entrées limitées). — 15 h., 23, quai Conti : « L'Institut de France » (Mme Camus). — 15 h., 35, rue de Picpus : « L'enclos tragique de Picpus » (Mme Ferrand).

CONFERENCES. — 18 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale et l'expansion de la conscience ». — 17 h. 30, 11 bis, rue Keppler : « La Bhagavad Gita et la réincarnation » (Loge unie des théosophes), entrée libre.

Combien avez-vous retourné de bouteilles *de SCHWEPPES Bitter Lemon* cette semaine?

PRESSE

LE LIVRE C.G.T. ET LES PROCÈS A PROPOS DU CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

La Fédération française des travailleurs du Livre et le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., dans un communiqué, dénoncent les manières différentes dont sont traités les divers procès engagés à propos du conflit du *Parisien libéré*.

Rappelant que, depuis le 3 mars 1975, « *la législation du travail, la convention collective, ont été systématiquement violées* », aux dépens de six cent cinquante travailleurs « *abandonnés par leur patron* », le Livre C.G.T. constate que la signature de l'accord régional du 7 juillet 1976 apporte un démenti à M. Amaury, qui soutenait que les ouvriers du Livre refusaient la modernisation des imprimeries. Le communiqué ajoute :

« *Seul M. Amaury refuse toujours de négocier. Seul, par son attitude, il prolonge le conflit, créant ainsi une tension grave, d'autant plus grave qu'une série de procès viennent de s'ouvrir et se succèdent à une cadence accélérée contre des travailleurs de la presse parisienne, inculpés pour des actions effectuées sur la distribution du* Parisien libéré : *de sévères condamnations sont prononcées contre nos camarades, dont les actions sont assimilées à de vulgaires délits de droit commun.*

» *Alors que les procès engagés par le syndicat du Livre contre la direction du* Parisien libéré, *en raison des violations de la législation du travail dont elle s'est rendue coupable, n'aboutissent pas parce que des artifices de procédure sont employés pour gagner du temps, seuls les travailleurs sont traduits devant les tribunaux.*

» *Les travailleurs de la presse attirent l'attention de l'opinion publique sur cette monumentale injustice ; ils réaffirment leur volonté de négocier, mais si cet état de choses devait persister, c'est avec détermination que la profession tout entière riposterait.* »

● « *Sport-Magazine* » *cesse de paraître.* — *Sport-Magazine*, dont le premier numéro était sorti le 15 juin dernier, va cesser de paraître. Ce hebdomadaire omnisport avait connu un certain succès à la faveur du Tour de France et des Jeux olympiques. Mais, depuis, ses ventes avaient diminué de moitié, passant de 85 000 à 45 000. Son éditeur, M. Rousselet, propriétaire de la compagnie des taxis G 7, a décidé d'en arrêter la marche après la parution du numéro 16, daté du 28 septembre.

● *L'Association des correspondants des radios et des télévisions étrangères à Paris*, dont le comité directeur s'est réuni le 27 septembre, a porté à sa présidence M. Heiko Engelkes, correspondant de la première chaîne de TV allemande (A.R.D.).

M. Jean Drummen, président sortant — qui avait succédé à M. Lev Korolev, délégué de la R.T.V. soviétique en France — a été, à l'unanimité, élu président d'honneur.

● *Attentat contre l'hebdomadaire « Black-Hebdo ».* — Une charge explosive a endommagé jeudi 30 septembre, peu après 21 heures, les locaux de l'hebdomadaire *Black-Hebdo*, destiné aux Africains et Antillais, 24, rue Richer, à Paris-9e. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a provoqué d'importants dégâts.

24, faubourg Saint-Honoré. Bottes cavalières.
Box noir, marron, gris, rouge Hermès. 1200 F.

Pour que l'utile soit beau.
HERMÈS

هكذا في الأصل

PRESSE

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

LE DANEMARK, PIOCHE A LA MAIN

Leurs ancêtres les Vikings

Il ne manque pas une corne à son casque. L'œil bleu, le cheveu blond, la taille haute, posté à l'angle de la Kobmagergade, la Grand'Rue piétonne de Copenhague, un Viking de réclame attend d'avoir fait ses huit heures. On l'a voulu terrible, l'aspect du guerrier qui boit sans hésiter dans le crâne de son ennemi. Cet accoutrement ne fait qu'amuser les passants. Chacun sait ici, qu'en leur temps, les Nortmans, les hommes du Nord, n'ont été ni pires ni meilleurs que d'autres. Indulgence pour les ancêtres ? Non, mais l'enseignement de l'histoire au Danemark ignore autant que faire se peut les simplifications.

Cela ne veut pas dire qu'on n'y trouve aussi l'exaltation de la nation et des héros. Par exemple, ce roi du seizième siècle, Christian IV, qu'on rencontre aux quatre coins du pays. Roi mégalomane, qui, après quarante ans de règne, n'a laissé que des châteaux tarabiscotés et des meubles d'argent, des portraits de lui-même à tous âges, bébé, moribond, mort. Il y a aussi la cathédrale de Roskilde, la ville la plus ancienne du Danemark, que ce même Christian IV, original décidément, a chapautée de toits pointus et qui renferme les tombeaux des souverains danois, panthéon de rois très chrétiens, gisant à leur avantage dans une éternelle jeunesse de trente-trois ans. Les châteaux d'Elseneur, au nord de Copenhague, de Frederiksborg, dans le Sjaelland où l'événement se mêle à la légende. Batailles, victoires, solennités mnémoraniles y sont rappelées, là comme ailleurs.

Ce n'est pas cependant dans ces palais à l'européenne, où l'on ouvre des yeux ronds devant les bijoux de la couronne, où l'on applaudit à la relève d'une garde traditionnelle en uniforme bleu et bonnet à poil que les Danois vont au rendez-vous des temps anciens. Ces châteaux-musées où nous aimons tant faire revivre des personnages dans des attitudes qui, finit-on par croire, on fait l'histoire de France, sont plutôt pour les Danois des attractions surannées, des Tivolis de l'ancien temps. Leur passé est ailleurs.

Momies dans la tourbe

Il sort pour ainsi dire tout nu des marais du Jylland, où l'on a découvert parfaitement conservés des hommes jetés là il y a plus de mille sept cent ans, la gorge tranchée lors de cérémonies propitiatoires. Leurs empreintes digitales sont caractéristiques de celles des Danois d'aujourd'hui. L'homme de Grauballe, l'homme de Tollund, au musée de Silkeborg, veillent, dirait-on sur la permanence de la race. On a retrouvé dans l'estomac de ces momies, noircies et tannées par la tourbe, la composition de leur dernier repas.

Un long passé brutal qui ne nous arrive plus par l'entremise d'un art de cour, mais qui, plus immédiat, est plus émouvant peut-être.

Dans l'atelier du Musée des crakkars de Roskilde, bâti face à un fjord, on a restauré cinq bateaux qui gisaient de par le fond depuis mille ans, immergés pour barrer le passage aux envahisseurs — les Vikings en connurent donc aussi ! Dès 1962, une fois l'endroit repéré, on l'a entouré de palplanches, puis on a pompé l'eau du fjord jusqu'à mettre à sec les bateaux coulés chargés de pierres. Enfin on a redonné forme aux lattes de bois et, aujourd'hui, les carènes se dressent à nouveau devant l'eau pâle de la mer. Une patience infinie pour rassembler ces vestiges, avoir enfin sous l'œil la dimension exacte des petites embarcations au moyen desquelles avec chevaux, armes et bagages, les Vikings s'en allèrent à l'aventure jusqu'aux côtes de l'Amérique. Ici, plus d'histoires avec l'histoire, l'étrave sortie de l'eau passée au glycol n'en dit pas davantage que le courage des rameurs ; on ne saura jamais, jamais, l'âge du capitaine. L'aventure immense de ces hommes est plus belle d'être restée anonyme.

A Jelling, dans le cimetière du petit village, deux pierres runiques portent des inscriptions commémoratives d'anciens rois vikings. Elles sont là au milieu des autres tombes, et le passé lointain et glorieux se mêle au quotidien. Au point que si les pierres ne sont pas fleuries comme les sépultures alentour, c'est, dirait-on, parce que les figures qui sont gravées — serpents entrelacés, gueules ouvertes — font encore peur aux fragiles vivants. Ici, plus qu'ailleurs, on sent qu'entre les Vikings et les Danois d'aujourd'hui le lien n'est pas rompu.

« Cette période des Vikings est sans doute la plus intéressante de notre histoire, reconnaît le professeur Thorkild Ramskov, conservateur au Musée national. *Ce peuple, qui n'était pas seulement un peuple de combattants, mais surtout d'agriculteurs et de commerçants, avait une organisation sociale très démocratique pour l'époque et beaucoup d'habitudes de sociétés qui nous sont, par la suite, revenues de l'Angleterre y ont été à l'origine apportées par les Vikings.* » Peut-être peut-on trouver là les raisons qui font que les Danois ont cette conception de l'histoire si démocratique, avec davantage de respect pour les peuples que pour les grands capitaines, pour la vie quotidienne que pour les actions d'éclat.

Passion de l'ethnologie

Au musée de Moesgard, près d'Aarhus, dans le Jylland, des ethnologues ont reconstitué une maison viking, faite de murs de planches et d'un toit de chaume, avec en son centre un foyer au-dessus duquel pendent des harengs fumés. *« Cela a un intérêt pédagogique évident, et de telles reconstitutions encouragent la recherche ethnologique »*, affirme Mme Battmann, ethnologue rattachée au musée.

C'est à Lejre, dans le Sjaelland, au centre des recherches historiques et archéologiques, qu'on a le plus poussé cette méthode. Il s'agit de la reconstitution d'un village de l'âge du fer. A partir d'une charrue en bois, on a fait une première moisson, puis avec le chaume on a construit les toits des maisons de terre battue, on a élevé des espèces de porcs proches de celles qu'on trouvait à l'époque et, par des croisements, on a même tenté de reproduire les anciennes races. Selon les mêmes méthodes qu'autrefois, on tisse, on tourne des poteries et on les cuit dans des fours de terre identiques à ceux de l'ancien temps. M. Bjorn, spécialiste des fours, essaye de retrouver les procédés qui permettaient de fondre les métaux. Il sait, selon la forme et le matériau employé, à quelle température peut atteindre tel ou tel four préhistorique. Enfin, en relation avec l'éducation nationale danoise, le centre organise des séjours et des séances de travaux pratiques.

Les élèves vivent là la vie de l'âge du fer, dans des maisons obscures éclairées par un feu propice à la rêverie. Ils roulent le grain à l'aide d'une pierre ronde pour faire le pain, ils vont aux alentours chercher le bois et couper les orties pour préparer la soupe. Les animaux de la basse-cour marchent sur le sol battu de la chaumière et l'écolier en train de moudre jette machinalement du grain aux animaux. Ils ne se contentent pas de regarder le passé ; ils le revivent. Quand les enfants s'éloignent du village et passent devant le sacrifice d'un cheval, qui doit éloigner les mauvais esprits, ils sont, eux aussi, un peu effrayés, comme l'étaient les vieilles femmes de Jelling.

Depuis 1964, le centre de Lejre a reçu 120 000 élèves et plus de 3 000 professeurs. Tout cela n'est pas très scientifique, pensent les savants dans leur cabinet d'études, mais les enfants sont heureux et apprennent sinon les gestes simples de l'âge du fer, si difficiles à retrouver il faut en convenir, du moins ceux de la vie rudimentaire.

Pas étonnant qu'avec une telle formation les Danois se soient pris de passion pour l'ethnologie et l'archéologie au cours des dernières années. Il y a actuellement plus de 200 étudiants en archéologie à la faculté de Copenhague. *« C'est beaucoup trop*, dit le professeur Thorkild Ramskov, *il n'y a pas de débouchés »*, mais son regard passionné trahit un peu ses propos. Il a fait récemment des découvertes importantes dans le nord du pays : une nécropole viking où les pierres étaient disposées en forme de navire. Il est aujourd'hui en train de fouiller un cimetière du début du Vᵉ siècle à Vindinge, près de Roskilde. Les fouilles viennent de franchir allégrement les barrières d'un terrain militaire. Les étudiants, au fond de la fosse, enlèvent la terre avec de petites cuillères et des balais, sans se soucier des fondations de la défense nationale. *« Vous savez*, reprend le vieux professeur, *des gens comme Arral à la dent bleue n'étaient pas d'affreux barbares. Il y a beaucoup de notions à réviser. Voyez par exemple ces histoires de casques à cornes, ce n'est pas viking, c'est du Wagner. »*

CHRISTIAN COLOMBANI.

VILLEFRANCHE : la citadelle est prise

LES opposants au projet d'aménagement de la citadelle de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) en centre de tourisme social ont épuisé tous les recours réglementaires. La commission nationale de la sécurité civile, saisie par le préfet des Alpes-Maritimes, vient, en effet, de se prononcer en faveur du dossier présenté par l'organisme promoteur Tourisme et Travail. Les objections selon lesquelles, notamment, la porte de la citadelle, classée monument historique, était trop étroite et gênerait l'intervention des pompiers n'ont donc pas été retenues. Le permis de construire est actuellement soumis à la signature préfectorale qui pourtant peut encore se faire attendre, puisque M. Pierre Lambertin, préfet des Alpes-Maritimes, considérant le caractère particulier du projet qui intéresse plusieurs ministères, dont les affaires culturelles, n'a pas précisé de délais pour accorder son autorisation.

L'attente des élections

Faut-il pour autant penser que rien ne sera accordé à Tourisme et Travail avant la campagne des élections municipales de Villefranche dont le thème central sera, bien entendu, l'aménagement de la citadelle ? La perspective de voir « débarquer » le tourisme de masse effraie bon nombre d'électeurs paisibles et aisés du port méditerranéen, qui ne comprendraient pas que les pouvoirs publics favorisent une entreprise repoussée par les partisans de la majorité. D'autre part, si le permis de construire est délivré, le secrétariat d'Etat au tourisme, à qui Tourisme et Travail demande une subvention couvrant 21,99 % de l'investissement (52 millions de francs), devra se prononcer et, en principe, accorder du moins une partie de cette somme. M. Jacques Médecin cédera-t-il alors d'une main ce qu'il combat au plan local de l'autre ? Le maire de Nice, républicain indépendant, qui a fait connaître à plusieurs reprises son opposition au projet, ne préférera-t-il pas attendre les résultats des élections de 1977 pour débloquer ces subventions ? A ce moment-là, en effet, on saura si la municipalité d'opposition, à l'origine de ce projet social, sera ou non reconduite.

Des lauriers pour la Vanoise

LE Conseil de l'Europe a décerné au parc national de la Vanoise le diplôme européen de protection de la nature. Une distinction qui récompense le travail très important accompli depuis douze ans tant par les responsables du parc que par les collectivités locales attachés au développement de cette région « protégée » de 52 000 hectares qui s'étend au-dessus des hautes vallées de Maurienne, de Tarentaise et de Pralognan.

Créé en 1964, le parc national de la Vanoise possède maintenant une frontière commune de 14 kilomètres avec le parc italien du Grand Paradis. Il forme un ensemble de 120 000 hectares propice au développement d'une flore et d'une faune précieuses. Ainsi, lors de son inauguration, on ne comptait plus que 400 chamois, il y en a maintenant 3 700, il n'y avait que 40 bouquetins, ils sont aujourd'hui 514. On a dénombré récemment 2 000 espèces végétales différentes. Un très gros effort de protection a été mis en œuvre ; à Bonneval-sur-Arc, le conseil municipal a interdit par arrêté la cueillette des fleurs, des champignons et la « chasse aux escargots ». Or cette année encore, une foule considérable a envahi le parc. En 1960, 5 000 montagnards parcouraient l'endroit, 600 000 personnes l'ont visité cet été. On prévoit que vers 1980 ils seront plus d'un million à emprunter chaque année les 500 kilomètres de sentiers balisés. Certains estiment qu'on va vers une « saturation » prochaine du parc et qu'il faut freiner le développement des structures d'accueil — 14 refuges ont déjà été construits. *« Sûrement pas*, affirme M. Alfred Moulin, directeur adjoint du parc de la Vanoise, *nous sommes très loin de ce seuil critique, qui pourrait se situer aux alentours de 1 500 000 personnes. »*

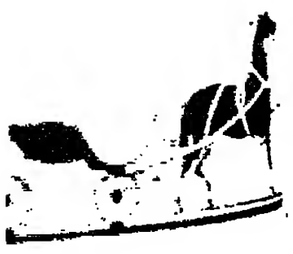
Certes, autour des principales stations qui bordent le parc, les sentiers sont transformés pendant quelques jours en de véritables fourmilières. Mais la plus grande partie de la montagne demeure « sauvage ».

« Le parc souffre lui aussi de l'étalement des vacances », précisent les responsables. *« Le parc du Land de Lunebourg, près de Hambourg*, reprend M. Moulin, *accueille de 2 à 3 millions d'Allemands chaque année, alors que sa superficie est sensiblement la même que celle du parc de la Vanoise. Ni l'un ni l'autre ne sont pollués ou saturés. »*

Pour le président du conseil d'administration du parc de la Vanoise, M. Pierre Dumas, il faut continuer à ouvrir le parc au plus grand nombre de visiteurs, sans compromettre le respect de son équilibre et de son site, ce qui appellera un effort sans cesse renouvelé d'information et d'éducation. *« Pour nous, le parc de la Vanoise n'est pas un musée mort. C'est une montagne vivante dont la vie doit être préservée. »*

Un danger, cependant, menace le parc de la Vanoise, mais essentiellement dans sa zone périphérique. Certains agriculteurs dénoncent l'« attitude agressive » des touristes, elle manque de « collaboration », les récoltes sont parfois saccagées par les campeurs ou les automobilistes, qui s'installent n'importe où pour pique-niquer. On a même vu cet été des touristes dérober les cloches des vaches dans les alpages. *« En dix ans, le public a fait de gros efforts*, constate un inspecteur du parc. *En y pénétrant, ils respectent scrupuleusement les règles que nous y imposons, et qui sont nécessaires à la survie de ce conservatoire de la nature. Malheureusement, au-delà et autour du parc de la Vanoise, les touristes ne semblent pas avoir toujours la même attitude. »*

CLAUDE FRANCILLON.



Sûr!
A Tignes, la différence.
OUVERTURE LE 6 NOVEMBRE 1976

A Inter-Résidences Tignes, notre programme de "Semaines-vacances à vie"* bénéficie d'une gestion suisse. Fiable comme leurs chronos. Parlez-en à votre notaire, et attendez la réponse.

A Inter-Résidences Tignes-Val Claret, nous avons le sens de la différence. Imaginez "votre" studio, pour 3 ou 4 personnes que vous et les vôtres retrouverez chaque année, pour toujours, pour la ou les semaines que vous aurez choisies. Avec, pour le même prix, un luxe de détails de luxe (piscine intérieure, saunas, salon-feu de bois, interphones, etc.).

Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent", 365 jours par an; "dépôt notarié systématique" (ça c'est sûr!). Et tout cela à crédit! Vous voulez certainement en savoir plus...

* 15.000 F 2e Semaine de février, pour 2/3 pers. 8.500 F 3e Semaine de janvier, pour 4 pers. (Crédit après acceptation du dossier)

Si vous aimez les vacances et la sécurité, demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM _____
ADRESSE _____
TÉL. DOM. _____ TÉL. BUR. _____
B.M
Inter-Résidences. 5, rue du Helder. 75009 Paris. téléphone 770.95.49 ou 95.30

Inter-Résidences Tignes
C'est toute la différence!

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENÈVE (SUISSE)

Ne cherchez plus
L'AVENTURE
MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES ET DE VOYAGE
lisez-le
le numéro 7 est en vente dans votre kiosque
TRANSES VAUDOU AU DAHOMEY PAGE 64
SUR LES PENTES DE L'HIMALAYA PAGE 24
LA ROCHELLE EN FICHE PRATIQUE PAGE 80

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
Vols spéciaux A.R. - Départ chaque semaine

BANGKOK	2.250 F
BOMBAY	2.350 F
HAITI	2.550 F
TOUR DU MONDE	7.300 F

Valable 1 an

Nom
Adresse
Code Postal
Ville
désire recevoir gratuitement votre brochure.
Lic. A 744

Tourisme

LES NOUVEAUX VOYAGES AU PAYS DU MATIN CALME

DIEUX ET JEUX DE CORÉE

A l'instar de la Thaïlande, qui, depuis la fin des années 60, est devenue un pôle d'attraction pour les voyageurs en quête d'exotisme, la Corée du Sud a récemment créé une industrie du tourisme. Les dirigeants se sont aperçus que pour un pays dont l'économie est essentiellement tournée vers l'exportation, et doit beaucoup importer, le tourisme permet de grosses rentrées de devises. Il a en outre le mérite de faire connaître le pays et d'inciter éventuellement des hommes d'affaires à s'y intéresser.

Le « boom » touristique sud-coréen a commencé en 1973. Il fut si rapide que l'Hudson Institute, que dirige le futurologue Herman Kahn, prédit alors que cette industrie allait devenir l'un des éléments fondamentaux du développement de la Corée du Sud. En 1973, les touristes dépensèrent *près de 380 millions de dollars* — l'équivalent de plus de la moitié du déficit commercial de l'année.

Après un certain recul en 1974, le tourisme a repris son essor. Au cours des six premiers mois de 1976, il a enregistré une augmentation de 40 % par rapport à la même période de l'année précédente. Huit cent mille visiteurs sont attendus cette année et plus d'un million l'an prochain (à titre de comparaison, la Grèce en attire chaque année près de cinq millions). La Corporation du tourisme sud-coréen a calculé que chaque visiteur rapportant en moyenne 280 dollars, le bénéfice sera d'environ 2,5 millions de dollars en 1976. Le gouvernement a considérablement développé l'infrastructure hôtelière (Séoul aura douze mille chambres à la fin de 1976), et un fonds spécial de 1 milliard de wons (1 dollar = 480 wons) est destiné à la formation du personnel. Les plus grandes chaînes d'hôtels du monde (à commencer par celles des Etats-Unis et du Japon) créent des établissements à Séoul.

« Découvrez l'Extrême-Orient inconnu »... Cette formule, reprise par toutes les brochures touristiques, n'est pas seulement le fruit de l'imagination d'un concepteur publicitaire. Le pays du Matin calme (*Chosen*, en coréen) se prête, par son histoire et sa géographie, à l'essor du tourisme. La Corée a pourtant été longtemps dédaignée par les voyageurs au profit du Japon « des cerisiers en fleur et des geishas ». Elle n'éveille dans l'esprit de beaucoup que le souvenir d'une guerre et ne fait souvent naître que l'image d'un pays sous tutelle américaine.

Langue de terre étendue sur plus de 1 000 kilomètres, accrochée au continent chinois, la péninsule coréenne forme un pont entre la Chine et le Japon. A son extrémité sud, elle semble s'éparpiller dans la mer en une infinité d'îles plus sauvages et, souvent plus belles, que celles de la mer Intérieure du Japon. Ses paysages évoquent certaines peintures chinoises de l'époque Song (960-1276) avec leurs contours indécis et embrumés.

La montagne, souvent peu élevée, est partout présente, avec sa couronne de pins. Le gouvernement cherche à empêcher le déboisement. Ce qui n'empêche pas les paysans de couper les arbres pour se chauffer pendant les hivers rigoureux (parfois, le thermomètre descend au-dessous de moins 20° C), lorsque la péninsule est balayée par le vent venu de Mandchourie. C'est au printemps ou à l'automne qu'il faut visiter la Corée. Dans les vallées, les cours d'eau qui, au départ, sont des torrents rageurs, dévalent les montagnes, s'écoulent lentement dans leur lit sablonneux. Des femmes, en jupe large, battent le linge. Voici un village dont les maisons, serrées les unes contre les autres, ont encore un toit de chaume qui descend bas sur les murs en torchis. Mais un tel spectacle tend à disparaître car le Saemaul (Mouvement pour les nouveaux villages) oblige les paysans à changer le chaume pour des toits de tôle ondulée aux couleurs vives — sous lesquels il fait chaud en été et froid en hiver...

Une civilisation bimillénaire

Dans les gros bourgs ruraux, des marchés ambulants hauts en couleur s'étalent à même le sol, présentant légumes et fruits, poissons séchés et viandes. On peut y savourer la cuisine coréenne, très différente de celle de la Chine, et encore plus de celle du Japon, dans un des restaurants enfumés *où la viande grésille devant vous* sur une plaque de fer à côté du « kimchi » (choux fermenté), nourriture traditionnelle des Coréens, dont l'odeur flotte partout.

Terre de paysans, la Corée est cultivée depuis plus de deux mille ans. Les courbes de niveau des rizières s'élèvent le plus haut possible sur les collines ; au-delà commencent les champs de millet et d'orge. Parmi les pins, au sommet, on voit souvent de petits monticules de terre : ce sont des tombes.

Pays de vieille civilisation, longtemps ignoré des historiens occidentaux, la Corée a suivi l'évolution chinoise, passant du bouddhisme au confucianisme, tout en édifiant une culture spécifique. Et on trouve encore un vieux fond chamaniste, toujours vivant dans les communautés villageoises. Dans ce passé prestigieux, le Japon puisa largement la substance de sa propre civilisation.

Contrairement à l'art chinois, parfait et précis, l'art coréen privilégie les courbes, adoucit les couleurs. Les sculptures du royaume de Paekche (époque des Trois Royaumes : 30 avant J.-C.-668 après J.-C.) sont fameuses en raison de la sérénité des visages, de la plénitude des formes. La Corée est également connue pour ses belles céramiques, et notamment les céladons, dont les plus célèbres remontent à l'époque de la dynastie Koryo (918-1392). On peut admirer au Musée national de Séoul de nombreuses œuvres d'art, notamment deux bronzes de Paekche considérés comme des sommets de la sculpture mondiale (on trouve leurs répliques de bois au temple Koryuji, à Kyoto, et au Horiuji, à Nara). Mais c'est surtout en province que le visiteur découvrira les plus beaux témoignages du passé. Par exemple, l'ensemble architectural du temple Bulguksa, près de Kyongju, la ville aux quatre-vingts temples ; ou la grotte de Sokguram, connue des esthètes pour ses sculptures en frises, sommet de l'art bouddhique. Ils rappellent la maîtrise des artistes coréens, comparable à celle de leurs homologues chinois de l'époque des Wei (385 à 534). Et, dans le temple Haein, près de la ville de Taegu, sont entreposés quatre-vingt mille blocs de bois sur lesquels sont gravés les écrits bouddhiques...

Les « sex tours »

Mais ce n'est pas, et de loin, sur cette seule base culturelle que les dirigeants sud-coréens ont fait reposer l'industrie du tourisme. Il faut reconnaître à leur décharge que, pour l'instant, la plupart des visiteurs sont américains et surtout japonais. D'où la prolifération de casinos et de terrains de golf dont les Nippons raffolent, mais aussi l'institutionnalisation des « sex tours ». Au cours des dernières années, 95 % des touristes japonais ont été des hommes. Organisés depuis Tokyo par *jumbo jets* entiers, les sex tours offrent aux salariés nippons *« les fleurs du paradis des hommes »*, affirment les brochures publicitaires. Les Nippons en goguette sont déversés dans des maisons de *kisaeng* (nom des anciennes courtisanes coréennes), où ils boivent, chantent et se conduisent souvent avec la plus grande grossièreté. Un forfait de deux jours leur revient moins *cher, avion compris, qu'une escapade au Japon.* Les Coréens sont évidemment mécontents de voir leur pays devenir un lupanar pour Japonais. Mais ils apprécient l'afflux de devises. Et le gouvernement ferme les yeux, en dépit des manifestations qui se déroulent parfois à Séoul, plus souvent à Tokyo, organisées par les M.L.F. locaux.

Pour répondre au désir des Américains, à qui on propose inévitablement un tour à Panmunjom, lieu de la signature de l'armistice de 1953, a été développé un artisanat de série qui fournit les magasins à souvenirs. Il y a aussi les boîtes de nuit, comme le fameux Walker Hill, aux environs de Séoul. Spectacle redoutable : pour trois danses qui se veulent traditionnelles, avec tambourins et rubans, on a droit à une série d'exhibitions dignes d'un show des années 50 ou des Coréennes fessues et emplumées lèvent la jambe sur un swing endiablé, devant un parterre d'Américaines endiamentées et des grappes de Japonais émoustillés.

Les autorités ont aussi cherché à mettre en valeur un certain nombre de sites, comme l'île de Cheju, au sud de la péninsule. Sur cette terre volcanique, dans ce climat subtropical, pousse une végétation luxuriante où les orangers sont légion. Le paysage est couronné par la crête neigeuse du mont Halla, un volcan éteint. Le gouvernement a décidé de faire un effort particulier en faveur de l'île, qui est cultivée au cordeau. Les maisons ont conservé leur toit de chaume et sont entourées de murets pour se protéger du vent. Sur la côte sud, on trouve de belles plages, *encore désertes, entre des rochers* presque noirs.

La Corée peut assurément séduire les touristes. Les autorités, en ouvrant les lignes de la Korean Air Lines entre Séoul et Paris en 1975, puis, en juin 1976, entre Séoul et Zurich, entendent attirer les visiteurs européens. Elles devraient alléger les mesures de sécurité aux aéroports, et notamment les fouilles répétées et systématiques des bagages et du moindre paquet-souvenir, qui donnent à réfléchir sur la nature du régime du président Park.

Les touristes, il est vrai, ne ressentent généralement pas le carcan qui pèse sur le pays. D'autant que les Coréens, enjoués et sociables, donnent l'impression, parce qu'ils aiment rire et chanter, de ne pas souffrir du régime. L'empreinte profonde d'une culture, qui a survécu à l'occupation de près d'un demi-siècle des Japonais puis à la présence américaine depuis la guerre, est la sauvegarde de ce peuple qui trouve dans ses traditions une diversion aux dures réalités quotidiennes.

PHILIPPE PONS.

Le Léman sans qu'on touche à ses berges

LES Vaudois tiennent à préserver leur environnement, et tout particulièrement ce qui reste des sites naturels du lac Léman. Ils l'ont clairement fait savoir au cours d'un référendum, dimanche 26 septembre, en refusant par 62 519 voix contre 18 015 l'ouverture d'un crédit de 5 millions et demi de francs suisses *destiné à financer le comblement* de la baie de Dorigny, à l'ouest de Lausanne. Cette opération aurait permis de gagner 73 000 mètres carrés sur le lac en y déversant 215 000 mètres cubes de matériaux. Sur le terrain ainsi dégagé, on aurait construit un centre sportif.

Largement approuvé par le parlement cantonal, ce projet d'aménagement a été remis en cause par les milieux écologistes. En peu de temps, 42 000 signatures ont été recueillies pour demander l'organisation d'un référendum. Les résultats de la consultation ont dépassé les espérances des opposants, puisque plus de trois électeurs sur quatre se sont rangés à leurs arguments, désavouant du même coup les décisions officielles.

Dans le sillage du gouvernement cantonal, tous les grands partis, des radicaux aux socialistes en passant par les démocrates-chrétiens et les agrariens, s'étaient prononcés en faveur du projet. Pour eux, le comblement du lac se justifiait à la fois par le manque de terrains de sport et par la nécessité de remédier à l'envahissement de la baie de Dorigny. Mais ces arguments ont d'autant moins porté que l'aménagement de Dorigny s'inscrivait dans un plan beaucoup plus vaste de comblement des rives du Léman entre Lutry et Morges, c'est-à-dire sur une vingtaine de kilomètres.

Au cours de leur campagne, les adversaires du projet ont fait valoir le charme d'un des rares sites encore naturels de la région, qui donc méritait d'être préservé. Le coût de l'opération a sans doute aussi influencé le choix de certains électeurs, mais dans leur majorité les Vaudois ont finalement préféré les arbres, les roselières et les herbes folles à une nouvelle et insidieuse avance du béton.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

HEBDOMADAIRE LOCAL
disposant structure administrative et bureaux dans rue centrale sous-préfecture Sud-Ouest, assurerait correspondance Agence de Voyages ou autres.
Faire propositions à :
René J'ANNONCE,
139, bd Carnot, 47000 AGEN

PARTIR

En solitaire aux Galapagos

La plupart des îles Galapagos, dans l'océan Pacifique, sont inhospitalières et n'ont pas d'eau. Chaque année, le nombre des touristes admis à les visiter est limité par les services équatoriens en raison de la faible capacité hôtelière de l'archipel et afin de protéger la faune et la flore. Le voyageur solitaire n'est donc pas sûr de trouver là-bas une chambre.

Un voyage difficile mais passionnant peut-être à cause de cela même. A n'entreprendre qu'en connaissance de cause.

★ Découverte du Nouveau Monde, 3, rue Mabillon, Paris. Tél. : 325-17-43.

Safari au Soudan

Sa silhouette transparente domine le centre de Khartoum et les banlieues allongées sous les ficus. C'est le treizième hôtel de la chaîne Méridien ouvert récemment dans la capitale soudanaise. Il reçoit surtout dans ses cent trente-cinq chambres une clientèle d'hommes d'affaires. Mais il pourrait devenir rapidement, surtout si Air France met à exécution son projet d'ouvrir une escale à Khartoum, « la porte des safaris » (chasse ou photographie) que le Soudan — le plus grand et, dit-on, le plus giboyeux des pays d'Afrique — commence à organiser.

Les amateurs de vieilles pierres ne tarderont pas aussi à passer par Khartoum pour aller voir les pyramides de Meroe ou les palais arabes de Soualkin, sur la mer Rouge.

★ Hôtel Méridien : réservations au 737-15-70.

Balade en forêt de Brocéliande

Loin du bruit et des foules, un nouveau sentier de grande randonnée — GR 37 — dans cette Bretagne intérieure encore négligée par les touristes. Sur les traces de Du Guesclin et à travers la légendaire forêt de Brocéliande, le promeneur suivra l'un des plus beaux parcours que puisse proposer la Haute-Bretagne. De Vitré à Josselin (277 km), le paysage n'est jamais monotone.

Le topo-guide de plus de cent pages, édité par le Comité national des sentiers de grande randonnée, fait une place toute particulière à l'architecture, de la plus humble chaumière de granit aux fières citadelles de Vitré ou de Josselin.

★ Sentiers des Marches de Bretagne, à l'Argoat GR 37, C.N.S.G.R., 3, square du Bois-Perrin, 35000 Rennes.

Disposez d'une voiture avec ou sans chauffeur le temps désiré, quand vous voulez.
Auto Service Minicab
644.24.72
13 ter, rue Auguste-Gervais 92130 Issy-les-Moulineaux

CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST
ASIE
Tous renseignements
Voyages individuels
Groupes - Charters
Voyages d'études
163, AVENUE DU MAINE, 75014 PARIS - TÉL. : 539-37-36
Ouvert du lundi au samedi inclus, 9 h. 30-19 h.
Métro : Mouton-Duvernet - Autobus : 28, 38, 58, 68, 82

NOEL AU LARGE D'ALEXANDRIE
LE JOUR DE L'AN EN VUE D'ISTANBUL...
A BORD DU PRESTIGIEUX ACHILLE LAURO
DEPART DE GENES LE 23-12-76 - RETOUR A GENES LE 06-01-77
8 ESCALES : NAPLES, ALEXANDRIE, PORT-SAID, HAIFA, IZMIR ISTANBUL, LE PIREE, CAPRI.
les prix : à partir de 3140 F par pers. en cabine à 4 lits. à partir de 3800 F en cabine à 2 lits.

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à C.I.T. 5, bd des Capucines, 75002 PARIS - Tél. 073.40.85
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure "Croisières de fin d'année, Achille Lauro".
Nom _____ Prénom _____ LM
Adresse _____
Ville _____ Code Postal _____
SMPA/DT. LIC. A 18

un choix immense de résidences en location mer et montagne pour vos vacances
Location Loisirs
5, r. Juiverie 73000 Chambéry/T. 79/33.09.45

"Croisière-Découverte" Paquet
"La Méditerranéenne"
13 jours/10 escales: 2 495 à 7 000 F.
Toulon/Palerme/Malte/Nauplie/Izmir/Rhodes/Alexandrie/Haïfa/Le Pirée/Syracuse/Capri/Toulon.
Départs les samedis 25 septembre; 9, 23 octobre; 6, 20 novembre; 4 décembre.
Sur un navire heureux : "Azur"... cabines confortables, solarium, piscine, volley, home-trainer, cinéma, danse, night-club, causeries avec projections, Luna-Park, etc... sans oublier la bonne chère!
... des croisières "décontractées" : en mer, à terre, libre comme l'air! Libre de visiter les temples grecs et les pyramides, ou de préférer la baignade ou la balade à vélo.
Renseignements et documentation : toutes agences de voyages.

Studios Gérard
CROISIERES PAQUET DECOUVERTE
Prenez le large avec Paquet!
LAV 490 A

Tourisme

LE CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS : LES PROMESSES D'UN DÉFICIT

IMMENSE, ce Centre international de Paris (CIP). Un auditorium de quatre mille places, 5 000 mètres carrés de halls d'exposition, 19 salles de commissions, des équipements audio-visuels très modernes. Et pourtant, inauguré il y a deux ans à peine, le bâtiment ne tient à flot qu'avec difficulté. Un prestige de béton ancré à quelques encablures de l'Etoile. Plus une belle réalisation qu'une bonne affaire. Le déficit de la société d'exploitation du Palais des congrès est actuellement de 10 millions de francs, celui du CIPCOM (Centre international et parisien du commerce). La société qui gère la galerie marchande qui s'y trouve, atteint le même chiffre.

En quelques années, le marché des congrès s'est considérablement modifié : les réunions de plus de trois mille personnes, les congrès-mammouths pour lesquels le CIP a été construit, sont passés de mode. Dans le monde, leur nombre a diminué en 1975 de 20 %. La crise économique, une conception nouvelle de la communication, ont contribué et précipité le CIP dans les embarras financiers qu'il connaît actuellement. *« Il n'y a pas d'exemple au monde où un palais soit rentable*, expliquent les responsables du CIP, *et jamais, d'ailleurs, la chambre de commerce et d'industrie de Paris, maître d'œuvre du centre, n'a espéré rentabiliser cette opération. Quelle qu'ait été par la suite l'évolution du marché, il fallait, de toute façon, une salle de quatre mille places à Paris... »*

Pourtant, sans partager l'optimisme des spécialistes, comme le professeur E. Alkjaer, économiste danois qui, en 1969, estimait qu'aux environs des années 80 il y aurait une croissance de 47 % des congrès dans le monde, les instigateurs du CIP n'auraient pas imaginé, il y a cinq ans, que le marché atteindrait à peine un développement de 3 % en 1976.

Il y a aujourd'hui moins de congrès dans le monde, et, en même temps, la concurrence s'intensifie. Londres bâtit son deuxième palais, Cannes étudie un nouveau projet, Vienne achève sa seconde réalisation. En face des établissements privés, qui doivent gérer au plus près, de nombreux centres, construits et subventionnés par des gouvernements « cassent les prix ». C'est le cas des équipements des pays de l'Est, mais ce ne sont pas les seuls. En Argentine, par exemple, pour obtenir en 1978 la présence d'un congrès de cancérologie, le gouvernement a largement participé aux frais des congressistes. Devant l'âpreté du marché, les responsables du Centre de Paris ont à faire fonctionner une entreprise qui, dans une passe difficile, apparaît comme des plus hétéroclites. Un hôtel de mille chambres, géré par la société du Louvre, des parkings dont l'exploitation a été abandonnée à la société B.P., un centre commercial sous la responsabilité du CIPCOM, le président-directeur général du Centre, M. François Castex, a bien du mal à satisfaire ces différentes parties prenantes.

Les pièges de la souricière

Ainsi, pour rentabiliser l'auditorium, ou du moins en réduire les déficits, les spectacles nombreux et divers ont remplacé les congrès. Mais les commerçants des boutiques de Paris n'y trouvent plus leur compte, disent-ils. Ils se sont regroupés dans une Union : *« On nous avait promis « une souricière », d'où les congressistes n'auraient pu échapper, et ce n'est pas le cas*, explique M. René Denis, président de l'Union. *Par exemple, à l'origine, les cinémas devaient avoir leurs sorties dans la galerie. Pour des raisons de sécurité, le public sort directement dans la rue. La galerie du niveau 1 est difficile d'accès et mal conçue. On sent que les boutiques ont été rajoutées après coup. » « Sur les soixante-dix boutiques*, répond M. Castex, *il n'y en a qu'un tiers environ dont le chiffre d'affaires n'est pas satisfaisant, mais ce pourcentage n'est pas plus mauvais qu'ailleurs. Pour qu'un centre commercial fonctionne, il faut attendre de trois à cinq ans. »*

Pour les responsables actuels, la situation est donc loin d'être catastrophique. Ils estiment qu'avec des expositions de plus en plus nombreuses, des spectacles, une meilleure promotion, une « fidélisation » de la clientèle, et la prospection de la zone de « chalandise » — c'est-à-dire celle du public habitant à proximité du centre — le CIP parviendra à redresser son déficit. Ce sera sans doute au prix d'une difficile reconversion.

Déjà, elle est amorcée par les boutiquiers qui ont changé leurs produits à la vente. Ils ne s'adressent plus aux seuls étrangers et les marchandises de luxe ont été remplacées par des articles moins onéreux. *« Nous devrions avoir des milliers de congressistes*, dit M. Jacques Bonsard, locataire du Café de Paris, *et l'établissement était conçu pour les recevoir. Nous devions faire de la cuisine pour les étrangers. La clientèle parisienne des spectacles ou des expositions est tout à fait différente. Il faut s'adapter et cela demande de lourds investissements. »* Ce brusque changement de cap ne va pas sans quelque déchirement en effet. Trois ou quatre boutiques sont actuellement en vente. Plusieurs ont dû fermer. *« Cette idée d'avoir fait un centre pour les étrangers est fausse*, reconnaît aujourd'hui M. René Denis, *car les gens qui viennent en France ont envie de connaître le pays, non de rester dans un endroit international et anonyme. »*

Cette reconversion sera-t-elle possible ? Ce qui convenait aux grands congrès s'adaptera-t-il aux réunions plus modestes et aux spectacles de toute sorte ? Le marché des congrès s'est, certes, modifié très rapidement mais, au moment où la chambre de commerce décida de son investissement, il y a une dizaine d'années, avait-on pour autant bien défini le phénomène ? On pensait alors plus à des congrès où l'on s'amuse — alibis ou récompenses — qu'à des occasions de véritables communications. Aujourd'hui, de telles réunions où l'on échange le savoir sont devenues indispensables à toutes les catégories socio-professionnelles et les galeries marchandes n'intéressent plus autant ce type nouveau de congressistes, « buiâtres » — ou « chirurgiens plastiques » — qui viennent là avant tout pour s'informer.

Cette utilité simple a-t-elle été assez présente dans l'esprit des bâtisseurs du CIP qui ont voulu dans un même lieu réunir trop d'activités différentes et pas nécessairement complémentaires, et satisfaire trop d'intérêts divers ?

On peut bien transformer toutes les lignes Maginot en résidences secondaires, il restera toujours quelque chose de l'ancienne erreur.

Ch. C.

La séduction par les images

« PRENONS LE TRAIN »

L'AFFICHE dans la salle d'attente montre Paris photographié la nuit. Deux points lumineux émergent de la pénombre : le Sacré-Cœur sur sa colline et, au premier plan, des wagons éclairés dans lesquels ont pris place des voyageurs en partance. L'affiche dit : « Prenons le train. » Sur le marché disputé du transporté, où les besoins à satisfaire — vitesse, confort, moindres prix — sont les mêmes, face à la vitesse de l'avion et à la liberté que procure l'automobile, comment la S.N.C.F. conçoit-elle sa publicité ? Comment les chemins de fer français, qui ont transporté 7,3 milliards de voyageurs/kilomètre en 1975 sur la banlieue et 38,7 milliards de voyageurs/kilomètre sur les grandes lignes, vendent-ils leur produit, le train ?

Tâche difficile au départ : « Nous ne vendons pas un objet mais des services », fait remarquer la S.N.C.F. Notre premier but est de faire connaître nos prestations afin de les vendre. « Pour la S.N.C.F. donc ; l'information prime. » Elle doit suffire à indiquer au voyageur ce qu'il peut attendre de nous. C'est par elle que nous devons gagner des clients. La publication l'an dernier d'un « Guide pratique de la S.N.C.F. » contenant des précisions sur les différents services répond notamment à cette préoccupation.

Son action d'information, la S.N.C.F. la mène sur deux plans : de façon générale et constante, elle rappelle les qualités et les avantages spécifiques du train. De façon ponctuelle, en liaison avec la direction commerciale, elle annonce, par des campagnes, la mise en circulation de nouveaux matériels, l'entrée en vigueur de nouvelles relations. Elle assure la promotion de certains services ou de certains tarifs en les portant à la connaissance du public.

« Prenons le train », cette invitation formulée le plus simplement du monde, comme une chose allant de soi, s'inscrit évidemment dans la perspective la plus générale. Mais souvent les slogans sont plus personnels. Toute une série, par exemple, mettait l'accent sur les qualités du train : « Vitesse, confort, exactitude », « Par tous les temps... », « De jour comme de nuit... le train ». Ces textes, simples et vrais, ont un rythme, une cadence comme le train qu'ils désignent.

Cette publicité qui se dit au premier chef informative va quelquefois plus loin. Elle pousse des pointes chez les voisins bien que prudemment, la S.N.C.F. préfère parler de « compétition » plutôt que de « concurrence ». Dans ce domaine, l'automobile est l'adversaire redoutable, surtout sur les distances moyennes (200 à 300 kilomètres). Pour gagner davantage d'automobilistes, les tactiques varient : on prend le conducteur sur son propre terrain en lui proposant de transporter sa voiture en bagage. C'est le cas des trains autos-couchettes. D'une façon plus générale, depuis un certain temps, on améliore le confort des usagers de deuxième classe, qui représentent 80 % de la clientèle. Ce voyageur était celui qui, jusqu'ici, nous échappait le plus et qui était le plus tenté de nous préférer son automobile, déclare la S.N.C.F. A son intention et à la suite d'un sondage auprès des usagers, les trains Corail ont été étudiés, puis mis en service. La publicité les a définis comme la voiture qui va vous faire aimer le train. La « voiture » est ici l'occasion d'un jeu de mots.

Bien moins innocente est la série de huit annonces parues dans la presse écrite au début de l'été. « On peut rouler à 160 sans faire d'excès de vitesse », lit-on sur le double page d'un magazine où l'Etendard file à travers un champ de blé. La photo est très belle. Grâce à la technique utilisée — balayage photographique — on obtient un train très net dans un paysage flou jusqu'à l'abstraction. La vitesse mentionnée — 160 — est l'allure de la plupart des rapides de la S.N.C.F. C'est aussi la vitesse à laquelle rêvent la plupart des conducteurs et qui leur est actuellement interdite. Dans cette série, on peut voir aussi une autoroute paralysée par les embouteillages et une légende : « On dirait que certains Français ne sont pas pressés. » Ce n'est pas par hasard non plus si cette publicité est parue au début de l'été au moment où les automobilistes ont plus particulièrement à souffrir des bouchons. »

Travail d'artistes

L'offensive ne s'arrête pas là. « Pour faire du 130 de moyenne, dit le conducteur d'une CC 500 en montant dans sa cabine, sortez de la route. » Le ton n'est plus celui de l'invitation. C'est un ordre. Qui plus est, sortir de la route pour un automobiliste est généralement associé à une expérience désagréable, voire dramatique.

Les pointes dirigées contre le transport aérien, particulièrement compétitif sur une distance de 700 à 800 kilomètres, sont beaucoup plus émoussées. « Par rapport à l'avion, nous ne pouvons pas parler de vitesse, reconnaît la S.N.C.F. Alors nous nous plaçons sur le terrain du confort, qui se fait de plus en plus restreint à bord des appareils. » En lançant la campagne « Voyagez heureux, voyagez couché », la S.N.C.F. proposait donc à l'usager le confort allongé sur un parcours de nuit, c'est-à-dire sans perdre de temps sur sa journée de travail.

Pour « véhiculer » son produit, la S.N.C.F. préfère l'affiche dessinée à la photographie, qu'elle considère comme plus réaliste. « Nous estimons que la publicité doit davantage séduire que choquer. C'est pourquoi nous cherchons à attirer l'attention par quelque chose de beau, de plaisant, de sympathique. » L'affiche oblige, en outre, l'artiste à faire une synthèse des différents éléments à mettre en évidence, et c'est cette synthèse qui frappe. » Ainsi, pour illustrer l'emprunt 1972, qui devait financer des dépenses d'équipement, et au moment où la S.N.C.F. commençait à introduire l'informatique dans ses services, Hervé Morvan eut l'idée de faire circuler un train à grande vitesse sur un viaduc fait de bandes perforées.

L'affiche S.N.C.F. est souvent aussi un tableau. Dans la série « La France vue par les grands artistes contemporains », les chemins de fer français ont fait appel depuis trente ans à des peintres comme Marquet, Utrillo, Dufy, Foujita. La série sans doute la plus célèbre étant celle qui fut confiée à Dali.

Il arrive aussi qu'une commande publicitaire soit aussi belle qu'une toile abstraite. Pour illustrer la campagne « Rapidité, Régularité », Excoffon a évoqué non pas un train mais le passage d'un train à très grande vitesse. La composition linéaire, volontairement floue, fait appel à des teintes fortes, le noir et le blanc sur un fond orange qui fait penser au soleil couchant.

Savignac, Eric, représentent à la S.N.C.F. le style sympathique. Leurs personnages sont bouclés, petits, replets. Désireux de toucher le public le plus large possible, ils ressemblent à tout le monde.

Cela n'empêche pas, bien au contraire, la S.N.C.F. de nuancer sa publicité selon la clientèle qu'elle souhaite atteindre. Dans le cadre de la campagne « Pour voyager heureux, voyagez couché », destinée à tous les usagers, Eric a choisi une petite dame couchée et bordée dans une couverture écossaise ; alors que, pour « Une nuit en voitures-lits », Villemot a représenté sur fond bleu une jeune femme très brune chargée de perles et reposant sur un oreiller rose. Le soin, le « sophistication », sont poussés jusque dans le choix de deux caractères typographiques différents : l'un élégant pour les mots « une nuit », l'autre plus technique pour le matériel, « les voitures-lits ».

La S.N.C.F. a son propre service de publicité et de diffusion. Mais elle fait aussi appel à plusieurs agences qu'elle met en compétition. « Il faut du temps en temps, dit-elle, faire souffler un air neuf. »

FLORENCE BRETON.

Quel que soit l'état de vos précédentes relations avec ce noble animal, vous pouvez choisir entre un entraînement raisonnable ou intensif : option village ou option centre équestre.
Vous disposerez d'un ensemble complet, une piste cavalière de 4 kilomètres, 4 manèges dont 2 olympiques, 90 chevaux. Des moniteurs, supervisés par un champion olympique, sont chargés des stages pour le dressage et le concours hippique.
Et, après tout, si vous ne voulez pas devenir un cavalier émérite, devenez culturiste, pongiste, yogi, joueur de golf ou tireur à l'arc. Vous n'avez que l'embarras du choix.
90 Champs-Elysées Paris 8e - Place de la Bourse 75083 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Havas-Voyages de votre ville.

MONCEAU VOYAGES

Voyage en BOEING
de la Compagnie PAN-AM
Départ : 10 novembre 76
Retour : 14 novembre 76

Long week-end à New-York

(Accompagnateur français)

Hôtel PRINCE GEORGE

Prix : 1.800 francs

Le prix comprend : voyage aller-retour, transfert, aller et retour aéroport petits-déjeuners, visite de la ville.
supplément en chambre individuelle : 100 F

Renseignements et inscriptions :

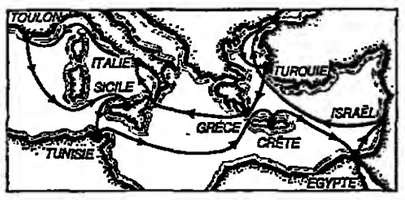
MONCEAU VOYAGES
83 bis, rue de Courcelles. — 75017 PARIS
Tél. : 924-92-14 - 924-92-73

Licence A 536

Cette année, passez les fêtes en Méditerranée...

Croisière "Noël en Terre Sainte"

SICILE•TUNISIE•CRÈTE•ÉGYPTE•ISRAEL
TURQUIE•GRÈCE•ITALIE



à bord d'Azur

Du 18 décembre au 2 janvier
Départ de Toulon
15 jours.
A partir de 3.600 F.

Vivez le Noël le plus exaltant de votre vie à Jérusalem, Bethléem, Nazareth. Suivez le sillage des croisés et *visitez Palerme,* Carthage, les pyramides, Istanbul, Smyrne, Athènes... Réveillonnez en mer au champagne... Partez sur Azur, *le plus décontracté* des navires-croisières !

Prenez le large avec Paquet.

CROISIÈRES PAQUET DÉCOUVERTE

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 266.57.53
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 82.14.88.

Tourisme

AU MANOIR DE SAINT-CHAMASSY DANS LE PÉRIGORD

Les singes ne reçoivent que sur rendez-vous

C'EST l'un des plus charmants et des plus étranges manoirs du Périgord. Une maison à tourelles entourée de 35 hectares de prés et de bois, perchée sur une colline dominant la Vézère ; mais, à l'entrée, des *panneaux péremptoires : chasse* et visites interdites, on n'est reçu que sur rendez-vous. Que cache cette retraite ? Un élevage de singes d'Amérique du Sud. Au nombre d'une quarantaine, libres pour la plupart, ils vont et viennent le long de câbles tendus entre les toits des communs et les bosquets d'alentour. Hurleurs, sakis et ouistitis, petites boules de fourrure que surmonte une queue en point d'interrogation, on les voit déambuler sur ces lianes artificielles comme des funambules. Dans les communs, ils savent retrouver leur jardin d'hiver — des perchoirs au soleil et à l'abri du vent, — dortoirs chauffés, réfectoire où sont servis des plateaux-repas, et salles de soins. Seules deux familles de laineux demeurent en cage. Habiles et vigoureux, ils pourraient, si l'envie leur en venait, mettre toutes les tuiles du manoir par terre en deux heures. Les autres circulent à leur guise.

Chaque clan a délimité un pan de forêt proche de la maison où il va grignoter des insectes, des feuilles et des baies. Rien ne les empêche d'en sortir mais rien non plus ne les attire au-delà des frontières qu'ils se sont naturellement fixées.

Ainsi vit et prospère depuis cinq ans un centre d'étude des primates sans doute unique au monde. D'abord parce qu'il est spécialisé dans les singes d'Amérique du Sud, extraordinairement fragiles et donc fort peu connus, ensuite parce que, pour la première fois sous nos climats, les animaux peuvent être observés en liberté.

Les « éleveurs » ne sont pas moins surprenants que leurs pensionnaires. Lui, c'est Scott Lindbergh, mince comme un adolescent, fils du célèbre aviateur américain qui franchit l'Atlantique en 1928. Il était étudiant en psychologie et passionné de course automobile. Il publie aujourd'hui ses observations dans les revues savantes. Elle, c'est Alika, son épouse, haute comme trois pommes, jolie comme un cœur, bourrée de talents divers mais habitée par une seule passion, celle des animaux. Elle fut comédienne, illustratrice, maquettiste de haute couture, et peintre surréaliste. La voici écrivain avec autant de bonheur. Coup sur coup deux livres d'elle : *Nous sommes deux dans l'arche* et *Quand les singes hurleurs se tatront*, sont sortis récemment (1). Elle y raconte son coup de foudre pour les singes et la singulière entreprise dans laquelle elle et Scott se sont lancés. Elle y tire surtout la leçon de leurs observations. Celles-ci portent sur sept ans — deux en Alsace, où était installée la première singerie, et cinq en Dordogne. C'est-à-dire près de trois mille journées d'étroite cohabitation avec les primates, sans un seul instant de vacances.

Les singes, dit-elle, ont tout naturellement la notion du couple et de la famille. Ils pratiquent la limitation des naissances mais se montrent d'excellents parents. Les mères apprennent à leurs petits que toute société a ses règles — dont la première est le respect d'autrui — et qu'il y a des rituels nécessaires. La situation du chef de clan découle davantage du sens des responsabilités et de l'expérience que de la supériorité musculaire. Les singes n'ont guère le sens de la compétition, mais tout à fait celui de l'humour. Ils rient de leurs propres malices et, pendant les jeux, toute hiérarchie disparaît. Ils ont un instinct infaillible pour choisir la meilleure nourriture et les plantes médicinales dont ils peuvent avoir besoin. Ils sont si proches de nous que, pour les soigner, mieux vaut faire appel à un pédiatre qu'à un vétérinaire. Ils ont un sens esthétique certain, l'oreille musicale, la *mémoire mélodique, le goût* des parfums comme celui des formes et des couleurs harmonieuses.

Non seulement ils sont intelligents — ce qu'on savait depuis longtemps — mais ils sont courageux, altruistes et font preuve d'une extrême affectivité. Lorsqu'ils arrivent en Europe ils ont davantage besoin d'affection que de nourriture et de locaux convenables.

« *Et que savons-nous d'un éventuel sens religieux chez ces animaux ou de leurs contacts mystiques possibles avec ce grand tout mystérieux où ils naissent comme nous ?* », demande Alika. « *En tout cas*, conclut-elle, *j'observe chez les primates un ensemble complexe de sentiments et de pensées que chez l'homme on appelle une âme. Et je ne vois pas au nom de quoi je leur refuserais cet attribut.* »

L'homme prédateur

De ces prémisses hardies qu'elle étend d'emblée à l'ensemble du monde animal, Alika Lindbergh tire immédiatement une série de conséquences. « *Nos relations avec les bêtes sont fondées sur une sorte de racisme*, dit-elle. *Elles doivent changer du tout au tout. Je veux fonder une nouvelle morale basée sur le respect des autres espèces.* » D'où la condamnation sans appel des zoos, du commerce des animaux exotiques, des expériences de laboratoire, des mauvais traitements.

Alika verse-t-elle dans l'anthropomorphisme un peu bêtifiant des mémères à chiens-chiens ? « *Je les ai en horreur*, s'exclame-t-elle, *car elles font de l'animal un jouet à qui elles font payer toutes leurs frustrations.* »

Faut-il donc devenir végétarien ? « *Pas du tout. L'homme est un prédateur et il serait absurde de lui dénier le droit de tuer pour manger la viande dont il a besoin. Cela dit, nul besoin de faire des abattoirs un calvaire.* »

Les Lindbergh appartient donc au vaste mouvement de la protection des animaux des arguments originaux, tirés d'une expérience exceptionnelle et à caractère « scientifique ».

Les réactions à leurs livres ne sont pas moins intéressantes : incompréhension chez les voisins périgourdins, réprobation muette chez les croyants, enthousiasme chez les zoophiles. « *Bravo*, écrit-on à Alika, *je n'osais pas exprimer ce que vous écrivez. Que peut-on faire pour vous aider ?* » Intérêt marqué chez les naturalistes. Plusieurs professeurs du Muséum sont venus en Dordogne. L'expérience d'acclimatation, au moins, les passionne. Ils ont promis leur appui à l'association pour la restauration de la nature (2) que les Lindbergh viennent de créer.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) « Nous sommes deux dans l'arche », « Quand les singes hurleurs se taisent », par Alika Lindbergh. Presses de la Cité, 220 pages, 30 F chacun.
(2) Association Lindbergh pour la restauration de la nature, Saint-Chamassy, 24260 Le Bugue.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Diapotel WELCOME, bord de mer. Télex 470281 - Tél. : (93) 80-70-26

Mer

ILE DE JERSEY
(Iles Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75.000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Hélier, un shopping détaxé à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs, écrivez en timbrant à 1,40 F à Office National du Tourisme, Service France LM 1 Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX 4ème N. App. calmes. 49 à 75 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles 2, place de la Comédie - BORDEAUX. Parking assuré - Tél. : 52-84-03 à 06

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1re classe, centre, près gare centrale « Wiesenhüttenplatz 28 ». Tél. 1949/611/230571 TX 04-12808.

Angleterre

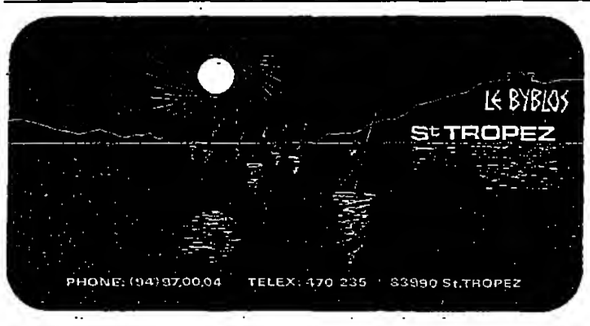
KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington. F 50, breakfast, taxe inclus. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Dir. E. Thom - 01-589-8288.

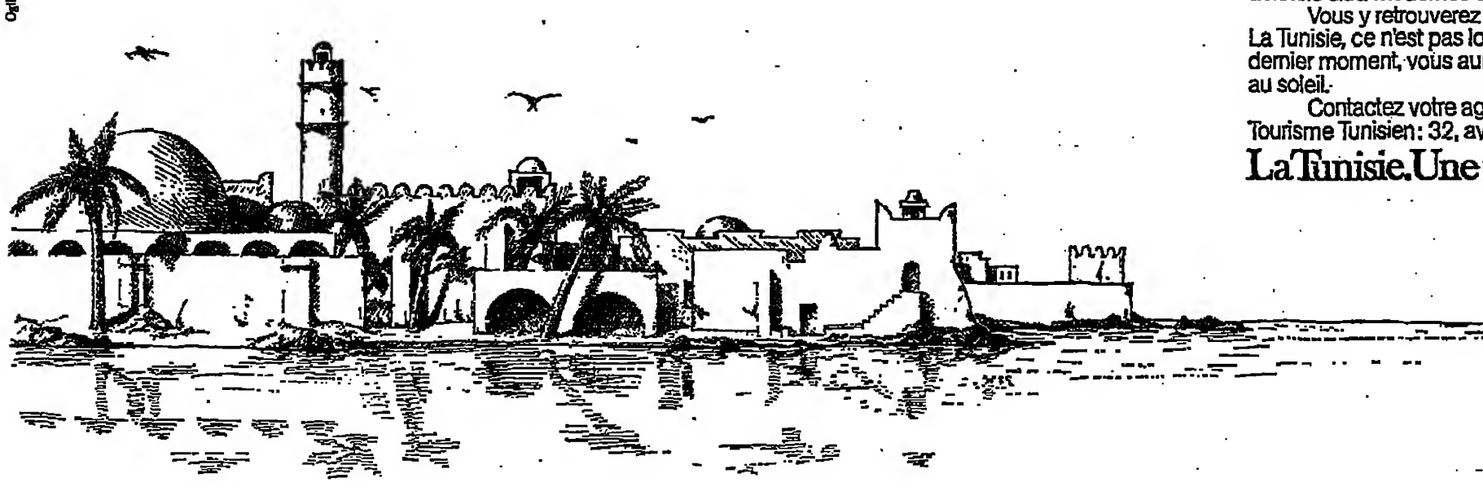
Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1re catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès FS 520. Piscine couverte. Télex 74232.



Le soleil est parti avec les hirondelles. En Tunisie.



Même les hirondelles le savent. La Tunisie, c'est vaste et accueillant : 1200 km de plages, et des centaines d'hôtels ultra-modernes et confortables.
Vous y retrouverez sans peine le sens de l'espace. La Tunisie, ce n'est pas loin. Et même si vous partez au dernier moment, vous aurez toujours votre place au soleil.
Contactez votre agent de voyage ou l'Office du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra. 75002 Paris.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

Ogilvy & Mather

هكذا عن الأصل

هكذا في الأصل

Tourisme

TAUROMACHIE

Avec les anciens du « toro-business »

ENTRES aux arènes le samedi, nous en sortîmes le dimanche... Les annales dacquoises n'en sont plus, on l'a dit, à une bizarrerie près ! Il est vrai que le paseo s'était déroulé à 9 heures, que le cartel groupait huit matadors, qu'ils n'estoquèrent pas moins de onze taureaux et qu'il ne s'agissait pas tout à fait d'une corrida, mais plutôt d'un « festival ». Une brochette de toreros célèbres plus ou moins retirés des arènes, revêtus non du costume de lumière, mais du traje corto, pantalons longs de cuir, sombrero, veste courte — que portent les hommes voués en Andalousie et dans le campo charro au service du couple cheval-taureau, — étaient rassemblés pour affronter des novillos de trois ans ou moins dans un climat de cordiale émulation, comme en se jouant, mais non sans risque.

Etrange soirée, qui nous fit revivre un quart de siècle de l'histoire de la tauromachie — depuis les frémissants débuts d'Aparicio et de Litri en 1948 — et réfléchir sur ce que fut cette époque, celle qui suivit de près la mort de Manolete et fut marquée à la fois par l'abâtardissement du taureau de combat et par la maîtrise des trois grands absents de cette soirée-là : Luis-Miguel Dominguin, Antonio Ordoñez, et celui dont on commémorait la dernière apparition en public, un an plus tôt dans les mêmes arènes, quelques semaines avant sa mort : Antonio Bienvenida, tué en octobre 1975 par un taurillon apparemment inoffensif.

Décadence

Age d'or de la tauromachie, ou traversée du désert ? Du ton inimitablement chagrin qu'il prend pour parler de tout ce qui n'est pas la tauromachie à l'ancienne (y suit-il seulement un vrai torero depuis Joselito ?), le grand critique espagnol Vicente Zabala grommelait à la sortie des arènes de Dax : « Vous acclamez ces toreros lamentables qui ne savent même pas tuer un taureau ! Vous ne savez pas ce que c'est que la vraie tauromachie ! »

Trop long, ce défilé des souvenirs ? Oui. Mais comment revoir sans un peu d'émotion Litri le téméraire, nanti d'un bedon rassurant et d'un élevage dont il exhiba ce soir-là quelques produits revêches, ou ce macho de Jaime Ostos, ressuscité de tant de combats qui le laissèrent pour mort, ou même le nouveau sarment indien qu'est resté Curro Girón, que je vis entrer un jour dans les arènes de Bilbao où l'attendaient des Miuras gigantesques, les joues plus vertes que son costume émeraude, recroquevillé de peur dans sa cape, marchant comme à l'échafaud, et qui garda pour lui, ce soir-là, l'oreille du triomphe ? Et puis on fit fête à Chamaco, devenu un prospère armateur de Barcelone, qui fait toujours de sa cape une flamme dansante et salit si bien, d'un coup de poignet donné comme un coup de fouet, enrouler autour de lui le taureau aux pattes les plus dures ? On retrouve aussi, incomparable, l'aficion d'Andrès Vazquez, conquistador au visage de cuir qui foulé à quarante ans le sable du ruedo avec le même inguérissable orgueil que Barrault les planches de son théâtre, et le banderillero Luis Gonzalez, sourire d'enfant et jambes d'acier, que nul contemporain n'aura égalé.

Le déserteur

Et puis il y eut ce moment, ce morceau baroque qui valait à lui seul le voyage. Diego Puerta, accueilli par le public dans un grand élan d'affection, a « séché » devant le sixième taureau, un fieffé déserteur. Il demande sa revanche, qu'on lui offre face à un novillo de Litri. Rude bête, qui expédie au sol cheval et picador. L'homme se relève, pas l'animal, effilé contre la barrière. On tente en vain de le ranimer, de le relever. Voici venu le moment de la faena. Un cheval, même agonisant, dans l'arène, à l'heure de la vérité, du tête à tête entre le taureau et le matador ? On n'a jamais vu ça. Pourquoi pas le corps de Don Gormas à l'avant-scène, au deuxième acte du Cid ? Bah ! tait Puerta, on verra bien. Et de prendre le novillo dans les plis de sa muleta, et de le conduire comme un papillon dans un filet, et de donner le plus allègre festival, le plus pimpant récital de sa carrière de Fantan la Tulipe du toreo. Le coup d'épée lui-même est bon.

Mais au moment où Diego, un sourire de fête éclairant une fois encore son visage à la Murillo, se retourne, épée levée, vers le public ravi, voilà le cheval, le cheval mort, qui se relève, et qui part, nonchalamment, vers la grande porte. Cet animal de goût s'est offert, à bon compte et bien assis, l'une des meilleures et des dernières faenas de la carrière d'un dos plus fameux toreros de son temps. Qui dit que les chevaux sont bêtes ?

JEAN LACOUTURE.

BILAN VACANCES

Le Nord s'est mis à l'été

LE soleil méditerranéen qui a inondé le Nord pendant quelques mois a eu pour conséquence d'étaler la saison touristique de la mi-juin à la mi-septembre, alors que d'ordinaire elle se concentrait sur juillet et août. Beaucoup de monde partout sur le littoral, de l'embouchure de la Somme à la frontière belge et dans les vallons de l'Avesnois. A défaut de statistiques, on a le sentiment très net que les Nordistes, cette année, trouvant le soleil chez eux, ont été moins tentés par les grands déplacements. Ce qui explique peut-être quelques chutes de fréquentation dans d'autres régions.

Dans les stations balnéaires du Nord, les trois quarts de la clientèle étaient constitués de régionaux ou de familles de la région parisienne. On a cependant observé un accroissement du nombre des étrangers (25 % à 30 %), avec une régression des Britanniques et des Belges, mais une progression sensible des Allemands et des Hollandais. Un restaurateur de la côte d'Opale constate : « *C'est une clientèle nouvelle, car il ne s'agissait pas cette fois d'anciens combattants allemands venus en pèlerinage, mais d'un nombre assez impressionnant de jeunes... Il nous reste à savoir les retenir...* »

Dans cette région, en effet, une bonne saison comme celle-ci met plus cruellement encore en évidence le manque et la vétusté des structures d'accueil : une capacité hôtelière insuffisante, de nombreux établissements qu'il faudrait rénover. Les estivants réclament de plus en plus un minimum de confort que tous les établissements ne peuvent leur offrir. Ce qui, pour les hôteliers du Nord, supposerait des investissements considérables, et comment prendre le risque quand « *on ne travaille que deux mois par an* » ? Hormis Le Touquet, où l'accueil de nombreux congrès permet un « tourisme des quatre saisons », pour le reste de la région, il faut encore jouer toute une année sur les mois de juillet et d'août.

Les campings, eux aussi, ont été très fréquentés, mais là encore les équipements sont très disparates. Quant aux gîtes ruraux, ils sont insuffisants. Le Nord n'a pas encore de Villages de vacances familiales (V.V.F.). En 1977, on pense en ouvrir un à Sangatte, près de Calais.

A vrai dire, cette région n'est pas encore bien armée pour le tourisme d'été. Une capitale comme Lille, qui voit passer de nombreux étrangers pour de courts séjours, commence à s'organiser afin de mieux faire connaître ses richesses architecturales et son musée qui, en dépit d'œuvres célèbres, n'a accueilli qu'un millier de visiteurs en juillet. Le syndicat d'initiative qui s'est installé, il y a peu, au palais Rihour, bâtiment construit au seizième siècle pour Philippe le Bon et dont il reste de très belles salles, entreprend d'ores et déjà une action plus forte et plus dynamique.

Le filon touristique de la côte d'Opale, dont la région du Nord a tant besoin, est aussi mal exploité. Non seulement les moyens de communication — il n'y a pas de grandes transversales, par exemple, de Lille vers Calais et Boulogne — font défaut, mais chaque commune travaille pour son propre compte et ne parvient pas à faire face aux exigences actuelles des vacanciers. Seul dans la vallée de la Course, au sud du Boulonnais, un syndicat intercommunal a déjà tenté d'y répondre. C'est un exemple qui pourrait être médité avec profit par les communes du littoral pour un aménagement rationnel de la côte. Mais on n'en est pas encore là...

GEORGES SUEUR.

RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

Un Holiday Inn pour la S.B.M.

La Société nationale de financement (société d'Etat monégasque au capital de 1 million de francs) vient d'acquérir l'hôtel Holiday Inn qui avait été ouvert le 25 avril 1972 à Monte-Carlo. La vente comprend le restaurant, le cabaret et les fonds de commerce exploités dans l'immeuble. Un deuxième acte passé entre les deux sociétés prévoit que l'Holiday Inn garde la gérance libre de la totalité des fonds jusqu'à la fin de l'année. Aucune décision n'a, semble-t-il, été prise en ce qui concerne la désignation de la future société d'exploitation. On pense généralement, toutefois, à la Société des bains de mer, dans laquelle l'Etat monégasque est majoritaire. L'établissement continuera de fonctionner avec le même personnel.

Congrès Made in France

Les trois villes de Cannes, Nice et Monte-Carlo ont présenté, mercredi 29 septembre, à la presse une nouvelle association, l'INCOM (International Convention Organisers Meeting), dont le but est de promouvoir les congrès français sur le marché national et international.

La France, qui, actuellement, reçoit environ trente-quatre mille réunions nationales et quatre mille congrès internationaux par an, peut accroître le volume de ses affaires dans un marché mondial évalué actuellement à quelque deux cents millions de congressistes par an. L'INCOM organisera un congrès des congrès chaque année dans chacune des villes à tour de rôle pour confronter les responsables de l'accueil avec les organisateurs de congrès. Le premier congrès de l'INCOM se tiendra à Cannes en octobre 1977.

Randonnées

LA FRANCE DES SENTIERS

APRES l'Année du tourisme pédestre en 1972, le Comité national des sentiers de grande randonnée a décidé de faire de 1977, à l'occasion de son trentième anniversaire, l'Année des sentiers. Avril en marquera l'ouverture avec la présentation d'un film de long métrage en couleurs de Jacques Brumet, *la France des sentiers*, la diffusion d'une série d'affiches et de documents d'information, l'organisation d'expositions et de conférences dans tout le pays.

L'opération la plus spectaculaire sera le Tour de France des sentiers, dont le premier bivouac se situera au camping du Touring-Club de France au... bois de Boulogne. Ce tour (sans caractère de compétition) revêtira une valeur symbolique en prouvant que l'on peut parcourir la France en tous sens hors des routes et du goudron, l'étape parisienne exceptée !

D'avril à octobre, durant deux cents jours et sur 4 000 kilomètres, des équipes se relaieront, chacune effectuant quinze jours de randonnée. Elles seront formées, soit par les délégations régionales du C.N.S.G.R., soit par des associations nationales (T.-C.F., Club-Alpin français, Camping-Club de France, auberges de jeunesse, scouts, etc.). Chaque relais sera le signal de manifestations régionales telles que rallyes, concentrations pédestres, festivités. Les organisateurs espèrent même que des journalistes voudront bien accompagner les randonneurs pour une durée plus ou moins longue...

L'arrivée de l'ultime équipe aura lieu à Versailles lors des assises nationales de la randonnée pédestre qui se tiendront les 21 et 22 octobre 1977. Son thème : « Les sentiers, l'homme et la nature » ; son objectif : mettre en valeur les divers intérêts des sentiers, sans se limiter à la seule promenade. S'ils ne revêtent plus l'importance économique de jadis, les sentiers gardent pour le C.N.S.G.R. « *une valeur humaine et sociale de premier plan* », comme témoin du passé, comme moyen de connaissance de la nature et du monde rural, comme moyen d'animation du monde rural, comme moyen de pratique du sport pour tous.

Le C.N.S.G.R. peut s'enorgueillir du balisage de plus de 15 000 kilomètres de sentiers de grande randonnée, effectué par des bénévoles avec un appui matériel souvent restreint de la part des pouvoirs publics. A cette action, il faut ajouter celle menée par des associations locales pour le balisage d'autres milliers de kilomètres de sentiers dits de petite randonnée, pour les promenades d'une journée ou moins.

Menaces

Face à ce bilan apparemment favorable, de lourdes menaces pèsent sur l'avenir des sentiers, dont plusieurs milliers de kilomètres disparaissent chaque année. Que ce soit par l'abandon pur et simple (avec le tracteur, le cultivateur n'utilise plus le sentier), les opérations de remembrement, le goudronnage systématique des chemins et sentiers, ou encore par la création de téléphériques, la privatisation des chemins ruraux.

Aussi le C.N.S.G.R. réclame-t-il : l'abrogation de l'ordonnance du 7 janvier 1959 autorisant les maires à vendre les chemins sur simple décision du conseil municipal ; l'inscription au PAR (Plan d'aménagement rural) et au POS (Plan d'occupation des sols) des sentiers et chemins ; la protection par la loi des sentiers et des chemins ; le droit pour les associations de marche d'agir en justice en qualité de représentants des usagers, comme cela a été accordé aux associations de consommateurs par la loi Royer.

La bataille pour la marche ne fait que commencer...

MICHEL DELORE.

★ C.N.S.G.R. : 92, rue de Clignancourt, 75883 Paris. Cedex 18 - Tél. : 255-88-73.

SHUSS
la neige est à vous!

ALPES
L'ALPE D'HUEZ
960 F 1 semaine
week-end 280 F
PYRENEES
CAUTERETS
710 F 1 semaine
AUTRICHE
LANDECK-ZAMS
690 F 1 semaine
SKI DE FOND/ALPES
St VERAN
780 F 1 semaine

le point 85
Voyages 85 / COR LUC ABBI
85 Bd Saint-Michel 75005 Paris 326 60 50
BON A DÉCOUPER
POUR RECEVOIR LA NOUVELLE BROCHURE SPORTS D'HIVER (ET CHANTERS) 76/77.
NOM
ADRESSE
M

Cavaliers, jouez au tennis.
Joueurs de tennis, essayez-vous au golf.
Golfeurs, tirez à l'arc.
Tireurs à l'arc, faites de la marche.
Marcheurs, devenez cavaliers.

Ou alors, reposez-vous. Si vous en avez le temps du moins. Car tout paraît si simple que vous avez envie de tout essayer. C'est d'ailleurs le moment ou jamais. Honnêtement, combien de fois vous êtes-vous promis pendant l'année de reprendre le tennis ou faire deux heures de piscine par semaine ?
Au Club, à Pompadour, au moins, c'est facile...il suffit de s'en remettre aux moniteurs et à leurs conseils éclairés. Vous découvrirez, peut-être, que le tir à l'arc n'est pas si difficile et qu'il n'est pas besoin de commencer l'équitation à cinq ans pour faire un bon cavalier.
90 Champs-Elysées Paris 8e - Place de la Bourse 75083 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Havas-Voyages de votre ville.

Pompadour.
Club Méditerranée.

Synergie. KAE LJC 428

Brocante

Pour l'amour de l'astrolabe

S'IL est difficile de connaître les raisons déterminantes d'une mode nouvelle dans le vêtement ou la coiffure, il est encore plus malaisé de définir les causes de l'engouement soudain des chineurs pour telle ou telle catégorie d'objets. On ne peut que constater ce phénomène, qui procure régulièrement aux brocanteurs l'occasion de tirer de leurs resserres des objets longtemps boudés par les amateurs. La demande augmentant, les prix grimpent et, du jour au lendemain, une pièce qui ne trouvait pas preneur à 100 F sera peut-être enlevée à 1 000 F.

Depuis quelques années, les instruments scientifiques du passé semblent doués d'une séduction nouvelle. Certes, il existe des collectionneurs fameux ou inconnus, qui s'appliquent à rassembler des sabliers Renaissance, des clepsydres, des cadrans solaires ou des sextants. Fins connaisseurs, ils n'achètent pas n'importe quoi et recherchent les pièces rares. Les amateurs récemment venus à l'instrument scientifique sont moins exigeants. Découvrant la beauté des outils des savants d'autrefois, ils attachent parfois plus d'importance à un globe terrestre sur son trépied, offrant à leurs rêveries dominicales ses océans pâles et ses continents aux contours flous, qu'à un anneau astronomique de cuivre minutieusement gravé. Cependant, ce dernier instrument a plus de valeur que le premier, qui a inspiré, comme le cadran solaire, de nombreux faussaires.

Ces instruments, qu'ils soient faits de bronze, de cuivre, de laiton doré, d'ivoire ou d'os, qu'ils servent à mesurer le temps ou l'éloignement de Vénus, qu'ils permettent de compter les anneaux de Saturne ou les pattes d'un puceron, ont tous un charme magique. La science moderne les a depuis longtemps reniés, rejetant avec eux les approximations poétiques et les concepts aléatoires. Ils se vengent en passant du cabinet de mathématiques au rayon des objets d'art. Désuets, dépassés, inutiles, ils prouvent tout de même une perfection artisanale et le goût raffiné du bel outil.

L'astrolabe, le plus ancien des instruments astronomiques, permettant de mesurer la hauteur des astres, de déterminer l'heure aussi bien que la latitude d'un lieu, était autrefois la règle à calcul de l'astronome. Disques de cuivre ou de laiton portant une gravure complexe sous un treillis pivotant qui n'est que la projection stéréographique du ciel, les astrolabes, parfois enrichis d'un pivot de turquoise ou d'une suspension sculptée, apparaissent comme des objets d'une inimitable harmonie de proportions. L'un d'entre eux, datant de 1460, a été vendu en 1975 à un amateur suisse pour 96 000 francs. Pièces rarissimes — il n'en existerait que mille cinq cents dans le monde — on a peu de chances de trouver de tels objets chez un brocanteur ignorant.

Rêves interstellaires

Si les sphères armillaires, ensembles de cercles encastrés représentant l'univers tel qu'on le concevait, soumis à des lois mécaniques depuis précisées, sont aussi des objets rares, restent plus accessibles les compas, les octants, les sextants, les théodolites, les rapporteurs d'angles, les cadrans solaires de toutes tailles et de toutes formes, les arbalestrilles (ou bâtons de Jacob), les graphomètres, les cercles d'arpentage, les calendriers perpétuels, les loupes à pied, les microscopes, les lorgnettes, les lunettes astronomiques et télescopes. Ce dernier instrument, véritable véhicule des rêves interstellaires de l'homme, rivé à sa planète et un peu déçu par ses promenades sur la Lune, est, semble-t-il, très recherché.

Bien qu'un télescope grégorien, en laiton doré, du dix-septième siècle ait atteint, en novembre 1975, à l'hôtel Drouot, le prix de 10 000 francs, on peut en trouver de plus modestes et de moins chers. S'il faut compter de 3 000 à 12 000 francs pour un graphomètre, de 1 000 à 7 000 francs pour un cadran solaire en argent, de 3 000 à 10 000 francs pour un cadran diptyque en ivoire et de 1 000 à 4 000 francs pour un calendrier perpétuel en bronze ou en argent, bon nombre d'antiquaires détiennent des instruments du dix-neuvième siècle, moins onéreux et tout aussi précieux. Ces derniers, sans avoir le charme des pièces orientales datant d'une époque où l'on n'était pas très sûr que la Terre soit ronde, constituent cependant de beaux objets construits dans de nobles matériaux. Il existe de nombreux spécialistes, à Paris (*) et en province. Nous ne saurions trop recommander à ceux qui veulent pénétrer le domaine des sphères armillaires, astrolabes et autres sextants, la lecture d'un ouvrage d'Hélène Demoriane publié par Hachette-Littérature sous le titre *l'Art de reconnaître les instruments scientifiques du temps passé*.

ELVIRE VALOIS.

(*) Roux-Devillas, 12, rue Bonaparte ; Hébert, 23, rue de Beaune ; Cristofer, 87, avenue Paul-Doumer ; Nicole Kramer, Village suisse, 78, avenue de Suffren (stand 15) ; Alain Brieux, 48, rue Jacob ; Gilbert Suc, 30, rue des Saints-Pères.

Rappelons aux chineurs de la région parisienne que les deux foires d'automne se tiennent, toujours simultanément et au grand regret de la plupart des amateurs, aux portes de la capitale, du 1er au 10 octobre, aux anciens abattoirs de La Villette (porte de Pantin) et dans l'île de Chatou.

● *Des magasins ouverts le dimanche.* — Deux grands magasins new-yorkais, Macy's et Gimbels, ouvriront leurs portes au public le dimanche à partir de midi. Déjà, une chaîne qui possède dix-huit succursales en banlieue, les Korvettes, a récemment pris une telle initiative, rendue possible par l'abolition de certaines dispositions des « blue laws », qui interdisaient notamment l'ouverture des magasins le dimanche. Des expériences faites en Californie depuis plusieurs années montrent que c'est pourtant le jour le plus rentable. — *(A.F.P.)*

(PUBLICITE)

PARIS-LA VILLETTE - Porte de Pantin - Tous les jours de 9 h. à 19 h. 30

FOIRE à la FERRAILLE et aux JAMBONS

du 1er au 10 OCTOBRE - 1.200 stands sur 40.000 m2 - Entrée 4 F

Organisation SOMECT - Sous le patronage de l'ANABF - Métro Porte de Pantin - Parking illimité

CLIN D'ŒIL

RETOUR AU TROC

PARMI tous les dangers qui menacent notre société, il en est un que ni les hommes politiques, ni les économistes, ni les sociologues ne semblent apprécier à sa juste valeur : le retour au troc !

Que la méthode des échanges individuels ou collectifs se développe, que les hommes parviennent demain — ou après-demain — à se passer de l'intermédiaire anonyme du papier-monnaie pour se procurer les choses nécessaires à leur vie, que le plombier se fasse payer en pommes de terre par l'épicier, que le médecin touche ses honoraires du libraire sous forme d'éditions nouvelles, que le mécanicien accepte un guéridon pour le dépannage de l'automobile de l'ébéniste, que les ouvriers soient fournis en produits de la terre par les agriculteurs dont ils fabriquent les tracteurs... et les lessiveuses, et ce sera la faillite des banques, l'engourdissement de la planche à billets, la mise au chômage du ministre des finances et des fonctionnaires du fisc.

Le jour improbable où l'on parviendra à cette situation démoniaque, le veau d'or, reconnu enfin impropre à la consommation, sera fondu et transformé en quenottes pour les dentistes. Les billets, dollars, marks, francs, livres sterling, seront réduits au rôle du papier peint et les espèces métalliques deviendront rails de chemin de fer ou fil à couper le beurre !

Dans le même temps on verra enfin s'établir cette justice sociale, que tant de gens appellent de leurs vœux hypocrites, tout en la maintenant à bonne distance de leurs privilèges. Dans une société de troc, celui qui n'aura ni compétence, ni produit du travail de son cerveau ou de ses mains à échanger contre les fruits du labeur des autres ne pourra subsister. Les parasites, enfin identifiés, disparaîtront d'eux-mêmes.

A ceux qui ne verraient dans cet exposé prospectif que vision lumineuse de chroniqueur retour de vacances, il faut expliquer que la deuxième Foire du troc, qui s'est tenue à La Défense les 18 et 19 septembre, a réuni plus de six cents troqueurs chevronnés et attiré une foule considérable de troqueurs en puissance.

Entre les tours, parallélépipèdes de verre fumé ou de béton alvéolaire tristement voués à la ligne droite et à l'angle aigu, le marché qui se tenait sur tréteaux — comme tout marché honnête — aurait peut-être rappelé à Marco Polo ceux de Kich, de Zhaïar et d'Ormuz, où l'on échangeait des perles contre des chevaux, de l'indigo contre des rubis, du sésame contre du bois de santal.

Les produits et objets troqués à La Défense étaient moins exotiques et moins précieux, mais leur banalité même a démontré que le troc est à vocation universelle, l'homme qui a envie ou besoin de quelque chose étant toujours prêt à se défaire de ce qui ne lui est plus indispensable.

Jeunes hommes et jeunes femmes, gais et pleins de simplicité, constituaient la majorité des troqueurs et offraient, entre autres, un magnétophone contre un pneu de moto ; un jean, usé à la trame comme un poncho pré-incaïque, contre une douzaine de 78 tours du temps d'Armstrong, une lampe à souder contre une pendule (sans aiguilles, mais ornée d'un Napoléon de faux bronze), une raquette de tennis voilée contre une couronne de fleurs d'oranger sous globe !

Une petite fille de sept ou huit ans, ayant tôt perdu l'instinct maternel, tentait d'échanger une poupée chauve contre des cartes postales ; une dame américaine se défit devant moi d'un éventail peint à la main pour un masque à gaz de la dernière guerre ; un monsieur intimidé et confus céda une sainte Thérèse de Lisieux, suspicieuse mais au nez ébréché, contre une collection de Play-Boy, un garçon barbu obtint contre un lave-vaisselle dénué de certificat de bonnes mœurs un iguane empaillé avec en prime un tee-shirt à l'effigie de Michel Delpech. Une demoiselle recherchant, à l'approche de l'hiver, des chemises de nuit en pilou, proposait les sous-jarretelles de sa maman et les mini-jupes de sa sœur aînée. Un chromo, généreusement estampillé par des générations de mouches, et représentant l'Angelus de Millet, fut échangé après un long débat contre un tourne-broche rouillé.

Car les transactions de troc sont autrement subtiles et hésitantes que celles du commerce ordinaire. Quand il y a d'un côté de l'argent et de l'autre un objet, on sait à quoi s'en tenir. Dans le troc, le prix n'existe pas. Chaque échange est fonction de données mystérieuses et secrètes propres aux individus en présence. Entre eux, la notion de valeur marchande n'a pas cours. Les objets ne s'évaluent pas en fonction des coûts économiques, mais suivant des critères étrangers aux statistiques : la nécessité, la convoitise, le coup de foudre, l'inspiration du moment.

Qu'une étole de vison sérieusement dépliée soit troquée contre un masticateur, une paire de pistolets Louis XV contre une cloche à fromage, une perruque blonde contre un portrait de Charlotte Corday, a de quoi surprendre, alors que ces échanges apparemment contre nature démontrent au contraire l'implacable logique de la loi de l'offre et de la demande.

Croyez-moi : le troc, c'est un truc qui donne le trac à ceux qui tiennent la trique... et le fric !

MAURICE DENUZIÈRE.

GOUTÉ

Aux pommes !

IL n'y a plus qu'elle sur le marché ! La Golden Delicious, clone de pommier obtenu en Virginie à la fin du XIXe siècle. Elle a triomphé de nos merveilleuses pommes françaises, de la reinette du Mans à la Calville en passant par la Canada et la Cluchard.

Pourquoi ? Parce que, par sa souplesse d'adaptation, sa productivité, sa régularité de rendement, sa facilité de conservation en atmosphère contrôlée, les producteurs — parbleu ! — la préfèrent. Sans compter que les excès de fumure azotée, d'irrigation quelquefois et la récolte trop précoce ou trop tardive font des déjà médiocres Golden le plus souvent des pommes immangeables. Et l'on s'étonne que le consommateur s'en lasse ! C'est fort joli de nous faire payer un impôt supplémentaire pour les cultivateurs victimes de la sécheresse, mais qui songera à indemniser les citadins et consommateurs victimes des cultivateurs mercantiles ?

On trouve sur les marché des pommes en toutes saisons. C'est notre faute de consommateur. Si nous ne les achetions pas, les producteurs devraient renoncer à l'emploi à grande échelle des procédés falsificateurs de conservation. Je parlais la semaine dernière du sens du mot « frais ». Ne pourrait-on pas dire que des pommes conservées plusieurs mois ne sont plus fraîches ? Et réserver le mot frais à des fruits cueillis au plus de quelques jours ?

D'une longue et complète étude du Laboratoire d'analyse coopératif sur le sujet, il ressort que sur cent échantillons étudiés, quarante-huit avaient été traités par des fongicides. Cela est certes autorisé. Mais aucune étiquette ne l'indiquait, ce qui est inadmissible : le consommateur ayant le droit de savoir ce qu'il mange en plus de la pomme. Ce bénomyl, par exemple, dont la loi autorise jusqu'à 6 milligrammes au kilo, alors que la législation allemande n'en tolère qu'un milligramme, la Suisse 3 milligrammes !

Avouez que moi qui en saison mange mes trois pommes par jour je puisse être inquiet ! — L.R.

● Hubert, le fromager de la rue Vignon, le restaurateur de la place du Marché-Saint-Honoré, est un oiseau voiage. Pour la fin de l'été et l'automne, il s'est installé au *Château de Pradon* (route de Genève à Nantua, tél. 85). Il y mitonne ses plats merveilleux. En somme, Nantua est, grâce à Hubert, un petit Paris-fromager-gourmand ! (Menu 60 F nets et carte.)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA

LA BONNE TABLE, 42, rue Friant. 539-74-91. Douze spéc. poissons. *Parking. F sam dim.*

CHEZ ALBERTO, grande cuisine italienne. Déj. d'affair., menu 21 F. Carte, 34, r. Bézout. 14e. 357-53-56.

ANVERS

RELAIS NORMAND, 32 bis, rue d'Orsel. 606-92-57. Spéc Normandes. Menu : 28 F S C. F/dim. soir/lundi.

AVRON

RIBATEJO, 6, rue Planchat, 20e. F/ mar. 370-41-03. Diners. Spect. Guit.

BASTILLE

LE MALOUF, 9, rue de la Bastille. 272-33-46. Ttes spéc. tunisien. T.l.j. Mechoui 21, couscous 14, brochet 18 dans cadre élégant et confortable.

BONNE-NOUVELLE

LE HOMARD A LA CRÈME, 13, rue d'Hauteville. 770-41-05. F/dim., lun.

BUTTE MONTMARTRE

BEAUVILLIERS, 52, r. Lamarck, rés 254-19-50, cadre personnalisé, recettes créées et retrouvées).

CHAMPS-ÉLYSÉES

LES GRANDS HOTELS

HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Elysées, 359-33-01. Sa formule au bar 29 F, boisson et service compr. Restaur. 47 F + carte.

RESTAURANTS

Rue Pierre-Charron

N° 56 JOSEPH, 359-63-25. Cuisine française traditionnelle.

Avenue des Champs-Elysées

N° 142 COPENHAGUE, 1er étage.

FLORA DANICA, sur jardin fleuri et ombragé, SLY 20-41. Spéc. dan. et Scand. Assiette hors d'œuvre Danois. Festival du Saumon.

CHERCHE-MIDI

TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (6e), 222-51-07. Menu spécial Torro 35 F. Fermé lundi.

CLICHY-BLANCHE

LA CLOCHE D'OR, 2, rue Mansart, 874-48-88. Déj. dîn. soup. jusq. 4 h.

ÉCOLE MILITAIRE

CANTE GRILL, 73, avenue Suffren, 734-90-86. Spécialités de poissons. Décor marin unique à Paris.

ÉTOILE

LE NAPOLEON, G.-P. Baumann, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses spéc. de la Mer. T.l.j., 227-99-50, 38, avenue de Friedland.

FAUBOURG MONTMARTRE

Rue du Faubourg-Montmartre

N° 1 LE SIMPLON, T.l.j. 824-61-10. Spéc. italiennes et pâtes fraîches.

N° 12 AUBERGE DE RIQUEWIHR, 770-62-29. Déjeuners. Diners. Soup.

GARE DE L'EST

ARMES DE COLMAR, 13, r. 8-Mai-1945, 208-94-59. Spécial. alsaciennes.

GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-98. Spéc. F. dim.

DELICES DE CHINE, 48, r. Chalon, T.l.j. 307-85-16. Patron chinois aux fourneaux.

GARE DU NORD

TERMINUS NORD, 23, r. Dunkerque, 824-42-72. Spécial. alsaciennes.

GRANDS BOULEVARDS

FLO, 63, fg-St-Denis, 770-13-59. F. dim. Jusq. 2 h. mat. Foie gras frais, 18 F.

LA COTRIADE, 5, rue de la Lune, 233-57-06. F. sam. et dim. Près des théâtres. On sert jusqu'à 22 h. 30.

LES HALLES

A LA GRILLE, 50, r. Montorgueil, 236-24-64. Plats du jour et ses vins.

CAVEAU F.-VILLON, 4, r. Arbre-Sec, 236-10-92. On sert jusqu'à 0 h. 30.

AU COCHON D'OR, 31, rue du Jour, 236-38-31. Ses grillad., son beaujol.

Rue Pierre-Lescot

N° 4 AU GRAND COMPTOIR, 233-56-20. F. sam. s. et d. Ses grillades.

Rue Etienne-Marcel

N° 19 CHEZ PIERROT (ex-Montail) même cuisine. 508-05-48.

Rue Coquillière

N° 13, ALSACE AUX HALLES. CEN 74-24. Jour et nuit. Spéc. rég.

MABILLON

LA POUX, 2, rue Clément (6e). F. dim. 325-77-66. Alez aux fourneaux.

MAUBERT-MUTUALITÉ

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 5e. 033-26-07. Sp. ind. Men. 25 F.

MARAIS

GRILLE du MARAIS, 13, r. Turenne, 272-02-49. Cuis. pât. Fermé dim.

MONTMARTRE - PIGALLE

AUB. DU CLOU, 30, av. Trudaine, 878-28-48. Ecrevis. chaud du Curé.

MONTPARNASSE

CHEZ HANSI, 3, place du 18-Juin, 548-96-42. Gde brasserie alsacienne.

AISSA Fils, 4, rue Sainte-Beuve, 548-07-22. T. fin couscous. Pastilla.

N° 9 bis ATOSSA, SEG, 68-63. Méchoui rôti charbon de bois dans la salle.

NATION

LE BOUQUET DU TRONE, 8, av. Trône, 343-26-19. Déj. d'aff. Diners.

NOTRE-DAME

FORT ST-BERNARD, 7, qu. Tournelles, 238-27-28. Cuis. Pât. Ouv. d.

CARREFOUR ODÉON

LA MENANDIERE, 12, rue Eperon, 033-44-30. Diner aux chandelles.

OPÉRA

DRUGSTORE OPERA, 6, bd Capucines, OPE 08-60, 6 restaurants, 20 boutiques. De 9 h. 30 à 2 h. du mat.

LE PAILLARD, 38, bd des Italiens, 824-49-61. T.l.j. Ses huitres et poiss.

TABLE DU ROY, 10, *cité d'Antin*, 326-23-86. Cadre d'une Hostellerie.

CLUB HAUSSMANN OPERA, 3, rue Taitbout, 824-82-78 et 81-06. Salons de 4 à 300 couverts.

PALAIS-ROYAL

OSAKA, 163, r. St-Honoré, 260-56-01. *Spécialités japonaises. Jusqu'à 23 h.*

PANTHÉON

LE TROIS ET DEMI, 19, r. Lagrange, ODE 83-75. F. dim., ouv. apr. midi.

PLACE PEREIRE

N° 9 DESSIRIER, maître écailler. Jusqu'à 1 h. du matin. 754-74-14. T.l.j. Poissons, grillades, spéc.

PLACE SAINT-CHARLES

LA MASCADE, 43, r. Héricart, 15e. 577-66-53. Cadre 1925. Menu 62 F t.c.

PORTE DE BAGNOLET

L'ŒUF ET LA POULE - NOVOTEL, Porte de Bagnolet, 858-20-10. 20 recettes d'œufs. Poule au pot et volailles fermières. 60 F vin, café et service compris.

PORTE DE VERSAILLES

LE MONTESQUIEU, 380, rue Vaugirard, 828-47-48. Poissons, crustacés.

RÉPUBLIQUE

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Spécial. lorraines.

RÉPUBLIQUE-MÉNILMONTANT

LA MARINIERE, 88, r. Oberkampf, 11e. Tél. 357-44-03. Menu 45 F, a.c., carte s.c. Poissons, bouillabaisse, crustacés, grillades. Déjeun. affair. Parking assuré. Diners. Feu de bois.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoul. 35 F. Cont. 35 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

GUY, 6, rue Mabillon, ODE. 87-61. Brésilien. Feijoada - Churrascos - Batidas. De 20 h. à 2 h. du matin.

LA PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, BAB. 13-35. Menu : 26 F. Tous les jours.

SAINT-GEORGES

Rue Saint-Georges

N° 25 TY COZ, 878-42-95. Tous les poissons.

Rue Notre-Dame-de-Lorette

N° 44 CHEZ MAURICE, 874-44-86. T.l.j. Menu 38 F, vin et serv. comp. + carte.

SAINT-MARCEL

NAVY CLUB, 58, bd de l'Hôpital, 535-91-94. Huîtr. Coquill. Spécialités. 19 h. à l'aube. Fermé lundi et férié.

SAINT-MICHEL

LA COCHONNAILLE, 21, rue de la Harpe, 633-96-81. Son assiette, 12 F.

STRASBOURG-SAINT-DENIS

MAURICE, 3, fg-Saint-Denis, 10e. PRO. 31-39. Depuis 45 ans sa bouillabaisse.

VAUGIRARD

TY COZ, 333, r. Vaugirard-15e, 828-42-69. *Cuis. bretonne et coquillages.*

LA TAVERNE ALSACIENNE, 285, r. de Vaugirard, 828-80-86. La meill. choucroute de Paris.

VILLIERS

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87. F. mardi soir, Mer., banq. Jusqu'à 100 couv. Paella, zarzuela.

Environs de Paris

HALLES DE RUNGIS

ALBAN DUPONT, 726-83-72. F/dim. Ses spécialités viandes et poissons.

GRAND PAVILLON, 686-98-84. Pois. crust., fruits mer. Ouv. j.-n. F/dim.

BARBIZON

AU GRAND VENEUR, 066-40-44. Ses Rôtis au feu de bois. Sa cave.

Plaisirs de la table

LE TEMPS DU GIBIER

« *La cuisine appartient à la civilisation* », dit un personnage du dernier roman de M. Henry Bonnier, *Une journée dans la vie d'Henri* (Albin Michel). Cet aubergiste aux aphorismes dignes de Grimod dit aussi et justement : « *Pour la faim, il y a les grosses soupes, les potées. Moi, je ne soigne que les appétits !* » Et il distingue, dans l'appétit, trois degrés, le troisième survenant au moment où la sagesse pousse à quitter la table et parvenant à réunir « *tous les plaisirs que la gourmandise sait provoquer quand elle a réussi à surmonter la satiété.* »

« *Ce troisième appétit*, conclut-il, *est celui du gibier.* »

Ah ! l'admirable livre, où l'on s'émerveille devant un lièvre à la royale, où l'on défaille devant « *la sauce aux couleurs de feuilles mortes, fauve, avec des frémissements de moire, et onctueuse, et qui nappe de cent douceurs les morceaux !* » Une sauce ayant des odeurs sauvages, âpres et sucrées à la fois, comme « *ces courses folles au bout desquelles on sait rencontrer la mort* ».

Nous voici au temps du gibier, et seuls les amateurs passionnés comprendront, goûteront — le mot est « en situation », — la beauté de ces lignes et partageront avec l'auteur le repas à *l'Auberge de Mirabeau !* A dire vrai, je ne suis pas de ces fanatiques. Le premier pouillard de l'année, avec quelques grains de raisin dans le jus comme je m'en régale à *l'Auberge des Templiers*. Puis, comme on ne saurait dîner ici sans coucher, le lendemain, pour déjeuner à la fourchette, un halbran farci froid sur le coup de 9 heures, avant de reprendre la route. Cela suffit à mon bonheur.

Je viens de goûter une gigue d'isard en songeant à cette description de Zola (dans *Paris*) : « *Le vieux bordeaux luisait comme un sang vermeil dans le fin cristal des verres, un filet de chevreuil aux truffes venait de mêler son fumet un peu âpre au parfum mourant des roses...* » Je trouve que c'est gâcher la truffe, en la circonstance. Mais je sais des amateurs qui n'hésitaient point à faire les 700 kilomètres aller-retour de Saint-Gérand-le-Puy pour le lièvre à la royale du cher Sarrasat. Et Jacques Aletti me répète encore que sa meilleure bécasse fut, il y a un lustre, troussée par Mario, chez *Lucas-Carton* ! De même des cuisiniers sont comme exaltés par le gibier. Tel Louis Delrieu, à présent au *Clos-du-Moulin*, où au fil des jours on peut trouver, sur la carte, pluviers et vanneaux, colins de Virginie (qu'il estime de chair agréable), sanglier, perdreaux et faisans, râble de lièvre poivrade aux deux purées, céleri et châtaignes.

Je ne rate point non plus mon grouse annuel. Parce que j'aime que *la Sologne* soit, rue de Bellechasse, la maison d'Aline Perdrix. Et parce qu'aussi elle a, pour le grouse écossais, une recette savoureuse autant qu'intelligente : l'oiseau est accompagné de foie de volaille et de chipolatas réalisant, avec sa chair de goût particulier, une belle harmonie.

Mais où irai-je chercher un lièvre à la royale ? Et la recette est-elle périgourdine ou du Poitou ? J'en sais une de Ribérac, mais, dans *le Temps* du 28 novembre 1898, le sénateur de la Vienne, M. Couteaux, réclamait pour son terroir ledit lièvre, dont il donnait une recette en quatre opérations particulièrement alléchante. Et peut-être irréalisable de nos jours, au restaurant du moins !

Pour ses quatre-vingts ans, Colette avait demandé à Raymond Oliver un lièvre à la royale, précisant : « *Et surtout n'oubliez pas les vingt gousses d'ail et les quarante échalotes du « papa » Couteaux !* » C'est ce même lièvre que va présenter Raymond à l'*Assiette au Beurre* (devenue *le Grand Phoenix*), ouvert aux déjeuners et tard le soir. Et l'on s'y régale aussi d'un perdreau aux figues sensationnel. A noter que ce perdreau aux figues figure à la carte de la *Côte d'Or*, de Saulieu, et cela est bien. Le jeune Bernard Loiseau a simplement tort de laisser écrire qu'il s'agit d'une création. Oliver en a lancé la recette depuis longtemps.

Une des rares cartes de Paris uniquement de gibier, c'est celle de *Denis*. Carte « sublime » pour un amateur de gibier, où le canard sauvage est grillé, aux échalotes, en salmis, aux olives, aux navets, aux choux, sauce céleri, sauce Denis, au porto, au gingembre ou à l'orange. A noter encore les ortolans sur lit de pommes sarladaises (qui, je crois bien, sont aux truffes, ce qui est extrapolation de chef !), les cailles « fraîches ! à quand une législation obligeant les restaurateurs à indiquer celles d'élevage ?), les grives, la bécasse au beurre de son suc à la bordelaise, etc.

Je le répète, je ne suis pas un « fan » du gibier, mais devant de telles perspectives le gourmand reste rêveur. Et rejoint l'ami Bonnier au déjeuner de *l'Auberge de Mirabeau* : il retrouve son troisième appétit !

LA REYNIÈRE.

★ *Clos-du-Moulin*, 34 bis, rue des Plantes, 75014 Paris. Tél. 539-31-31.
★ *Sologne*, 8, rue de Bellechasse, 75007 Paris. Tél. 705-93-66.
★ *Le Grand Phoenix*, 11, rue Saint-Benoît, 75006 Paris. Tél. 260-07-41.
★ *Denis*, 20, rue Pennequin, 75017 Paris. Tél. 622-41-62.

MIETTES

● Dans son charmant livre *Le bonheur est dans le pré*, Pierre Bonte rapporte sa visite à un vigneron de Vermenton, M. Morin. L'important, dit cet homme de la vigne, « *c'est d'avoir le vin bien placé dans un bon tôt, bien sain, et de le boire, de pouvoir le déguster à la température voulue* ». Sous-entendu : celle de la cave où il reçoit le chroniqueur de « Vive la vie ». Cette leçon devrait bien être apprise des sommeliers, ces gens qui ne savent pas, comme Paul Fort, que le bonheur est dans le pré, c'est-à-dire « dans le naturel ».

● *A propos du café « à la chaussette »* que je réclame dans les grandes maisons, un lecteur angevin me signale ce que l'on peut appeler « une chaussette industrielle ». C'est une poche de café moulu que l'on place dans le corps de la cafetière de terre. Poche en tissu laissant échapper un arôme délicieux. Il l'a trouvé à *la Croix de guerre* (rue Château-Gontier, tél. 88-68-59), vieil hôtel-restaurant angevin auquel Gault et Millau sont seuls à donner un bon point pour sa cuisine. Ils ont raison, semble-t-il.

● La chère Mme Guyard vient de céder son *Auberge de la Terrasse* de Carrières-sous-Bois (tél. 962-05-78). Ses successeurs gardent ses spécialités et en ajoutent d'autres à leur carte. Voilà un bon rendez-vous d'automne près de Paris.

Gourmands d'Aquitaine

Trois jours de « rencontres gourmandes » à Bordeaux, les 21, 22 et 23 octobre, avec un dîner des compagnons d'Aquitaine, un dîner des « mousquetaires » d'André Daguin pour la cuisine gasconne et un dîner d'hommage à René Lasserre, de cuisine basco-béarnaise, par les Laporte, de Biarritz.

Une semaine de « galas » pour le Salon des arts ménagers de Genève (du 27 octobre au 7 novembre), avec des dîners notamment de cuisine belge (la Villa lorraine, de Bruxelles), puis de « Paris canaille » par Jacques Manière, « Tradition et Nouveauté » par Alain Chapel, la « Table des Mousquetaires » par André Daguin (toujours lui), et enfin, j'en félicite les organisateurs, un dîner des « Femmes aux fourneaux » en hommage à l'A.R.C. (association des restauratrices-cuisinières), que je suis fier d'avoir été patronnée.

Ce dîner des « dames de l'A.R.C. », le mercredi 3 novembre, marquera, j'en suis sûr, le début d'une série d'hommages à la vraie cuisine, celle des femmes. Voici le menu remarquable de simplicité, de subtilité savoureuse et d'imagination des participantes : tarte à l'oignon (recette d'Antoinette Carnet de l'Auberge de la Tour, Paris), tourin aux poissons (recette de Micheline de l'Aquitaine, Paris), charcuteries de poissons (recette de Gisèle, de la Bonne Table, Clichy), lièvre à la Duchambais (recette de Simone, du Tourne Bride, Le Pin-au-Haras), salade aux peaux de canards (recette de Christiane, du Restaurant du Marché, Paris), far breton (recette de Jacqueline Libois, du Ty Coz, Paris), les trois sorbets (recette de Christiane, du Restaurant du Marché, Paris).

Un dîner « la Suisse gourmande » terminera cette semaine des arts ménagers de Genève.

L. R.

Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC
FRUITS de MER, FOIE FRAIS, VINS de PAYS
LE FURSTEMBERG
André PERSIANY et son trio « Roger PARA-BOSCHI à la batterie et Roland LOBLIGEOIS à la basse
Le Manoche
HUITRES, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci • Paris 6e

ELO SON BANC D'HUITRES
53, rue du Fg-St-Denis - 770-13-53 (F. dim.)

Produits SCHMID
« La Choucroutière »
3, bd de Denain - 75010 Paris
Tél. : 878-03-44
Charcuterie - Pâtisserie
Restauration rapide - Spécialités d'Alsace-Lorraine et de Suisse.

Rive droite

Dessirier
MAÎTRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, place Pereire, Paris 17e — 754-74-14

BARCELONA
9, rue Geoffroy-Marie (9e) - 824-47-66
Ts l. soirs DINERS-SOUPERS, SPECTACLE
Ses Spécialités - Son Ambiance
GUITARES et FLAMENCO

LE LOUIS XV
8, Boulevard SAINT DENIS (10e)
NOUVEAU : SOUPERS après spectacle
PARKING
Huîtres - Fruits de Mer Gibiers
Réservation : 208.56.56 & 200.19.90
FERMÉ LUNDI ET MARDI

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10e
Réservation 770 12 06
T.l.j. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours

Etranger

LE CAVEAU
Le meilleur restaurant français dans Francfort. Ouvert à partir de 19 h. Tél. : 8611/61 41 6. Deutschherrn ufer 29/30.

Environs de Paris

A 42 Km de Paris N.D. Dans 15 ha de forêt et prairies
Manoir de Chambuisson
Vos séminaires de direction
Vos réunion de managers
FONTENAY TRESIGNY (L-4) 77610 - Tél. 409.21.17

Le Chateau de Cely HOTEL
SEMINAIRES - Réceptions - Cocktails
Présentation de Collections
Parc - Pièce d'eau
A 45 kilomètres de PARIS - Autoroute A 6 - Réservation : 438-00-24

ARTIER

Château Léoville Las-Cases
ST-JULIEN MEDOC
GRAND CRU CLASSE EN 1855
PREMIER NOMME
En direct de la propriété Franco toute la France T.T.C. millésime 1973

12 bout.	60 bout.
336 F	1608 F

Tarifs sur demande pour nos autres millésimes
Ecrivez CIE LEOVILLE-LAS-CASES 33250 ST-JULIEN MEDOC
040
NOUS LIVRONS AUSSI A L'ETRANGER

J'ai acheté 1/4 de page dans le Monde

pour vous présenter mon vin dont je suis fier.

Le Château Potensac est dans ma famille depuis plus de 200 ans et nous sommes viticulteurs, de père en fils, depuis 1760 ...du vivant de Louis XV.

C'est un Médoc sincère et honnête, je vous le garantis.

La Reynière, le chroniqueur gastronomique du Monde, n'a-t-il pas écrit le 16 Août 1975 : "Mon émerveillement vint du Château Potensac... léger, fringant, avec un petit goût framboisé qui m'enchanta".

Ce vin, produit par mes vignes, que je vinifie et que j'élève moi-même, qui est mis en bouteille au Château, je vous le vends directement, sans intermédiaire :

Château Potensac récolte 1973
192 Frs les 12 bouteilles
888 Frs les 60 bouteilles
rendu toute la France TTC.

Ecrivez-moi, voici mon adresse :
Paul DELON
Château Potensac, ORDONNAC 33340 LESPARRE-MEDOC
JE LIVRE EGALEMENT A L'ETRANGER : CONSULTEZ-MOI
HAECHLER 048

"Des vins dignes d'un honnête homme"
Henri Clos Joure
"Coutran : Un vin floral, avec une pointe de résine, élégant et équilibré"
La Reynière, Le Monde

En direct de ses propriétés, JEAN MIAILHE vous propose ses 3 Médoc :

Château Verdignan 1973
grand bourgeois Haut-Médoc
les 12 bouteilles
180 F x ☐ .....

Château Coufran 1971
grand bourgeois Haut-Médoc
les 12 bouteilles
240 F x ☐ .....

Château Citran 1967
grand bourgeois exceptionnel
la caisse bois
les 12 bouteilles
300 F x ☐ .....

Total contre-remboursement .....
Paiement à la commande : — 2% .....
TOTAL (Prix T.T.C. France) .....

Offre spéciale valable jusqu'au 31.12.1976 à envoyer à :

M. JEAN MIAILHE
24, cours de Verdun
33000 Bordeaux
Tél. (56) 52.25.85

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Date _____ Signature _____

MI

Grands Vins de Bordeaux

Jeunes

Les mercredis du mercurochrome

La saison d'hiver signifie généralement pour les enfants de longues journées passées « à la maison » et, parfois, l'ennui, l'énervement et les « idées » qui aboutissent trop souvent à des accidents. Faute de loisirs organisés ou surveillés, ces enfants confinés entre quatre murs (même de jardin) sont amenés à imaginer eux-mêmes des moyens de se distraire. Pour peu qu'ils mettent la main sur des produits toxiques ou des appareils dangereux, et c'est l'accident : coupure, brûlure, intoxication, etc. Un enfant accidenté sur quatre est blessé chez lui, qu'il s'agisse d'un appartement ou d'une maison avec jardin.

L'INTOXICATION (ou empoisonnement) est de loin l'accident domestique le plus fréquent chez l'enfant, comme l'a rappelé aux Entretiens de Bichat le docteur Jean-Pierre Chabrolle, chef de clinique-assistant à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. En 1972, quarante mille appels ont été reçus par les centres anti-poison français. Le plus souvent il s'agit de garçons âgés de un à trois ans (âge du « tout à la bouche »). Plus de 30 % des cas d'intoxication sont dus à l'ingestion de produits ménagers (essence, pétrole, white spirit, détergents, eau de Javel concentrée en berlingot, déodorant de W.-C.). Le docteur Chabrolle a souligné que l'ingestion d'une seule boule de naphtaline suffit à provoquer une intoxication grave chez un enfant de dix-huit mois.

La plupart des intoxications sont constatées dans les familles de milieu défavorisé. Mais le danger d'intoxication guette toutes les familles sans exception, car les enfants déploient des trésors d'imagination pour inventorier les bas de placard et les armoires à pharmacie qui ne sont pas fermées à clé. En ce domaine, la prévention consiste à ne rien laisser de dangereux à la portée des enfants et à ne pas les laisser sans surveillance.

Le drame des petits brûlés

L' « épidémie silencieuse » que constitue la prolifération des cas de brûlure est un fléau à double titre : d'une part en raison des traumatismes physiques qu'entraîne la brûlure, et d'autre part à cause de son impact sur la psychologie de l'enfant.

La moitié des décès d'enfants par brûlure sont le fait de liquides bouillants (eau du bain, casserole de lait renversée, etc.). Les trois lieux « privilégiés » de brûlure à la maison sont d'abord la cuisine, où dépassent les manches des casseroles et attendent les bassines d'eau de vaisselle ; la salle de bains ensuite : l'eau distribuée par les appareils de chauffage atteint souvent 80 degrés, ce qui est bien suffisant pour ébouillanter le bébé trempé par son grand frère ou le garçon de huit ou dix ans qui veut prendre sa douche « tout seul » ; la salle à manger, enfin : attention notamment à la soupière qu'on renverse ou au poêlon de fondue bourguignonne rempli d'huile bouillante.

Avec l'avènement de l'électroménager, les brûlures par l'électricité se multiplient. A cet égard, le docteur Estève, chirurgien à l'hôpital Trousseau, souligne le danger accru du 220 volts par rapport à l'ancien 110 volts. Les cas d'électrocution (le courant passe au travers de la cage thoracique et entraîne un arrêt du cœur) sont rares chez l'enfant ; en revanche, les brûlures par effet Joule (coagulation des tissus) se produisent fréquemment à la bouche et aux mains, lorsque le jeune garçon saisit un fil dénudé. L'effet de surprise est tel que, privé de réaction immédiate, l'enfant est souvent profondément brûlé, parfois jusqu'à l'os.

Le pire, cependant, n'est pas toujours la brûlure elle-même. Ainsi que l'a expliqué Mme de Carmoy, psychologue du service de chirurgie infantile de l'hôpital Trousseau, l'enfant brûlé reste profondément marqué par son accident et son passage à l'hôpital, où les séances de pansement l'ont fait atrocement souffrir. Il se met à faire des cauchemars, refuse de manger ou de voir certaines personnes, et recommence à salir son lit. A l'école, les autres enfants ne veulent plus lui donner la main pour faire la ronde ; ils lui reprochent la laideur de ses cicatrices et l'excluent pratiquement de leurs jeux. Le petit brûlé risque alors de devenir jaloux et agressif, marqué à vie pour une casserole dont le manche a tourné ou une boîte d'allumettes laissée à sa portée. — R. C.

Hippisme

LE JOUR DE GLOIRE

VOILA donc l'Arc-de-Triomphe et, avant que ne s'engage ce dernier grand combat, le défilé des gloires hippiques de l'année.

En tête, un groupe composé de *Youth*, *Exceller*, *On My Way*, *Riverqueen*, *Pawneese*, *Bruni* et *Ivanjica*.

Youth a été le chevalier sans reproche du printemps français. Son été anglais a été moins faste : il est allé, à Ascot, essuyer une totale défaite des sabots de *Pawneese*, *Bruni* et *Orange Bay*. L'explication de son entraîneur est que, selon l'expression des écuries, il « voyage mal », c'est-à-dire que, par énervement ou inquiétude, il perd une partie de ses moyens dès qu'on le sort de son cadre et de ses habitudes. Le cas est fréquent : *Allez France*, pour ne citer qu'elle, ne put jamais gagner à l'étranger où, pourtant, on prenait soin de la faire accompagner de son mouton, sur lequel on avait essayé de cristalliser sa vision d'un univers familier. De retour à Longchamp, au début du mois de septembre, *Youth* s'est retrouvé. Mais un charme est rompu : la merveilleuse pointe de vitesse des 100 derniers mètres ne paraît plus aussi acérée depuis qu'une fois on l'a vue rester au fourreau.

Exceller porte la même casaque — celle de l'Américain Nelson B. Hunt — que *Youth*. Mais quand on sait la fidèle inimitié que se vouent les entraîneurs des deux chevaux, on ne peut douter que ceux-ci courront chacun sa chance et auront l'un et l'autre, pour premier souci, de se devancer. Au demeurant, *Exceller*, dont la rentrée automnale a pourtant été moins brillante, a le droit, jusqu'à dimanche soir, de se considérer comme l'égal de son coéquipier. Sur 2 400 mètres, qui vont être menés tambour battant et en vaudront donc 3 000, nous sommes même, quant à nous, tenté de lui accorder une légère préférence.

On My Way n'a pensé qu'à l'Arc-de-Triomphe depuis que, voilà un an, il en a été le troisième. Pour mieux se préparer, il a fui la compétition pendant dix mois, ne la reprenant — et de brillante façon — que voilà quelques semaines. Même si on considère que l'autosuggestion n'a pas cours chez le cheval, sa place est près de la première, surtout si le terrain s'alourdit. Qu'il soit au départ est déjà une réussite : il avait été acheté (200 000 F), lors de la vente de la succession Jackson, dans la seule perspective d'une carrière d'obstacles.

Voilà un mois, *Pawneese* et *Riverqueen* se seraient partagé les faveurs de tous les pronostiqueurs. Mais, depuis, on a assisté à leur déroute dans le prix Vermeille. Quand une poulliche craque, l'accroc est généralement profond. Il faudrait une certaine dose d'optimisme pour admettre que cet accroc ait pu, chez l'une ou chez l'autre, se réparer en deux semaines. Encore que *Pawneese* puisse invoquer l'excuse d'un accroc véritable : heurtant de la tête un des montants des stalles de départ, dans le prix Vermeille, elle s'était blessée plus douloureusement qu'on ne l'avait cru, puisqu'il a fallu plusieurs points de suture pour fermer la plaie.

Bruni et *Ivanjica*, assez ternes en début de saison, ont, avec l'automne retrouvé la bonne cadence. Le prestige de son écurie et de son jockey (Freddy Head) aidant, la seconde sera probablement, en fin de compte, la favorite du public.

Mais l'Arc n'est pas qu'une affaire de favoris. On voit toujours quelque concurrent dédaigné se glisser à l'arrivée, voire à la première place, comme ce fut le cas, l'an passé, avec *Star Appeal*. Pour maintenir cette tradition, nous pensons à *Arctic Tern*. Il a fait presque jeu égal, au printemps, avec *Youth*. Il sera à plus de 30/1, alors que *Youth* sera à moins de 5. La différence de cote compense largement le préjugé qui s'attache à l'un plutôt qu'à l'autre.

Jeux

ÉCHECS N° 677

L'ESPRIT D'UNE VARIANTE

Sixième tournoi de Montilla-Moriles, septembre 1976

Blancs : R. BYRNE (U.S.A.)
Noirs : R. CALVO (Espagne)
Défense sicilienne.

1. é4	ç5	20. Tg3	f5 ! (m)
2. Cf3	d6	21. Tf1	fxé4
3. d4	çxd4	22. Fxé4	Txf1+
4. Dxd4(a)	aô(b)	23. Rxf1	Dh4 !
5. ç4 (ç)	Cç6	24. Té3	Tf7+
6. Dd2 (d)	g6	25. Rg1	
7. b3 ! (é)	Fg7		Fxh2+ ! (n)
8. Cç3 ! (f)	Fg4	26. Dxh2	Tf1+
9. Fh2 (g)		27. Rxf1	Dxh2
	Fxf3 (h)	28. Fg2	h5
10. gxf3	Cd4	29. Té4	Dg3 (o)
11. Fg2 (i)	éç	30. Cf4	g5
12. f4	Cé7 (i)	31. Cé2	Cxé2
13. fxé5	dxé5	32. Txé2	Cb4
14. Cd5	0-0	33. Fé5	Dd3
15. 0-0 (j)	Cé-çé	34. Fd6 (p)	Cd5
16. f4	éxf4	35. Éé1	Cé3
17. Txf4	Fé5 ! (k)	36. Fb7	Dd1+
18. Tg4	b5 ! (l)	37. Rf2	Cg4+
19. çô	Ta7 !	38. abandon (q)	

NOTES

a) La sortie quelque peu prématurée de la D blanche permet de sortir des sentiers théoriques trop connus.

b) Empêche le clouage 5. Fb5 après 4..., Cç6. D'autres possibilités sont 4..., Cç6 ; 5. Fb5, Fd7 ; 6. Fxç6, Fxç6 ; 7. Cç3, Cf6 ; 8. Fg5 ou 4..., Cç6 ; 5. Fb5, Dd7 ou 5..., aô et 4..., Fd7 ; 5. ç4, Cç6 ; 6. Dd2.

c) Une idée curieuse de Vassioukov est 5. Fé3 dans le but de répondre à 5... Cçé8 par 6. Db6. Après 5. Fé3, Cf6 ; 6. Cç3, Fg4 les Blancs prennent l'avantage par 7. é5 ! (si 7..., dxé5 ; 8. Dxd5+, Rxd8 ; 9. Cxé5). Cçé8 ; 8. Da4 ! et si 8..., Fxf3 ; 9. éxf6, Fh5 ; 10. fxé7 ou si 8..., dxé5 ; 9. Cxé5 ou encore 8..., b5 ; 9. Fxb5, axb5 ; 10. Dxb5, Dçô ; 11. éxf6, Tbô ; 12. Da4, Tb4 (si 12..., Txb2 ; 13. fxé7, Fxé7 ; 14. Cd5) ; 13. Da3, éé ; 14. 0-0-0 ! (Vassioukov-Grigorjan, Vilna, 1975).

d) Sont également jouables 6. Dd1, g6 ; 7. h3, Fg7 ; 8. Fé2, Cf6 ; 9. Cç3, 0-0 ; 10. 0-0, Fd7 et 6. Dé3.

e) Ce contre-fianchetto est préférable à 7. h3 comme à 7. Cç3, Fh6 ; 8. Dd1 ou 8. Dc2.

f) Meilleur que 8. Fb2, Fxb2 ! ; 9. Dxb2, Cf6 avec un léger avantage aux Noirs.

g) Une idée hardie qui mérite considération, malgré l'affaiblissement de la structure des pions blancs de l'aile - R.

h) Les Noirs entrent sans hésiter dans la variante. Une variante à étudier consiste en 9..., Cf6 ; 10. Fé2, Fxf3 ; 11. Fxf3, Cd7 suivi de Cd4, de Cç5 et de éô.

i) Voilà qui n'est pas conforme à l'esprit de la variante. Cloccaltes qui connaît particulièrement bien cette suite, joue ici avec énergie 11. 0-0-0 ! ; par exemple 11..., Cxf3 ; 12. Dd3, Cé5 ; 13. Dé3 !, Cd7 ; 14. Rb1, Cg-f8 ; 15. f4, Dç7 ; 16. Fg2, 0-0 ; 17. Th-é1, Fh6 ; 18. Df2, Ta-d8 ; 19. éô !, dxéô ; 20. fxéô, Cxéô ; 21. Dg3 !, Txd1+ ; 22. Cxd1, Cf-d7 ; 23 Fxéô, Cxéô ; 24. Dxéô avec gain (Cloccaltes-Velimirovic, 1974) ou bien 11. 0-0-0, Fhô ; 12. f4, éô ; 13. Cdô, Céô ; 14. Rb1 !, Cxf4 ; 15. çô !, Céô ; 16. f4 !!, Cxf4 (si 16..., Cxçô ; 17. Df2 !, Cxé4 ; 18. Dç2 !, Cçô ; 19. fxéô !) ; 17. çxdô, Dxd1 ; 18. Daô !, Tçô ; 19. Fa3, Dbô ; 20. Da4+, Tçô ; 21 Faô !, Ff8 ; 22. Fbô, Fxa3 ; 23 Dxa3, Céô ; 24. Db4 !, Dçô ; 25. Ddô, bô ; 26. Dxéô, Rfô ; 27. Fxçô, bxçô ; 28. Cbô abandon. (Cloccaltes - Lengyel, 1975.)

j) Après 12..., Fhô ; 13. Cdô, Céô ; 14. 0-0, Cfô ; 15. Dd3, Cxf4 ; 16. Cxf4, Fxf4 ; 17. Ta-d1 et 18. Fa3 les Blancs ont un meilleur jeu.

k) Et non 15. Fa3, Cxdô ; 16. Fxfô, Fxfô ; 17. éxdô, Fbô !

l) Le gain de la qualité par 17..., Fhô ; 18. Ta-f1, Fxf4 ; 19. Txf4 donnerait aux Blancs de belles perspectives sur les cases noires.

m) Une saine stratégie de minage des soutiens du Cdô.

n) Le P noir est plus important qu'une qualité.

o) Il est clair que les Blancs sont en danger mais les Noirs doivent jouer précisément : si 25..., Dxé4 ? ; 26. Txé4, Cf3+ ; 27. Rg2, Cxd2 ; 28. Txéô, Cxéô ; 29. Fxéô et le pion ç devient menaçant ; de même, si 25..., Dg4+ ; 26. Fg2 !, Cf3+ ; 27. Txf3, Txf3 ; 28. Cd7+ !

p) 23..., Cf3 ! était décisif.

q) Après 34 çô ! les Noirs auraient eu beaucoup de travail pour faire valoir leur supériorité.

r) La T est perdue. Malgré quelques imprécisions, une jolie partie.

CLAUDE LEMOINE.

BRIDGE N° 674

LE CARREAU VOLATILISÉ ?

Ce chelem a été réussi il y a de nombreuses années par le fameux champion anglais Kenneth Konstam. Mais au début du coup la défense avait été imparfaite.

Ann. : S don	Pers. vuln.		
Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
1 ♠	2 ♣	3 ♣	passe
3 ♠	4 ♥	6 ♠	passe...

Ouest ayant entamé le 4 de trèfle pour l'as, le déclarant a tiré l'as de pique, puis la dame de pique (sur lesquels Ouest a mis le roi et le 3 de trèfle). *Comment Konstam, en Sud, a-t-il gagné* ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse :

Dès la seconde levée, Konstam pouvait théoriquement reconstituer toutes les mains. Ouest était en principe plus long à trèfle qu'à cœur, sinon il aurait commencé par les cœurs. Il avait donc six trèfles par un gros honneur (car avec roi dame il aurait entamé le roi), cinq cœurs (sans doute par le roi), le roi de pique sec et *un singleton à carreau*.

Le déclarant a deux perdantes à carreau et il s'agit d'escamoter l'une d'entre elles. Le moyen courant est de donner une levée dans cette couleur en espérant que celui qui aura pris sera obligé de jouer coupe et défausse ou d'affranchir une carte d'une autre couleur.

Attention cependant, Ouest n'a, en principe, qu'un carreau. Il faudra donc opérer la mise en *main dès le premier tour à carreau* en espérant que ce singleton est le roi.

Après l'as et la dame de pique, le déclarant coupe la dame de trèfle d'Est, joue carreau et laisse passer l'honneur que Ouest fournit !

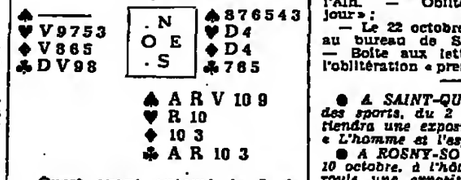
En main avec le roi de carreau sec, Ouest n'a le choix qu'entre le retour à trèfle (qui libère le valet et permet à Sud de défausser un carreau) ou la contre-attaque à cœur qui donne deux levées à cœur et permet de jeter deux carreaux du mort.

Ouest aurait-il pu battre le contrat ? Oui *s'il jette le roi de carreau sur le second coup d'atout*. Cette parade est difficile à trouver quand on donne tout de suite deux coups d'atout, mais, en réalité, Konstam, après l'as de trèfle, a coupé un trèfle, puis un cœur. Il a ensuite tiré l'as de pique, et il a coupé un second cœur. Enfin, il a tiré la dame de pique et Ouest (pourtant « éclairé ») n'a pas défaussé le roi de carreau !

GRAND CHELEM HONGROIS

La Hongrie, qui avant la guerre avait une des meilleures équipes du monde, s'efforce depuis quelques années de développer le bridge en organisant notamment des championnats nationaux.

Voici un grand chelem joué aux deux tables d'un match par équipe de quatre à Budapest.



Ouest ayant entamé le 5 de cœur, comment réussir contre toute défense le GRAND CHELEM : 1° A PIQUE ? 2° A SANS ATOUT ?

Note sur les enchères :

Aux deux tables, N.-S. aboutirent à « 7 ♠ » qu'Est crut bon de contrer. Mais, à la première table, Sud joua ce contrat, tandis qu'à l'autre table, Nord rétablit le contrat final à « 7 SA » qu'Est contra et que Sud arriva également à réussir.

Les enchères les plus simples pour arriver au grand chelem seraient les suivantes :

Sud	*Nord*
2 ♠	3 ♦
3 SA	4 SA
5 ♥	6 SA
6 ♠	7 ♠

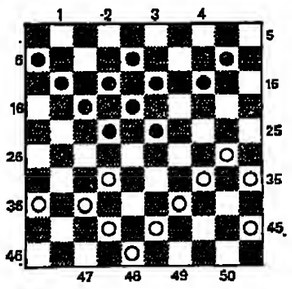
Bien qu'il n'ait que la dame de pique seconde, Nord peut risquer le grand chelem, car Sud a ouvert de deux, annonce qui promet 20 à 23 points (en comptant la distribution).

PHILIPPE BRUGNON

DAMES N° 26

POLIORCÉTIQUE

Championnat du monde : août 1976



A la suite de la victoire du Néerlandais Wiersma (vingt-sept ans) au championnat du monde, la K.N.D.B. (Fédération royale néerlandaise du jeu de dames) récolte une nouvelle fois les fruits de son travail d'initiation sous de multiples formes.

De par son résultat, le G.M.I. Wiersma se situe désormais dans la lignée des virtuoses néerlandais de la haute compétition : Hoogland, champion du monde de 1912 à 1925; Springer, champion du monde de 1928 à 1931 ; Roozenburg, champion du monde de 1948 à 1956, et Sijbrands, champion du monde de 1972 à 1975.

Wiersma excelle aussi dans l'art d'« envelopper », d'assiéger le camp adverse. Ses manœuvres stratégiques de longue haleine se traduisent parfois, comme dans cet exemple, par un coup de position fatal : l'adversaire se trouve alors en situation perdante dans toutes les variantes. Il s'agit d'un « mat ».

Ainsi, dans la position du diagramme, le Yougoslave Lepsic perdit après le coup très fort des Noirs (14-20) ! :

a) 30-25 (22-27 !). 25×5 (27×49). 5×28 (17-22), etc. + ;

b) 42-38 (20-24). 30×29 (22×31). 36×27 (17-22), etc + 1 et + ;

c) 45-40 (20-25 !) (menace du gain par (23-29) !. 30-24 (23-28), etc.. + 1 et + ;

d) 32-27 (22×31), 37×26 d' (20-24). 30×28 (17-21). 26×17 (11×44) + ;

d') 36×27 (20-24), 30×28 (17-22), 28×17 (12×41) + ;

e) Sur d'autres réponses N+ par un coup en deux temps.

Remarque : même en sacrifiant un pion pour éviter le passage à dame immédiat, les Blancs n'avaient aucune possibilité de nulle.

JEAN CHAZE.

● *Le championnat de France* (cent onze participants répartis en huit séries) a été remporté par Nimbi (Beauvais) devant Delhom (Toulouse). Les résultats complets seront donnés dans l'organe de la F.F.J.D.

● *Demandes de renseignements :* pour disposer d'éléments d'étude (traités, périodiques techniques et d'information, clubs, compétitions), les lecteurs peuvent s'adresser à Jean Chaze, « La Pastorelle », bâtiment D, boulevard de Paste, 07000 Privas. A l'appui de chaque réponse sont joints deux opuscules d'initiation (connaissance des règles et de la signification des chiffres et des signes conventionnels).

Philatélie

N° 1453

FRANCE : « Guyane ».

Le cinquième timbre, dans la série dite des « régions », de l'année, et le onzième depuis le début, sera consacré à la Guyane. Vente générale le 18 octobre.

1,25 F, vert, blanc et sienne. Dessin d'Odette Saillais, gravé pour la taille-douce par Cécile Guillaume. Imprimé dans les Ateliers du timbre de France.

La mise en vente aura lieu :

— Les 16 et 17 octobre, par le bureau temporaire installé dans la salle des fêtes de l'annexe de la mairie de Cayenne. — Oblitération « premier jour » ;

— Le 16 octobre, au bureau de poste de Cayenne. — Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération « premier jour ».

FRANCE : « Accélérateur de particules ».

Dans la série des « grandes réalisations » prévue sur le programme de l'année en cours, la seconde figurine postale appartiendra à l'accélérateur de particules (CERN) et elle sera en vente générale le 23 octobre.

1,40 F, violet clair, violet foncé, bleu turquoise, bleu ciel et jaune.

Tirage : 6 millions d'exemplaires. La maquette est de Jacques Gauthier et l'impression en héliogravure a été réalisée par les Ateliers du timbre de France.

Vente anticipée :

— Le 22 octobre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Centre européen de recherches nucléaires, à Prévessin, dans l'Ain. — Oblitération « premier jour » ;

— Le 22 octobre, de 9 h. à 12 h., au bureau de Saint-Genis-Pouilly. — Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération « premier jour »

● *A SAINT-QUENTIN, au Palais des sports, du 2 au 10 octobre, se tiendra une exposition sur le thème « L'homme et l'espace ».*

● *A ROSNY-SOUS-BOIS, du 2 au 10 octobre, à l'hôtel de ville, se déroule une exposition sur le thème « Année olympique ».*

● *A BOULOGNE, le C.E. Renault, au 119, rue du Point-du-Jour, salle Picasso, organise une exposition, du 4 au 8 octobre.*

ADALBERT VITALYOS.

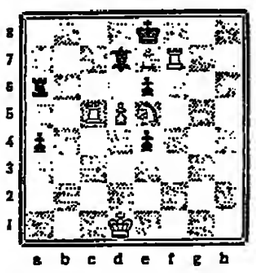
La vente de l'année

Avant les trois minutes de gloire sur la piste, soirée de gloire à Bagatelle, où l'Office du pur-sang organise une vente qui paraît devoir être la plus prestigieuse depuis la liquidation de l'écurie Widener, voilà huit ans. Le commissaire-priseur proposera même une sœur, par *Mill Reef*, de *River-Queen*, et *Lagunette*, gagnante des Oaks du Curragh et du prix Vermeille, qui sera en piste — avec des chances sérieuses, elle aussi — le lendemain. Le cap du million de francs, assez souvent atteint, maintenant, sur les marchés étrangers et qui ne l'a été, en France, que deux fois, devrait être dépassé pour chacun de ces deux « numéros ».

Dans la coulisse, la petite guerre se rallume entre la Société d'encouragement et le ministère de l'agriculture. Le ministre a autorisé trois tiercés supplémentaires en fin d'année, mais en précisant que leur produit serait bloqué avant d'être partagé entre les sociétés de courses qui s'engageraient dans des « réformes de structure ». C'est le sucre d'orge que la mère fait voir aux enfants puis enferme dans le buffet en attendant qu'ils soient sages. Pour l'instant, les enfants se récrient et tapent du pied. *Paris-Turf*, journal de M. Marcel Boussac, publie un article qui est un tréplgnement.

LOUIS DÉNIEL.

Dr HANS LEPUSCHUTZ



BLANCS (6) : Rd1, Tç5 et f7, Cé5, Pd5 et é7.

NOIRS (6) : Ré8, Ta6, Fd7, Pa4, é4 et é6.

Les Blancs jouent et font mat en cinq coups.

SOLUTION DE L'ETUDE N° 676
Y. DOROGOV, 1974

(Blancs : Rd1, Cé2, Pé5, f2, g5, h4. Noirs : Rd8, Cé7, Pa4, b3, ç7 et d4.) 1. g6, b2 ; 2. Cç3 ! ! (et non 2. Rç2, d3+ !). dxç3 ; 3. Rç2, Ré7 ; 4. g7, Cf6 ! ! (et non 4..., Rf7 ; 5. é6+ !) ; 5. éxf6, Rf7 ; 6. h5, a3 ; 7. Rb1, Rg8 ; 8. h6, ç6 ! ; 9. f3 !, ç5 ; 10. f4, ç4 ; 11. f5, ç2 ! ; 12. Rxç2, b1=D+ ; 13. Rxb1, ç3. Les Blancs sont-ils en zugzwang ? 14. f7+ !, Rxf7 ; 15. g8=D+ !, Rxg8 ; 16. f6 et les Noirs, en zugzwang, sont perdus. Curieux effets de la symétrie.

ATELIERS
"La Mouche qui rêve"
Paris VI° (Quartier Luxembourg)
● Histoires parlées, histoires jouées (pour enfants de 3 à 6 ans)
● Histoires écrites (à partir de 6 ans)
● Peinture (pour enfants à partir de 3 ans et demi, sans limite d'âge)
Séance le mercredi
Animation :
Marie et Maguy Boisset
Renseignements :
548-70-50
Après 19 h. : 578-02-31

«NON» le GOLF n'est pas un sport de luxe..
NOUS... le prouvons, venez le vérifier au CENTRE D'INITIATION du VEXIN (à 50 minutes de PARIS)
6 séances d'initiation : 200 F (matériel fourni)
GOLF COUNTRY-CLUB de CHAUMONT-EN-VEXIN
Tél. 15 (4) 449-00-81 ou 976-30-51

Maison

Des vénitiens à la japonaise

RÉVOLUTIONNANT le décor traditionnel de la fenêtre (fait de voilages et de rideaux plus ou moins froncés), la paroi japonaise glisse devant la vitre en panneaux de tissu bien tendus. Ces pans se déploient latéralement sur un rail fixé au plafond ; ils se juxtaposent pour former un écran plus ou moins translucide ou, coulissant les uns devant les autres, permettent des superpositions de dessins et de couleurs. Ce nouveau système est plus onéreux que des rideaux classiques, bien qu'il faille tenir compte d'un métrage de tissu plus grand pour ces derniers et des rubans fronceurs et des attaches nécessaires.

Ces stores à la japonaise s'installent devant une baie vitrée assez large : au minimum 1,80 m pour que puissent y évoluer trois panneaux. Ils peuvent également séparer deux pièces, délimiter un coin de repas ou de bureau ou une entrée dans un grand séjour.

C'est, curieusement, de Suisse que nous est venue la première paroi japonaise. Mise au point par Silent-Gliss, elle comporte un rail en aluminium, à deux ou trois voies, sur lequel circulent des barres-glissières en plastique garnies d'un côté d'une bande Velcro à crochets ; la partie à velours correspondante se coud au bord supérieur du panneau de tissu. Ce mode d'accrochage permet d'enlever les pans textiles pour le nettoyage ou un changement de décor. Une barre de lestage se glisse dans l'ourlet du bas. Tous les panneaux coulissent en même temps- sur le rail au moyen d'une tirette rigide. A titre d'exemple, le mètre linéaire de rail à trois voies, avec barres-glissières et accessoires, vaut 290 F.

Ce système Silent-Gliss est monté, chez Filtrasol, avec le tissu enduit uni utilisé pour leurs stores à lames verticales. Tandis que la boutique Capral équipe les mêmes parois japonaises de divers tissus. Pour une baie vitrée : des voilages, des percales et des cotonnades, dont les imprimés à grands motifs donnent le maximum d'effet lorsqu'ils sont déployés. Pour une séparation de pièces, les panneaux sont à double face, en tissu identique ou différent.

Les écrans à la japonaise d'Eurodrap glissent dans une tringle à trois voies, en bois recouvert de plastique. Les panneaux, tendus sur des supports rigides haut et bas, sont réalisés avec des voilages en Clévyl, des soies ou des percales imprimées. Le guidage de l'ensemble des écrans se fait au moyen de deux câbles.

Dans le système Japanno, imaginé par Pierre Brozek, chaque pan est libre et manœuvrable individuellement. Le tissu est fixé sur une barrette autocollante qui s'insère dans un profil en aluminium, avec lestage en bas du panneau. Celui-ci s'accroche, par groupes de deux, sur un rail monovoie. Par superposition des rails et juxtaposition des panneaux, on peut créer des écrans jusqu'à 6 mètres de large, avec une grande mobilité des volumes. Ce « Japanno » s'utilise avec toutes sortes de tissus mais aussi avec du papier peint collé double face. Chaque élément se vend séparément ou, innovation dans ce domaine, est présenté en « kit », dans un tube de carton, avec notice de montage. Cet emballage contient le système de fixation d'un panneau et 2,70 mètres de tissu, le tout en 60 ou 80 centimètres de large (170 francs, avec une toile de coton blanc ou écru, en 60 centimètres). Les rails porteurs existent en 2,50 mètres 3 mètres et 3,50 mètres de long et, sur commande, jusqu'à 6 mètres.

JANY AUJAME.

★ Silent-Gliss, 54, avenue Carnot, 94100 Saint-Maur.
★ Filtrasol, 1, rue du Boccador, 75008 Paris.
★ Capral, 15, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris.
★ Eurodrap, 3, impasse Bousecours, 75011 Paris.
★ Brozek, 122, rue Blomet, 75015 Paris. Vend directement et indique ses revendeurs

PORTES OUVERTES

Verger de vaisselle

Michèle Caudal a transformé jusqu'au 15 octobre sa boutique « Porcelaine » en verger. Des fruits de toutes sortes et de toutes matières s'accordent au thème de la table, vocation du magasin. De nouvelles assiettes sont en faïence bleu vif, ornées de fruits très colorés (35 F), ou en verre épais avec des grappes en relief. Pour décorer la table : des fruits *de porcelaine blanche, de bois, ou* façonnés en petites bouteilles de couleur. Des luminaires en verre sont peints à la main dans un style « rétro ».

Pour allier la gourmandise à la décoration, tous les fruits de saison sont exotiques — copie conforme par la taille et la couleur, — sont présentés en pâte d'amande. Le « Verger du Roy » réalise ces délices en trompe-l'œil qui se gardent intacts pendant un an. Ils sont entourés de fruits en sucre effilé ou en guimauve et de pâtes de fruits d'Auvergne, d'arôme naturel, coulées en godets d'aluminium.

★ Porcelaine, 22, rue de Verneuil, 75007 Paris.

● *Faits de grosse toile blanche tendue sur armature de métal ou de bois,* les nouveaux luminaires de Jean Canessa s'harmonisent aux maisons de vacances. Les suspensions sont des demi-sphères terminées par un pan droit qu'on peut relever et attacher par un lien (320 F en 45 cm de diamètre).

(Galerie Electrorama, 5, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)

A LA MECQUE DU MEUBLE

Milan, en septembre, c'est la Mecque du meuble. Il y a quinze ans naissait le premier Salon du meuble italien. Si, depuis lors, cette manifestation fait accourir les négociants du monde entier, c'est que l'imagination italienne en matière de création mobilière donne le ton. Après une explosion d'exubérance, le design italien a su aborder son âge adulte. Depuis une mémorable exposition, organisée en 1972 au Musée d'art moderne de New-York, les créateurs italiens ont trouvé leur second souffle. Ainsi, Mario Bellini nous a dit à Milan : « *Pour moi, le « design » est mort, perverti par trop de boutiques d'objets contemporains. Echappant à la tentation de faire de l'anti-design, j'ai retrouvé le courage de dessiner une gamme de meubles assez complète pour que chacun puisse « vivre » dans sa maison.* » Cette nouvelle collection, éditée par Cassina, comprend des sièges de lignes simples (structure métallique recouverte de mousse et habillée de tissu assemblé en pans droits) et des tables robustes en bois massif.

Doux au toucher

Au Salon de Milan, le bois était d'ailleurs en vedette : très clair, presque blanc, et doux au toucher. Les nouvelles tables de repas sont larges et carrées, les rangements ont des fonctions très diversifiées. Chez B. & B., un canapé de cuir s'ouvre sans effort pour former un grand lit confortable. Bonacina reste fidèle au rotin naturel, avec des sièges très cubiques, le dossier et les accotoirs étant à la même hauteur. La touche de lyrisme est donnée par Most avec un fauteuil corolle en matière imitant la pierre et par Vivai del Sud avec d'immenses fauteuils-conques, pour trois ou quatre personnes.

Le design italien est donc toujours vivace. Et le taux d'exportation du meuble italien (en progression constante depuis trois ans) atteste du dynamisme de cette industrie qui sait coopérer avec les créateurs les plus imaginatifs du monde. — J. A.

LE DÉCOR EN SALON

Du 2 au 17 octobre, un Salon du mobilier et de la décoration sera ouvert au public, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Sur 35 000 m², ce nouveau « Décomob » présentera les diverses tendances de l'ameublement (du classique au contemporain), un ensemble de cuisines représentant les diverses marques existantes et un grand choix de tapis et moquettes. Des conférences sont prévues pour aider les visiteurs à résoudre leurs problèmes de décor intérieur. Parmi les sujets abordés : l'éclairage, les styles et leur harmonie, l'art floral.

★ Décomob, Porte de Versailles, tous les jours de 10 h. à 19 h., les mardis et vendredis, fermeture à 22 h. 30. Entrée 6 F.

Mode

BLOUSÉES

SI vous n'avez pas encore décidé quel sera votre style cet hiver, la gamme de blouses des grands magasins et des boutiques spécialisées de la rue de Passy, de la Chaussée-d'Antin et de Saint-Germain-des-Prés vous offre une « solution d'attente » à des prix abordables. Ces blouses s'harmonisent aussi bien avec les jupes amples que des robes droites ou des pantalons à pinces.

Le chemisier « moulé sur le corps », à petit col, manches longues et poignets simples, est un classique de dix ans dont les femmes commencent à se fatiguer, même s'il existe en coton, en étamine de laine, en dacron, et en autres mélanges de fibres naturelles ou synthétiques pour le bureau, et en soie naturelle ou artificielle pour le soir.

C'est à Karl Lagerfeld que nous devons, en grande partie, le nouvel envol de la blouse qui se caractérise par l'importance de la carrure et du volume des manches, ce qui rend encore plus confortable ce vêtement. Une écharpe ou un carré en accentuent la souplesse féminine et désinvolte. La blouse devient ainsi veste-chemise, caraco ou dans un tissu plus habillé, chemisier romantique ou corsage de la Belle Epoque.

Lavables comme des polyesters

Ce style de larges carrures a incité Yves Saint-Laurent à créer des modèles de tuniques paysannes, ou de caftans russes, plus ou moins longs selon les tissus et les coupes, et dont l'ampleur est retenue à la taille par une ceinture corselet.

Ainsi les « sur-blouses » et autres sarraus ont démodé aujourd'hui les classiques « moulés ». On les fabrique en prêt-à-porter ; les prix ont baissé et l'on trouve une plus grande gamme de tailles. En effet, les modèles de Lagerfeld pour Chloé (1), du 36 au 46, se vendent entre 450 F et 900 F, avec l'écharpe. Saint-Laurent Rive Gauche (2) fait à peu près les mêmes prix, mais du 34 au 44, en crêpes ou en soies, qui exigent le nettoyage à sec.

Toujours dans le haut de gamme, Hubert Pinault (3), (du 38 au 48), vend 500 F la blouse et l'écharpe en soie. Renoma (4), (du 36 au 42), propose des modèles à col cassé agrémentés d'une écharpe à 295 F. Les imprimés en jersey de soie de Céline (5), (du 38 au 46), sont à 680 F.

Mais il faut aussi tenir compte de l'entretien. Les cotons, grattés ou non, sont lavables comme les polyesters ou divers tissages de laine. Ainsi Michel Axel (6), fabricant en vogue, (du 38 au 42), lance-t-il des modèles fantaisie à dessins exclusifs en polyesters crêpés à laver en machine. Pierre Clarence (7), une des filiales de Boussac, adopte cette formule en Dacron et autres mélanges, notamment avec du coton (du 36 au 48) pour une série de tissus folkloriques d'inspiration péruvienne.

Dans les grandes tailles (du 44 au 52), Ambre (8) a aussi élargi ses carrures, notamment pour des tuniques rayées en camaïeu de bordeaux, de gris ou de marron (195 F), et ses chemisiers en foulards imprimés de palmes cachemire multicolores sur fond beige (250 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.

(Croquis de Mercq.)

PIERRE : chemisier à carrure élargie en toile de laine à dessins provençaux et bordure en rouge, vert ou marron sur fond écru, avec son carré assorti, *les deux lavables en machine.* Existe du 38 au 50, 250 F, au Printemps, aux Galeries Lafayette et aux Trois-Quartiers.

(1) 2, rue de Gribeauval, 75007 Paris ; Sweaters Bazar, 83, faubourg Saint-Honoré ; Canner, Alexandra, Palais d'Armenonville.
(2) 21, rue de Tournon ; 88, Champs-Elysées ; 46, avenue Victor-Hugo.
(3) A la Ville du Puy, 26, rue Tronchet ; Franck & Fils, 32, rue de Passy ; La Gaminerie, 137, bd Saint-Germain.
(4) 129 bis, rue de la Pompe, 75016 Paris.
(5) 227, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; 57, av. Franklin-Roosevelt ; 58, rue de Rennes.
(6) 123, boulevard Saint-Germain.
(7) Gunhild, 7, rue Lepic ; Au Paravent, 155, boulevard de la Gare, 75013 Paris ; Rennes, La Fée, 5, rue d'Estrées.
(8) 83, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

« CARDIN » DE CARDIN

Tous les noms communs et les titres pouvant résonner d'une façon bénéfique sur la vente des parfums font l'objet d'un dépôt de propriété, de sorte que les couturiers en sont réduits à utiliser le leur. D'où ce « Cardin » de Pierre Cardin, au bouquet subtilement fleuri, renforcé de quelques notes sucrées, très féminines. Il est habillé d'un sobre flacon signé Pierre Dinand, de forme rectangulaire, incurvé au centre et coiffé d'un bouchon en demi-lune.

EN BREF

● *Pour les nouveaux-nés.* — La dernière couche-culotte à jeter lancée par Lotus grâce à un nouveau système de pliage et à des attaches adhésives longues et larges, laisse à l'enfant plus de liberté de mouvement.

Il est bien langé et protégé par la surface intérieure de la couche, constituée d'un voile non tissé, seul en contact avec la peau. La couche existe en trois tailles et cinq modèles, à partir de 15 francs environ la boîte de seize. Elle sera mise en vente dans les grandes surfaces, les magasins populaires et les spécialistes dès le début du mois de novembre.

● *La « Journée des animaux »* quittera cette année l'avenue Foch : la manifestation aura lieu dans les jardins des Tuileries, le dimanche 3 octobre, à 15 heures. Les principales associations pour la protection des animaux y dénonceront les nombreuses atteintes et souffrances infligées aux bêtes dans le monde moderne. La présence d'animaux, même domestiques, n'est pas particulièrement souhaitée. Cette journée est due à l'initiative de Georges Krassovsky, fondateur de *Combat pour l'homme.*

Chapo
SIMPLES MEUBLES EN BEAU BOIS MASSIF
14 bld de l'Hôpital 75005 PARIS
rue de St Saturnin 84220 GORDES
(1) 331.23.18 (1) 707.89.41 (90) 72.02.35
EXPOSITION M. LANG 4-30 OCTOBRE

la porcelaine dure française
PILLIVUYT FRANCE

BIEN DORMIR SUR UN BON CANAPÉ !
Le CANAPÉ-LIT est la seule solution de gain de place et selon les besoins de chacun, il se présente sous plusieurs formes : **chauffeuse-lit, fauteuil-lit, banquette-lit, canapé-lit.**
Il n'y a plus de problème d'encombrement, d'esthétique, de prix, de confort, de style, etc. depuis qu'une grande boutique s'est ouverte à Saint-Germain-des-Prés :
LA GUERANDE
13 bis, rue de Grenelle, Paris-7e – 548-33-52
(même direction : CARLIS, 46, rue du Four)

A TOUS PROBLEMES D'ÉCLAIRAGE
SPOTS LAMPE ABAT-JOUR ECLAIRAGE POUR TABLEAUX, ETC. une solution
ready-made electric
28, rue Jacob – 75006 Paris – 260-28-61

EMPIRE FOURRURES
Une collection à vous couper le souffle
RENARDS à partir de 3500 F
VISON_LOUP_RAGONDIN_
8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)
Place de l'Etoile 75008 Paris
tél. 227.22.82 - 622.36.60
Fondateur E. Goldenberg coupe d'or du bon goût français
TRACE PUBLICITÉ 520 46 96

ACTUELLEMENT AU CCC
la nouvelle boutique Simpson LONDON TAILORED
C.C.C.: bien plus que de l'imperméable
39/41, bd Haussmann

chaud, léger, imperméable
loden chasse 295 F
FORSHO
LA MAISON DU LODEN
146 rue de Rivoli - Paris 1er
tél. 260 13 51 métro Louvre

CALVITIE?
zeno Fastgraft est une nouvelle méthode de remplacer vos cheveux perdus, maintenant disponible en France.
Pour recevoir tous renseignements veuillez envoyer le coupon
Nom
Adresse
HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL LM 1-10-76
502, Ecclesall Rd., Sheffield, G-B.

LA CONCURRENTE!

FORD FIESTA 5 CV.

Toute la robustesse et la sécurité de Ford dans une petite voiture : 17.900 F* clés en main.

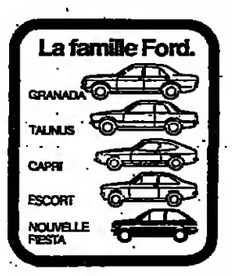
5 CV, traction avant, moteur transversal, 3,56 m, c'est la nouvelle Ford Fiesta. La petite dernière (elle sera vite en tête) a rassemblé tout ce qui se fait de mieux dans chacune des autres 5 CV. Et, c'est une Ford... Voilà pourquoi la Ford Fiesta 5 CV s'annonce comme une sérieuse concurrente.

5,6 LITRES AUX 100 km à 90 km/h**

Concurrente par sa robustesse.

- Moteur robuste, à flux transversal de 957 cm^3 b.c. • Boîte de vitesses Ford souple et précise. • Tôles épaisses, traitées anticorrosion.
- Compartiment passagers renforcé en acier.
- Système électrique simplifié, réduisant les risques de pannes.

Concurrente par sa sécurité.



- Double circuit de freinage en diagonale, autoajustable (à disque à l'avant). • Ceintures de sécurité à enrouleur.
- *Carrossage négatif.*
- Direction à crémaillère.
- Pneus à carcasse radiale en acier. • Essuie-glace/lave-glace à 2 vitesses.

Concurrente par l'agrément.

La plus spacieuse des 5 CV de sa catégorie.
• Hayon arrière facile à manœuvrer, grâce aux amortisseurs à gaz. • Coffre pouvant atteindre 1205 dm^3, banquette arrière rabattue. • Ventilation réglable, 2 vitesses, à renouvellement d'air. • Très court rayon de braquage : 4,65 m.

** 8,2 l à 120 km/h (vitesses stabilisées) 7,9 l sur l'essai "type urbain" - Normes UTAC.

Concurrente par l'économie.

• Carburateur sonique réduisant la consommation d'essence - 5,6 l aux 100 km à 90 km/h**.
• Essence ordinaire. • Embrayage autoajustable. • Roulement des roues sans entretien.
• Châssis et boîte lubrifiés "à vie". • Entretien tous les 10.000 km. • Garantie 1 an (pièces et main-d'œuvre), kilométrage illimité.

La Ford Fiesta existe en 4 versions : Spéciale, "L", "S" et Ghia. Alors, avant de vous laisser séduire par la première 5 CV venue, allez d'abord essayer la Ford Fiesta chez l'un des 610 concessionnaires, agents ou points de vente Ford en France. Vous comprendrez pourquoi nous l'avons surnommée "la concurrente".

J.WALTER THOMPSON

17.900 F* clés en main.
*Prix au 9-9-76

FORD FIESTA
Légendaire robustesse et sécurité.

Ford

La Ford Fiesta mérite un essai.
Allez vite l'essayer chez votre concessionnaire Ford.
Aujourd'hui, à Paris, chez les 6 concessionnaires Ford "opération essais", jusqu'à 21 h.

ETS. BUFFARD	LA CHAPELLE	ROCHEBRUNE	R.V.A.	SADVA	SAFI
110/112 bd de l'Hôpital	20 bd de la Chapelle	58/60 av. Parmentier	89 bd Raspail	19 rue de Presbourg	76 rue de Longchamp
PARIS 13	PARIS 18	PARIS 11	PARIS 6	PARIS 16	PARIS 16
707.79.19	206.19.40	805.29.02	222.73.80	553.32.00	553.18.40

Ford

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

LE RAPT DE LA TENDRESSE

Saintes. — Dans la campagne de Saintonge, le 18 juin 1975, une fillette disparaît sur le chemin de l'école, à l'orée d'un bois. Toutes les battues et recherches sont menées sans résultat. Aucun ravisseur ne se manifeste. Dominique Boissart, dix ans, passe pour morte. Le fait divers n'est pas extraordinaire, mais le devient soudain quand le 5 novembre suivant l'enfant est retrouvée saine et sauve sur le bord d'une route.

A l'insu de tout le monde, à quelques kilomètres de l'endroit de sa disparition, Dominique a vécu durant près de cinq mois avec l'homme qui l'a enlevée : Jean-Paul Barget, trente-cinq ans. L'enfant est en parfaite santé et n'a subi aucune violence (« le Monde » du 18 novembre 1975). Jugé le 30 septembre par la cour d'assises de la Charente-Maritime, Jean-Paul Barget a été condamné à quatre ans d'emprisonnement pour enlèvement, séquestration et attentat à la pudeur.

De notre envoyé spécial

Une affaire de mœurs ? Oui, mais l'expression est trop usée pour résumer une histoire aussi étrange. Dans le box des accusés, Jean-Paul Barget semble perdu, comme il l'a toujours été dans la vie. Silhouette frêle et voûtée, manifestement apeuré, il subit son procès bien plus qu'il n'y participe. Figé, sinon prostré, les bras ballants, le regard soumis, il ponctue ses très rares interventions de multiples : « *Oui, monsieur le Président ; je ne sais pas, monsieur le Président.* » Il est l'aîné d'une famille de neuf enfants, qui s'entassaient dans un taudis de deux pièces. Le père, dont la seule profession était de ramasser les huîtres dans les parcs de Marennes, est mort très tôt de la tuberculose. Cinq de ses frères et sœurs ont été retirés à leur mère, qui s'est remariée pour la troisième fois. A l'âge de quatorze ans, il sera placé chez un fermier comme ouvrier agricole.

Une sorte de « quart-monde »

Quand on lui demande comment il juge son enfance, il répond tout simplement qu'elle lui semble avoir été « *normale* ». A ce « *solitaire qui ne parle jamais à personne* », on ne connaît aucune liaison féminine. Il sera un jour condamné pour un vol commis afin de payer la provision de 2 000 francs que lui réclame une agence matrimoniale. Depuis son service militaire, Jean-Paul Barget n'a jamais eu d'emploi régulier. Sa seule occupation consiste à « *faire les bouriers* », c'est-à-dire récupérer les emballages dans les tas d'ordures. Il sillonne pour cela la région sur un cyclomoteur auquel est accrochée une remorque. C'est dans celle-ci que le jour de l'enlèvement il dissimulera la petite Dominique pour l'amener chez lui, dans un hameau de la commune de Meursac.

L'enfant n'a pas connu un sort plus enviable que celui de son ravisseur. Chez les Boissart, il y avait cinq enfants vivant tous ensemble dans une masure. Le père a quitté la famille depuis deux ans. La fille aînée est mère célibataire. Dominique est la dernière. A l'école, on s'inquiète de son caractère renfermé. Jean-Paul Barget et sa « *victime* » ont en commun de se sentir chacun rejeté par sa propre famille.

Parlant du rapt, le président, M. Paul Thoré, et même le procureur de la République, M. Raymond Beaufour, ont employé le terme de « *rencontre* » de deux êtres. Barget n'avait pas prémédité son geste, il avait seulement remarqué cette enfant qu'il trouvait « *gentille* ». Quand il lui propose de monter dans sa remorque, Dominique n'accepte pas de son plein gré, mais n'oppose aucune résistance. Elle déclarera au juge d'instruction : « *Je voulais voir comment c'était chez lui.* »

Pendant cinq mois, elle ne cherchera pas à s'enfuir alors que la plupart du temps elle n'est pas enfermée quand Jean-Paul Barget s'absente de sa chambre (une soupente dans un grenier au-dessus du domicile de sa mère). Non seulement Dominique n'a jamais été maltraitée, mais encore l'homme a multiplié les attentions à son égard, veillant à ce qu'elle puisse supporter au mieux son séjour. L'homme et l'enfant dormaient dans le même lit, ils échangeaient des caresses. Il y avait des attouchements. Mais l'enfant n'a pas été « *défiorée* », ainsi que le rapportent deux médecins experts. Le « *kidnappeur* » n'a pas abusé d'elle alors que la fillette a reconnu devant le magistrat instructeur avoir dit à « *Jean-Paul* » qu'elle aimerait bien « *avoir un bébé* », comme sa grande sœur.

Quelles étaient exactement les intentions de cet homme ? Pourquoi l'enfant s'est-elle comportée aussi docilement ou passivement ? L'un comme l'autre ne peuvent l'expliquer. On ne connaîtra sans doute jamais les réponses. Et la justice paraît bien maladroite dans l'examen d'un tel cas.

La justice, elle aussi, a ses mœurs. L'aventure de Jean-Paul et Dominique n'a pas été prévue dans le code pénal. Des magistrats ont toutefois « *qualifié* » les faits en prononçant trois inculpations de crime. D'autres devaient ensuite considérer cette affaire en fonction de ces inculpations. Ce qui n'était pas un point de vue très satisfaisant, ainsi que le président et le procureur l'ont reconnu, en admettant qu'il s'agissait d'un enlèvement et d'une séquestration d'un genre très particulier.

Les jurés, quant à eux, ainsi que la plupart des acteurs de ce procès, n'appartenaient manifestement pas au milieu des gens dont ils appréciaient la situation. Les experts psychiatres, pour leur part, se sont montrés prudents et évasifs. Ils se sont gardés de se livrer à des explications du comportement de Dominique et de Jean-Paul Barget au moment de l'enlèvement et dans les jours qui ont suivi. Ils se sont contentés de dire que la responsabilité de l'accusé était atténuée par un état de « *débilité mentale légère* ».

Pour éclairer la cour, l'accusé et la petite victime — venue à la barre quelques instants — n'ont rien dit ou presque. La mère de Dominique, accusée à son tour par Jean-Paul Barget de lui avoir « *confié* » sa fille pour le temps des vacances, est restée presque toujours muette sur ce point comme sur d'autres. Auraient-ils parlé ? Auraient-ils su se faire comprendre ? Cette affaire s'est passée dans un milieu resté en marge du développement social, une sorte de « *quart-monde* » que l'on retrouve encore souvent dans les régions rurales tout autant que dans de nombreuses banlieues. Il s'agissait, de plus, de l'univers de l'enfance vécu pour la victime, révélé pour le coupable.

Au terme du procès, Jean-Paul Barget a rejoint la prison et Dominique le « *foyer de l'enfance* » où elle a été placée depuis sa « *libération* ».

FRANCIS CORNU.

L'enlèvement de M. François Fériel à Cannes

M. FRANCIS LOPEZ : ce n'est pas un coup monté

L'affaire de l'enlèvement de M. François Fériel a pris un tour polémique, jeudi 30 septembre, avec les diverses déclarations faites d'un côté par Me Weil-Curiel, conseil de Mme Fériel, et de l'autre par M. Francis Lopez, qui lui répondait au terme du transport de justice à la villa Gipsy. Le compositeur s'est notamment insurgé contre certaines allégations tendant à le faire passer, avec son épouse, « de victimes à accusés ». Me Weil-Curiel a d'autre part révélé qu'une demande de rançon avait bien été transmise à l'administrateur judiciaire des biens de M. Fériel, Me Zecri, par l'intermédiaire du défenseur parisien de l'homme d'affaires. Les ravisseurs auraient exigé le versement d'une somme de 800 000 F en coupures de 100 F, à l'aéroport de Nice, « entre les mains d'une personne, a déclaré Me Weil-Curiel, qui se reconnaîtra peut-être ». Cette somme correspondrait approximativement aux fonds bloqués au compte de M. Fériel à l'agence de l'American Express à Cannes. M. Lopez a confirmé l'information donnée par le conseil de Mme Fériel. La fille de M. Fériel, Francine Fériel, qui réside à Cannes, a d'autre part chargé son avocat, le bâtonnier Rolando, de déposer une plainte contre X..., de se constituer partie civile en son nom.

De notre correspondant régional

Cannes. — Dans le cours de l'information ouverte par le doyen des juges d'instruction de Grasse, M. Pierre Bois, un transport de justice a eu lieu à la villa Gipsy dans l'après-midi de jeudi en présence du procureur de la République de Grasse, M. René Lansac. Le magistrat instructeur a entendu sur place les époux Lopez, qui lui ont ments qu'ils ont vécus dans la nuit fait séparément le récit des événedu samedi 25 au dimanche 26 septembre.

M. Francis Lopez a tenu à répondre aux allégations formulées par le défenseur de Mme Fériel, qui avait parlé, à propos de l'enlèvement de l'homme d'affaires, de « coup monté ». Dans une déclaration faite en particulier à Antenne II, jeudi soir, l'avocat avait avancé deux hypothèses pour expliquer la disparition de l'homme d'affaires :

« *La première, c'est qu'il a préféré disparaître volontairement pour échapper à la situation créée par son divorce ; la seconde, c'est que les personnes qui vivaient de ses largesses ont organisé, avec ou sans son accord, un enlèvement pour obtenir la rançon.* »

Des déclarations encore plus précises et également accusatrices à l'égard de M. Francis Lopez ont été prêtées par un journaliste de TF 1 à Mme Fériel. L'épouse de l'homme d'affaires nous a opposé au téléphone, jeudi soir, un démenti formel : « *Je n'ai fait de déclaration à personne*, nous a-t-elle répondu, *et je n'en ferai pas.* »

« *Si M. Fériel a imaginé un tel stratagème pour disparaître*, a rétorqué M. Francis Lopez, *il n'est pas seulement un industriel, mais un véritable auteur dramatique. C'est médire que d'envisager une telle hypothèse. Mais il est vrai que notre ami était, depuis deux mois, très déprimé en raison des tracasseries qu'il connaissait au sujet de son divorce. D'après ce qu'il m'a dit, sa femme aurait tenté de le faire interner ou de le faire passer pour débile mental. Mettez-vous à la place de quelqu'un qui a travaillé toute sa vie jusqu'à soixante ans et qui se trouve dans cette situation : il y a de quoi être déprimé. C'est pour cela qu'il avait envisagé de tout vendre et de parti pour l'Amérique du Sud faire de l'élevage de chevaux.* »

Quant aux insinuations relatives à ses difficultés financières, lesquelles auraient pu l'inciter à organiser lui-même toute l'affaire, le compositeur les a rejetées en déclarant qu'« *il souhaitait à tous les Français d'être dans la même situation que lui* ».

GUY PORTE.

LES DEUX ENFANTS QUI SONT A L'ORIGINE DE L'INCENDIE DU C.E.S. PAILLERON SERONT JUGÉS LE 6 OCTOBRE

Le procès des deux enfants qui sont à l'origine de l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron à Paris, le 6 février 1973, aura lieu le 6 octobre. D'abord prévu pour juin 1976, le procès avait été reporté à la demande de l'Association des familles des victimes. « *Afin de ne pas étouffer les vraies responsabilités* », celle-ci souhaitait que le procès des mineurs soit proche dans le temps de celui des adultes inculpés pour leurs responsabilités dans la construction de l'établissement, dont l'incendie avait provoqué la mort de vingt personnes, dont seize enfants.

Cette demande est toujours valable, ont expliqué les responsables de l'Association au cours d'une conférence de presse, jeudi 30 septembre, puisque la date du second procès n'est toujours pas fixée. Son instruction n'est même pas terminée. Celle-ci risque d'être d'autant plus longue que le juge chargé du dossier, M. Sablayrolles, vient d'en être dessaisi, après sa nomination comme conseiller à la cour de Paris. Le nouveau juge d'instruction devra assimiler douze volumes de documents techniques. « *Il était très possible*, a précisé M. Causse, secrétaire de l'Association des familles, *d'autoriser M. Sablayrolles à terminer cette affaire malgré sa promotion. Mais il avait souvent fait preuve, dans la conduite de l'affaire, d'une honnêteté scrupuleuse et d'humanité : un peu trop peut-être aux yeux de l'administration.* »

L'association des familles vient d'écrire à M. Olivier Guichard pour exposer ces deux demandes. L'actuel garde des sceaux était ministre de l'éducation nationale lorsque le C.E.S. Pailleron a été construit.

Pour le report du premier procès un des avocats des parents a affirmé que le procureur de la République aurait déclaré que, le 6 octobre, le parquet se montrerait compréhensif. Il se serait aussi engagé à demander au premier président de la cour d'appel d'autoriser M. Sablayrolles à suivre l'affaire aux côtés du nouveau juge d'instruction.

Un nouveau rapport vient d'être ajouté au dossier par les experts civils. Il montre que la durée de la résistance au feu des portes du C.E.S. ne dépassait pas deux minutes et que le matériau utilisé dans les parois intérieures dégageait, après onze minutes, une température de 1 200 degrés, en même temps qu'un gaz mortel.

A Grenoble

PEINES RÉDUITES EN APPEL POUR M. GÉRARD NICOUD

La cour d'appel de Grenoble, dans un arrêt rendu jeudi 20 septembre, a réduit les peines prononcées contre Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNATI, le 26 mars dernier par le tribunal correctionnel de Bourgoin. Les magistrats grenoblois ont ramené à deux mois de prison avec sursis et 2 500 francs d'amende les peines de six mois avec sursis et 5 000 francs d'amende prononcées à Bourgoin pour l'occupation, le 12 mai 1975, des locaux de la perception locale.

Ils ont aussi réduit à 1 000 F (contre 2 000 F) l'amende pour diffamation publique envers le contrôleur des impôts, à 1 000 F (au lieu de 10 000 F) les dommages-intérêts accordés au même contrôleur, et à 500 francs (au lieu de 1 000 F) les dommages-intérêts accordés au syndicat F.O.

● *Condamnations pour renvoi de livrets militaires.* — Quatre militants non violents, qui avaient renvoyé leur livret militaire par solidarité avec les paysans du Larzac, ont été condamnés, mercredi 29 septembre, à 500 francs d'amende chacun par le tribunal correctionnel de Bordeaux.

Service Elections Législatives du journal DIE WELT à l'étranger

Les élections législatives auront lieu le 3 octobre en République Fédérale d'Allemagne. Elles décideront si ce pays continuera à être gouverné par une coalition des sociaux-démocrates et des libéraux ou de nouveau par un gouvernement démocrate-chrétien et bourgeois.

Ce verdict électoral revêtira une très grande importance non seulement pour l'Allemagne mais aussi pour ses voisins européens.

Pour cette raison, le quotidien allemand DIE WELT installe, en République Fédérale d'Allemagne, un service téléphonique spécial pour les demandes de renseignements venant de l'étranger.

Le 3 octobre de 18.00 heures jusqu'à 01.00 heures du 4 octobre et le 4 octobre de 08.00 heures à 20.00 heures vous pouvez contacter le service „élections-spécial" du quotidien DIE WELT au numéro suivant:

Bonn (1949 2221) 304 291 et 304 292

Vous y obtiendrez en langue allemande, anglaise, française et italienne toutes les informations désirées concernant les élections législatives allemandes, leur arrière-plan et leurs conséquences.

DIE WELT

UNABHÄNGIGE TAGESZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Le journal allemand de renommée mondiale, directement de Bonn

Cette annonce paraît dans les quatre quotidiens européens de pointe: THE TIMES/Angleterre, LE MONDE/France, LA STAMPA/Italie, DIE WELT/Allemagne.

SALON du MOBILIER et de la DECORATION

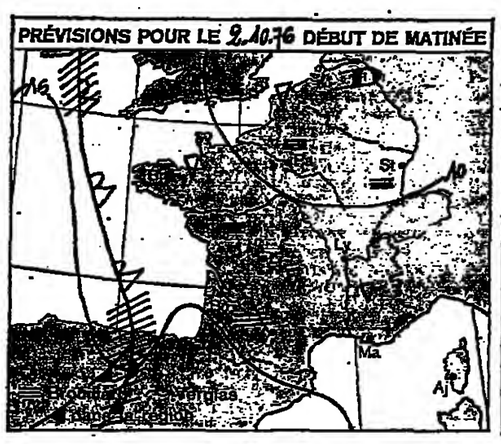
DECOMOB décoration · mobilier · cuisine · tapis

2-17 OCTOBRE 1976

PORTE DE VERSAILLES • NOCTURNES LES MARDIS ET VENDREDIS JUSQU'A 22 h 30

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1er octobre à 0 heure et le samedi 2 octobre à 24 heures :

La perturbation qui donnait des pluies et quelques orages vendredi, sur la moitié est de la France, s'éloignera lentement vers l'Allemagne et l'Italie. Elle sera suivie d'une amélioration relative dans nos régions de l'Ouest.

Samedi 2 octobre, il y aura encore des pluies orageuses de la Corse aux Alpes, à l'Alsace et à la Lorraine. Elles cesseront en fin de journée, mais le ciel restera très nuageux et souvent brumeux le matin ; il deviendra plus instable l'après-midi : des éclaircies se développeront localement, mais il y aura aussi des averses, principalement près des côtes de la Manche et de l'Atlantique, ainsi qu'en montagne.

Les températures varieront peu par rapport à celles de vendredi.

Vendredi 1er octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 009,9 millibars, soit 757,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 septembre; le second, le minimum de la nuit du 30 septembre au 1er octobre) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 19 et 14 ; Brest, 15 et 13 ; Caen, 18 et 11 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 23 et 13 ; Dijon, 18 et 14 ; Grenoble, 23 et 14 ; Lille, 20 et 13 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille, 24 et 17 ; Nancy, 19 et 12 ; Nantes, 20 et 11 ; Nice, 21 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 15 ; Pau, 21 et 13 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 19 et 12 ; Strasbourg, 16 et 14 ; Tours, 19 et 14 ; Toulouse, 25 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 18 degrés ; Amsterdam, 21 et 14 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 20 et 13 ; Bruxelles, 21 et 14 ; Iles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 12 et 7 ; Genève, 19 et 13 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 18 et 13 ; Madrid, 18 et 12 ; Moscou, 5 et —3 ; New-York, 17 et 15 ; Palma-de-Majorque, 25 et 16 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 10 et —1 ; Téhéran, 27 et 14.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 1er octobre 1976 :

DES DECRETS

● Relatif à l'application du nouveau code de procédure civile dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

● Portant création de commissions de l'informatique et d'un comité interministériel chargé de donner son avis sur certains projets informatiques.

UNE LISTE

● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant (sciences).

* * *

D'autre part, *le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 1er octobre, publie des arrêtés portant attribution de la médaille des services militaires volontaires et de récompenses honorifiques pour la propagande en faveur de la Caisse nationale de prévoyance.

Transports

● L'ORIENT-EXPRESS VA DISPARAITRE. — L'Orient-Express, le train qui mettait le Bosphore au bout des rails de la gare de Lyon, à Paris, va cesser de circuler à partir du 22 mai prochain. A partir de cette date, les voyageurs se rendant d'Istanbul à Paris devront changer de train à Belgrade, où ils prendront un nouvel express se rendant à Venise. Dans la cité des Doges ils monteront à bord du train Venise-Paris. — *(Reuter.)*

LOTO

TIRAGE DU 29 SEPTEMBRE 1976 — n° 19

7	8	11	14	15	35

NUMERO COMPLEMENTAIRE : 24

	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 bons numéros	249 485,20 F
5 bons numéros + numéro complémentaire	83 161,70 F
5 bons numéros	2 856,70 F
4 bons numéros	58,60 F
3 bons numéros	5,40 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT : 234 397,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 OCTOBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 5 OCTOBRE 1976 APRES-MIDI

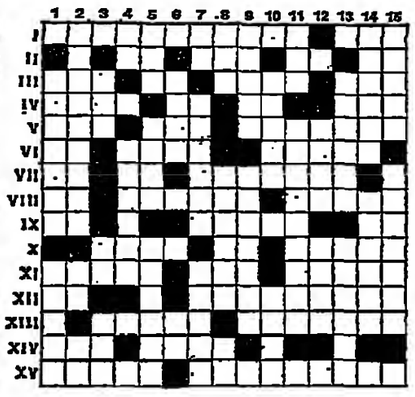
SECRETARIAT GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 576

HORIZONTALEMENT

I. Délit de... fuite ; A une influence décisive sur la vie des filles et des garçons. — II. Un point dans l'eau ; Prend soin des robes qu'on lui confie ; Anonyme ; Grecque. — III. Un expédient quand on a raté le bac ; Symbole ; En Palestine ; Souvent émis par le conducteur d'une patache (inversé). — IV. Précèdent les forêts dans une désignation administrative ; Abréviation ; Coule dans un certains sens ; Prénom épelé. — V. D'un auxiliaire ; Abréviation militaire ; Pas unies. — VI. Honoré par des Laudiniens ; Est parfois dur à porter ; Fait en sorte que rien ne dépasse. — VII. A moitié laid ; Moins souvent prononcé par des officiants (épelé) ; Semble avoir une nette prédilection pour la vie de château. — VIII. Emis par César, au moment de se déplacer ; Plus grand que le loup ; Secoua. — IX. Lettres de créance ; Substance coûteuse ; Symbole. — X. Pour la Grande-Bretagne, c'est une affaire de poids ; Négation ; Vécut il y a bien longtemps. — XI. Fit preuve de doigté et de tact ; Elément de soutien ; Fis un travail attachant. — XII. D'un auxiliaire ; D'une localité de la Corrèze. — XIII. A permis plus d'un amendement ; Invite à ouvrir l'œil. — XIV. Utilisa ; Fit pleurer Margot. — XV. Pâle imitateur ; Elément constitutif de rouges buissons.



VERTICALEMENT

1. S'occupe de son trousseau ; Réunissent parfois la carpe et le lapin. — 2. Très ancien modèle de poids lourd ; Donne souvent la main ; Permettent de s'évader de jeûne ! — 6. Mange entre les repas ; Terme musical. — 7. Article ; Prend facilement la mouche ; Crève à force de grossir. — 8. Place de grève ; Certains l'accueillent volontiers à leur table ; Langue. — 9. Garçon bouché ; N'est vraiment pas sérieuse. — 10. Vieux remède anodin ; Cri antique. — 11. Cela n'a jamais été un agrément pour personne ; Boule colorée. — 12. Se déplaça à la force du poignet ; Point d'émergence. — 13. Changées par des infirmières ; De nature particulière quand elles sont hautes. — 14. Eliminée ; Prison pour femmes. — 15. Recouvris d'un corps simple ; Maladie incurable.

Solution du problème n° 1 575

Horizontalement

I. Latiniste. — II. Aridité. — III. Bé ; Roi. — IV. Inespérés. — V. Sûr ; Liens. — VI. Spar ; Oi. — VII. EE ; Ice ; No. — VIII. Grée ; Yen. — IX. Gousses. — X. Rus ; Gère. — XI. Eté ; Porcs.

Verticalement

1. Laxiste ; Gré. — 2. AR ; Nu ; Egout. — 3. Tibère ; Ruse. — 4. Ides ; Ples. — 5. Ni ; Places. — 6. It ; Eire ; Ego. — 7. Serre ; Yser. — 8. Oenone ; Rc. — 9. Emission ; Es.

GUY BROUTY.

Louez votre TV couleur pour 133 F 84
(146 F par mois et 12 mois gratuit)
- option d'achat facultative -
60 points de service dans la région parisienne
NOVA-TEL
739.40.40 *
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design
*ou 739.33.75

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Semaine après semaine

Anne, jour après jour, Marianne, semaine après semaine, passées à la moulinette des caméras de télévision, rien, sinon l'époque, ne sépare l'héroïne de Dominique Saint-Alban de celle de Marivaux. Rien ne distingue un tâcheron d'un génie. Rien ne différencie une œuvre de confection d'un chef-d'œuvre, un des très rares livres qui fassent date, le premier à avoir pris pour cadre la société de son temps.

Marivaux, faut-il le rappeler, s'est attelé à ce feuilleton en 1731, deux ans avant la publication de Manon Lescaut. *D'où cette vitalité, cette émotion, mélange prodigieux de sensibilerie et de lucidité, l'allégresse de qui découvre un domaine encore inexploré, décrit, dénonce, moralise, s'émeut, et non content de cela, s'arrêtant au bord du portrait, en expliquant l'impossibilité de définir les gens — il y a en eux des choses qu'on ne « saisit point assez pour les dire » — annonce déjà les recherches du nouveau roman.*

Il s'agit d'un récit à la première personne, Marianne raconte sa vie à une amie et même, dans la tradition de Lesage, dans un récit, une amie à son tour raconte sa vie à Marianne. Alors pourquoi, toutes distances abolies, s'est-on privé du regard et de la voix si personnelle des narratrices ou plutôt de l'auteur, juge et témoin, féroce, apitoyé, d'événements auxquels seul son commentaire donne relief, sens, portée, valeur.

Le fait d'avoir interverti, confondu les épisodes, les destinées de ces deux jeunes femmes, l'orpheline et l'abandonnée, ne nous aurait pas gênés s'il ne semblait annoncer un happy end entièrement inventé, s'agissant d'un roman inachevé. A aucun moment non plus on ne perçoit dans le feuilleton de Pierre Cardinal, c'est pourtant essentiel, le ressort d'une action, promesses de bonheur aussitôt suivies de déboires, de décisions, dues à la seule « condition » de l'infortunée. Nathalie Juvet lui prête une placidité un peu lourde, très éloignée de l'impétuosité qu'on lui connaît. Ses parents sont morts dans un accident sans avoir été identifiés. On ignore donc si elle est « née », si elle est digne d'entrer dans le monde. On lui en entrouvre les portes et puis, dans le doute, on les lui claque au nez.

De tes nuances, de ces chatoiements, de ces observations, de ces sautes d'humeur et de ton, que reste-t-il à l'écran ? Une de nos fameuses spécialités : l'album d'images et le défilé de costumes.

CLAUDE SARRAUTE.

VENDREDI 1er OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

VIENT DE PARAITRE
les 57 meilleurs moments de l'émission
alors raconte... tf1
SUR DISQUE RCA

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Cash-Cash », d'A. Foot et A. Marriot, avec D. Cowl, J. Marin, J. Balutin.

22 h. 35, Concert : « Concerto n° 4 pour violon et orchestre » de Mozart, par l'Orch. nat., dir. et sol. E. Krivine ; 22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Feuilleton : la Poupée sanglante, d'après G. Leroux, réal. M. Cravenne ; 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Destins d'hommes).

22 h. 45 (R.), Ciné-club : « Une femme est une femme », de J.-L. Godard (1961), avec A. Karina, J.-P. Belmondo et J.-C. Brialy. 0 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Magazine vendredi : Ailleurs, le complexe allemand, enquête et réal. S. Walsh ; 21 h. 30, Culture : Méditerranée (II) ; 22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5 (R.), Entretiens avec Brice Parain ; 20 h. 30 (S.), En direct de l'auditorium 104, l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, direction L. Segerstam : « la Femme silencieuse », opéra-comique, de S. Sweig, musique de R. Strauss, avec E. Gruberova, M. Rintzler, R. Emile ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Contrechamp : Pierre Castellan reçoit Fernando Lozano ; 20 h. 20, Echanges franco-allemands : Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, direction K. Kord : « Vox Clamantis » (P. Eben), « Concerto pour flûte et orchestre » (Mozart), « Troisième Symphonie » (Brahms) ; 23 h. 15, J. Bjorling, ténor suédois ; 24 h., Jazz forum ; 1 h., Raga.

SAMEDI 2 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu... à 14 h. 25, Samedi est à vous.

20 h. 30, Variétés : *Numéro un* (Georges Chakiris) ; 21 h. 20, Série : Matt Helm ; 22 h. 25, Magazine du théâtre : L'œil en coulisses ; 23 h. 20, Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. à 20 h., Programme ininterrompu... à 14 h. 35, Les jeux du stade.

20 h. 30, Soirée de gala : l'Ecole d'équitation de Vienne ; 21 h. 55, Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 35, Cabarets et cafés-théâtres : Drôle de baraque ; 23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Nouvelle-Orléans bien-aimée, de J.-Ch. Averty (première partie : « Du Vieux-Carré à Storyville »).

21 h. 45, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), Science-fiction : « Une porte sur l'été », de R. Heinlein, adaptation C. Bourdet, avec J.-P. Cassel, C. Gensac, P. Mondy ; 21 h. 55, Ad lib., par M. de Breteuil ; 22 h. 55, La fugue du samedi ou « mi-fugue mi-raisin » ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35, Soirée lyrique : « Aïda » (Verdi), par les chœurs et l'Orchestre lyrique de Turin, direction T. Schippers, avec G. Cruz-Romo, G. Bumbry, P. Gougalov ; 23 h., En direct du square de l'Aspirant-Dunant : bal animé par les Groupes Sautriot et Bonhomme ; 24 h. 5, Un musicien dans la nuit.

DIMANCHE 3 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu... à 17 h. 10, Téléfilm : « le Combat dans l'île », réal. A. Smithee.

Un satellite américain atterrit dans l'ouest du Pacifique, en territoire hostile.

20 h. 30 : Film : « Max et les ferrailleurs » de Cl. Sautet (1970), avec M. Piccoli, R. Schneider, B. Fresson, F. Périer.

22 h. 30, Concert : « Symphonie pathétique n° 6 » de Tchaïkovski, Orch. nati., dir. K. Koizumi ; 23 h. 20, Journal.

CHAINE II : A 2

De 11 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu... à 14 h. 50, Film : « Rendez-vous à Sango-Point », de D. Weis (1967), avec M. Mac Clure, R. Montalban, K. Ross.

20 h. 30, Variétés : Récital, réal. R. Pradines. Forsyte ; 22 h. 20, Emissions spéciales : Les élections allemandes ; 22 h. 35, Documentaire : Côte-d'Ivoire (première partie), de H. Knapp et J.-Cl. Bringuier, réal. B. Bouthier ; 23 h. 25, Journal.

20 h. 30, Dossier : L'affaire Dreyfus, de H. Guillemin et M. Thomas.

21 h. 20, Théâtre : Le grand Magic Circus, réal. P. Grandperret ; 22 h. 30 (R.), Cinéma de minuit : « l'Evangile selon saint Mathieu », de P.-P. Pasolini (1964), avec E. Irazoqui, M. Caruso, S. Pasolini, A. Gatto, G. Morante (v.o. sous-titrée, N.).

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « l'Empire de Brisbane », de G. Shéhadé ; 20 h., Poésie ; 20 h. 5, Poésie ininterrompue ; 20 h. 40 (R.), Atelier de création radiophonique : One plus one (Phil Glass) ; 23 h., Black and Blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h., La tribune des critiques de disques : « Symphonie n° 1 » (Brahms) ;

20 h. 30, *En direct* de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, le groupe choral Saint-Germain-des-Prés et le chœur mixte de Deuil-la-Barre : Chants sacrés ; 21 h. 30, Festival estival du Marais : Henart Ensemble (Frescobaldi, W. Defesch, M. C. Festino, J.-S. Bach, B. de Boismortier) ; 23 h., Cycle de musique de chambre : Mozart ; 24 h., Festival d'automne : Concert Bill Dixon ; 1 h. 15, Trêve.

TRIBUNES ET DEBATS

VENDREDI 1er OCTOBRE

— *M. Raymond Aron* est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscopie » sur France-Inter, à 17 heures.

— *L'Alliage* (philosophie de l'associationnisme) exprime son opinion sur « le fisc contre la justice sociale » à la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— « *Le complexe allemand* » est le sujet de l'enquête de Steve Walsh réalisée pour le magazine « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 30.

SAMEDI 2 OCTOBRE

— *M. Olivier Guichard*, ministre d'Etat, garde des sceaux, est le rédacteur en chef du journal inattendu sur R.T.L. à 13 heures.

DIMANCHE 3 OCTOBRE

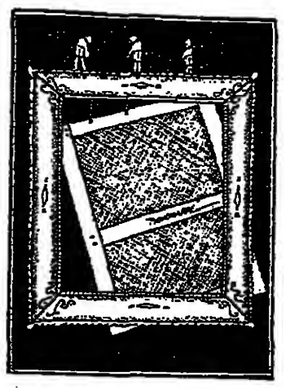
— *Le chah d'Iran, l'impératrice Farah Diba* et *M. Hoveyda*, premier ministre, reçoivent Jean-Pierre Elkabbach pour le « 12-14 » de France-Inter diffusé en direct de Téhéran.

FLORIN 12
34, boulevard de Picpus, Paris 12
STUDIOS / 2 PIECES
LIVRAISON IMMEDIATE
STUDIO
26,92 m2 + 4,95 m2 : 185.000 F *
2 PIECES
50,24 m2 + 9,11 m2 : 315.000 F *
* (parking compris)
APPARTEMENT DECORE SUR PLACE
Ouvert tous les jours de 14 à 19 h (sauf mardi) et de 10 à 19 h samedi et dimanche
343.22.22
GEFIC ALM 98.98
SGMI CONSTRUCTEUR

هكذا في الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Culture



Beaubourg mis au pas ?

● **Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a effectué jeudi 30 octobre une visite du Centre national Georges-Pompidou. Au cours de cette visite, qui coïncidait avec la dernière réunion des membres du conseil d'administration de l'établissement public chargé de la construction du Centre — définitivement remplacé désormais par un conseil d'orientation, — Mme Françoise Giroud a exprimé sa confiance dans l'avenir de l'institution.**

● **L'étonnant est qu'aujourd'hui Beaubourg trouve plutôt à gauche ses défenseurs les plus convaincus. Dans son intervention au cours d'une récente émission de France-Inter, M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., s'est étonné qu'on mette maintenant en question un projet qui a déjà coûté à la nation 1 milliard de francs — et cela pour des crédits de fonctionnement — alors qu'il s'agit justement d'un centre culturel qui veut s'ouvrir au plus grand nombre.**

● **Par sa petite phrase sur Beaubourg, le secrétaire d'Etat à la culture ne voulait sans doute rien dire d'autre que ceci : le nouveau Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est bien lourd à porter pour la France du plan Barre. Telle est, en substance, la thèse exposée.**

On sait à présent que M. Bordax a rencontré Mme Giroud, qu'un accord a été conclu pour réduire les dépenses et accroître les recettes. En fait, rendre moins déficitaire l'exploitation de l'entreprise Beaubourg. Le Parlement précisera l'étendue de cette réduction qui doit, semble-t-il, se situer aux alentours d'un peu plus de 10 %. Parmi les recettes, le tarif de l'abonnement annuel pour les visites, fixé à 40 francs, pourrait passer à 50 francs, tandis que, du côté des dépenses, le coût des expositions inaugurales, Duchamp et Paris-New-York sera diminué.

Beaubourg coûte cher ? Soit. Mais combien au juste pour les quelque deux millions cinq cent mille à trois millions de visiteurs attendus ? A raison de 130 millions de francs par an, on évalue à 40 francs le coût du visiteur. L'Opéra, avec dix fois moins de spectateurs (trois cent mille par an), coûte dix fois plus par unité, soit 400 francs le siège. En vérité, ce ne sont pas tant les coûts élevés de Beaubourg qui sont choquants que la disparité — ici aussi — qui existe entre cette nouvelle institution culturelle et les autres musées de France, à Paris et en province. A lui seul, le centre Pompidou recevait jusqu'à présent, « hors enveloppe », presque autant que tous les autres musées nationaux réunis. Ses conservateurs sont mieux payés qu'au Louvre, ses gardiens plus nombreux.

Le « modèle » Beaubourg devait avoir un effet d'entraînement sur la gestion de l'ensemble des musées en France : secouer et dépoussiérer leur organisation centenaire.

Entre autres modifications fondamentales, Beaubourg s'apprêtait à changer l'horaire des musées, en ouvrant de 10 heures à 22 heures tous les jours de l'année : les autres musées ferment à 17 h, comme au temps de Napoléon, alors que les masses n'allaient au Louvre que pour le brûler. Dix-sept heures, c'est-à-dire juste avant que les travailleurs ne quittent leurs bureaux ou leurs ateliers. C'est à de tels détails, qu'il ne vient à l'idée de personne de contester tant ils sont liés à sa nature, que se mesure la vraie ségrégation culturelle du musée élitaire. Ségrégation que Beaubourg pourrait bien abolir. Pour 40 francs par an et par citoyen-consommateur.

JACQUES-MICHEL.

Musique

Baptême du feu pour le chœur de l'Orchestre de Paris

Le chœur de l'Orchestre de Paris, dont la création était annoncée il y a moins d'un an par Daniel Barenboïm et par M. Jean Maheu, directeur de la musique au secrétariat d'Etat à la culture, recevait jeudi soir le baptême du feu avec le Te Deum *de Berlioz, tour à tour assourdissant, exquis et terrible. Et il avait pour parrain et pour marraine M. Valéry Giscard d'Estaing et Mme Françoise Giroud, ce qui eut ravi Berlioz dont le* Te Deum *de 1849 avait raté successivement l'investiture du prince-président et de l'empereur Napoléon III*

En neuf mois, Arthur Oldham, le chef des chœurs du Festival d'Edimbourg, à la barbe de prophète, a mis sur pied cet énorme orgue humain de deux cent quarante personnes, qui a fait grande impression dès le premier concert. Si un moment, dans le Tibi Omnes *on a pu craindre que les sopranos du premier chœur ne soient trop rudes, tout ensuite fut de la plus haute qualité : la beauté des voix travaillées et homogènes, la diction, très claire, le moelleux céleste et les frémissements d'ouragan, l'exceptionnelle netteté surtout d'un ensemble obéissant comme un seul homme aux indications tranchantes de Barenboïm (1).*

Celui-ci, en effet, jouait sans concession le jeu des antithèses berlioziennes : Te Deum *au pas de charge, d'une discipline très militaire, mais avec cette sorte de relief métaphysique que donne l'*Omnes Terra, *à la fois crié et à voix basse, la tendresse angélique du* Tibi Omnes *où faillit l'irrésistible crescendo du* Sanctus *et son déferlement d'apôtres, de prophètes et de martyrs, la prière du* Dignare *touchante comme du Fauré, avec les délicieux dessins des bois ; les gros bataillons qui manœuvrent dans le* Christe Rex Gloriæ, *où Barenboïm a très judicieusement confié au ténor solo la louange suave de l'Incarnation annonçant le* Te Ergo *où la voix parfumée d'encens de Jean Dupouy plane au milieu des soupirs des chœurs, montant peu à peu vers une nouvelle expression très dramatique avant de méditer sur chaque note détachée du* Miserricordia Tua ; *et, en conclusion, l'énorme fresque obsédante du* Judex Crederis, *ce jugement dernier qui monte à l'assaut du ciel en vagues renouvelées, martelées, où tout est anéanti finalement en poussière, mais se résout dans une dernière lumière glorieuse.*

Sans rien gommer de l'œuvre, Daniel Barenboïm lui a donné sa véritable stature en faisant briller ce qu'il y a de vrai, de frémissant, de lyrique dans ces grandes strophes spectaculaires, de prime abord peu convaincantes, mais où tant de talent et de naïveté finissent par attendrir.

Il avait auparavant joué et dirigé à merveille, avec un orchestre à sa dévotion, le Concerto du couronnement, *un peu longuement développé mais où sans cesse fleurissent les merveilleuses idées qui, à la fin de la vie de Mozart, semblent concentrer l'essence de son œuvre, des opéras, des messes, des symphonies ou des plus ingénus des lieder.*

JACQUES LONCHAMPT.

(1) On associera à ces éloges le Chœur d'enfants de Paris et la Maîtrise de la Résurrection, ainsi que Jean Guillou à l'orgue électronique.

MORT DU CHEF D'ORCHESTRE LOUIS FOURESTIER

On apprend la mort de Louis Fourestier, chef d'orchestre et compositeur, décédé jeudi 30 septembre à Boulogne-Billancourt.

[Louis Fourestier a quitté le monde et la musique au soir d'une carrière bien remplie. Né le 31 mai 1892, élève de Leroux, Gédalge, Vidal et Widor, Grand Prix de Rome en 1925, il a laissé quelques œuvres, dont un quatuor, deux poèmes symphoniques et des mélodies, mais il fut surtout un inlassable chef d'orchestre, un des piliers de l'Opéra-Comique et de l'Opéra, et forma de nombreux élèves au Conservatoire de Paris, après la guerre. Il avait fait aussi une carrière internationale et dirigé au Metropolitan de New-York en 1946-1947.]

Variétés

JOHNNY HALLYDAY

(Suite de la première page.)

Là, il était à la fois l'officiant et la victime offerte, jetant en pâture le « je » dans une dramatisation rituelle tandis que la salle se transformait en un immense chœur. Les gestes, les couleurs musicales étaient ceux de la violence mais sans que celle-ci aboutisse à une révolte contre un ordre établi.

Ainsi pendant longtemps, Johnny Hallyday a vécu intensément sur scène, donnant dans les absences qui séparaient les convulsions l'impression de ne plus être qu'une ombre, qu'un double, d'être emporté par son statut d'idole. Puis les aléas de la vie, des erreurs aussi, ont, sans ternir sa condition de monstre sacré, éloigné un peu son image des projecteurs.

Le voici de retour après avoir, semble-t-il, pris le temps de grandir, de mûrir, de s'ouvrir. Le voici en très grande forme dans le show le plus élaboré, le plus soigné dans les plus petits détails, le plus beau qu'on ait jamais monté à Paris. Pour sa rentrée, et dans le désir de se surprendre lui-même, Johnny Hallyday a eu le culot de produire son propre spectacle sans lésiner sur les moyens : large plateau spécialement construit au Palais des sports, scène mobile, rayons laser, jeux de miroirs, sonorisation exceptionnellement parfaite dans cette salle, orchestre de dix-huit musiciens, chœur et danseurs.

Hallyday occupe la scène pendant trois étonnantes heures où défilent chansons et « je » mêlés. La chanson de geste de Johnny. Les « plans » de la gestuelle rock sont donnés parfois avec une légère distanciation, un très fin humour, et Hallyday lui-même joue comme un félin avec le public. Enfin, lorsque les cérémonies d'autrefois reviennent, lorsqu'il se plaint de sa solitude à grands cris, lorsqu'il réclame quelqu'un qui veuille l'aimer et que les mains, les visages, les corps se tendent vers lui, il y a comme une étrange beauté qui attire.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais des sports, 20 h. 45.

Formes

Défense d'entrer

Pas de signe anthropomorphe dans les dessins impeccables de Chan Kin-chung (1), pas de présence humaine avouée sinon par le discours indirect, par le biais des objets inanimés que l'être, s'étant ici discrètement effacé, a façonnés moins peut-être pour se libérer que pour s'asservir. Après la révélation des peintures — c'en fut une au printemps de l'an dernier — le pur graphisme né d'une humble pointe de crayon renouvelle l'heureuse surprise.

Des dessins d'une exécution parfaite, il n'en manque guère depuis que le réalisme, hyper ou pas, est dans le vent. La technique n'est pas tout : il suffit d'une main adroite et appliquée, et voici déjà poindre, rentrer, un académisme recrudescent. Mais quand l'artiste va au-delà, au-delà du trait et au-delà des choses, quand s'exprime sous la rigueur de la forme une sensibilité d'autant plus aiguë qu'elle est jugulée, quand la vraie poésie sourd de l'anti-poésie, on serait mal venu de mettre une sourdine à son admiration.

Cité humain-inhumain, Chan Kin-chung opte en connaissance de cause pour les ouvertures qui, dans l'univers carcéral secrété par notre civilisation, devraient en principe déboucher sur l'autre, qui l'inclut. Les portes et fenêtres, jadis imposées, le proverbe voudrait qu'elles soient ouvertes ou fermées. On les ferme, de préférence, on s'enferme, et le peintre en témoigne, qui dessine avec minutie — c'est beau, par exemple, l'ombre de cette poignée sur un battant — les traverses cadenassées, les panneaux alternativement sombres et clairs, les regards aveugles qui percent les façades, les volets entrebâillés dont la peinture s'écaille.

Les amateurs impénitents de métaphores y verront quelque allégorie de notre condition de même qu'ils trouveront une victorieuse persistance biologique dans les feuilles de lierre, murailles vivantes sur un rebord de béton et que l'air soulève, dans cette pousse végétale qui *se fait jour* à travers les lames d'une cloison à claire-voie, surtout dans ces arbres étêtés, mutilés, essaulés, qui tiennent bon au cœur d'un paysage lunaire, mousseline de rêve, sous un ciel d'une subtilité infinie.

A ce degré, il est dépassé le symbole. L'émotion traverse le rempart des apparences, enfin respire avec le monde.

Les peintres valaisans se suivent et ne se ressemblent pas. Qu'est-ce qui peut rapprocher à première vue le faire d'Albert Chavaz, de Savièse, et celui de W. Zurbriggen, de Saas-Fee ? Au-delà des divergences, une parenté terrienne, qui se sent. Les personnages de Zurbriggen (2), car il donne presque toujours la préférence à notre espèce, sont tellement simplifiés qu'un confrère de langue allemande a pu parler à leur sujet de « constructivisme figuratif ». Couleurs pures sans bavures, on dirait posées au pochoir, comme les seins de plus d'un modèle ont l'air tracés au compas. Pourtant une « présence », ici sans mystère, est conférée à ces villageois bidimensionnels, découpés de tout folklore. J'extrais, un peu au hasard, du lot *les Trois sages, les Témoins, l'Homme au chapeau* (un chapeau plat naturellement à la Ramuz), et parmi les bonnes femmes dont la grande occupation semble être le *Barrabage*, celles qui papotent au clair de *la Pleine Lune*. Il en est d'autres, peintes pour leur charme et leur jolisse, et des enfants, beaucoup d'enfants, qu'ils soient ou non en *Récréation*. Des modèles humains ? Pas forcément. La *Table rouge* et la *Table bleue* n'ont pas besoin de couvres pour s'animer et de *la Noce des corbeaux* émane une sorte de fantastique, on se demande par quel sortilège. Celui de la simplicité, tout simplement.

Jeunes ou moins jeunes, les artistes helvètes se risquent à sortir de la Confédération. Et on en annonce d'autres.

Des cactus, de ces immenses cactus dont les ombres se découpent avec une netteté métallique sur des étendues désertiques, au milieu du pelage rêgneux des broussailles. Wolf von dem Bussche les a photographiés inlassablement — ils finissent par lasser à la longue — à en juger par la diversité des quarantes épreuves qu'il expose (3). Oui, leurs ombres : elles *parlent* avec autant de force que les candélabres épineux, hérissés de piquants, monstrueuses et verticales chenilles velues, qui étendent leurs bras de sémaphores pour vous envoyer au diable ou se les enroulent autour du corps. Il y en a un qui s'érige solitaire dans le ciel qu'il semble vouloir transpercer de la pointe de se moignons réunis ; on dirait une aiguille alpine. D'autres ont été pris en contre-plongée. Mais alors, les ombres ? Elles deviennent des silhouettes d'hommes plaqués en maintes attitudes ou de noirs fantômes, dégorgés de toute l'eau que les colonnes végétales ont patiemment pompée pour lutter contre un soleil meurtrier.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Darial, 22, r. de Beaune.
(2) Galerie suisse, 17, rue Saint-Sulpice.
(3) Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe.

Théâtre

« LE SCÉNARIO », de Jean Anouilh

Ce sont d'abord des personnages, une pièce d'Anouilh. Jean Barney, jeune scénariste au cœur pur, porte une admiration filiale à Daniel Gélin, comte fatigué, ancien coureur automobile devenu metteur en scène, auteur d'un chef-d'œuvre, un seul, vieux de dix ans. Ils travaillent ensemble dans le cinéma alimentaire, à la solde de Jacques Fabbri, producteur juif polonais, qui paie Alexandre Grecq, un aristocrate allemand, pour en apprendre les bonnes manières, et Karine Lafabrie, une actrice, pour être sa maîtresse. Daniel Gélin est marié à Sylvie Favre, femme douce et riche qu'il martyrise, Jean Barney à Sabine Azema, apprentie starlette qui le martyrise. Tous se retrouvent dans une auberge près de Paris, tenue par Jean Amos, qui s'adonne à des amours ancillaires avec Florence Blin (Daniel Gélin aussi, accidentellement), et où vient se distraire au petit blanc Jean-Simon Prévost, ancien combattant de la Grande Guerre, qui porte béret et ne comprend rien à rien.

Jean Barney et Daniel Gélin doivent écrire un scénario sur lequel ils ont déjà touché de l'argent. Sans grand espoir, ils pensent à la bohème amère de Soutine, à l'histoire d'un amour qui n'a jamais existé. Jacques Fabbri l'accepte, mais la transforme d'abord en mélodrame hollywoodien avec sexe et travestis, puis en peplum chrétien, car il espère un financement du Vatican. Dans un mouvement de dégoût, Jean Barney refuse, Daniel Gélin se suicide. D'ailleurs, le film ne se tournera pas. L'action se passe en août 1939, le scénario imaginé par Hitler emporte tout, Jean Barney part pour la guerre. Le sort des deux femmes est laissé à l'imagination du public, et l'on devine que leur égoïsme les protège. Avant de partir pour Hollywood, Jacques Fabbri donne de l'argent à la veuve de Gélin — l'argent ne compte pas, il est capable d'en gagner partout et en toutes circonstances. Il en offre également à Alexandre Grecq, qui refuse noblement, rejoint l'armée allemande, retrouve son honneur, sa dignité.

« Nous sommes tous des lâches et des égoïstes, sauf moi quand j'étais jeune. » C'est la philosophie de Jean Anouilh, celle de ses porte-paroles, silhouettes imprécises auxquelles le talent de Jean Barney et de Daniel Gélin (et pourtant, quels comédiens !) ne parvient pas à donner du corps. Ils se racontent, se racontent encore, et Jean Anouilh enferme son propos dans un huis-clos qui ne laisse rien passer de l'Histoire. Il dessine les grandes lignes d'une caricature allégorique, il copie *la Gerbe* et *Je suis partout* : d'un côté l'aristocratie française en-juivée, dépossédée de ses droits par la Révolution, de son pouvoir par la tradition familiale. De l'autre, l'aristocratie allemande, l'aryen blond, sage et lucide, qui sait comment agir avec les juifs, qui va combattre aux côtés de Hitler tout en craignant pour sa classe les extravagances de ce parvenu. Au centre, le juif grossier, bavard jouisseur, mû par une revanche séculaire à prendre, et qui se console de ne jamais pouvoir acquérir la « naissance » en achetant tout le reste.

La pièce se divise en trois parties. La première met en place un folklore cinématographique pour feuille à ragots. La deuxième est une pénible confession d'impuissance. Quant à la troisième, elle donne la morale de la fable : si l'Histoire ne s'était pas trompée, les nazis auraient gagné la guerre. Pure provocation inutile quand elle manque son but. Jean Anouilh n'ouvre aucune perspective, donc ses personnages ne prennent aucune réalité, les mots avalent les comédiens. Le schématisme théâtral est un exercice délicat, efficace lorsqu'il stimule l'imagination. Ici, il prend Jean Anouilh au piège. On ne peut pas parler de pamphlet politique, les fascistes aujourd'hui me pleurent pas sur la croix gammée.

COLETTE GODARD.

★ L'Œuvre, 20 h. 30.

Cinéma

DU NEUF AVEC DE L'ANCIEN

Deux films nouveaux à l'affiche cette semaine ne sont pas de nouveaux films. « Rose et Frédérique » était déjà sorti le 28 avril 1976 sous le titre de « Mords pas, on t'aime » ; il s'agit d'une œuvre d'Yves Allégret et non d'Yves Clampi, comme on nous l'avait annoncé (« le Monde » du 30 septembre). « On m'appelle Saligo » n'est d'autre part que la simple reprise des « Derniers Jours de la colère », film du réalisateur italien Tonino Valeril, datant de 1967. Les sociétés de distribution, omettant simplement de fournir ces précisions, trouvent le moyen de faire du neuf avec de l'ancien, et, le public allant voir..., fra peut-être revoir.

■ **Une troupe indienne de danseurs folkloriques donnera trois récitals au Musée national des arts et traditions populaires les 5, 6 et 7 octobre, à 20 h. 45. (Rens. : 870-39-30.)**

■ **Les Ateliers, cinéma-théâtre de Lyon, présenteront « Gros Câlin » du 21 au 31 octobre. Ce spectacle de Pierre Leenhart, tiré du roman d'Emile Ajar, a été créé au Festival d'Avignon 1976. (Rens. : 37-46-30.)**

Le meilleur choix en ÉPÉDA ?

CAPÉLOU
distributeur
livraison gratuite très rapide dans toute la France

VENTES

3,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR UN REMBRANDT

Le magnat du pétrole M. Armand Hammer vient d'acquérir une peinture de Rembrandt, Junon, portrait de femme peint en 1662, pour 3,5 millions de dollars (environ 17 millions de francs). Cette toile appartenait à la galerie Knoedler de New-York, qui l'avait mise en dépôt depuis dix ans au Metropolitan Museum, où elle était exposée dans la salle Rembrandt. Junon rejoindra l'importante collection de peinture ancienne du président de l'Occidental Petroleum l'an prochain au musée de Los Angeles, après un tour de quelques grands musées du monde, y compris les musées soviétiques.

MAISON DU DAIM
11, RUE AUBER — OPÉRA 01-65
le cuir, la peau
les peaux lainées
VESTES - BLOUSONS
MANTEAUX
HOMME - FEMME

Pour 100 briques t'as plus rien maintenant

CRITIQUES UNANIMES :

« Viens chez moi, j'habite chez une copine » du même auteur, s'est donné pendant deux ans. Avec sa nouvelle pièce, Kaminka risque d'occuper le théâtre La Bruyère pour un bon bout de temps. On rit beaucoup. (LE NOUVEL OBSERVATEUR)

Fou rire. Gags bien huilés. (LE MONDE)

Bonne soirée garantie. (L'AURORE)

Burlesque, dénonciation hilarante. (LE FIGARO)

Franche rigolade. (LE QUOTIDIEN DE PARIS)

Farce très réussie, fait mouche à tous les coups. (L'EXPRESS)

Irrésistible drôlerie. (LE PARISIEN LIBERE)

THEATRE LA BRUYERE Loc. : TRI. 76-99 et agences

Festival d'Automne à Paris 76

SMIP THEATRE MUSICAL

MUSEE GALLIERA 10, av. Pierre 1er de Serbie 16e

5 au 9 octobre 20 h 30

FRANÇOISE ACHARD ET TAMIA

RORSCHACH 2

création

composition vivante pour voix, corps de femmes et instruments divers

28 F et 16 F - location FNAC Montparnasse tél. 544.70.50 et places à l'entrée

THEATRE D'ORSAY

Cie RENAUD-BARRAULT

soirée 20 h 30

matinées dimanche 15 h et 18 h 30

30 représentations

Madeleine Renaud

Claude Dauphin

Michaël Lonsdale

L'AMANTE ANGLAISE

Marguerite Duras

mise en scène

Claude Régy

7, quai Anatole France - 548.38.53

DEUX ANES

Ce soir : PREMIÈRE

Pierre-Jean VAILLARD

dans la nouvelle revue

MARIANNE NE VOIS-TU RIEN VENIR ?

Jacques MEYRAN

Christian VEBEL - André BETTIN

J. MORINEAU - Arlène CLAIR

Claude RIO - Mady FRANCK

M. ARISY et R. VALENTINO

Mise en scène : Jacques ARDOIN

Chorégraphie : Cl. JOURDAN

Loc. 606-10-26 et Agences

TOUT CONTRE UN PETIT BOIS

de JEAN-MICHEL RIBES

« Sa meilleure pièce ! » « L'Express »

« A ne pas manquer ! » « France-Soir »

« Idée magnifique ! » « Quotidien de Paris »

« Quasiment génial ! » « La Croix »

« Comédiens bouleversants, remarquables. » « Le Monde »

« Admirable ! » Pop-Club.

« Théâtre important ! » France-Culture.

20 h. 30 tous les soirs sauf lundi

Tél. 548-63-81

RÉCAMIER

CE SOIR

Théâtre de la Commune

centre dramatique national

93 Aubervilliers

du 1er au 9 octobre

Les Tréteaux de France présentent

LORENZACCIO

d'A. de MUSSET

M.E.S. de P. VIELHESCAZE

Réservation : 833-16-16 et Agences

à partir du 8 octobre

MÈRE COURAGE

Bertolt Brecht

mise en scène

José Valverde

THEATRE GERARD PHILIPE DE SAINT-DENIS

59 Bd Jules Guesde - 243.00.59

loc. théâtre + agences FNAC-COPAR

métro saint-denis basilique

STYX V.O.

ACTES DE MARUSIA

... l'Art avec un grand A... La force d'un coup de poing en pleine figure... LE MONDE

LA CLEF

21, rue de la Clef - 337-90-90

L'AMOUR BLESSÉ ou les Confidences de la nuit

Un film de Jean-Pierre LEFEBVRE

La Saïna CINÉMAS : 18 rue F. Santos (Maubert). 325 32 46.

PROGRAMME POSITIF.

BRONCO

HALLUCINATIONS

HENRI MICHAUX

MAX ERNST

COMMENT YEKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

12 heures de films sur LA CHINE DE MAO

Tous les jours : 14h30-20h30

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. : Cyrano de Bergerac.
Chaillot, 20 h. 30 : Elisabeth Un.
Odéon, 20 h. 30 : la Cerisaie.
Petit TEP, 20 h. 30 : A la campagne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme (salle Papin).

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Athénée, 21 h. : le Séquoia.
Bouffes-Parisiens, 21 h. : la Servante.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Edouard-VII, 21 h. : Dis-moi, Blaise...
Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type Charlie Brown (à bureaux fermés).
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, t'as plus rien maintenant.
Madeleine, 20 h. 30 Peau de vache.
Maison de l'Allemagne, 21 h. : Marie-Madeleine.
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Amapuira Madame.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ? (à bureaux fermés).
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. : la Musica ; Ycs, peut-être.
Œuvre, 20 h. 45 : le Scénario (à bureaux fermés).
Palace, 21 h. : les Troubadours. — Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Sous le patronage du ministère des affaires étrangères et de l'ambassade de l'Inde à Paris.

TOURNÉE OFFICIELLE DES

DANSES FOLKLORIQUES DE L'INDE

Les 5, 6, 7 octobre à 20 h. 45. Auditorium du MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES, 6, route du Mahatma-Gandhi, 75016 PARIS (entre le Jardin d'Acclimatation et le Bowling de Paris, porte Maillot). Prix des places, 25 F, étudiants, 15 F. Locat. Durand, 3 FNAC et 370-39-30.

compagnie le chemin

HISTOIRE D'UNE REVOLTE

THEATRE DE LA PLAINE

THEATRE D'ORSAY

Cie RENAUD-BARRAULT

PETIT ORSAY

soirée 20 h 30

matinées dimanche 15 h et 18 h 30

dernières

théâtre acadien

LA SAGOUINE

de Antonine Maillet

avec Viola Léger

présenté par Le Rideau Vert de Montréal

7, quai Anatole France - 548.38.53

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 1er octobre

Plaisance, 20 h. 30 : « Ils » sont là.
Récamier, 20 h. 30 : Tous contre un petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 45 : Goulagie, l'appel du printemps.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Femme de Socrate ; 22 h. 15 : Voyage avec la drogue.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre Essaion, 20 h. 30 : Notes ; 22 h. : Vierge.
Théâtre du Manitout, 20 h. 30 : Arlequin poli par l'amour.
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire d'amour.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : l'Amante anglaise. — Petite salle, 20 h. 30 : la Sagouine.
Théâtre de Paris, 21 h. : Procès de Jeanne d'Arc.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Troglodyte, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les opérettes

Bobino, 20 h. 30 : Croisière d'amours.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Rêve de valse.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mayflower.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle Hélène.

Festival d'automne

Théâtre Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : le Livre des splendeurs.
Musée Galliera, 20 h. 30 : Bill Dixon (Places and Things n° 2).

HAUTEFEUILLE OLYMPIC ENTREPOT

DUELLE

JACQUES RIVETTE

Les concerts

Voir Théâtres de banlieue.
Hôtel Hérouet, 20 h. 30 : S. Ewure, piano (Bach).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : D. Barenboïm, piano ; M. Bourgue, hautbois ; M. Gerzin-Marrou, cor, et Cl. Desurmont, clarinette (Mozart, Berio, Beethoven).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. L. Segerstam (la Femme silencieuse, de R. Strauss).
Cathédrale américaine, 21 h. : Six siècles de musique française (du douzième au dix-septième siècle).

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Lido.
Cirque d'Hiver, 20 h. 45 : Maxime Le Forestier.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nys à l'ère 76.
Danses, 21 h. : Jacqueline François.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Ringtro dosé.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Moulin-Rouge, 23 h. 30 : Follement.
Olympia, 21 h. 30 : Mélba Moore.
Palais des congrès, 23 h. : Show guadeloupéen.
Palais des sports, 20 h. 45 : Johnny Hallyday.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Henri Tachan.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Secs sans provisions.
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
Deux-Ânes, 21 h. : Marianne, ne vois-tu rien venir.

Vidéo

Vidéostone, permanent à partir de 13 h. 30 : Around the Stones.

UGC NORMANDIE VO • REX VF • CINÉMONDE OPÉRA VF • BRETAGNE VF
UGC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO • CONVENTION SAUMONT VF
UGC GOBELINS VF - LIBERTÉ VF - 3 MURAT VF • CLICHY-PATHÉ VF

PIO ANGELETTI et ADRIANO DE MICHELI présentent

le nouveau film de DINO RISI

la CARRIERE d'une FEMME de CHAMBRE

AGOSTINA BELLI

VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI

VILLENEUVE Artel • SARCELLES Flanades • MONTREUIL Méliès
PANTIN Carrefour • AULNAY Parinor • PARLY II • ORSAY Ulis 2
ST-GERMAIN C2L • PORT MAILLOT Artel • ARGENTEUIL Alpha

MARIGNAN - QUINTETTE - MADELEINE - OLYMPIC ENTREPOT

France-Soir "LA VICTOIRE EN CHANTANT... ET EN RIANT"
"Ce film d'une ironie cinglante sur la bêtise des hommes et la sottise des mobilisations, sur le goût du profit et l'abus du pouvoir..." Robert CHAZAL

Le Monde "La satire est là, drue, caustique, percutante, réjouissante. Dans notre production française, si paresseuse, si moutonnière, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu". J. de BARONCELLI

Le Nouvel Observateur "Avec la VICTOIRE EN CHANTANT, nous nous payons une pinte de bon sang. Nous avons bien besoin de ce sang là". Jean-Louis BORY

L'EXPRESS. "L'ironie fait mouche". François FORESTIER

Le point "La fleur du comique au fusil". Michel FLACON

Parisien Libéré "Quel beau jeu de massacre ! Et que de force sous la bouffonnerie ! Un premier film plus complet, plus maîtrisé, plus réussi que celui-là se voit rarement.
A trente-deux ans, Jean-Jacques ANNAUD, manque déjà d'inexpérience... CARMET... Quel art ! Proche du génie, celui des grands qui consiste à ne rien faire. Et tout exprimer". José M. BESCOS

TELE 7 JOURS "Jacques DUFILHO et Jean CARMET forment une équipe dont le talent et l'humour sont une garantie de succès".

Le Figaro "C'est avec habileté et finesse que Jean-Jacques ANNAUD et Georges CONCHON, ont montré à travers le miroir de cette situation insolite tout ce qu'il y a de dérisoire et de criminel dans la fameuse épopée coloniale". Gérard LENNÉ

L'AURORE "De toute beauté dans l'insolite". Odile GRANT

ELLE "Jean-Jacques ANNAUD dont l'amour de l'Afrique transparaît à chaque image enrobe Noirs et Blancs dans une ironie chaleureuse". Philippe COLLIN

RTL "Si vous êtes pacifiste, anarchisant et surtout amateur d'humour décapant, vous allez adorer... LA VICTOIRE EN CHANTANT". REMO FORLANI

LA VICTOIRE EN CHANTANT

JEAN CARMET
JACQUES DUFILHO
FILM DE
JEAN JACQUES ANNAUD

SPECTACLES

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Novice, d'A. Lartuada ; 18 h. 30 : les Nuits blanches, de L. Visconti ; 20 h. 30 : la Vie filmée des Français (1936-1940, de M. Berger ; 1940-1944, de J. Duchet) ; 22 h. 30 : la Vie filmée des Français (la Libération, d'A. Astruc ; 1945-1954, de G. Gilles) ; 0 h. 30 : Fort Utah, de L. Selander.

Les exclusivités

ACTES DE MARUSIA (Mex., v.o.) (**) : Styx, 5e (633-08-40).
L'APACHE (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86), Liberté, 12e (343-01-59).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-25-36), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
BUFFALO-BILL ET LES INDIENS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
BUGSY MALONE (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Maxéville, 9e (770-72-86).
CADAVRES EXQUIS (It., v.f.) : Paramount-Gaîté, 14e (326-69-34).
LA CARRIERE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Liberté, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
COMMENT YU KONG DEPLACA LES MONTAGNES (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 et 21 h. 30.
COMME UN BOOMERANG (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Le Grand Pavois, 15e (531-44-58).
COMPLOT DE FAMILLE (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-21-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (208-71-33).
COURS APRES MOI QUE JE T'ATTRAPE (F.) : Omnia, 2e (231-39-36) ; George-V, 8e (225-41-46) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
DUELLE (F.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic, 14e (783-67-42).
DRACULA PERE ET FILS (F.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Omnia, 2e (231-39-36) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Caravelle, 12e (307-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Olympic, 14e (783-67-42) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
1900 (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Parvette, 13e (331-56-86) ; Opéra, 9e (073-85-48) ; Images, 18e (522-47-94).
FACE A FACE (A., v.o.) (*) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (722-69-23) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
GHOST STORY (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78), jours impairs.
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES HOMMES DU PRESIDENT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Miramar, 14e (328-41-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
ICI ET AILLEURS (Fr.) : 14-Juillet, 11e (357-90-81).
L'INNOCENT (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (328-22-17) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LA MARGE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Caravelle, 12e (307-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Olympic, 14e (783-67-42) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
1900 (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Parvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
NEA (Fr.) (**) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Balzac, 8e (359-52-70).
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
ON AURA TOUT VU (Fr.) (*) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
OTALIA DE BAHIA (Fr.-Br., v.br.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (208-71-33).
QUAND TU DISAIS VALERY (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
ROSE ET FREDERIC : Balzac, 8e (359-52-70).
SALO (It., v.o.) (**) : La Pagode, 7e (705-12-15).
SEX O'CLOCK U.S.A. (Fr., v.a.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-10) ; Omnia, 2e (231-39-36).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
UNE FEMME FIDELE (Fr.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Miramar, 14e (328-41-02).
UN ELEPHANT, ÇA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE VIE DIFFICILE (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
UN TYPE COMME MOI NE DEVRAIT JAMAIS MOURIR (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic, 14e (783-67-42) ; Calypso, 17e (754-10-68).
UNE MINUTE D'OBSCURITE NE NOUS AVEUGLE PAS (All., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Olympic, 14e (783-67-42).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKI (sov.) : Actua Champo, 5e (033-51-60).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55), Secrétan, 19e (208-71-33).
LES CLOWNS (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37), Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Diderot, 12e (343-19-20).
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
DANCING LADY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours pairs.
KING KONG (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours impairs.
LE LAUREAT (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
LOVE STORY (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (326-38-98) (S. et D. : v.f.) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55), Royal Passy, 16e (527-41-16).
M.A.S.H. (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
MA VACHE ET MOI (A.) : Marais, 4e (278-47-86).
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Grands Augustins, 6e (633-22-13) ; v.f. : Athéna, 12e (343-07-48).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (754-10-68) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54).
LA SOUPE AU CANARD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
UN VIOLON SUR LE TOIT (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
WALT DISNEY (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66), Elysées Point Show, 8e (225-67-29), Cambronne, 15e (734-42-96).
ZIEGFELD FOLLIES (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).

Les festivals

BERGMAN (v.o.), Racine, 6e (633-43-71) : la Source.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos, 5e (033-26-42) : Tombe les filles et tais-toi.
SHAKESPEARE VU PAR L. OLIVIER (v.o.), Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) : Henri V.
CINEMA JAPONAIS (v.o.), La Pagode, 7e (705-12-15) : la Cérémonie.
STUDIO 28, 18e (606-36-07) : la Brigade du Tigre.
E. REDFORD (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Descente infernale.
MELVILLE, Studio des Acacias, 17e (754-97-83), 16 h. et 22 h. 30 : le Cercle rouge ; 18 h. 30 : l'Armée des ombres ; 21 h : Un flic.
CINEMA ET HISTOIRE (v.o.), Artistic Voltaire, 11e (700-19-15), 15 h. : le Guépard ; 18 h. (V. + 24 h. 30) : les Subversifs ; 20 h. (S. + 24 h. 30) : la Prise de pouvoir par Louis XIV ; 21 h. 30 : Yvan le Terrible.
VISCONTI (v.o.), Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. 30 : Violence et passion ; 16 h. 30 : Mort à Venise ; 21 h. : les Damnés.
M. BROTHERS (v.o.), Boîte à films, 17e, 14 h. 45 : Plumes de cheval ; 16 h. 15 : Une nuit à Casablanca.
CINEMA DIFFERENT (v.o.), Boîte à films, 17e, 13 h. (V. + 23 h. 45) : Le abêtif est en prison ; 15 h. : l'Argent de poche ; 17 h. 45 : la Dernière Femme ; 19 h. 45 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 45 : Dodde's Dadeh ; 22 h. : Délivrance.
38 ANS DE CINEMA ANGLAIS (v.o.), Olympic, 14e (783-67-42) : les Diables.

LES FILMS NOUVEAUX

ENFIN L'AMOUR, film américain de Peter Bogdanovitch, v.o. : Action Christine, 6e (325-85-78).
BRONCO BULLY ROG, film anglais de B. Platts-Mills, v.o. : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE TROUBLE-FESSES, film français de Raoul Foulon : Boul'Mich, 5e (033-48-29), Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'AMOUR BLESSE, film québécois de J.-P. Lefebvre : Le Clef, 5e (337-90-90).
ANATOMIE D'UN RAPPORT, film français de Luc Moullet : Noctambules, 5e (033-42-34).

Réédition

FANTASIA, film des ateliers Walt Disney : Rex, 2e (236-83-93), Panthéon, 5e (033-15-04), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), France-Elysées, 8e (723-71-11), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

QUINTETTE - CALYPSO - OLYMPIC ENTREPOT
SAINT-LAZARE PASQUIER

Bernard Lenzenic présente
Un type comme moi ne devrait jamais mourir...
un film de Michel Vianey.
"Si vous aimez le cinéma drôle et intelligent, allez voir ce film."
Rémo Forlani/RTL.
Avec Jean-Michel Folon, Francine Racette, Bernard Fresson, Mort Shuman.
Distribué par Parafilms.

Seul à Paris : STUDIO ALPHA (vo)
SAMUEL GOLDWYN présente UN FILM DE WILLIAM WYLER
LES PLUS BELLES ANNÉES DE NOTRE VIE
L'UN DES DIX MEILLEURS FILMS DU MONDE / Le film aux 9 OSCARS

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - GAUMONT MADELEINE
REX - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT SUD - PANTHEON
TRIAIS-BELLE EPINE PATHE - ASNIERES - TRICYCLE - CHAMPIGNY - AUTOCINE PATHE
EVRY - GAUMONT - PARLY 2 - STUDIO
Ecoutez les images... Regardez la musique !
WALT DISNEY productions présente
FANTASIA
TECHNICOLOR

SPORTS

TENNIS

L'ITALIE EST DIVISÉE SUR L'OPPORTUNITÉ D'ENVOYER SES JOUEURS DISPUTER LA FINALE DE LA COUPE DAVIS CONTRE LE CHILI

De notre correspondant

Rome. — Qualifiés pour la finale, les tennismen italiens ne savent pas encore s'ils se rendront à Santiago-du-Chili les 17, 18 et 19 décembre pour disputer la Coupe Davis aux Chiliens. Un vif débat oppose les partis politiques et les journaux à ce sujet depuis la victoire de l'Italie en demi-finales la semaine dernière.

La vivacité de la discussion s'explique par le choc qu'avait provoqué dans la péninsule le coup d'Etat du général Pinochet. Les principaux partis politiques s'étaient trouvés d'accord pour condamner le putsch, n'hésitant pas à qualifier de *« fasciste »* le nouveau régime de Santiago. C'est à la suite de ces événements que M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, devait lancer sa célèbre formule de *« compromis historique »*, seule capable à ses yeux d'éviter une situation semblable en Italie.

Pour la Coupe Davis, le P.C.I. a aussitôt pris position : *« Aller à Santiago, déclare-t-il, serait vraiment accomplir un acte inexplicable et infustifiable à tous points de vue, y compris sportif ; ce serait trahir le peuple chilien opprimé par l'une des dictatures les plus féroces et les plus sanguinaires de notre époque. »*

A l'extrême droite, au contraire, le Mouvement social italien est favorable au voyage de Santiago. Il s'appuie sur la déclaration des principaux intéressés, les joueurs de tennis Panatta et Barazzuti ainsi que l'entraîneur Pietrangeli, visiblement désireux de ne pas laisser passer une telle occasion.

La démocratie chrétienne a évité jusqu'à présent de trop s'engager. Mais l'un de ces principaux porte-parole a cherché à couper la poire en deux : la rencontre, selon lui, *« doit se tenir à l'écart de toute interprétation partisane ; ce qui signifie qu'elle doit se jouer sur un terrain neutre »*. Hypocrisie, répliquent les socialistes, tandis que les républicains prêchent pour une situation claire : *« Si on ne veut pas aller à Santiago, qu'on rompe complètement nos relations avec le Chili... »*

Saisi par la fédération italienne de tennis, le comité olympique national aimerait bien que le gouvernement le décharge de ce brûlot. Mais au palais Chigi le pragmatisme est total. Pressé de questions, le porte-parole du président du conseil a fini par dire que *« sport et politique devraient être distincts »* et que... *« le gouvernement n'avait aucun rôle à jouer dans cette affaire »*.

Ce n'est pas l'avis de la fédération de tennis qui vient d'avancer un nouvel argument : *« Si nous refusons de jouer au Chili sans nous fonder sur une décision bien précise du gouvernement, nous pourrions nous voir appliquer par la fédération internationale des sanctions assez lourdes, à l'instar du Mexique qui fut disqualifiée deux ou trois années pour n'avoir pas voulu affronter l'Afrique du Sud. La fédération internationale — et c'est un point que tout le monde feint d'ignorer — ne peut examiner une question soulevée par une fédération nationale que si elle est accompagnée d'un document écrit de son gouvernement. »*

Confronté à bien d'autres difficultés, le gouvernement, lui, serait tenté de dire comme le parti d'unité prolétarienne : *« C'est une affaire très misérable à propos de laquelle il ne vaut pas la peine... s'engager en ce moment. »* Néanmoins l'extrême gauche est *« évidemment opposée au déplacement au Chili »* et *« on sait bien savoir quelle attitude prendra le gouvernement Andreotti »*.

ROBERT SOLE.

HIPPISME. — *Le prix d'Ouilly, disputé le jeudi 30 septembre à Maisons-Laffitte et réservé au tiercé, a été gagné par Right Mink, suivi de Brushwork et de La Bresle. La combinaison gagnante est 3, 13, 14.*

FOOTBALL

LES COUPES D'EUROPE ONT CONFIRMÉ LES FAIBLESSES DES CLUBS FRANÇAIS

La qualification de Saint-Etienne ne saurait cacher l'élimination des trois autres clubs français engagés dans les coupes européennes. Marseille en Coupe des coupes, Nice et Sochaux en Coupe de l'Union européenne (U.E.F.A.), n'ont pu passer le premier tour. Les coupes d'Europe ont ainsi confirmé les faiblesses — traditionnelles — des clubs français dès qu'il s'agit de prendre part à une compétition internationale.

A l'opposé, les « grands » pays de football se sont fort bien tirés d'affaire.

BARRY LYNDON

"Il suffit d'un BARRY LYNDON pour enrichir toute une saison... Un art aussi parfait défie presque l'analyse"
Robert Chazal / France Soir

"Une histoire bruyante et tumultueuse, plus riche en péripéties que dix westerns... Gaie et triste, cynique et moralisatrice... Oui, le bonheur, l'euphorie!"
Jean de Baroncelli / Le Monde

"Un chef-d'œuvre... C'est un des plus beaux films que j'ai vus"
Michel Mohrt / Le Figaro

"Un très grand film" ★★★
Paris Match

"Dès les premières images, c'en est fait : on est conquis, violé et heureux de l'être"
Gérard Lenne / Télé 7 Jours

"L'un des plus beaux films de l'histoire du cinéma... Du Michel-Ange sur un écran... Si vous ne croyez plus possible de vous évanouir (presque) devant une œuvre d'art, BARRY LYNDON devrait vous détromper"
Michel Grisolia / Nouvel Observateur

"Planétaire comme "2001", subversif comme "ORANGE MÉCANIQUE"... La maîtrise de Kubrick éclate dans la splendeur visuelle
Robert Benayoun / Le Point

"Le monde de Thackeray offre à Kubrick cette dimension cosmique qui est à la mesure de son génie"
Claude Garson / L'Aurore

C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... Un chef-d'œuvre !
François Forestier / L'Express

BARRY LYNDON
un film de STANLEY KUBRICK
RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM
GAUMONT CHAMPS-ELYSÉES VO GAUMONT RIVE GAUCHE VO GAUMONT SUD VF
14 h • 17 h 25 • 21 h (samedi séance à 0 h 30)
IMPÉRIAL VF 14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEFEUILLE 1 VO 12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30
(samedi : 14 h • 17 h 30 • 21 h • dimanche : 14 h • 17 h 30 • 21 h)
HAUTEFEUILLE 2 VO 13 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30
(samedi : 12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30 • dimanche : 15 h 30 • 19 h • 22 h 30)

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI "Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

OXFORD LABORATORIES INTERNATIONAL INC.,

société très dynamique, maison mère à FOSTER CITY, Calif. U.S.A., fabricant des produits diagnostiques (biochimie, immunologie) et des instruments de précision pour laboratoires, bureau commercial pour l'Europe à BREDA, Hollande, recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL

(Sales Manager France)

avec vocation de devenir

DIRECTEUR COMMERCIAL

(Marketing Manager France)

Domicile Paris, Lyon, Nice ou Bordeaux.

Animateur dynamique réseau représentants, développement de ventes, en particulier des produits nouveaux d'immunologie. Action personnelle auprès gros clients. Relations chaine distributeurs.

Formation supérieure en chimie (biochimie) ou pharmacie est souhaitable. Expérience commerciale et vente depuis au moins 6-8 ans est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance d'anglais écrit et parlé.

Le candidat retenu sera passionné par la médecine préventive, il aura une personnalité ouverte et agréable et saura faire preuve d'une grande initiative.

Un stage de formation de quelques semaines est prévu à nos usines en Irlande et aux Etats-Unis.

Avec un salaire approprié au niveau de qualification, la société propose un remboursement de frais complet et bonifications excellentes.
Une voiture de société est mise à disposition.

Les candidatures sont à adresser par courrier avec C.V. complet à :

OXFORD LABORATORIES INTERNATIONAL INC.

Torenpassage 't Sas,
Torenstraat 9,
BREDA (Hollande).

GROUPE TRAVAUX PUBLICS

GENIE CIVIL

- Vous avez quelques années d'expérience de chantiers,
- Vous avez quelques années d'expérience de B.E.,
- Vous voulez fixer votre résidence,
- Vous voulez garder le contact avec les chantiers et les études.

Nous vous proposons un poste

INGÉNIEUR D'AFFAIRE

à la

DIRECTION D'EXPLOITATION
(Siège Social La Défense)

Vous serez chargé de coordonner les moyens (études, personnel, matériel, travaux) de l'entreprise (activité internationale) en vue d'assurer la réalisation d'un important chantier FRANCE ou OUTRE-MER.
Fréquents déplacements. Anglais lu, écrit et parlé.

Adresser curriculum vitae et photo sous référ. 3377

btp 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

ENTREPRISE MULTINATIONALE

recherche

CADRE

(35 ans minimum)
pour direction personnel établissement industriel 400 salariés.
Connaissance anglais appréciée.

Ecr. HAVAS 28100 DREUX N° 97.033, qui transm.

EMBAUCHONS DE SUITE

OUVRIERS (ÈRES) COSTUMES THÉATRE

s'adresser Mme THIEBAUT
THEATRE DU CHATELET
2, rue Edouard-Colonne, 1er.
Tél. 231-02-66 Poste 92

CABINET ORGANISATION SPECIALISTE DES P.M.E. recherche

HOMMES DE VALEUR

attirés par le

CONSEIL D'ENTREPRISE

— 35 ans minimum.
— Exper. cadre P.M.E. gestion, production, commercial,
— Déplacements continuels.
— Forte ambition de réussite personnelle et professionn.,
— Capables accéder postes responsabilités par résultats.

Tél. 886-11-24 M. TRUMP pr entretien immédiat et engagement à partir du 11 octobre.

Importante entreprise T.P. recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Ecoles Violet Sadria Bréguet pour bureau d'études et chantiers. Ecr. avec C.V. Madame Casanova, 153 r. de la Pompe-16e

---

STE CERGY PONTOISE recherche

COMPTABLE 2e éch.
expérience, sens organis. et contact humain.
Rémunération an. 50.000 F env.
Env. C.V. manuscrit à R.C.C. 10, av. Matignon, Paris-8e

ECOLE EXCEPTIONNELLE recherche

PROFESSEURS remarquables (hommes) en LETTRES pour classes de seconde et première (22 h. par semaine)
Exper. pédagogique exigée 3 ans mini., référ. précises.
SURVEILLANT GENERAL confirmé.
EDUCATEUR-ANIMATEUR sportif confirmé. Grande expérience des adolescents.
PROFESSEUR E.P.S. confirmé (M.N.S.) pour premières et terminales.
Tél. 905-29-57 - 700-99-75

CACHAN (94230), 30.000 Hab. en expansion, à 4 km de PARIS (Lig. de Sceaux) C.E.S., Lycées recherche

UNE ASSISTANTE SOCIALE

Adress. candidature et C.V. à : M. le Sénateur-Maire
Hôtel de Ville, CACHAN

SUPERMARCHE

VINIPRIX

REGION PARISIENNE recherche

DIRECTEURS

Expérience indispensable.
Ecrire avec C.V., photo et prét. M. MALET, 1, r. des Transports 94150 RUNGIS.

Recherchons

A. T.

niveau B.T.S. ou D.U.T. expér. formation physique, chimie, biologie, connaissant anglais, électronique souhait. pour SAV. Nomtox déplac. France et étranger.
Adress. C.V. + photo à Sté FICA B.P. 02.
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

Sté 10e rech. COMPTABLE expérimenté (ée). Libre rapidement. Adr. C.V. manusc., photo, prétentions à M. S. GESTION 32, bd de la Bastille, 12e
Référence 01.

CENTRE RENE-HUGUENIN
5, rue Gaston-Lalouche
(92) Saint-Cloud, recherche

AIDE-SOIGNANTE

(C.A.P. exigé) - Salaire intéressant. Ecrire ou téléphoner pour rendez-vous au 602-70-50, P. 315

Institut de Recherche des Transports, recrute

INGÉNIEUR

Grande Ecole, 4 années d'exp. pour animer groupe ingénieurs analystes travaillant dans domaine des banques de données et recherche opérationnelle.
Adresser C.V. et prétentions à M. AZEMA, B.P. 28, 94110 ARCUEIL.

CABINET ORGANISATION SPECIALISTE DES P.M.E. recherche

HOMMES DE VALEUR

attirés par le

CONSEIL D'ENTREPRISE

— 35 ans minimum.
— Exper. cadre P.M.E., Gestion production, commercial.
— Déplacements continuels.
— Forte ambition de réussite personnelle et professionn.
— Capables accéder postes responsabilités par résultats.

Tél. 886-11-24 M. TRUMP pour entretien immédiat et engagement à partir du 11 oct.

Leader dans sa branche SOCIETE DE SERVICES en pleine expansion recherche

DIRECTEURS DE SUCCURSALE

PARIS - PROVINCE

Cadres confirmés, solide expérience commerciale.
Prêts à assumer responsabilités avec délégation effective.
Formation spécifique assurée.
Adress. C.V. détaillé + photo, à INTER P.A., sa référence 1.396, 19, r. St-Marc, 75002 Paris, q.Lr.

secrétaires

de direction

POUR BANLIEUE NORD

SECRÉTAIRE DIRECT.

BILINGUE ANGLAIS
TRES LONG REMPLACEM.
Se prés. PRESTEC (Intérim), 62, bd Sébastopol, Paris (3e). 233-44-48.

Secrétaires

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL

recherche

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO

Niveau C.A.P. de sténodactylo. 2 à 3 ans d'expérience.
Bonnes connaissances techniq.

Qualités demandées :
- Rapidité d'adaptation ;
- Bonne présentation ;
- Bons contacts ;
- Organisation et précision.

Ne pas se présenter.
Envoyer C.V., photo sous référence 7.592, S.S.D., à Organisation et Publicité, 2, r. Marengo, 75001 Paris, q.r.

Maison Jeunes et de la culture à Créteil, recherche SECRÉTAIRE
Tél. pr rendez-vous : 207-37-67.

Dactylo

Agence de Publicité P.A. recherche pour prise de commandes par téléphone et exécution

DACTYLO

sens commercial développé.
Ecrire à CL. NEVET, LEVI-TOURNAY PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e.

Vacances-

Tourisme-

Loisirs

SAINT-TROPEZ

« LA MANDARINE »
Hôtel****, jdin, piscine chauffée, solarium, restaurant.
Px hors saison, rte de Tahiti.
Tél. : (94) 97-21-85

VACANCES ANGLAISES
Toussaint, Noël, Février, Pâques et toute l'année. 033-01-72.

HOTEL ** NN HELVETIQUE, 47, rue de l'Hôtel-des-Postes, 06000 NICE. Centre ville, tél. 15 (93) 80-15-55, chambres climatisées, radio, TV couleur, salle bains, chambre 1 pers. 72 F, petit déjeuner, taxe comprise. Réduction 5 % sur présentation du journal.

Voyages

J.S.F. Des séjours
Des circuits
Des expéditions
Des vols à tarifs réduits.
7, rue de la Banque, Paris-2e.
TEL. : 261-53-21.

capitaux ou proposit. comm.

Fabrique suisse bien connue cherche successeur pour la reprise de la

REPRÉSENTATION Paris France du Nord

Programme de livraison de haute actualité pour des appareils électriques très modernes pour banques, compagnies d'assurance, hôpitaux, grands magasins, etc. Références mondiales et preuves du chiffre d'affaires. La représentation sera donnée de préférence aux agents industriels comme importateur et revendeur.

Chiff. OFA 2308 ZP, Orell Füssli Werbe AG, Case postale CH-8022 Zürich.

Importante Société rech. Distribution exclusive produits grande diffusion. Origine France ou Etranger.

Ecrire à Bleu-de 79.233 S, 17, r. Labat, 59800 Vincennes

occasions

BEAUX LIVRES
Achat comptant à domicile
Cours le plus haut. MER. 26-73

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES

Cours intensifs à tous les niveaux.
Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant.
Laboratoire de langues : service d'aide au logement.
Cours de Secrétariat (3 trimestres).

COURS D'ETE A LONDRES, NORWICH, SUSSEX, READING, BIRMINGHAM et CROYDON.

Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.)
26-32 Oxford Street, London, W 1 à 4DY.

cours et leçons

Mettez au point votre anglais. Solutions personnalisées. Cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Prof de langue maternelle - Tél. : 500-15-53

Profess. d'anglais, amér. donne leçons privées, chez elle, à votre bureau.
Mme Pier. 9, rue Bélidor (17e)

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR I.B.M. 3
NIVEAU BAC ou 1re
4 à 7 MOIS, 33 H. de COURS : EXPLOITATION GESTION-ANALYSE - GAP 2

FAX

ECOLE PRIVEE
6, r. d'Amsterdam. Tél. 874-55-68
94, r. Saint-Lazare. Tél. 874-56-60

représent. demande

REPRÉSENTANT, 29 ans, 8 ans expérience, cherche place stable pour Paris av. déplacements province. Tél. 873-52-83 ou

Ecr. no 6351 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

traductions

Demande

J. Fme DIPLOMEE, ch. traduct. russe (polonais)

FRANC. - RUSSE (polonais)
Mme HERGOTT. - 660-81-01

perdu-trouvé

Récomp. à qui permettra retrouver 5 fauteuils Louis XV, 2 éléphants chinois, poteries, disparus 4 COGNAC 2e année 75. Téléphone : (45) 89-61-88.

demandes d'emploi

DEVELOPPEZ VOS EXPORTATIONS dans les

PAYS DE L'EST

— Vous fabriquez un produit techniquem. avancé.
— Vous êtes décidés à entreprendre une action de pénétration intense avec résultats à moyen terme.

UN MARCHE POTENTIEL TRES IMPORTANT EST A PRENDRE.

Cadre expérimenté, je suis prêt à étudier toutes propositions de collaboration.

Ecrire sous le numéro 7.634, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

CADRE SUPER. 36 a., ch. poste de PME, Province de préfér. pr gestion de l'entreprise et dévelop. productivité. Ecrire 2906, Gaitron, 29, r. Rodier, 9e

J.H., 26 a., lib. O.M., DES, Sc. Eco + lic. socio, ch. poste chargé d'ét: M. Barbier A., 6, r. Ledru-Rollin, 92500 RUEIL

A mi-temps ou partiel, célib. H. 44 a., bne moral., ch. empl. bur. musée ou sim. Paris, banl. prov. Ecr. no 3332 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

F., 44 a., ch. emploi standardiste Mme Elise GUILBERT 16, rue Auguste-Blanqui 93170 BAGNOLET

CHEF COMPTABLE

Bil. franç.-anal., connais. lois sociales et fiscales, biens mens. Expér. comptabilité générale et analytique et budgétaire, ch. poste similaire. Libre de suite.

Ecr. No 3.246 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SC. PO. - 31 a. - Célibat. EXPER. GESTION CCIALE A L'ETRANGER ANGLAIS, ESPAGNOL très disponible pour déplacem. ou expatriation, cherche poste

ADJOINT

DIRECTION COMMERCIALE
France, étranger ou export.
Ec. No T 93.286 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune femme 26 ans, mécanographe comptable, libre sous un mois, cherche emploi stable. —

Ecrire Mme COUDRE, 76, rue Sartoris, LA GARENNE.

SECRÉTAIRE STENODACTYLO EXPÉRIMENTÉE

10 ans d'expérience, recherche à Paris poste secrétariat (de préférence commercial) comportant tous aspects de la fonction, y compris contact avec la clientèle.
Veuillez écrire à Mme PINSON, 17, rue Etienne-Delorges, 92320 Châtillon-sous-Bagneux.

SECRETAIRE EXPORT, 27 ans trilingue allemand, anglais, sans sténo, habituée prendre en charge partie administrative : surveillance carnets commandes, exécution usine, instruction transitaire, remise documents en banque, ch. situat. stable. Libre de suite. Ecr. no 77.907, Contessa Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. fr.

ARCHITECTE D.E.S.A.

26 a., 2 ans pratique, étude + chantier, bil. anglais, CHERCHE PLACE STABLE CHEZ CONFRERE OU B.E.
PARIS - PROV. - ÉTRANG.
TEL. : 504-58-04.

autos-vente

Société vd voiture de direction **ROVER 3.500 S**
Avril 1976. Etat impeccable. 25.000 km. - Tél. 288-22-73.

EXCEPTIONNEL
MONTREAL 75 15.000 km. 50.000 F.
TEL. [illegible]

VOLKSWAGEN AUDI
FAIR PLAY AUTO
Concessionnaire
17e Neuilly - Levallois
Spécialiste automatique
LIVRAISON RAPIDE
68, bd Pereire 17e
766.26.[illegible]

Collab. du lo[illegible] 55 21
Palias, 71. [illegible]
Peinture et pa[illegible] 000 F.
Téléph. : 8[illegible]

Part. vend R[illegible]
gris métallisé [illegible] noir, bon état gén[illegible] exam.
Prix 9.000 [illegible]

Collabor. vend voiture FIAT 127 Avril 1976 - 9.500 km.
Ecr. no 6.355, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

RENAULT 12 TL. 1972.
Glaces teintées. Equipée sièges TS., jantes, Moteur et boîte de vitesses.
Téléphoner. à M. LADAME : 833-59-08

VOIR NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

l'agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 396 et 384.

Offres

de particuliers

Particulier vend « ORDONNANCES » de Fernand POUILLON. Edition originale, sur vergé d'Arches, illustration à lithographies et 76 planches. Ecrire Mme CHAVANON, 27, rue Clavel, 75019 Paris.

Part. vd chambre style Régence en merisier massif, comprenant 1 lit de 140, une table de chevet, une armoire trois portes (état neuf). Prix : 8.000 F. Ecrire : M. Malin, résid. « Val-Fleuri », 7, rue Alexandre-Bickart, 77500 Chelles.

LYNX. Manteau neuf. Prix intéressant. 8 à 11 h. : 553-86-52.

Vends 1 paire grandes glaces régence, 1,08 m sur 2,10 m. Tél. : 974-60-39.

URGENT. Vds manteau (noisé) de fourrure, petites Visan. Taille 40-42. Valeur 5.000 F. Vendu 3.000 F.
Ecr. n° 6.352 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Part. vend 4 chaises style Louis XVI laqué blanc. Prix 1.000 F + ensemble rangt. avec tiroirs et secrétaire 3 modules : H. 2,40 m x L. 2. Prix à débattre. Tél. : 971-65-82.

Vds belle table Esp. 0,77 m/2 m. et 6 chaises capiton. Louis XIII. Prix : 4.000 F. Tél. : 737-85-47.

Vends magn. manteau laqué bordé vison. Taille 46. Prix : 16.000 F. Tél. 737-85-47.

Ameublement

25 % SUR SALONS TOUS STYLES
enlevés dépôts-usines.
Tél. : 368-39-78 ou 893-07-53.

Animaux

Part. vd chiots bergers de Brie mâles noirs. Tél. : 073-23-00 h. b.

Artisans

Artisan exécute rapidement tous nettoyages, shampoolngs, moquettes, tapis, fauteuils, vitrifications. Tél. 906-61-96.

Bateaux

Part. vd péniche aménagée habitable. Excellent état navigation. Tél. : 707-20-88.

Cours

APPRENDRE L'AMERICAIN
à L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, Paris-14e.
TEL. : 633-67-28.
COURS SOIR, CONVERSATION. INSCRIPTIONS IMMEDIATES. Déb. NOUV. SESSION : 11 oct.

ALLEMAND Prof. (Allemande) Cours tous niveaux, traduct. technlq. T. : 990-08-11.

Cours du soir anglais, allemand, espagnol, arabe. 5 h./semaine. Méthode audiovis. Professeurs expérimentés EUROLANGUAGE Tél. : 757-84-40.

Leçons de grec moderne. Leçons de piano et de solfège dicté. Tél. : 707-93-29.

1er Prix Conservatoire National de Paris, donne leçons piano à domicile. 073-02-69.

Collections

Rech. POUPEES TETE PORCEL. SPIRA, 7, rue d'Abbeville-10e

Décoration

MONICA BESSART s'est reconvertl du stylisme à la brocante.
Elle a ouvert, 25, r. Brunel, 17e UNE BOUTIQUE SYMPA dans le style 1900-1930 où il fait bon « chiner »

Vous y trouverez : Lampes et abat-jour, étain ou régule, pâtes de verre, bijoux anciens et petits meubles à des prix très « Puces ». De très beaux chemisiers, dentelles, dessus de lits et rideaux.

Une adresse à suivre : **GRENAT** 23, rue Brunel, PARIS (17e).
Ouvert de 12 h. 30 à 19 h.

Notre fin en 2,60 m avec molleton et galon : 35 F le m² hors taxes. Tél. : 370-23-69.

DECOR MURAL. 548-36-41. à Magasin, 87, rue du Cherche-Midi, Paris-6e. Pose tentures murales, tissus fournis, sélection parisienne à partir 45 F le m². Canapés, moquettes, rideaux.

Hi-Fi

URGENT CAUSE DEPART vends magnétophone akai 4000 D.B. - 1.500 F.
1 AMPLI TUNER SANSUI. 441 - 1.400 F.
1 AMPLI SANSUI A.U. 101 - 400 F.
ANNEE 1974. Tél. : 960-26-04.

Jardinage

Coopérative agricole des oignons à fleurs
85 LA TRANCHE-S./-MER

Plantation d'octobre :
Tulipes - Narcisses - Crocus
Jacinthes - Anémones - Iris
Renoncules - Muscaris

Plantation d'avril :
Glaïeuls - Bégonias
Dahlias, etc.

Imprimerie

Vds 2 SYST. OFFSET
GESTETNER 210, ETAT NEUF.
Tél. : 357-52-82, ap. le 1er oct.

Conception, réalisation, tous dépliants, catalogues.
Tél. : 203-56-43.

Jeux - Prototypes

YALTA
Echecs-coalition à 3.
Contre 80 F. Impensé radical.
1, rue Médicis, 75006 Paris.

Livres

ACHAT. Livres domicile. Romans, histoire, essais. Librairie Bugnard, 29, rue Durantin. Tél. : 076-41-25.

Locations-loisirs

LOUE tous types appart. dans 13 stations mer et montagne. LOCATION LOISIRS, 5, rue Juiverie, 73000 Chambéry. Tél. (79) 33-09-45.

Moquette

30 à 70 %
De remise sur moquette grande largeur en toutes qualités. 10 000 m2 en stock.
Tél. : 757-29-18 de 10 h. à 19 h. sauf dimanche et lundi matin.

Musique

COURS MUSIQUE DEJEAN
PIANO, ORGUE, GUITARE, CHANT, BATTERIE, leçons partic. ou de groupe CLASSIQ. et VARIETES pop. Paris-15e, 67, rue Lecourbe.
Autres cours : 95 L'ISLE-ADAM TEL. : 469-29-16.

PIANO DROIT ANCIEN
T. : 278-01-09, ap. 21 h. et sam.

A SAISIR, PIANOS
après inventaire, pianos modernes d'exposit. ou location récents (71 à 75) d'occasion, état nf vendus ancien tarif avec remise. Garantie et service assurés. Pianos MAGNE, 30, r. de Rome, Mo Europe/St-Lazare. 522-30-90 et 27-74 ou Déc01, 7 bis, r. Louis-Rasquier, Levallois, Mo Louise-Michel. Pianos droits et queue anciens à prix de reprise.

ORCHESTRE AMATEUR tourerait grande cave centre Paris pour répétitions le JEUDI SOIR. Tél. 788-36-53.

Ordinateur

MINI ORDINATEUR de gestion avec SOFT ETAT NEUF. Tél. : 200-96-27.

Pension

de famille

1/2 pens. de 22 à 25 F par jour. 22, r. Echiquier-10e. PRO. 48-90.

Rencontres

DES AMIS ET DES AMIES PARTOUT

en France, Belgique, Suisse, Allemagne, Espagne, Italie, Hollande, Angleterre, Canada, Amérique du Sud, etc., attendent le plaisir de vous connaître (langues, voyages, etc.). Demandez notice gratuite MO 8 AMIS DU COURRIER, 32, av. du Château, 4880 SPA (Belgique).

Spécialités régionales (vins)

UN VIN DE PAYS De la propriété ! En vrac ou en bouteilles ! CAVE COOPÉRATIVE LABASTIDE - TARN
DEPOT PARIS, 2, rue Leblanc, 75015, près gare de Grenelle. TEL. : 828-49-77.

N'attendez pas les Fêtes de fin d'année ! Direct. du producteur, vin blanc de Montlouis (A.C.), sec, 1/2 sec, moelleux, champagnisé, brut et 1/2 s. Exp. 12 ou 25 bout. A. CHAPEAU, Husseau, 37270 Montlouis.

l'agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 396 et 384.

Entreprise électrique Nord-Est
recherche pour le développement de son département de travaux électriques industriels

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES

ayant quelques années d'expérience dans cette activité, une bonne pratique des études, dynamique, capable de bons contacts commerciaux. Résidence : REIMS.

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. au N° 7.648 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

L'I.U.T. « A » de Bordeaux

rech. pour particip. aux enseig. pendant heures ouvrables ingénieurs et Cadres, non universit. en activité, dans disciplines : Mécan., Electron., Elect., Chimie, Dess. Indust., Angl., Tech., etc. Exp. pédag. si poss. Tarif hor. enseig. sup. : théo. 79,28 F prat. 39,64 F. S.S. à déb. L'heure ainsi rétrib. comp. l'enseig. proprement dit et tâches ann. y affér. Adr. cand. et C.V. avant le 10 octobre à M. le Directeur I.U.T.A.
33405 TALENCE CEDEX

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche pour son centre de LANNION

UN INGÉNIEUR SYSTÈMES

Connaissance SIRIS 7 ou 8 indispensable.
Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions au département RCI/SIC, C.N.E.T., Route de Trégastel, 22301 LANNION.

SOCIETE CONSTRUCTION MATERIEL FERROVIAIRE pour usine SAINT-QUENTIN

RESPONSABLE

SERV. METHODE ET DEVIS composé 4 à 5 techniciens préparateurs dessinateurs pr diriger service, établir chiffrage devis et prix de revient, suivre dossiers fabrication.

Le candidat devra :
— Etre âgé d'au min. 35 ans ;
— Avoir une format. supérieure ingénieur ou autodidacte ;
— Solide connaiss. wagonnage, chaudronnerie, mécano-soudure et expérience identique dans B.E. ou fabrication.

- Rémunérat. suivant référ. ;
- Logement assuré.

Envoy. C.V. n° 30.688, Publicité ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

Rech. Prof. Math. niv. second. le samedi a.-m., 1976-77 pour Lille et Grenoble. Ecrire : M. CONFIDA, 1, rue Thénard, 75240 PARIS Cedex 05 ou téléphoner : 329-21-99.

emplois régionaux

PETITE ENTREPRISE CHARPENTE METALLIQUE région NORD de la FRANCE intégrée dans un groupe plus important

recherche son

DIRECTEUR

Celui-ci doit être un homme ayant l'expérience de l'atelier et du bureau d'études, outre la coordination des services, sa fonction implique une participation active à l'action commerciale de formation type A.M. ou ICAM.
Il sera un homme d'expérience capable de faire progresser l'entreprise.

Adresser C.V. et photo à : DELTA-CONSULTANTS, 5, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Coupon-réponse

Agenda du Monde

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : .....

Profession : .....

Désire répondre à l'offre ou à la demande n° ..... parue le .....

Ci-joint la somme de ..... F en timbres-poste.

Signature :

Ce coupon-réponse, accompagné de la somme correspondant à l'affranchissement de la lettre, sera transmis à l'annonceur.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et +/- (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,79

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70,
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

BD VOLTAIRE Imm. pierre de T., beau séj. + salon entrée cuis., w.-c., s. de bns, 1 chbre + 1 petite chauff. 285.000. 345-83-72

PORTE DAUPHINE, CALME. 1) Duplex de caractère, avec jardin privatif, living + chambre (75 m2), cuisine équipée moquette, téléphone. 2) 2 Pces 58 m2 sur jardin cuis. équipée moquette, téléph. Tél. 224-64-69.

PRES PLACE DES VOSGES Imm. 17e siècle, asc. classé, gd stud., tt cft. 033-36-76 - 326-14-43

MARAIS, près place des Vosges, bel Imm., 2 pièces, cft poss. 70.000 F. — 278-89-40

GARE DU NORD, Imm. pierre de t., 5 pces, cuisine, bains, soleil, 373.000 F. - 226-68-48

SEGONDI S.A. 874-68-45

12e près GARE DE LYON Bon Imm. Entrée, 2 p., cuis., w.-c., gd débarras (poss. s. de bains) sur cour dégagée. Visite vendredi, 14 à 17 heures. 78, QUAI DE LA RAPEE.

PL. VICTOR-HUGO Plein SUD El. élevé Appart. GDE CLASSE 8 P. Balc. 2 chbres service TEL. : 704-91-80

17e Living, chbre, cuis., bains, tt confort, 300.000 F. Vis. sam. 14-17 h : 41, r. CATULLE-MENDES, dès 293-51-07.

200 m PARC BUTTES-CHAUMONT 115, RUE MANIN Raviss. 3 p., cuis. équipée, luxe, tt cft, s/jard. Bel Imm. pierre. Px 280.000 F. Vr samedi, 14-18 h.

16e SUD J'AI BESOIN DE VENDRE cause succession, très bel appt 4 P., tt cft, étage élevé, avec solarium. Sur place samedi, 10-17 h : 8, av. Général-Balfourier.

BUTTES-CHAUMONT Imm. P. de T. Très beau 4 pièces, standing, tt confort. 44, av. SECRETAN. 5e étage. Sam., lundi, 14 -18 h, ou 202-57-79 - 207-57-44 TOUS LES MATINS

GARE DE LYON APPT ANCIEN 110 m2, caractère, étage élevé. Tél. sam.-dim. : 346-60-56.

10e PART VD tr. beau 6 pces, 2 bains, 2 chbr. serv. par. Possib. PROF. LIBERALE. TEL. 607-04-96.

AV. PHILIPPE-AUGUSTE Très bel Imm. pierr. de t. d'ancien, entrée, cuis., cab. toil. mes. A 200 F. DIERI : 343-63-14.

question DUE KEPPLER et de 88 m2 PARTICULIER 300 m2 ns relatives usage commercial vont avoir BERNARD même s'il est 227-03-41 res fiscales

ventilsemen 23 - ST-HONORE - ces insuff GRENIERS aménagés ux STUDIOS caractères. rtement. : 261-52-19. Vis. 3, rue uval, 14-18 h, vend.-sam.-lundi

XVIe - 6 PIÈCES - 170 m2 tt cft, 4e étage, asc., soleil. 644-82-85

S/ARBRES - BD VOLTAIRE Imm. p. de t. ravalé. Part. vend stand., décorat. récente, 4 pces tél., 108 m2. 408.000 F. Tél. 357-43-90, vis. samedi.

EXCEPTIONNEL SUR LA BUTTE Très luxueux STUDIOS, moquette, 29 et 34 m2, dans immeuble refait neuf, asc., interphone, v.-o., cuis., s. de bains marbre. - Dès 230.000 F à 170.000 F. Bels rapports.

EXCEPTIONNEL AVENUE FOCH (près Etoile), rez-de-chaussée et 1er étage, 215 m2 + jardin privatif 100 m2. Décoration luxueuse. Prix : 4.500.000 F. Ecrire PUB. SANCE no 101, 13, rue Marivaux- 75002 PARIS, qui trans. - Discrétion assurée.

GRAND 3 P., cuis., s. eau, cft, cent. Imm. réc. PX SACRIFIE. Me voir, 40, rue Boudreauville. Ce jour et samedi, 14 à 19 h.

FAUB. ST-HONORE BEAUVAU 1er s/cour dégagée, séjour dble + chbre cuis., s. bains, 67 m2, ch. central. Tél. : 260-43-32.

Paris Rive gauche

47, RUE DOMBASLE Ds Imm. 1964, charmant 3 P. 68 m2, excellent état. 300.000 F. Visite srpl. samedi 2, 13 à 16 h.

PARIS (6e) 8/10, RUE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-LA-SALLE Part. vend, 6e étage, ascens. DUPLEX 139 m2 + 2 terrasses Tél. soir : 632-25-18 et s/place samedi de 10 à 17 h.

14e Résidentiel. Bel Im. P.D.T. ravalé. Gd 5 pces, tt cft. Tr. clair. 2 bns-1 chbre de serv. 560.000 F — 539-67-52

MONGE 2/3 P. 63 m2 Asc. Ch. cent. Terrasse. Cuis. équipée. 470.000 F. — 325-89-90.

Carrefour Glacière-Tolbiac 7 PCES 145 m2 + serv. Poss. prof. lib. - 589-49-34.

Rue D'ALESIA 4 PCES, cft, 3e et. Ascens. 405.000 F. — 577-96-85.

CONVENTION - 6e ET. - ASC. 3 P. Dble, w.-c., ch. cent., v.-o. 255.800 F. — T. 577-96-85.

13e PORTE CHOISY 2 PCES Etat neuf. Tt cft. Tél. Park. 198.000 F. — Tél. : 331-81-11.

5e 3 P. Bon état. Salle bains. Tél. Balcon. Imm. pierre de taille. 270.000 F. - Vendredi, samedi, 13/17 h., 52, rue Monge.

2 P Récent. Et. élevé. Asc. 235.000 F. - 633-29-17 S/place samedi, 14 h. à 17 h., 7, RUE GAGER-GABILLOT.

Vue sur Seine et Notre-Dame propriétaire vend 4,70 m sous plafond, caractère, décoration raffinée. Cuisine, boiseries, tout confort - 734-90-86, heures bur.

BABYLONE - BON MARCHE 5 P., 185 m2, ASCENS., SOLEIL. CALME - ODE. 42-70.

144, rue de l'UNIVERSITE 1980, 4e étage, balc., soleil, séj. + 2 chb., s. bs., tout cft. Vend., 14 heures-17 heures - OPE. 94-51.

ARAGO. Particulier vend beau studio, S.-O., calme, tout conft, 7e asc., balc., cuis. équipée, placards, chauffage central, s. de bains. Téléph. vend. 707-83-25, Week-end, 337-87-72.

CHARLES-MICHELS 41, rue des Entrepreneurs, 4 pièces, ch. centr., tél. Travx à prév. Vend., sam., 15 à 19 h. Prix 320.000. Crédit possib. Urgt.

Près FELIX-FAURE Livr. immédiat, petit Imm. P. de T., 2 studios, un 2 pièces et parkings. Sur place, 66, rue des Entrepreneurs-15e, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, de 14 heures à 19 heures. 346-71-08 SIMEF.

122, RUE DE RENNES (6e) 4e étage. Living double + 2 chbres 5e étage, living + chbre, balcon dble exposition, asc. Livrés tt confort. Visite : 14 h. à 18 h.

Région parisienne

CHILLY-MAZARIN Dans résid. avec pisc., tennis 5 PCES Excellent ét., av. cave, park. Soleil. Verdure. 220.000 F. — Tél. : 909-38-84.

CHATENAY-MALABRY M° Robinson Calme. Tr. beau 5 P. + loggia, 2 bains. Vue s/jard. Px 440.000. AGCE DU MARCHE, 661-05-85.

BOURG-LA-REINE Pr. centre Très calme. Magnifique appart. 116 m2 + loggia. Px 560.000 F. AGCE DU MARCHE, 661-05-85.

VERSAILLES RESIDENCE CHPS-LAGARDE Part. vd appt neuf, 4 pièces princip., 96 m2, s. bs, cab. toil., w.-c., loggia, cave, gar. en ss-sol. 420.000 F dont 29.000 C.F. Tél. : 950-90-43

HOUILLES P. à P. F 4, conft. Balcon. Tél. Cave. 2 park. Résid. Calme. Prix : 190.000 F + C.F. — 969-34-85.

CHELLES - PRÈS GARE Particul. vend F 3, tout confort, cave, garage. Téléph. 957-90-20.

MEUDON - BELLEVUE PART. DE PREFER. A PART. Appt 6 p., 133 m2, asc., calme. Prix 350.000 F. Téléph. 626-36-94.

MEUDON - LA FORÊT Propriét. vd dans Imm. stand. séjour + 3 ch., tt conft, balc., 85 m2. Prix 280.000 F. Crédit possible. — Téléph. 636-79-75.

PARLY 2 APPART. GRAND STANDING 6 PIÈCES, 173 m2. Vue sur bois, cave + parking. 750.000 F + frais.

APPARTEMENT 5 PIECES 108 m2, état neuf. Cave + parking. 420.000 F.

C.P.H., 954-34-54 (postes 22-45 et 30-21).

BOULOGNE - 5 minutes métro P. à P. Vd appt 4 p., cuis. équ., s. de bs, wc, asc., tél., cave, parking, tout conft, très calme, 315.000 F. Téléphoner le soir : 825-72-18.

Part. vd GRIGNY II, 6e étage, F 4 70 m2. Tout confort. Cave. PARKG. Téléph. Pr. gare. Téléphoner apr. 17 h. 30 : 906-45-35.

Face château de Vincennes 3 pièces cuisine, bains, 65 m2. A RENOVER - 325-43-77.

Chaville parc, 2 p. cde c., balc. pr. gares, 205.000 F. 926-25-45.

PLAISIR. Part. vend F 4 + box. 77 m2 + balc., cuis. équ. 150.000 + 20.000 C.F. Tél. 055-68-84.

MONTREUIL, Métro Galliéni, 4 p., 1973, 290.000 F, 8e étage, ascenseur, balcon, parking, cave. Tél. H.B. M. Linger. 089-92-40, p. 48-72, ou soir : 068-71-39.

Coutlans-Ste-Honor. 4 p., 3 ch., gd cft acoustique + tissus + moq. 150.000 F + 32.000 C.F. Téléphone : 972-49-22.

ASNIERES Vends 2 p., entr., cuis., s. de bs, wc, chauff. central, 118.000 F. Tél. : TRI. 43-38.

Bois-Colombes pr. gare, 6, av. Villabois-Mareuil, im. anc. tt cft 2 p. 55 m2, sol., exc. ét., tél., numb., rang., 160.000 F. Rens. av. 9 h., apr. 19 h. : 782-52-84.

Levallois. Sur jard. MAIRIE ds Imm. P. de T., P. vd 5-6 p. sur 2 niveaux, tt cft, balcon, plein soleil, étage élevé. Prix except. cause départ 340.000 F. 270-08-84.

BOIS-COLOMBES - P. PARIS Part. vd 3 pces, 75 m2 + park., pet. imm. réc., stdg. 3.600 F/m2. T. 242-76-06 apr. 18 h. et w.-end.

Province

FERNEY-VOLTAIRE, 50 m de la frontière suisse, à 1/4 centre Genève, part. vd appt F3 (Im. neuf). Ecr. CORNAND, 10, domaine des Pins, 83130 La Garde.

LYON 6e. Parc Tête d'Or 7 pièces + cuisine, de haut standing, 200 m2, 2 salles de bains, 2 garages, 1 000 000 F. COGIMO. Tél. : (78) 52-93-50 Lyon.

COTE D'AZUR SANARY. Quart. calme, résid., bel appart. F-3, état nf. cuis., séj., 2 chb., bs, balc., ch. cent., cave, parkg, jardin, 210.000 F. Créd. poss. Sélection gratuite sur demande. AGCE MOLLARD 37, Les Arcades-du-Port, 83110 SANARY. (94) 74-25-03 (Var).

appartem. achat

RECHERCHE SANS AGENCE Appartem. ou Pavill. : 3 à 5 pièces Banlieue Ouest 742-85-85

Ingénieur rech. 2 ou 3 pièces, tout conft, à Paris, résidentiel. Ecrire : Daniel RAMBERT 68, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris

Recherche MANSARDE de CARACTERE, 1 ou 2 pièces, STRICTEMENT PLACE VENDOME. Vue et entrée. PROXIMITE OU AUTRE S'ABSTENIR - Tél. : 224-50-89, ou 524-56-54

constructions neuves

EXCEPTIONNEL DANS LE CASTEL. - 70, rue du Plateau, limit. Fontenay-aux-Roses-Châtillon. Très beau 5 pièces 128 m2 + terrasse de 60 m2. Chauffage électrique intégré. Vue imprenable. Garage double. Disponible immédiat. Px 750.000 F - 702-07-69

A PRIX NON REVISABLES XIIIe TOLBIAC — 2 et 3 pièces. Habitables : fin 76.

XVe Métro DUPLEIX — Studios, 2 et 5 pièces. Prix du studio : 176.000 F. Habitables : 2e trimestre 77.

XVIIIe CHAMPIONNET — Studios, 2-3 et 4 pièces. Prix du studio : 129.000 F. Habitables : 1er trimestre 77.

Métro MAIRIE-VINCENNES — Studio avec vraie cuisine. — 2 et 3 pièces. Prix du studio : 169.000 F. Habitables : 1er trimestre 77.

IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. de Friedland - 225-93-69

à GARCHES-92

près du Golf de Saint-Cloud
«LES JARDINS DE GARCHES»
29-33 RUE HENRI-REGNAULT
Une petite résidence en pierre de taille
Appartements de grande qualité
STUDIO AU 5 PIECES
prix ferme et définitif
Appt-témoin s/place tous les jours de 11h à 18h (sauf mardi) ou
GECOM 747.59.50

PARIS XXe

9-11, rue du Télégraphe.
IDEAL PLACEMENT HABITABLES IMMEDIATEM.
2 pièces : 208.000 F
3 pièces : 315.000 F
PRIX FERME non révisable.
Petit immeuble pierre de taille. Confort total électrique.
Appart. témoin sur place tous les jours, de 11 h. à 18 h., ou GECOM, 747-59-50.

A 200 M. DU BOIS DE VINCENNES

SAINT-MANDÉ (94)

20-22, rue Jeanne-d'Arc.
Une petite résidence de prestige pierre de taille.
Confort total électrique.
STUDIO AU 5 PIECES
Balcons ou terrasses et prestations raffinées.
GECOM. 747-59-50.

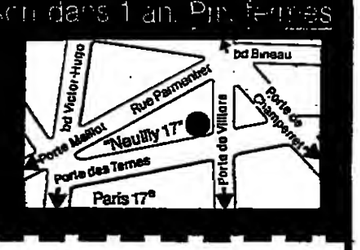
NEUILLY 65, boulevard du Château
TRÈS BEAUX 5 PIÈCES TRES GRAND STANDING Chambre de service
Ts les jours, de 14 h 30 à 18 h. HABITABLES DE SUITE - PX FERMES ET DEFINITIFS
P. DOUX - Tél. 553-16-62.

EXCEPTIONNEL Dans un quartier qui change, Imm. pierre de taille massive. Studio, 2, 4, 5 pièces Livraison fin 77. Visite tous les jours, sur place, sauf mardi, de 10 h à 19 h : 74-76, rue des Vignoles

FACE CENTRE POMPIDOU - BEAUBOURG IMM. NF - FAÇADE CLASSEE GRAND STANDING
APPTS 4 PIÈCES 97 à 144 m2, dble orientation. PRIX FERMES. PARKING. Terrassement. Livraison fin 1977
BATON - 704-55-55

NEUILLY "17" habitez Neuilly... Paris à votre porte

Trois petits immeubles revêtus de pierre, 33-41 avenue de la Porte de Villiers à Neuilly. Du studio au 6 pièces. Livraison dans 1 an. Prix fermes et définitifs dès réservation. Bureau de vente et appartement décoré sur place. Tél. 757.59.47 tous les jours sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.



Je désire recevoir sans engagement de ma part votre documentation sur votre construction "Neuilly 17"
Je suis intéressé par: ☐ studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐ 5 pièces ☐ 6 pièces
Nom _____ Réalisation
Adresse _____
_____ COGEDIM Tél. 266.36.00
Tél. _____ S.A. au capital de 60 millions de francs.
M3 12, rue Roquépine 75008 Paris

locations non meublées Offre

Paris

Particulier loue dans XVe 2 pièces, environ 60 m2, grande cuisine, balcon, téléphone, moquette, parking, cave, 1.500 F + charges. Téléphoner samedi au 202-17-59.

Province

Une société mutualiste offre à CADRE RETRAITE vallée conditions avantageuses pour location dans Résidence-Retraite avec ses services et restaurants près GRASSE (Peymeinade), près BLOIS (Montrichard). SMAM, 11, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS - Tél. : 742-64-56.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pour Société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

TRES URGENT. J. Fme 1 enf. ch, petit 2 p., salle d'eau, Paris (si possib. 19e). Prix modéré. Ecr. à 6.354, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE des LOCATAIRES 12, r. la Michodière, Me Ossra, 86, rue d'Alésia, Me Alésia Sans frais 289 F - 742-78-98

hôtels-partic.

16e Important Hôtel particulier avec gd jardin intérieur d'un autre grand jardin Ecr. Service no 91 Boîte postale Mr du MAZET 184-75362 Paris Cedex 02 qui transmettra.

viagers

14e - Petit 2 p., cuis., wc, 2e ét. 32.000 + 280 F. Occupé 78 ans. F. CRUZ 8, rue La Boétie 256-19-00

fonds de commerce

URGENT
Importante Société
Cherche à louer ou à acheter
FONDS DE COMMERCE
150 à 250 m2 avec parking à proximité dans artère commerciale de ville 30 000 habitants min. Etudions toutes propositions.
Ecr. ERBL CONSEIL S/référ. 1.400 R.178, B.P. 861, 57011 METZ CEDEX, qui transmettra.

Vends Fonds Agence Immobilière Locations saisonnières Gestion Travaillant en exclusivités Affaire à développer BRETAGNE - SUD Honoraires 1976 : 134.000 F Ecrire : Agence HAVAS RENNES - N° 749 M

A VENDRE A CRETEIL dans centre commercial proximité Métro PRESSING AUTOMATIQUE
- Importante clientèle ;
- Gros chiffre ;
- Rapport garanti.
Téléph. après-midi 702-76-03.

RECH. FONDS de COMMERCE 834-09-24 - 622-22-00

PARIS 14e, quartier pl. expansion. Bail neuf à céder. Tous commerces. Magasin 30 m2. Arrière-boutique. Entrée. Débarras. Cuisine, wc, douche + cave. Chauff. centr. Loyer : 800 F par mois. Prix : 80.000 F Tél. entre 19 et 20 h : 707-04-84

Cède Fonds Agence Immobilière (Transaction immobilières Locations) Excellente réputation Concurrence faible Secteur en plein développement CÔTE SUD-BRETAGNE Prix suivant C.A. Ecrire : Agence HAVAS RENNES - N° 748 M

EVREUX - Vds BOUTIQUE P.-A-PORT. + appt 3 pièces CENTRE VILLE Ecr. sc T 93528 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone au 233-44-21 postes 392 et 364

Boutiques

Me Pyrénées. Pptaire vd murs boutique libre 105.000 F 256-38-84

terrains

LOUVECIENNES (78) BORDURE FORET - 1.000 m2 VIABILISE - 375.000 F. ERJER - 973-04-26

SAVOIE prox. EST - Col. SAISIES Altitude 1.500 m, vue dégagée exceptionnelle, bordure route VENTE TERRAIN 1 HA TOTAL ou PARTIEL 951-32-91, 13 à 15 h ou apr. 20 h.

Part. vend BOIS 1 HA en NORMANDIE 1 h 45 de PARIS 60.000 F. - TEL. (35) 76-93-85.

VALLEE EURE près DREUX Vends terrain constructible 2.500 M2 Prix 115.000 F Tél. : 873-52-82

GARCHES, TERRAIN, proxim. commerces, écoles, lycées, exposition Est-Ouest 870 m2. Prix 400.000 F - J.M.B., 976-79-79

locaux commerciaux

NATION 68, rue du Rendez-Vous LOCAL commercial neuf 298 m2 + réserve + park. T. 873-24-08.

bureaux

PROPRIÉTAIRE loue 1 ou plusieurs bureaux dans Imm. neuf. Tél. 758-12-40

1 à 20 BURX. Tous quartiers Location sans pas-de-porte AG. MAILLOT - ST-LAZARE 293-45-55 522-19-18

A LOUER pour le 1er janvier 1977 TOTALITÉ d'un immeuble de standing sur QUATRE ETAGES. Au total : 3.720 m2 utiles à 300 mètres R.E.R. Préfecture Hauts-de-Seine Loyer et charges très compétitifs. LA PERSÉVÉRANTE IMMOBILIÈRE 97 ter, rue de Bellevue, 92100 BOULOGNE. 603-13-57.

pavillons

PARC SAINT-MAUR 2 min. R.E.R., s/ss-sol 100 m2, gar., 3 volt., entrée, liv. dble, bur. cuis. aménagée 15 m2, 3 chbres + chbre serv., dress. s. bns, 3 w.-c., chf. cent. maz., terrasse avec barbecue, s/jard. d'agréments, berge privée. Prix 550.000 F, gros intérêts possible. Tél. 883-63-77

BOURG-LA-REINE Idéal profession médicale maison de caractère, près commerces, s/terrain 250 m2. R.-de-ch. : entrée, séjour dble, cuisine. 1er ét. : 2 chbres, s. de bains, wc. 2e étage : 2 chbres, salle bains, penderie. Sous-sol : cave, chaufferie, buanderie, garage. Prix : 540.000 F. ANTONY, secteur Parc de Sceaux, sur terrain de 350 m2, maison comprenant : R.-de-ch. : entrée, séj. dble, cuisine, s. de bains, wc. 1er étage : 4 chbres, grenier. Sous-sol : cave, chaufferie, buanderie. Px : 760.000 F. ANTONY, prox. Parc Sceaux, très calme, métro 400 m, maison parfait état, belle décoration, sur terrain 285 m2. R.-de-ch. : entrée, séj. dble, cuisine équip., wc. 1er étage : 3 ch., s. bains, wc, penderie, grenier. Sous-sol : cave, chaufferie, buanderie, garage, chambre de service. Prix : 990.000 F.

CHATENAY-MALABRY Secteur résidentiel Cadre verdure. Belle maison sur terrain 800 m2. R.-de-ch. : hall, bureau, réception 50 m2, terrasse, cuis. office, chbre de serv., wc. 1er ét. : 6 chambres, lingerie, 2 s. d'eau, s. bains. Sous-sol : garage 2 voitures, chaufferie, cave, cellier, buanderie. Prix : 1.600.000 F. EFIMO - 660-45-96

LE RAINCY 93 Quelques minutes gare. Très résidentiel, pr. lycée, commerces. PART. VD PAV. MEULIERE 5 p., s. de bns et gar. 2 voitures. Chauffage mazout. Jardin. 430.000 F - TEL. : 927-66-38

REG. ENGHIEN RESIDENT. Pavill. SEJ. DBLE, 2 CHBRES. Cuis. Confort. TERRAIN 415 m2. PRIX : 280.000 F - 243-88-46

YONNE - CENTRE AUXERRE Belle mais. ancienne, excellent état, séj., cuis., s. eau, 5 chbr., grenier, cave, gar., petit jardin, 190.000 F. Cab. Boisvret, 27, av. Gambetta, Joigny. (86) 62-19-44.

St-MAUR-LA VARENNE S/1.120 m2, pav. 7 p. princ. + pavillon 3 pièces, jardin. Prix : 570.000 F. Propriét. 604-17-22.

SAINT-AUBIN (près Gif-sur-Yvette) Dans cadre exceptionnel, 2.000 m2, beaux arbres, petite maison moderne, tout confort, agrandissable, 450.000 F. Tél. : 907-61-95.

92-Gagny. Part. vd pavillon tout cft. Jardin 2.600 m2, 750.000 F. TEL. Bizet. 936-16-14.

maisons individuelles

FOSSES (95) 15 minutes Paris par autoroute, 30 min. Paris par gare du Nord - La S.C.I. Beausoleil vous propose en lotissement 10 MAISONS traditionnelles de 5 p., tt conft, (surface habitable 115 m2, sous-sol 45 m2, terrasse 6 m2). A prix fermes et définitifs de : 267.000 à 287.000 F. Crédit 80 % possible avec prêt P.I.C. (Livraison 3e trimestre 1976) Visite sur place les samedis et dimanches après-midi, ou renseignements par téléphone au 256-16-49 ou 971-45-53 (apr. 18 h.) avenue de la Haute-Grève, 95 - POSSES.

villas

LA VARENNE BORDS DE MARNE QUARTIER RESIDENTIEL SUR TERRAIN 800 M2 VILLA principale, tout en rez-de-ch. + PAVILL. GARD. tt cft, ref. nf. Gar. av. chbre service. PRIX 685.000 F. H.B., 883-15-80.

ETANG-LA-VILLE Près forêt VILLAS NEUVES ILE-DE-FRANCE - Surf. habit. 7 PIECES, 2 bains - = 160 m2. Jardin : 680 m2 à 740 m2. PRIX TTES TAXES COMPR. S/PLACE SAMEDI-DIMANCHE 14 à 18 h., « Le Nid d'Aigle », Route de St-Nom-la-Bretèche.

PLESSIS-ROBINSON 5 km PARIS Maison neuve, architecture très originale, envir. 240 m2 utiles, jardin, 6 p., séj. 43 m2, 2 bains. Prix 750.000 F. Vis. s/pl. 46, r. du Progrès, sam.-dim. 15 h à 18 h 30. - Tél. 631-11-15.

MARLY-LE-ROI PART. VEND près FORET Ravissante chaumière 1975 s/910 m2, séjour 50 m2, cuisine équipée, 3 à 5 chb., 2 bs, ss-sol, gar. 2 voitures. 860.000 F. TEL. 958-33-45

LE VESINET Calme, verdure Charmante VILLA, réception, 5 chambres, bains + grenier, tt cft, mazout. Jardin boisé 900 m2. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90 - Orpi

PARAY-VIEILLE-POSTE Près Rungis. Magnifique gde villa 1972, 270 m2 habitables, 400 m2 terr. clos, tél. Px except. vu urgence. Téléph. : 535-80-30.

RUEIL. Villa neuve ; pierre et ard., habit. suite, récept. 47 m2, 4 chb., 2 bs, cuis. équ., ss-sol 3 voit. 700.000 F TTC. 027-57-40.

PARC DE SCEAUX Très bel. villa s/710 m2 jard. gd séj. + 3 chbres + 1 service. Tout confort. Prix 850.000 F. Exclusiv. Montarron. ROB. 34-84

SAINT-FARGEAU (77) Part. vd grande villa 5 chbres, gd séj., sanitaire gar., jardin 700 m2, Tél. Parfait état. Tél. journée, 202-81-20 P. 31-6, après 19 h. 30 : 535-25-88

ES PAR A. ORSINI EZ L'ADRESSE.

maisons de campagne

A SAISIR Cause départ. Bord Yonne, non inondable. Très calme. 90 km S.-E. Paris, maison parfait état. Séjour 35 m2, poutres, cheminée, 2 chambres, bains, cuis., chauffage, terrasse, jardin 750 m2. Berge privée. 175.000 F, crédit. Cabin. Voltaire, 1, av. Voltaire (face monument aux morts), 77 - NANGIS. — 408-03-14.

100 km OUEST de PARIS, mais. camp. 3 gdes pces habit. suite, w.-c. + vaste grange atten. aménag., s/900 m2 clos. Px just. 110.000, av. 25.000. AGENCE BONNEVAL (28). Tél. 15 (37) 98-25-52, même dim.

6 km VENDOME Maison de Vignerons restaurée, cuis., séj., 2 chbres, s. de bns, w.-c., 1er ét., mansarde, tt cft, caves, 853 m2 terr. Px 200.000 F INDICATEUR VENDOMOIS 41 VENDOME. Tél. (39) 77-35-91

Vends, région St-Gaudens, vue Pyrénées, maison 4 gdes pièces, tout confort. Téléphone. Jardin, pré - Prix : 160.000 F. Ecr. n° 3.254, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Vends, cœur de la Chalosse, Région DAX, maison neuve, très bonne isolation. 122 m2 + cave 45 m2. 3 chambres, cuisine, séjour de 41 m2, bains, wc. Tout confort. Sur terrain de 1.350 m2. Très belle vue. F. GUELIN, 40250 MUGRON

propriétés

LOIRET parl. vd SUPERBE PROP. tt cft, parc 1.800 m2. Tél. 250-85-26 ou 273-28-95

PALAISEAU Près Métro, Ecole, Commerce, 1 400 m2, beaux arbres. Grande maison de caractère. 250 m2 habitable. Px 850.000 F. Tél. 907-51-95

DOURDAN 40 km Paris Part. Autor. PART. VEND CENTRE VILLE Rue calme, BELLE DEMEURE ANCIENNE, 9 gdes pces, gar., jdin agrém. 700 m2, possib. 3 appts indép., convient. prof. libérale ou résidence familiale. 600.000 F. — Tél. : 490-09-78.

Propriété à vendre par part. 80 km PARIS SEINE-ET-MARNE Région PROVINS - Sur 8.000 m2 terrain clôturé, pelouse, parc et bois, tout attenant, avec entrée, 3 chbres, cuis., séjour, salon cathédral 70 m2 avec cheminée monumentale. Loggia, 2 s. de bains, 3 w.-c. Téléph. et interphone. 580.000 F. Me téléphoner : 401-75-98

20' Saint-Lazare, près gare BANLIEUE NORD-OUEST splendide propriété sur 1.400 m2, construction meulière, 200 m2 habitables + 250 m2 locaux professionnels équipés, piscine 100 m2 couverte et chauffée, possibilité 10 lignes téléphoniques. Libre rapidem. Px 1.500.000 F. Renseignements : 935-16-08.

AUVERGNE. 4 km. CHATEL-GUYON, vd mais. de car., 6 p., gde cour, 40 m. source eau minérale. Tél. 455-62-24.

CHANTILLY. Sur champ de courses, entre cour et jardin, maison 18e, belle récept., boiseries, cheminées, 6 chambres, 3 bains, 4 toilettes, garage. Tél. 551-35-35 ou (4) 457-06-77.

40 km. autoroute de l'Ouest, grande propriété ancienne, 2 bâtiments 9 et 6 pièces, tout cft, dépendances, 6.200 m2 clos, 850.000 F - 539-67-52.

LUBERON. Maison anc. b. état, 6 pièces, salle d'eau, électricité, terrain 18.600 m2 vigne, cerisiers, jardin, beaux arbres, belle vue, 480.000 F. Yvonne CORCELLE, agent FNAIM, GOULT 84220 GORDES. T. (90) 72-20-47.

100 KM. PARIS. Propriété avec étang, 2 ha., 7 pces princip., gd standing. Px justifié. - BLEU, 4 boulevard Paul-Baudin à MONTARGIS - (15-38) 85-83-64.

TRES BELLE PROPR. PARC POSSIB. AUBERGE, 17 KM. PARIS BANLIEUE SUD. Prix avec 7.000 m2 : 800.000 F ; avec 4.000 m2, 600.000 F. - RUBIS, 50, route de Paris, 91190 Palaiseau. Tél. : 928-27-68.

LES MOUTIERS PRES PORNIC (44) DIRECT PROPRIETAIRE Fermette aménagée. Près mer, 6.000 m2 terrain divisible. Prix exceptionnel vu urgence. Tél. : 535-80-30.

fermettes

SUD LUBÉRON FERME ANC. restaurée, tout confort, 200 m2 habit. + vastes dépend., tr. bien expos., 25 km. AIX. Beaux ombrages. 10.000 m2 terrain. EXCLUSIV. Px 700.000. Ag. Cattier, 84360 Lauris. T. 46.

PAYS BASQUE 45 KM BIARRITZ P. à part. vds ferme à rénover sur 80 are prairie, eau, électric. 80.000 F - 805-47-55, de 20 à 22 h.

120 KM PARIS, vallée VANNE Fermette typ. Vaste séj., cuis. Eau. El. Chbre. Grange. Cave. Gren. amén. 3.500 m2 terr. Prix 145.000 F avec 30.000, AVIS, Gal-Gaulle, Sens (16-86) 65

« LA FERME AU HAME Agréab. située, ar calme SYLVAIN près NEMOUF perbe salle caract., gre cave, dépend. 3.000 m2 Prix 248.000 F

N1

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les réactions à la mise en œuvre du plan

La baisse du franc s'amplifie

(Suite de la première page.)

Le mauvais accueil réservé en France au plan Barre, les discussions au sein de la majorité et la grève annoncée pour le 7 octobre (avec la participation de plusieurs fédérations Force ouvrière) font la plus mauvaise impression à l'étranger.

La livre sterling, en revanche, s'est quelque peu redressée, après le vote d'une motion de soutien à la politique monétaire du gouvernement par le congrès du parti travailliste à Blackpool. Au cours d'un débat bref et houleux sur la livre sterling, le chancelier de l'Echiquier, M. Healey, a prévenu les congressistes qu'un recours à un contrôle général des importations par la Grande-Bretagne déboucherait fatalement sur une guerre commerciale qui entraînerait encore plus de souffrances pour les travailleurs britanniques.

Au milieu des huées et des cris de *« démission »* lancés par les militants de gauche, M. Healey a assuré qu'il maintiendrait intégralement la réduction d'un milliard de livres sur les dépenses publiques prévue pour le budget prochain, étant sous-entendu que le Fonds monétaire fait de cette compression une condition à l'octroi d'un nouveau crédit de 3,87 milliards de dollars au Royaume-Uni.

La tempête monétaire n'a pas épargné la lire italienne, qui accentue son fléchissement, ni les monnaies liées au mini-« serpent » européen. La Banque nationale de Belgique a démenti vendredi matin tout retrait du franc belge du « serpent » ; elle a dû, néanmoins, consacrer des sommes considérables à la défense de sa monnaie, avec le concours de la Bundesbank, qui soutient également les couronnes scandinaves.

FRANÇOIS RENARD.

L'ÉVOLUTION DU FRANC DEPUIS SA SORTIE DU « SERPENT » EUROPÉEN

	12 mars* F	15 juillet** F	13 août F	2 octobre F	Baisse 6 mois
Dollar	4,555	4,80	5,01	4,955	— 8,8 %
Deutschemark..	1,7665	1,864	1,99	2,04	—13,4 %
Franc suisse....	1,7603	1,938	2,022	2,03	—12,3 %
Livre	8,77	8,54	8,96	8,32	+ 5,4 %

* Vendredi précédant la sortie du franc du « serpent ».
** Début de la crise actuelle du franc.

LA BOURSE BROIE DU NOIR...

La séance du jeudi 30 septembre a été désastreuse à la Bourse de Paris : une séance « noire », comme disent les boursiers, et certainement la plus mauvaise de l'année. La baisse des valeurs françaises, déjà amorcée la veille, s'est accélérée, entraînant un recul moyen de 2 % sur les cours. Certains titres ont même perdu 7 à 8 %, dans une atmosphère plus nerveuse.

Les valeurs les plus recherchées les mois précédents ont été les plus touchées : Club Méditerranée, Michelin, même la vénérable et prospère Compagnie des Eaux. Certes, la faiblesse du franc a incité les étrangers, notamment les Allemands, à s'« alléger » en valeurs françaises. Mais le fait nouveau a été l'accès de mauvaise humeur des porteurs français de valeurs mobilières, qui ont répondu de manière très négative à l'adresse télévisée du chef de l'Etat mercredi, mettant en doute la crédibilité de M. Giscard d'Estaing. Ce fut, en quelque sorte, un plébiscite à l'envers.

Le mauvais accueil fait au plan Barre, les divisions au sein de la majorité, les conflits sociaux en perspective et le resserrement du crédit ont fait le reste. Depuis le début de l'année, la baisse des cours des valeurs françaises atteint 12 % à 15 %, ce qui, compte tenu d'un taux d'inflation voisin de 10 % l'an, représente une perte de près d'un quart en valeur réelle pour les actionnaires.

F. R.

(Dessin de SONNAFFÉ.)

● PEKIN DEMANDE QUE FORMOSE SOIT EXCLU DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — Trois jours avant l'ouverture, à Manille, de l'assemblée générale du Fonds monétaire international, Pékin, par la voix du porte-parole de son ambassade dans la capitale des Philippines, a demandé que Formose soit exclu du Fonds. Ce porte-parole a précisé que la Banque populaire de Chine avait adressé à M. Johannes Witteveen, directeur général du Fonds, un message soulignant qu'elle seule est habilitée à traiter des droits de la Chine au sein de l'Organisation. — *(U.P.I.)*

A LA COMMISSION DES FINANCES DU SÉNAT

Les dépenses de l'État sont mises en cause

La commission des finances du Sénat, réunie sous la présidence de M. Edouard Bonnefous (gauche démocratique), a longuement entendu, jeudi 30 septembre, M. Raymond Barre, qui était accompagné du ministre délégué, M. Michel Durafour.

Dans son exposé, le premier ministre a affirmé la cohérence de son plan de redressement qui tend, a-t-il dit, à résoudre quatre problèmes : les conséquences de la sécheresse, l'inflation, le déficit de la Sécurité sociale, le déséquilibre du commerce extérieur. M. Barre a souligné qu'il n'était pas possible de revenir à l'équilibre budgétaire en procédant à des économies sans créer d'impôts nouveaux. Il a annoncé la création d'un groupe de travail comprenant notamment les rapporteurs généraux des deux Assemblées et chargé de réexaminer, d'ici le mois d'avril 1977, les modalités et les justifications de certaines interventions financières de l'Etat dans l'économie du pays.

Un grand nombre de questions ont ensuite été posées :

M. Coudé du Foresto (Union centriste), ancien rapporteur général, a estimé que la réussite de toute réforme était subordonnée à une réforme fiscale comprenant l'institution d'un impôt annuel sur la fortune. Il s'est étonné de ce que le ministère des finances se déclare dans l'incapacité de fournir des statistiques sur les patrimoines immobiliers.

M. Maurice Schumann (U.D.R.), ancien ministre des affaires étrangères, a exprimé son accord fondamental avec les mesures adoptées par le gouvernement puis a interrogé le premier ministre sur les moyens de rétablir l'équilibre des échanges extérieurs, sur la compatibilité entre la stabilisation du pouvoir d'achat et l'augmentation prévue de la consommation des ménages, et sur les modalités de calcul de l'indice des prix qui sera retenu pour mettre en application la taxe conjoncturelle.

M. Monory (Union centriste), rapporteur général, a insisté sur la faiblesse des investissements imputable, pour une bonne part, au découragement des chefs d'entreprise. Il a également critiqué la structure des dépenses de l'Etat, les modalités d'assiette de la taxe professionnelle, qui constitue un impôt sur les salaires, ainsi que la timidité des mesures allant dans le sens de la réévaluation des bilans.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission, a tout d'abord exprimé ses points d'accord avec le premier ministre, notamment en ce qui concerne le blocage temporaire des prix, la lutte contre le laxisme financier, l'option entre l'impôt supplémentaire et l'emprunt, la réduction du taux normal de la T.V.A., les réformes de structures touchant en particulier les entreprises publiques. Il a ensuite exprimé les réserves suivantes :

● Le gouvernement s'est privé de l'effet psychologique qu'aurait produit une réduction des dépenses publiques ;

● Dans certains cas, l'augmentation de l'impôt direct peut avoir un effet inflationniste ;

● L'exemple des pays étrangers (Allemagne, Suisse, Etats-Unis) semble démontrer qu'il est impossible de ralentir la hausse des prix sans opérer une contraction budgétaire ;

● Les mesures prévues en faveur des investissements sont très insuffisantes.

M. Edouard Bonnefous a enfin proclamé son hostilité à une imposition du capital « *dans un pays, a-t-il souligné, où l'inflation constitue déjà un impôt permanent sur le capital* ».

M. Raymond Barre a indiqué qu'il répondrait à ces questions au cours d'une prochaine audition. Il a toutefois tenu à affirmer qu'un « *certain nombre de mesures présentées par le gouvernement ont été systématiquement masquées à l'opinion publique ; seules étant mises en vedette, la hausse du prix de l'essence, l'augmentation de la vignette et la majoration de la Sécurité sociale* ».

A propos de la Sécurité sociale, le premier ministre a indiqué qu'il fallait d'abord résoudre les problèmes de trésorerie, et a réaffirmé son intention de proposer des mesures appropriées pour aboutir à une solution durable du problème de fond.

M. MONORY : nous sommes partisans d'un impôt sur le capital.

Sur les antennes de France-Inter, au « Journal 13-14 » du 30 septembre, M. René Monory, rapporteur général de la commission des finances du Sénat (Union centriste), a notamment déclaré au sujet du plan Barre : « *Nous croyons que, pour que ce plan ait une chance d'aboutir, il faut qu'il soit, dans les toutes prochaines semaines, accompagné par un certain nombre de mesures extrêmement importantes et qui conditionnent totalement la réussite. Certes, il y a une volonté d'augmenter l'impôt direct. Mais, malheureusement, c'est toujours sur une base injuste. (...) Nous souhaitons vivement une meilleure connaissance des revenus de façon à ne pas augmenter la distorsion entre les revenus connus et les revenus inconnus. Et, cette occasion, je me permettrai de dire que nous sommes également partisans d'aboutir, le plus tôt possible, à un impôt sur le capital qui, je crois, aurait une incidence extrêmement importante. (...)*

» *La rentrée fiscale ne serait certainement pas très importante, mais elle aurait au moins le mérite de démontrer la sincérité de justice fiscale que le président de la République a annoncée.* »

M. Monory a réclamé certaines compressions des dépenses budgétaires et suggéré « *un retrait léger* » de travailleurs émigrés, car, a-t-il dit : « *Nous ne résoudrons pas dans le courant de l'année 77 notre problème de chômage, qui risque de s'intensifier au cours des premiers mois de 1977.* »

LA JOURNÉE C.G.T. - C.F.D.T. - FEN DU 7 OCTOBRE

De nouvelles organisations F. O. appellent à la grève

Après le syndicat F.O. des impôts et celui d'E.D.F.-G.D.F. notamment, plusieurs organisations Force ouvrière ont décidé de prendre part à la journée d'action organisée, jeudi 7 octobre, par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, en signe de protestation contre le plan Barre.

C'est ainsi que le syndicat des P.T.T. pour l'Ile-de-France, la chambre syndicale des employés, gradés et cadres des professions du crédit de la région parisienne, qui a même demandé à toutes ses sections de développer auprès des employés de banque le principe de « *la grève reconductible de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures* », le Syndicat des employés de presse et de publicité, qui entend marquer cette journée par des « *arrêts de travail, des assemblées générales, des délégations auprès des directions d'entreprise* », et le Syndicat des ouvriers, employés techniciens et agents de maîtrise des Houillères de Lorraine ont invité leurs adhérents à participer à ce mouvement.

Répondant indirectement à un communiqué du bureau confédéral de la C.G.T., qui « *observe avec intérêt les prises de position d'un nombre croissant d'organisations de Force ouvrière — dont certaines parmi les plus importantes — en faveur de cette grève* », M. André Bergeron a déclaré à Besançon que cette situation ne reflétait en aucun cas des « *divergences fondamentales* » au sein de son organisation. Le secrétaire général de F.O. [illegible] *problème tactique qu'un problème de fond* ».

Parmi les nouvelles fédérations C.G.T. et C.F.D.T. qui ont appelé à cette grève, il faut noter les syndicats des trois chaînes de télévision nationales et de Radio-France, le bureau parisien des cadres techniques de la presse (C.G.T.), les syndicats des employés des douanes et des employés du P.M.U. et la fédération des travailleurs du sous-sol (C.G.T.).

De leur côté, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et les Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (CLAJ) invitent leurs membres à se joindre au mouvement du 7 octobre. Le Syndicat national des collèges (autonome) laisse, quant à lui, « *toute latitude* » à ses adhérents. C'est également la position de la C.F.T. — à la R.A.T.P., ses militants ont décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures — qui cependant, déclare ne pas s'associer, dans un communiqué signé de son secrétaire général, M. Auguste Blanc, à « *cette grève politique* ». Le Syndicat national des lycées et collèges (C.G.C.) et l'Union syndicale nationale des enseignants de France (C.G.C.) ont déclaré qu'ils ne se joindraient pas non plus au mouvement du 7 octobre.

Cette journée d'action sera notamment marquée à Paris par une manifestation, de la Nation à la République, qui doit débuter à 10 heures.

● LE BUREAU EXÉCUTIF DU PARTI SOCIALISTE a décidé, mercredi 29 septembre, d'appuyer « *l'ensemble des manifestations décidées par les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T. et Fédération de l'éducation nationale le* [illegible]

Allez, les Gaulois !

HISTOIRE DE FRANCE
en bandes dessinées

... Et retrouvez tous ces héros dans l'émission de Ch. Sansonetti, "Histoire de France", chaque vendredi, à partir du 8 octobre à 18 h 45, sur FR3.

La plus belle de toutes les aventures, la nôtre !
Pour les jeunes, la façon la plus attrayante d'aborder l'Histoire, de se passionner pour tous ceux, célèbres ou anonymes, qui ont fait notre pays.
Pour vous-même, une occasion de redécouvrir l'Histoire comme un roman d'aventures, de voir revivre vos grands hommes et vos époques préférées, des Gaulois jusqu'à nos jours.

Chaque mois, 48 pages en couleurs (23,3 x 28,5 cm)
9,00 F, chez votre marchand de journaux.

le n° 1 (VERCINGÉTORIX, CÉSAR) vient de paraître.

c'est une publication **LAROUSSE**

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

contre l'inflation

SÉCURITÉ SOCIALE

- Les mesures gouvernementales n'ont pas supprimé le déficit
- Grève le 11 octobre des professions paramédicales

Au moment où une partie des dispositions du plan Barre sur la Sécurité sociale entre en application (augmentation dès ce 1er octobre des cotisations), les quatre professions para-médicales visées par la décision de réduction de remboursement de leurs honoraires, viennent de décider une grève le 11 octobre : le « comité de liaison » des kinesithérapeutes, des orthophonistes, des octhoptistes et des pédicures appelle ces praticiens à suspendre toute activité le 11. « Les auxiliaires médicaux refusent que leurs patients soient les cobayes du plan Barre », ont-ils affirmé. « Chaque fois que nous rééduquons un malade, nous abrégeons son invalidité. Cela revient à remettre plus tôt dans le circuit économique les travailleurs handicapés pour le plus grand bénéfice de la Sécurité sociale. »

Les mesures financières décidées par le gouvernement n'auront sauvé la Sécurité sociale que pour quelques mois. Les augmentations de cotisations et les économies ne permettront pas, en effet, de combler complètement le déficit prévu pour 1977.

« *Une pincée d'économies aléatoires, quelques gouttes d'aide publique et une grosse cuillerée de cotisations.* » Cette analyse du plan d'urgence de décembre 1975, présentée dans nos colonnes, demeure bonne pour le nouveau plan destiné à équilibrer le budget 1977 de l'institution : 6 milliards de cotisations supplémentaires, 1 milliard d'économies, 1 milliard supplémentaire d'aide de l'Etat. Une différence de taille doit cependant être relevée entre les deux plans : le gouvernement a renoncé cette fois, devant les pressions des cadres, de « déplafonner » une partie des cotisations, comme il l'avait fait il y a neuf mois.

De ce fait, il aggrave le système de redistribution à rebours de la Sécurité sociale, puisque l'effort demandé aux salariés pèsera proportionnellement plus lourd sur les revenus inférieurs à 3 160 F par mois que sur les revenus de 10 000 F et plus. En limitant l'accroissement des charges sociales aux seules rémunérations plafonnées, les pouvoirs publics gênent en même temps les entreprises dites de main-d'œuvre, où travaillent une majorité de salariés à faible revenu, alors que depuis des années l'Etat promet d'alléger le fardeau de ces firmes. Au moment où il est tant question d'atténuer les inégalités et de sauver l'emploi, les mesures relatives à la Sécurité sociale vont avoir des effets inverses, même s'il est vrai que les mesures fiscales et les aides à l'investissement corrigent et au-delà ces insuffisances.

Plus inquiétant est le constat financier d'ensemble : les décisions gouvernementales ne couvriront pas le déséquilibre de la Sécurité sociale en 1977. Les majorations de cotisations dégageront 6 milliards de francs, somme à peu près équivalente au « trou » de 5 milliards de francs que le gouvernement va créer s'il parvient — objectif de M. Barre — en limitant la hausse des salaires de 6,5 %. Lorsqu'en juin dernier les services ministériels avaient prévu un déficit de l'ordre de 12 milliards de francs en 1977, ils tablaient sur une hausse des prix d'environ 7 % et sur une augmentation des salaires de 11 %, soit une amélioration du pouvoir d'achat des ouvriers de 4 %. ! En décidant de bloquer les salaires au niveau de l'inflation (6 % prévus), le plan Barre provoque — s'il est respecté — une réduction des rentrées de cotisations de près de 5 milliards de francs. L'opération risque d'être blanche. Si l'on tient compte des autres mesures adoptées par le gouvernement (aide de l'Etat, économies), le déficit de la Sécurité sociale ne sera pas résorbé loin de là : il atteindra au moins 5 milliards de francs, et vraisemblablement davantage, puisque le déficit prévu n'est plus de 12 milliards, mais au moins de 16 à 17 milliards de francs (pour la raison indiquée plus haut), et que les mesures nouvelles n'apportent que 8 milliards.

Il est vrai que le ministre du travail a annoncé la préparation de réformes fondamentales d'ici au printemps 1977. Un groupe d'experts va rapidement se mettre en place, et les services de M. Beullac attendent qu'on leur présente des solutions originales.

Quelles économies ?

« *Les projets de manquent pas,* déclare-t-on au ministère du travail, *mais il y a peu d'idées nouvelles.* »

Le document que vient de publier la Fédération des républicains indépendants du Rhône sera-t-il rangé dans le casier des innovations ? Ce groupe politique propose « *l'affectation aux divers ministères intéressés des charges supportées indûment par la Sécurité sociale (6 milliards de francs)* » et surtout une réforme de la législation et des structures au sein du régime général de tous les régimaux sociaux ; fusion des trois caisses nationales en une seule ; réduction des caisses départementales avec concentration des services ; unification des règles et simplification, avec réduction des droits, en matière d'accidents du travail ; aussi réforme des hôpitaux ; création d'un « profil » de consommation des malades ; « *modulation des taux de remboursement des médicaments* » : 90 % pour certains, mais seulement 50 % pour d'autres, comme cela existe déjà chez les non-salariés. L'économie dégagée serait de 3 milliards de francs pour les fusions et l'aménagement des caisses, mais ce « dégraissage » des structures entraînerait une sévère réduction des effectifs : 16 500 emplois supprimés (1).

Ces propositions ont-elles des chances d'être retenues ? Elles retiennent actuellement l'attention de certains milieux politiques et patronaux.

M. Maurice Derlin, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, juge aussi des réformes nécessaires. Les réductions ou l'aménagemen des prestations — concernant notamment ce qu'on appelle le « petit risque » — sont, à son avis, « *inefficaces financièrement et dangereuses* », car elles provoqueraient de « *très graves difficultés politiques et sociales* ». Pour M. Derlin, « *une réforme fondamentale* », mettant en cause des avantages acquis, « *n'est pas* [davantage] *possible* ».

Pour ce dirigeant syndicaliste (F.O.), « *le problème majeur de l'assurance-maladie est la situation des hôpitaux* », ensuite « *le comportement des médecins, tant hospitaliers que privés (...) Rien ne sera possible sans des économies réalisées dans les hôpitaux : mais il faudra des années pour en apercevoir les résultats.* » D'ici là, il faudrait alors faire à nouveau appel aux cotisations : « *A court terme, c'est la seule voie possible.* » Elle suppose qu'un plan d'économies pour les cinq ans à venir soit rapidement adopté

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Les effectifs sont passés de 98 000 salariés en 1965 à 112 000 en 1973 et 159 000 en 1975.

M. MITTERRAND : la fusée ne décolle pas.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., commente dans *l'Unité*, hebdomadaire de son parti (numéro daté 1er-7 octobre), le plan de lutte contre l'inflation : « *On pouvait craindre* (pour M. Barre), écrit-il, *qu'il ne fût déconcerté par la pratique quotidienne, embrouillée à plaisir par les exigences politiques et les contingences financières; on ne pouvait douter qu'il eût de longue date approché les idées générales et, mieux encore, arrêté son idée sur l'origine du mal qu'il avait à guérir. Et c'est l'inverse qui se produit. M. Barre a fabriqué — du point de vue technique — une astucieuse marqueterie avec les débris d'un puzzle usagé, mais il a laissé chez lui les pièces neuves. Comment, dans ces conditions, intéressera-t-il les Français ? (...) M. Barre nous prie de rester le nez en l'air, en attendant que s'élance vers le ciel le deuxième étage de sa fusée. Nous aimerions y croire. Mais la fusée ne décolle pas.* »

- RELÈVEMENT DE 2,1 % DU SMIC. — Le nouveau taux applicable le 1er octobre — 8,76 F au lieu de 8,58 F (+ 2,1 %) — correspond à une rémunération mensuelle de 1 608,55 F sur la base de 41,9 heures par semaine (durée moyenne) et de 1 518,40 F pour 40 heures. Quant au minimum garanti, il passe de 5,69 F à 5,81 F. Le SMIC hebdomadaire s'établit à 236,81 F aux Antilles et en Guyane et à 242,40 F à la Réunion.

- NAISSANCE OFFICIELLE D'ALSTHOM - ATLANTIQUE. — Les actionnaires des Chantiers de l'Atlantique et d'Alsthom, réunis en assemblées générales extraordinaires, ayant approuvé, le 30 septembre, le projet de fusion de ces deux sociétés, le groupe Alsthom - Atlantique est officiellement constitué. Ce nouvel ensemble, qui réalisera un chiffre d'affaires de 7,7 milliards, et sera présidé par M. Pierre Loygue, M. Roger Schulz étant vice-président, sera bientôt renforcé par la division turbo-alternateur de la Compagnie électro-mécanique (*le Monde* du 30 septembre).

AFFAIRES

LE COLLOQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE A STOCKHOLM

Pas de capitaux pour l'expansion

La première conférence de la Chambre de commerce internationale a réuni, les 28, 29 et 30 septembre à Stockholm, le ban et l'arrière-ban des affaires et de la finance de nombreux pays sur le thème : « Les capitaux nécessaires à la croissance ». Cette réunion a donné une dimension internationale aux inquiétudes exprimées par le patronat français sur l'insuffisance des investissements. Les Etats-Unis mêmes ne sont pas sans se soucier de la rareté relative des capitaux. Quant aux pays sous-développés, on se doute de leur situation. Faut-il en déduire qu'il n'y a pas de capitaux pour l'expansion ?

De notre envoyée spéciale

Stockholm. — Le monde financier vit dans les cercles de l'enfer. Quand il parvient à lever sur les marchés de capitaux assez d'actions, d'obligations et d'emprunts pour permettre aux entreprises d'investir suffisamment, il est dans le premier cercle. Rien ne lui garantit la rentabilité, et il lui faut encore souffrir pour y parvenir, mais il peut y croire.

Dans le deuxième cercle, celui qu'il appelle « de la rareté », les capitaux nécessaires pour vivre dignement sont insuffisants, mais dans une proportion raisonnable ; si bien que des ajustements sont possibles à travers une augmentation des prix, c'est-à-dire une hausse des taux d'intérêt. Dans le troisième cercle, enfin, celui de la « pénurie », les ajustements ne parviennent même pas à se faire naturellement. C'est l'environnement que connaissent les pays les plus pauvres. On aurait tort pourtant de croire que les pays riches vivent financièrement dans le meilleur des mondes.

L'exemple français est bien connu. Ce n'est pas seulement faute de capitaux que les investissements nécessaires à la croissance ont diminué chez nous ; mais c'est, en grande partie, faute d'en avoir qu'ils ne repartent que lentement. En 1977, leur total sera à peine équivalent à ce qu'il était en 1973. Si l'utilisation insuffisante des capacités de production dans certaines branches retarde les décisions d'investir des patrons, la situation financière des entreprises n'en est pas moins mauvaise. Leurs possibilités d'autofinancement (c'est-à-dire de financer elles-mêmes leurs dépenses d'équipement) sont tombées de 75 % du total de ces dépenses en 1971 à 45 % en 1975 ; leur endettement, qui représentait 95 % de leurs fonds propres en 1970, atteignait 124 % en 1974, et même plus en 1975. En dix ans, le poids des frais financiers a doublé dans le total de la valeur ajoutée nationale.

Restaurer les bilans

Aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, les perspectives d'investissement, qui ont été assez mauvaises jusqu'à présent, se redressent et s'annoncent plus optimistes pour la fin de l'année ; mais la question financière n'est pas résolue. Là comme ailleurs, les sociétés ont utilisé leurs disponibilités pour restaurer leurs bilans délabrés par la crise et se mettre ainsi en position de résister tant mal que bien à une éventuelle deuxième vague de dépression, voire d'inflation à deux chiffres.

La convention tacite entre les économistes d'autrefois, selon laquelle l'inflation tend à stimuler les investissements parce que les entrepreneurs anticipent sur la dévaluation de l'argent pour faire des dettes à long terme, a vécu. Outre que l'endettement est presque à son maximum, l'inflation tarit les sources d'épargne et décourage les prévisions. La politique de « stop and go », que les Européens (Anglais et Français notamment) ont supporté pendant des années depuis la dernière guerre, n'est pas acceptée par les Américains, alors qu'ils n'en ont pas fait l'expérience pendant longtemps. Le « gradualisme », dont leur gouvernement s'est fait le champion (ce qu'on appelle ici plus ou moins le « pilotage à vue »), ne leur donne pas plus de satisfaction. *Business Week* a bien résumé la façon de voir des investisseurs d'outre-Atlantique (1) : ils trouvent que cette politique n'a produit, jusqu'à présent, « *ni un taux d'inflation assez bas pour être acceptable, ni un niveau d'activité économique assez haut pour forcer les dirigeants d'entreprises à engager des dépenses nouvelles* »

L'épargne des ménages ne diminue pas, mais elle s'oriente vers des formes et des objets différents. Ainsi les Bourses connaissent-elles des désaffections croissantes, en Europe d'abord, où celle de Paris notamment est sévèrement touchée, mais aussi à New-York, où seules les grandes entreprises peuvent encore régulièrement faire appel aux portefeuilles des actionnaires. Intervenant en pleine période de diminution des capacités d'autofinancement, ce phénomène a d'importantes répercussions. D'autant que l'accès au marché des obligations et aux emprunts bancaires est plus facile pour les grandes entreprises et plus difficile pour les petites. Sur les 25 milliards de dollars d'obligations émises dans le public aux Etats-Unis depuis 1973, 24 milliards seraient allés aux cinq cents plus grandes entreprises américaines répertoriées par *Fortune*...

Le professeur Erik Lundberg, de l'Ecole des sciences économiques de Stockholm, qui a présidé l'un des groupes de travail de la conférence de la Chambre de commerce internationale, prévoit à la fois une tension permanente sur le marché des capitaux (où la situation de rareté est attestée par l'élévation du coût de l'argent), et une opposition croissante entre les résultats que le secteur privé souhaite voir réaliser et l'ensemble des objectifs du secteur public. La plupart des orateurs semblent avoir maille à partir avec le dirigisme de leur gouvernement, quel qu'il soit. Mais le risque n'est-il pas encore plus grand de voir les initiatives nouvelles de plus en plus coincées entre l'enclume des grandes entreprises et le marteau du secteur public ?

On n'en veut pour preuve que la difficulté quasi générale dans le monde (sauf aux Etats-Unis, où elle augmente pourtant) de trouver du « capital risque » pour financer des développements vraiment neufs et créer de nouvelles entreprises. Les banques songent essentiellement « *à se couvrir* », et les particuliers à « *limiter les dégâts* ». C'est M. Lincoln Gordon, du Centre Woodrow Wilson de Washington, qui a fait état des difficultés américaines à trouver des capitaux pour faire des investissements sociaux nouveaux dans des domaines pourtant considérés comme prioritaires aux Etats-Unis : la protection de l'environnement, l'énergie, les matières premières, l'agriculture, les infrastructures sociales. Les méthodes actuelles de calcul de la rentabilité des investissements sont telles que ni les coûts sociaux ni la rentabilité sociale de ce type d'opérations ne sont pris en considération.

Une vision plus systématique et plus complète à long terme manque aussi pour résoudre le problème des investissements dans les pays sous-développés. « *Si l'on se mêle de plus en plus de l'investissement étranger dans les pays en voie de développement, la réciproque n'en est pas moins vraie* », dit sans ambages lord Seebohm, représentant du Royaume-Uni, dans son rapport à Stockholm. Si les entreprises sont endettées, les pays pauvres le sont aussi... Il faudrait que le flux de leurs ressources extérieures augmente de 60 % pour permettre une croissance de leur P.N.B. de 3 % à 4,5 % (correspondant à 2 % par tête). On en est loin. Chez eux, mis à part quelques domaines particuliers, c'est la pénurie.

Il y a quatre ans, le syndicaliste international Charles Levinson a écrit : « *Les Etats-Unis... connaissent actuellement la plus grande pénurie de capital de toute l'histoire. Ce problème dominera progressivement les décisions économiques et la stratégie des entreprises ; il exercera une influence décisive sur la plupart des autres facteurs économiques et notamment sur les prix.* » (2). Le ralentissement de l'activité pendant la crise a mis en sommeil cette question. Mais les sinuosités du parcours ne changent rien à la direction générale : un incident de conjoncture ne modifie pas les tendances à moyen et long terme.

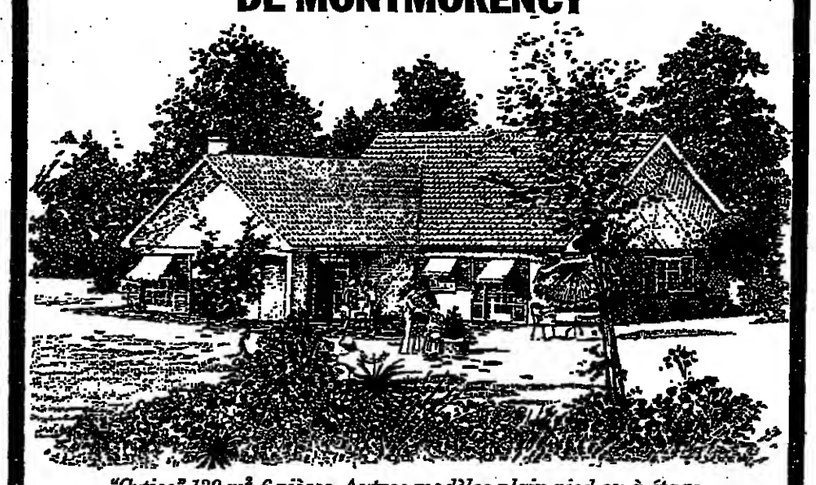
JACQUELINE GRAPIN.

(1) *Business week* du 13 septembre.
(2) *L'Inflation mondiale et les firmes multinationales*, Seuil, Paris, 1973.

- LES ACTIONNAIRES DE PEUGEOT S.A., réunis en assemblée générale, ont approuvé, le 30 septembre, les nouvelles structures de l'ensemble Peugeot-Citroën.
- LES VENTES DE VOITURES D'OCCASION VONT ETRE « MORALISEES ». — Un accord a été signé dans ce but entre l'Institut national de la consommation et la Chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile (C.S.N.C.R.A.) le 20 septembre. L'accord, qui sera présenté dans le détail lors du prochain Salon de l'automobile, prévoit pour l'essentiel l'élaboration de « *contrats types* », permettant de mieux protéger l'acheteur, et comprenant des clauses liées à la qualité du véhicule, au processus de désignation du produit (kilométrage exact, par exemple), ainsi qu'aux conditions de paiement et à la valeur de la reprise.

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY

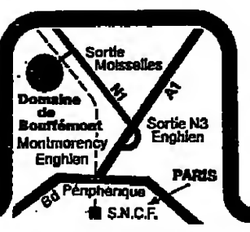


"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers.
Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. La gare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m², 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
95570 BOUFFÉMONT (TÉL. 991.35.59)

Dites le avec des FLEURS PRÉCIEUSES
BRILLANT - CRISTAL - ROCHE
46 Bd HOPITAL PARIS 13
ml

ODOUL Garde-meubles
208 10-30

(PUBLICITE)

ÉMIRATS DE ABU DHABI

COUR PRÉSIDENTIELLE

APPEL D'OFFRES

Son Excellence le Sheik Suroor Al Nahyan, Président de la Cour Présidentielle, par ordre de SA HAUTESSE LE SHEIK ZAYED BIN SULTAN AL NAHYAN, Président des Emirats Unis, par la présente invite à proposer des offres pour la construction de la route BURAO-BERBERA, de 130 km de longueur, dans la partie nord de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

Les travaux de construction seront financés par le Gouvernement de Abu Dhabi.

Les travaux comprennent environ 600.000 m3 de déblais et 2 millions 100.000 m3 de remblais, 320.000 m3 de fondations en matériaux concassés, 140.000 m3 de base en matériaux concassés, 900.000 m2 de traitement superficiel en bicouche, 3.500 m2 de ponts en béton armé, 190.000 kg de buse métallique galvanisée, 1.600 ml de dalots. La durée de construction de la route est de 30 mois.

Les documents contractuels seront disponibles, pour examen, auprès de la SAUTI « Consulting Engineers » aux adresses suivantes :

Via P. Mascagni, 160 - 00199 Rome - Italie - Casella Postale 625

ou

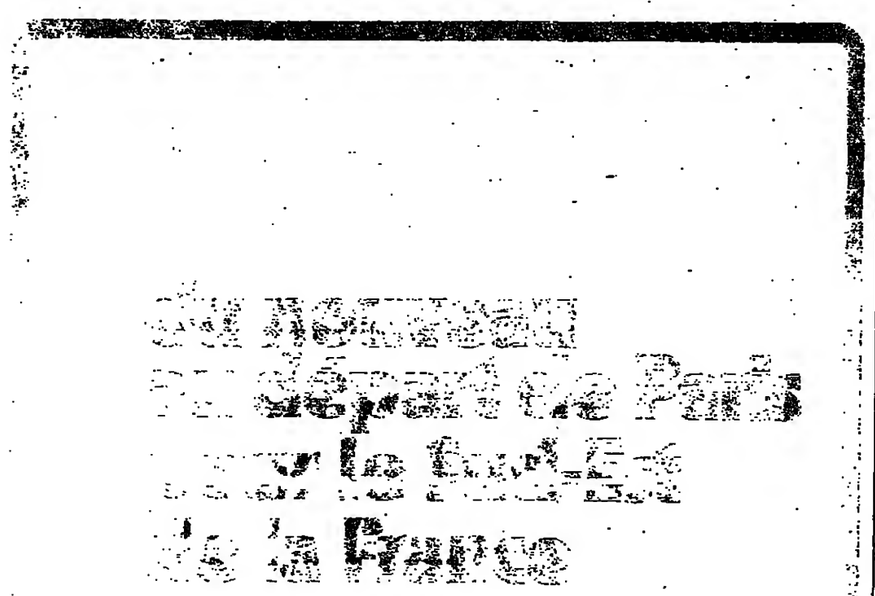
Public Works Department Compound, Desmal Street, Abu Dhabi, U.A.E.
P.O. Box 1280 - Mogadishu - Somali Democratic Republic.

Les documents contractuels pourront ensuite être obtenus auprès de l'une des adresses susmentionnées, contre paiement U.A.E. dirhams 4,000 (ou une somme équivalente dans une autre monnaie convertible). Cette somme ne sera pas remboursée.

Les documents de l'offre devront être placés dans une enveloppe cachetée, qui, si livrée personnellement, sera remise au secrétaire de Son Excellence le Sheik Suroor auprès des bureaux du Water and Electricity Department de Abu Dhabi, ou bien, si envoyée par lettre recommandée, l'enveloppe devra être adressée à :

**Son Excellence le Sheik Suroor Bin Mohammed Al Nahyan,
Chairman of the Presidential Court - P.O. Box 219 - ABU DHABI - U.A.E.**

Les offres devront parvenir aux susdites adresses au plus tard à 11 heures du matin du 10 janvier 1977.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

La Tchécoslovaquie accroît fortement son endettement extérieur

Les banques allemandes lui prêtent 220 millions de dollars

Brno. — La Tchécoslovaquie connaît, elle aussi, des difficultés liées tant à l'environnement international qu'à des facteurs propres au pays. Le renvoi récent du gouvernement du ministre de l'agriculture, M. Bohuslav Vecera, et de deux vice-présidents, MM. Jan Gregor et Frantisek Hamouz, spécialistes des questions économiques, traduit ce mauvais état de santé (« le Monde » du 16 septembre).

Le président du conseil lui-même, M. Lubomir Strougal, a d'ailleurs souligné, le 14 septembre, devant le comité central du parti communiste à la fois les insuffisances de l'industrie et le bilan défavorable de la récolte tchécoslovaques, qui vont peser sur la balance commerciale du pays et aggraver son endettement extérieur. Signe des temps : contrairement à la politique restrictive suivie jusqu'ici, Prague est obligé de recourir nettement au crédit international. Un prêt de 220 millions de dollars vient de lui être attribué par un consortium de dix-sept banques d'Allemagne fédérale, dont le chef de file est la Commerzbank.

De notre envoyé spécial

La Tchécoslovaquie ne se trouve pas encore dans une situation aussi délicate que la Pologne. Son endettement vis-à-vis des pays capitalistes, le plus faible des pays de l'Est, était estimé par les banques occidentales, à la fin de 1974, à 1,1 milliard de dollars (4,5 milliards pour Varsovie). Compte tenu du déficit commercial enregistré en 1975 (400 millions de dollars) et en 1976 et des emprunts sur le marché international (60 millions en 1975), la dette extérieure du pays doit se situer actuellement à près de 2 milliards de dollars.

Ce chiffre, soigneusement gardé secret par les responsables tchécoslovaques, n'est pas encore trop alarmant ; mais le proche avenir ne s'annonce pas favorable à un redressement du commerce extérieur. D'un côté Prague devra, selon M. Strougal, importer pour plusieurs milliards de couronnes de produits agricoles, afin de pallier les carences d'une récolte qui a subi aussi les effets de la sécheresse ; de l'autre, les exportations industrielles souffrent de plusieurs maux dénoncés également par le président du conseil : qualité insuffisante de certains produits, longueur des délais de livraison, mauvaise organisation et même « blocage » des services administratifs.

Dans ce pays à tradition industrielle, le secteur mécanique constitue l'une des forces de l'économie ; il assure à peu près la moitié des ventes à l'étranger. A l'intérieur du camp socialiste, les produits tchécoslovaques représentaient 18 % des exportations de l'industrie mécanique du Comecon en 1965 ; dix ans après, ils n'interviennent plus que pour 12 %, ce qui constitue une baisse *« injustifiable »*. Faut-il voir dans ce déclin l'effet à retardement de l'amputation, après 1968, de plusieurs dizaines de milliers de techniciens, privés de leurs responsabilités ou ayant quitté le pays ?

Faute de pouvoir accroître ses exportations dans un climat de reprise mondiale ralentie, la Tchécoslovaquie devrait importer moins de biens industriels des pays capitalistes. Le peut-elle alors que son économie a besoin de technologie et d'équipement occidentaux afin de produire les biens de consommation indispensables au maintien du calme dans les villes ? Des voitures contre un printemps calme... L'austérité serait en tout cas difficilement acceptée dans un pays dont le niveau de vie est, après celui de la R.D.A., le plus élevé de l'Europe de l'Est.

Pour sortir de l'impasse et procéder aux achats nécessaires — l'industrie de la machine-outil souffre d'un équipement insuffisant en commandes numériques, — la Tchécoslovaquie doit se résigner à l'endettement ; elle emprunte 220 millions de dollars sur le marché international (contre 60 en 1975). Devant ses collègues occidentaux, réunis le 17 septembre à Brno, à l'occasion de la XVIII[e] Foire internationale des constructions mécaniques, qui s'est tenue du 15 au 23 septembre, le président de la Banque d'Etat — Statî Banka, — M. Potac, a présenté lui-même ce changement de politique que constitue le recours à des crédits en euro-devises.

L'emprise soviétique

Le déficit commercial à l'égard des pays capitalistes a augmenté de 15 % entre 1975 et 1976. La vulnérabilité de la Tchécoslovaquie est toutefois atténuée par le fait que les échanges avec l'Ouest représentent seulement un cinquième du total de son commerce extérieur. Ce chiffre, plus faible que pour d'autres membres du Comecon, traduit, en revanche, la dépendance du pays à l'égard de ses partenaires de l'Est, essentiellement de l'U.R.S.S., qui assure actuellement plus du tiers de ses échanges globaux (16 % en 1948). L'augmentation du prix du pétrole soviétique s'est notamment fait lourdement sentir dans les comptes de 1975.

Dépendance aussi à l'égard de l'Allemagne fédérale, le premier — et de loin — partenaire occidental de la Tchécoslovaquie, avec un volume d'échanges quatre fois supérieur à celui de la France. La présence allemande est impressionnante : à la Foire de Brno, la R.F.A. comptait environ 600 exposants, contre quelque 60 pour la France, 120 pour l'Italie, 180 pour l'Autriche. La France ne joue qu'un rôle modeste dans le commerce extérieur tchécoslovaque (1,6 %), se situant toutefois au 3[e] rang des fournisseurs et au 5[e] des clients occidentaux, selon les statistiques françaises. L'excédent commercial français (85 millions de francs en 1974, 233 en 1975, 152 pour les sept premiers mois de 1976) préoccupe les responsables tchécoslovaques, qui demandent des achats de compensation, secteur par secteur, pour un montant d'environ un tiers des contrats.

Très peu d'affaires importantes sont conclues entre les deux pays. Le montant des commandes de ventes de biens d'équipement, après avoir atteint 400 millions de francs en 1974 (construction d'une usine de polyéthylène à Bratislava), est retombé à 120 millions en 1975, et ne représenterait que 25 millions depuis le début de 1976. Les projets de coopération, qui concernent notamment la modernisation de l'industrie automobile (Citroën, Renault et Peugeot), la réalisation d'une usine de cellulose en Slovaquie (Creusot-Loire) ou l'électronique, ne débouchent pas. A la Foire, contrairement aux années précédentes, aucun contrat n'a été signé par des industriels français. Malgré la conclusion de deux accords de coopération dans le domaine de la machine-outil et, en cette première année du Plan 1976-1980, les espoirs des hommes d'affaires, l'Allemagne fédérale occupe le terrain. Respectant un engagement de M. Raymond Barre, alors ministre du commerce extérieur, son successeur, M. André Rossi, doit se rendre à Prague les 12 et 13 octobre. Il paraît peu probable que cette visite, plutôt protocolaire, se traduise par de grands résultats.

De façon générale, l'heure ne se prête pas à un grand essor des relations entre la Tchécoslovaquie et l'Ouest. Prague a accordé en 1975 aux sociétés occidentales la possibilité d'ouvrir des représentations commerciales dans la capitale. En fait, cette facilité n'a pas jusqu'ici été utilisée, faute d'assurances concernant la fiscalité, l'accès aux utilisateurs et le renouvellement du contrat. Les négociations avec les responsables tchécoslovaques demandent en tout cas, soulignent les hommes d'affaires étrangers, du temps et de la patience.

MICHEL BOYER.

LE DÉFICIT COMMERCIAL DES PAYS DE L'EST A CONTINUÉ DE S'AGGRAVER AU DÉBUT DE 1976

Au cours du premier trimestre 1976, le déficit mensuel des pays de l'Est appartenant au CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle), ex-Comecon, avec les pays capitalistes s'est aggravé. Durant cette période, il a atteint à l'égard des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne fédérale et de la France 636 millions de dollars de moyenne mensuelle, contre 569,7 millions de dollars pendant le premier trimestre 1975, soit une augmentation de 14,2 % (ces chiffres, s'ils confirment l'évolution dont nous avions fait état dans « le Monde » daté du 31 août, sont inférieurs à ceux que nous avions cités — 757,2 à 911,3 millions de dollars, soit + 20,3 %, — une erreur de transmission nous ayant fait mêler les résultats de la France exprimés en francs aux résultats des autres pays exprimés en dollars).

Seuls trois pays voient leur déficit se réduire par rapport aux Etats-Unis, au Japon, à l'Allemagne fédérale et à la France : la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, qui sont les moins industrialisés des pays du Comecon.

On notera que l'aggravation du déficit des échanges extérieurs du Comecon avec les pays capitalistes au cours des premiers mois de 1976, si on l'extrapole sur l'ensemble de l'année, est bien moins importante que celle qui s'était produite entre 1974 et 1975 du fait de la crise mondiale. Il est possible qu'au cours des trois autres trimestres 1976 le ralentissement de l'aggravation du déficit commercial des pays du Comecon se confirme. — Al. V.

LES INDUSTRIELS DANOIS ATTENDENT UNE RÉÉVALUATION DU DEUTSCHEMARK

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Les hommes d'affaires danois semblent attendre... et espérer une réévaluation du deutschemark au lendemain des élections du 3 octobre. Les banques du royaume ont, en ces temps-ci, fort à faire pour assurer les entreprises — au moyen d'achats à terme — contre un changement éventuel du cours de la devise allemande. Le plafond que la Banque nationale du Danemark impose à ce genre d'opérations (elles ne doivent pas dépasser soixante pour cent du capital des banques sollicitées) aurait été atteint. Les transactions conclues ont porté sur plus de 4 milliards de couronnes (environ 3,2 milliards de francs).

Les exportateurs danois ont, depuis deux ans, perdu pas mal de terrain en Allemagne de l'Ouest, qui était le principal acheteur des produits industriels danois, et ont cédé cette place à la Suède. Ils estiment qu'une réévaluation du deutschemark leur donnerait la chance de remonter peut-être la pente.

Les dirigeants de Christiansborg, de leur côté, verraient se produire un tel réajustement avec un soupir de soulagement. Ces jours-ci, la Bundesbank a dû, comme elle l'a déjà fait à maintes reprises depuis le début de 1976, soutenir la couronne danoise par des achats massifs pour lui permettre de demeurer à l'intérieur du serpent communautaire. — C.O.

Vient de paraître
L'INFORMATISATION du DECALQUE

Première étude sur le moyen d'adjoindre un complément électronique, le calculateur programmé OBBO type MEGA 7600 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'Entreprise.

OBBO CALCUL
La comptabilité par décalque en régime électronique

Ce document est disponible au SICOB, stand n° S E 3502

Veuillez me faire parvenir gratuitement " L'informatisation du décalque "
M.
Société
Adresse Tel.
A 7554

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9[e] - 878.25.50 et 25.06

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

L'éventualité d'une OPA d'Elf-Aquitaine sur la filiale française de B.P. est démentie

Les présidents d'Elf-Aquitaine et de la Société française des pétroles B.P. ont démenti catégoriquement, le 30 septembre, l'existence d'un projet d'offre publique d'achat sur la S.F.B.P. par Elf-Aquitaine. Peu avant, la commission des opérations de bourse (COB) avait décidé d'ouvrir une enquête sur le marché des actions de la S.F.B.P. Celles-ci avaient monté ces dernières semaines.

Pourtant, le compte d'exploitation de B.P. pour le premier semestre, publié le 30 septembre, fait apparaître une perte de 37,7 millions de francs. Des prix de vente insuffisants et la dépréciation du franc par rapport au dollar expliquent, selon la société, ces mauvais résultats.

En revanche, la reprise de l'activité économique s'est traduite par une augmentation de 18,1 % des tonnages vendus.

● EN GRANDE-BRETAGNE, le nombre de journées de travail perdues pour cause de grèves est en nette diminution : 2,2 millions pendant les huit premiers mois de 1976, contre 5 millions durant la même période de 1975.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRAILOR

Le conseil d'administration du 23 septembre 1976, présidé par M. René Mora, vient d'approuver les comptes du premier semestre (1er-12-1975 au 31-5-1976). Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 267 970 000 F, soit 17 %, et le résultat d'exploitation, avant impôt, s'élève à 20 341 000 F contre une perte de 5 544 000 F au 31-5-1975. Le résultat net, après impôt et participation, ressort à 8 270 000 F (contre une perte de 3 597 000 F au 31-5-1975), après un montant total de 14 139 000 F d'amortissements, d'impôts sur les sociétés et de provisions diverses pour pertes et charges.

Ces résultats ne sauraient s'apprécier sans avoir rappelé les difficultés rencontrées par l'industrie au premier semestre 1975 et qui n'avaient pas épargné Trailor dans un marché du poids lourd en chute d'environ 45 %.

Notre activité Route (vente de véhicules routiers, de pièces détachées et de réparation) a progressé de 36 % (102 % sur la France et — 40 % à l'exportation). Le recul des exportations reflète une chute de la demande des pays qui avaient beaucoup acheté en 1975, l'ensemble des exportations françaises ayant baissé de 40 %. Le chiffre d'affaires de cette activité Route, 220 400 000 F, atteint un niveau record (même période de 1975 : 163 300 000 F ; 1974 : 168 000 000 F).

Notre activité Containers, qui avait été très forte au premier semestre 1975, est en régression de 35 % au 31 mai 1976. Cette baisse du chiffre d'affaires (premier semestre 1976 : 37 400 000 F contre même période 1975 : 58 200 000 F et même période 1974 : 28 850 000 F) a été la conséquence tant de retards de facturations rattrapés à fin août où le chiffre d'affaires atteint 57 000 000 F, que d'insuffisances de production surmontées depuis, alors que notre carnet de commandes actuel est élevé, représentant environ quatre mois de production à un rythme supérieur de mille containers par mois.

Il convient de noter que les activités Service de Trailor, comprises pour l'essentiel dans l'activité Route, se développent très régulièrement à un rythme égal ou supérieur à 20 % l'an et représentent non seulement une part non négligeable du chiffre d'affaires, mais surtout apportent une large contribution aux résultats financiers de l'entreprise.

Comme nous le craignions, après l'effet favorable des mesures d'incitation à l'investissement, des signes d'essoufflement sont apparus dès la fin du premier semestre. Le deuxième semestre en sera donc marqué, ainsi que par des répercussions du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation et de relance de l'économie. Dans ce contexte, le résultat du second semestre ne saurait qu'être inférieur à celui du premier.

Enfin, à l'issue du conseil d'administration, le président a tenu à rappeler l'intérêt de la complémentarité des activités Route et Containers, qui suivent des évolutions parallèles mais différentes au niveau des cycles et des fluctuations économiques.

Même si la prudence s'impose pour les mois qui viennent et le début de 1977 au niveau des activités des biens d'équipement, il est évident qu'on ne peut que rester confiants dans l'avenir du transport routier, intimement lié à la croissance économique et au développement des échanges internationaux, et il est certain que l'activité Service et l'activité Containers, qui représentent ensemble 40 % de l'activité du groupe, sont à la fois un facteur de stabilisation de croissance et d'optimisme pour l'avenir.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le résultat avant amortissements, provisions et impôt du premier semestre 1976 s'élève, en ce qui concerne les opérations courantes, à 114,3 millions de francs, auxquels s'ajoutent des plus-values à long terme d'un montant de 0,5 million de francs.

Le résultat avant amortissements, provisions et impôt des opérations courantes du premier semestre de 1975 était de 112,4 millions de francs, non comprises les plus-values à long terme s'élevant à 17,4 millions de francs.

L'augmentation du résultat brut des opérations courantes provient essentiellement de la progression des revenus de portefeuille.

Pour l'ensemble de l'exercice 1976, les revenus de portefeuille s'élèveront à 108 millions de francs environ, contre 100,8 millions de francs en 1975.

MUTUELLE INDUSTRIELLE

Suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire et du conseil d'administration, réunis le 28 septembre, M. Robert Dubcet, vice-président de la Banque Worms, qui vient d'acquérir une participation dans le capital de la Mutuelle Industrielle, a été nommé président-directeur général de celle-ci, en remplacement de M. Jacques Solvay, démissionnaire de ses fonctions d'administrateur.

M. Pierre de Laguiche a été confirmé dans ses fonctions de vice-président-directeur général.

MM. Pierre Baxy, Noël Gauthier et Philippe Papelier ont été nommés administrateurs.

M. Robert Gillet reste membre du conseil. M. Paul Montfort a remis sa démission.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse Nationale de l'Energie 4 % juin 1952 (Regroupement Moyenne-Dordogne)

L'intérêt annuel sur les obligations Caisse Nationale de l'Energie 4 % juin 1952 (regroupement Moyenne-Dordogne), pour la période du 15 avril 1976 au 14 avril 1977, sera payable, à partir du 15 octobre 1976, contre détachement du coupon n° 25 ou estampillage du certificat nominatif, à raison de :

4,00 F net pour les obligations de 100 F (avoir fiscal 0,48 F, montant global 4,48 F)
2,00 F net pour les obligations de 50 F (avoir fiscal 0,24 F, montant global 2,24 F)
0,80 F net pour les obligations de 20 F (avoir fiscal 0,10 F, montant global 0,90 F)

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera respectivement de 0,64 F, 0,32 F et 0,12 F.

Il est rappelé que la mise en remboursement des titres amortis par tirage au sort a lieu le 15 avril de chaque année et pour la dernière fois le 15 avril 1977.

Les séries de numéros sortis aux tirages, dans lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement, sont les suivantes :

Amort.	100 F nominal	50 F nominal	20 F nominal
1965	28 899 à 30 134	892 à 924	3 317 à 3 493
1966	9 739 à 10 635	1 954 à 2 109	326 à 445
1967	31 041 à 33 032	805 à 891	1 941 à 2 167
		et 925 à 1 140	
1970	19 997 à 25 009	388 à 804	527 à 760
		et 1 141 à 1 222	
1971	1 à 62	1 793 à 1 953	1 858 à 1 940
	et 34 236 à 37 867	et 2 110 à 2 284	et 2 168 à 2 336
1972	15 625 à 19 906	4 138 à 4 574	1 à 239
	et 25 010 à 25 256		et 3 816 à 4 018
1973	83 à 827	2 790 à 3 140	3 501 à 3 761
	33 450 à 34 235		
	et 37 868 à 37 970		
1974	1 034 à 9 348	2 782 à 2 789	1 607 à 1 837
		et 3 141 à 3 744	et 3 337 à 3 617
1975	9 349 à 9 738	1 495 à 1 792	280 à 325
	et 10 636 à 13 630	et 2 285 à 2 625	446 à 526
			et 761 à 1 205
1976	25 367 à 28 896	3 779 à 4 137	2 618 à 2 197
	30 135 à 31 040	et 4 375 à 4 850	
	et 33 033 à 33 199		

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, Recettes des finances et Perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires ci-après : Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Marseillaise de Crédit.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

L'AFFAIRE BLACHE

Les syndicats « exigent » que la mesure de mutation prise contre l'inspecteur des impôts soit rapportée

La mutation d'office de M. Jacques Blache (*le Monde* des 28 et 29 septembre), l'inspecteur des impôts reconnu coupable d'avoir « *manqué à une obligation de neutralité* » après sa participation, le 7 mars dernier, à une émission du « Petit Rapporteur », suscite de vives réactions syndicales. Dans un communiqué, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.N.U.I. (Fédération nationale unifiée des impôts) de la direction générale des impôts « *condamnent sévèrement cette décision inadmissible et révoltante, qui s'inscrit dans le processus de répression antisyndicale qui s'aggrave dans la fonction publique et plus particulièrement à la direction générale des impôts. La mutation d'office de l'inspecteur des impôts Blache, intervenue malgré l'opposition unanime des organisations syndicales, en constitue un récent et exemplaire témoignage. Les quatre organisations syndicales représentatives appellent le personnel à exiger la levée des sanctions et à mettre en échec les tentatives visant à restreindre les droits syndicaux et la liberté d'expression* ».

Les quatre syndicats vont entreprendre de faire signer aux soixante-dix mille agents des impôts une « *pétition nationale* » qui sera adressée à M. Michel Durafour.

Dans un autre communiqué, le Syndicat général des impôts Force ouvrière, auquel adhère M. Jacques Blache, estime que la sanction prise contre le jeune inspecteur « *traduit une volonté politique de museler les fonctionnaires à la veille d'échéances électorales de première importance* ».

Une sanction politique ?

M. Michel Durafour n'a pas de « chance ». Considéré par les syndicats ouvriers comme le « *ministre des licenciés* » à la fin de son exercice Rue de Grenelle, le maire de Saint-Etienne risque-t-il d'être un jour appelé le « *ministre des mutés* » ? En ordonnant le « *déplacement d'office* », de Provins à Melun, en Seine-et-Marne, de M. Jacques Blache, trente et un ans, inspecteur des impôts, le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, n'a pas contribué, à peine un mois après son entrée en fonctions Rue de Rivoli, à améliorer son image de marque auprès de ses nouveaux administrés, si l'on en juge par les vives réactions des quatre syndicats de la direction générale des impôts.

Certes, M. Michel Durafour n'est pas « responsable » du déclenchement de cette affaire : c'est son prédécesseur, M. Jean-Pierre Fourcade, qui avait jugé intolérables les libres propos tenus au « Petit Rapporteur » par le fougueux fonctionnaire, et qui avait décidé d'engager contre lui des poursuites disciplinaires. L'impétueux inspecteur des impôts avait eu l'audace de déclarer à Plem que la fraude fiscale existait en France et que, pour la réduire, il convenait de simplifier des textes qui actuellement étaient votés par la majorité et non par l'opposition.

La justice ministérielle a suivi son cours : trois jours avant le 15 août, M. Jacques Blache comparaissait devant la commission de discipline du ministère de l'économie et des finances, qui émettait un avis de mutation. Les syndicats de l'administration des impôts, représentés dans cette commission, refusaient — fait *rarissime* — de signer le procès-verbal de la séance. Plem, cité comme témoin, disait, après l'audience : « *Ça a été un dialogue de sourds. J'ai parlé d'humour et de liberté. Ils n'ont rien compris.* »

Le ministre délégué de M. Raymond Barre aurait pu passer une indulgente éponge sur cette peccadille. Un geste d'apaisement aurait été particulièrement apprécié à un moment où, dans l'ensemble de la fonction publique, on s'inquiète de la « *répression antisyndicale* » qui y sévirait, notamment après la circulaire de M. Jacques Chirac, en date du 3 juin, sur l'obligation générale de réserve et les restrictions au droit de grève.

Un jeune fonctionnaire épris de son métier et doué d'un esprit critique, n'a-t-il pas le droit de s'exprimer en dehors des canons administratifs ? Dans l'ordre de mutation qui lui a été signifié à compter du 4 octobre — et non du 7 comme une erreur typographique nous l'a fait écrire, — M. Jacques Blache est accusé de s'être « *livré devant un très large public à une imputation de caractère politique et d'avoir manqué à une obligation de neutralité* ». Le Syndicat général des impôts Force ouvrière indique qu'« *il n'existe aucune obligation de neutralité s'appliquant aux agents de l'Etat en dehors des heures de service* ».

Conseiller municipal de Vimpelles (Seine-et-Marne) et, selon sa propre expression, « *gaulliste vieille manière* », issu d'une famille qui a milité dans la Résistance, M. Jacques Blache a fortement contribué, aux élections cantonales de mars dernier, à la défaite de M. Etienne Pinte, député U.D.R. du département, et ancien suppléant de M. Alain Peyrefitte. Dès leur origine, ses ennuis professionnels ont eu une coloration politique. La sanction qui le frappe aujourd'hui en a-t-elle une aussi ?

Melun, dira-t-on, n'est pas Hazebrouck et le jeune fonctionnaire — qui a décidé de refuser sa mutation et d'en appeler à la fois au tribunal administratif et à la commission des libertés présidée par M. Edgar Faure — reste de toute façon en Seine-et-Marne. Mais si la punition infligée n'est pas importante en mesure kilométrique, son principe, lui, l'est sur tous les autres plans.

MICHEL CASTAING.

DES DÉBRAYAGES ONT EU LIEU AU « LIVRE DE PARIS » CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL MALIEN.

Des débrayages partiels d'une à deux heures et diverses manifestations de protestation ont lieu depuis plusieurs jours dans une filiale du groupe Hachette, le Livre de Paris, une société de Bagneux (Hauts-de-Seine) employant deux mille huit cent cinquante salariés, spécialisée dans le courtage et la vente par correspondance. Les grévistes entendent ainsi se solidariser avec un délégué syndical C.F.D.T. de nationalité malienne, M. Issa Traore, contre lequel la direction a demandé, l'été dernier, une mesure de licenciement qui fut refusée par l'inspecteur du travail. Un recours a été déposé par l'employeur, et l'on attend incessamment la réponse du ministre du travail.

Agé de trente-sept ans, père de cinq enfants, M. Traoré travaille depuis douze ans dans le groupe Hachette, et depuis sept ans au Livre de Paris, où son épouse est également employée. Il fut l'un des premiers en France à bénéficier de la loi de 1975 qui autorise les étrangers à accéder aux postes de responsabilité syndicale. Est-ce la raison du conflit ? La direction du Livre de Paris s'en défend énergiquement, et invoque « *des voies de fait contre un chef du personnel* ».

La version de la section d'entreprise C.F.D.T., appuyée par la fédération C.F.D.T. de l'édition, est différente : selon un communiqué publié le 27 septembre, M. Traoré aurait simplement repris une machine comptable des mains dudit chef du personnel, qui voulait remettre cet instrument de travail à des intérimaires pour prévenir les effets d'une grève éventuelle des employées du service de paie.

● GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES CE VENDREDI 1er OCTOBRE DANS L'INDUSTRIE DU SUCRE (quinze mille salariés) à l'appel de tous les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C.), à la suite de la rupture des négociations sur les salaires.

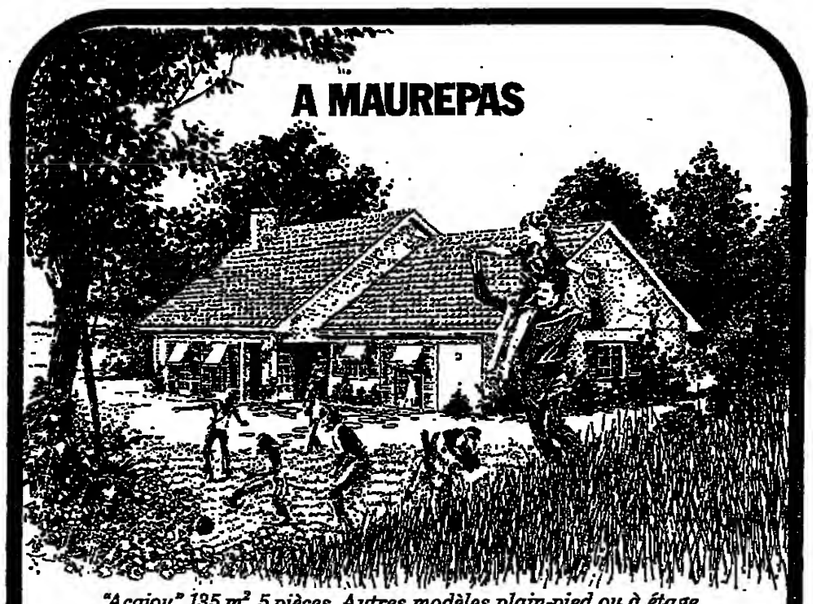
● BARRAGE DE PÉNICHES SUR LA SEINE. — Des mariniers ont établi, ce vendredi matin 1er octobre, un barrage de péniches sur la Seine, à Paris, à hauteur du pont de la Concorde, afin d'exprimer leurs revendications. Composé d'une trentaine de bateaux, le barrage doit rester en place jusqu'à 17 heures. Un passage a été cependant aménagé.

Le meilleur choix en SIMMONS ?

CAPÉLOU
distributeur
livraison gratuite très rapide dans toute la France

Breguet

A MAUREPAS



"Acajou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine des Louveries

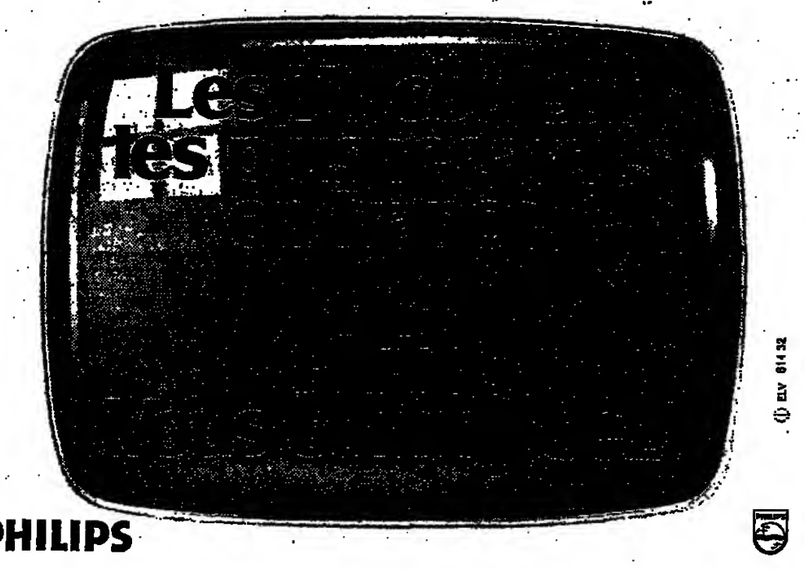
Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels.
Plus de 30 trains par jour relient en 27 mn Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².
Au Domaine des Louveries, vous vivrez *toute l'année comme en vacances*, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 28 KM DU PONT DE SAINT-CLOUD PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
78310 MAUREPAS (TÉL. 062.96.43)



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Quelles réformes de structures contre l'inflation ?

(Suite de la première page.)

Quelles sont les structures qu'il convient d'atteindre ? Nous avons déjà eu l'occasion (*le Monde* daté 19-20 septembre) de dire dans ces colonnes qu'une certaine confusion d'idées s'est introduite, tout particulièrement au moment présent, à ce sujet. Une comparaison permettra peut-être de mieux mettre en lumière ce dont il s'agit. Comme cela est arrivé souvent dans l'histoire, y compris la plus récente, voici un pays en proie à l'inflation à la suite d'une guerre dont il a financé les dépenses par création monétaire. En conclura-t-on que l'inflation a pour cause le tempérament belliqueux des hommes ou de leurs dirigeants ? C'est un peu ce que l'on affirme en attribuant son origine, par exemple, à la course vers l'égalité et, d'une façon plus générale, au comportement des syndicats et des chefs d'entreprises.

Il en va de l'inflation comme de certaines maladies. Au fur et à mesure qu'elles se prolongent, elles en viennent à modifier les comportements individuels (et collectifs) de telle façon qu'on ne voit plus l'enchaînement de la cause et de l'effet, ce qui conduit à attribuer la maladie aux réactions du malade.

Un programme « sérieux » de lutte contre l'inflation devrait donc s'attacher à réviser les mécanismes à travers lesquels se perpétue, et, éventuellement, se développe l'inflation. Qu'une action de caractère purement quantitatif ne soit pas suffisante par elle-même, il n'est pas difficile de s'en convaincre. Supposons que, demain, le gouvernement, comme il l'avait fait en septembre 1975, renverse brusquement la vapeur à la suite d'une détérioration imprévue de la conjoncture. Que resterait-il de son programme anti-inflationniste si celui-ci mise d'abord, et avant tout, sur l'encadrement du crédit et un appel à la modération des partenaires sociaux ? Il en irait, évidemment, autrement si, en même temps, il mettait en œuvre une réforme des mécanismes de distribution du crédit destinée à en régler l'émission, non seulement par référence aux besoins exprimés, mais selon les capacités de financement dégagées par l'épargne réelle (privée ou publique).

Ajoutons à cela une considération qui pourra paraître un peu théorique, mais qui illustre la limite et les ambiguïtés de tout diagnostic et de toute thérapeutique fondée sur un emploi, à notre sens abusif, de la comptabilité nationale. Le gouvernement a annoncé que, l'année prochaine, la masse monétaire ne devrait s'accroître que de 12,5 %, soit d'un pourcentage inférieur à la progression attendue de la production intérieure brute (PIB). Le sens de la manœuvre est de résorber une partie des moyens de paiement « excédentaires » mis en circulation précédemment. Cependant, la PIB est une valeur qui mesure la grandeur de la production exprimée en francs courants. Autant dire que son montant est fonction non seulement de la production en volume mais aussi de la quantité de monnaie émise. Là encore la seule façon de sortir de la contradiction serait de fixer des règles autonomes pour l'émission de la monnaie et l'expansion du crédit.

Les crédits bancaires à moyen terme

C'est à une telle démarche de l'esprit que répondait, dans une large mesure, le plan de 1958, qui indiscutablement, devait ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire économique et monétaire de la France (encore que les réformes plus profondes qui devaient le suivre n'aient jamais été entreprises ou l'aient été à l'envers, comme on le verra dans un instant). Cependant, à l'époque, les choses se présentaient de façon plus simple (du moins nous apparaissent-elles ainsi *a posteriori*). Un des principaux moteurs de l'inflation était le financement direct par la Banque de France d'une part importante des programmes de logements. A l'actif de l'institut d'émission figurait un montant important d'effets représentatifs de prêts à moyen terme à la construction. Il suffisait d'en plafonner le montant après l'avoir abaissé.

Aujourd'hui, le diagnostic est plus difficile à établir. D'un côté, on constate bien qu'une partie des prêts d'équipement à moyen terme continue d'être financée de l'institut d'émission (dans la proportion de 30 % en 1975) ; il s'agit des crédits à moyen terme mobilisables. Mais l'octroi de ces derniers est strictement contrôlé. Les services du Crédit national et de la Banque de France exigent de la part de l'emprunteur et du banquier un certain nombre de conditions touchant notamment à la proportion des fonds propres par rapport à l'endettement. En outre, les banques ne peuvent mobiliser auprès de la Banque de France ces crédits (dont la durée peut aller jusqu'à sept ou huit ans) que pour les deux dernières annuités. En toute rigueur, il est difficile de nier à ce mode de financement un certain caractère inflationniste, puisque les dépenses d'investissement devraient être financées pour leur quasi-totalité par des ressources « longues » fournies par l'épargne placée à moyen ou long terme.

Sans doute un tel système serait-il très rigide pour une économie moderne. Il reste que celui qui existe est trop relâché pour assurer la stabilité de la valeur du franc. C'est que, à côté des crédits à moyen terme mobilisables, dont le montant global n'augmente guère d'une année à l'autre — sauf pour l'exportation, domaine désormais intouchable comme l'était naguère la construction, — il existe une autre catégorie de prêts, les crédits à moyen terme non mobilisables, dont l'expansion a été extrêmement rapide puisqu'ils ont triplé depuis 1971. Pour eux n'existe aucun contrôle. C'est le champ d'élection de la « transformation », procédé par lequel les banques prêtent à moyen ou à long terme des ressources qui sont mises à leur disposition pour une courte période. Par ce procédé, le prêteur final (le déposant de fonds à court terme) ne perd pas la disposition des sommes qu'il avance, par banquier interposé, à l'emprunteur. C'est ce qui se produisait dans un autre domaine (mais qui concerne aussi le crédit) sur le plan international du temps où fonctionnait le « *Gold Exchange Standard* ». Il est inutile de souligner son caractère éminemment inflationniste.

Les engagements pris à ce titre au cours des années précédentes par les banques pourraient bien rendre difficile l'application stricte de l'encadrement du crédit puisque les sommes correspondantes devront bien être mises à la disposition des clients. Mais ce qu'il y a de plus grave, est que rien n'est prévu dans le programme gouvernemental pour amener les banques, dans l'avenir, à plus de prudence. On dira qu'échaudées par l'expérience elles se montreront d'elles-mêmes plus précautionneuses. C'est possible et même probable ; mais l'expansion extraordinaire du crédit à l'exportation (+ 40 % en 1975) montre que les mauvaises habitudes peuvent se perpétuer en se parant des meilleures intentions.

C'est au cœur même du mécanisme à travers lequel se crée la monnaie en France que devrait s'attaquer le gouvernement s'il veut, comme l'a annoncé M. Raymond Barre, s'en prendre aux « structures ». La réforme du marché monétaire introduite en 1971 a finalement abouti au contraire de l'objectif qu'elle s'était assigné, qui était d'instituer progressivement un système où l'offre et la demande de créances éligibles au marché monétaire se seraient équilibrées d'elles-mêmes, sans intervention systématique de l'institut d'émission. Dans la réalité, l'endettement traditionnel des banques françaises auprès de l'institut d'émission n'a fait que s'accroître et, en dépit des nouveaux usages introduits en juin 1973 pour espacer les interventions de la Banque de France, les concours de celle-ci sont devenus encore plus importants. On dira qu'une réforme dans ce domaine comporterait le risque majeur de désorganiser des circuits existants à un moment où l'effort d'investissement est insuffisant. Cependant, les politiques contre la hausse des prix qui ont durablement réussi ont toujours été fondées sur le pari que l'inflation et l'anticipation de l'inflation étant brisées, les ressources que fournissait jusqu'alors la création monétaire seraient fournies spontanément par des voies plus orthodoxes.

Ajoutons une remarque importante qui n'est pas une clause de style : en mettant l'éclairage sur l'appareil de crédit, nous n'entendons pas, en quelque sorte, privilégier la place de la monnaie, ni laisser entendre que les réformes de la fiscalité, des pratiques de concurrence, de la sécurité sociale... ne sont pas moins importantes. Elles le sont tout autant et même davantage. Dans une économie moderne, la monnaie et le crédit jouent ou devraient jouer un rôle d'auxiliaire à la disposition des forces productrices « réelles ». Mais c'est un des effets de l'inflation que de subordonner un peu plus les entreprises aux banques, faute pour les premières de disposer, dans une mesure suffisante, d'autres sources de financement.

PAUL FABRA.

(Publicité)

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL

(Subsidiaire d'ELETROBRAS)

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSÉLECTION

AUX FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT DE CONTROLE ET COMMANDE

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la préparation du schéma de contrôle et commande de six (6) groupes turbine-alternateurs et pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision du montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement référé ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Parana, Brésil :

Tableaux de contrôle avec indicateurs, compteurs, enregistreurs, commutateurs, relais de protection, synchroniseur automatique, appareils de mesures hydrauliques et de signalisation, enregistreurs d'informations, imprimantes, horloges électriques et appareils auxiliaires nécessaires au contrôle local-manuel, local-automatique et distance-automatique centralisé pour l'exploitation des six (6) groupes turbine-alternateurs et de leurs auxiliaires.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

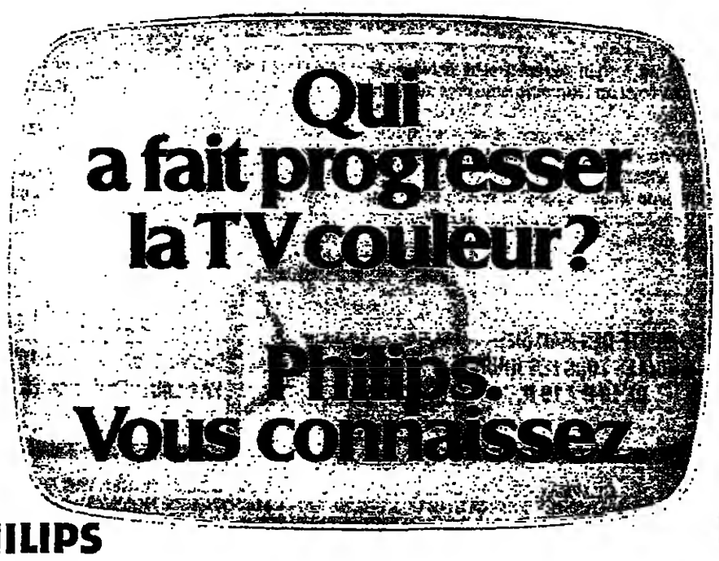
Pour le paiement de ces équipements, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque interaméricaine de développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays en voie de développement membres du Fonds monétaire international et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles pour cet effet par la BID.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 27 octobre 1976 inclus, à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELETRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
Diretoria Administrativa
Edificio Trajanus
Rua Trajano, 41 - 3° andar - Telex 051-1048
88.000 - Florianopolis - Santa-Catarina - BRESIL

europcar
645. 21. 25



هكذا في الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
30 SEPTEMBRE

Lourde chute

Une lourde chute s'est produite jeudi à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises, déjà très touchées la veille, ont essuyé des pertes encore plus sévères.

Ce sont les titres les plus en vue, et les plus recherchés par les étrangers, qui ont le plus souffert. La Générale des Eaux donnait le ton à l'ouverture, avec un recul de 6 %, suivie par Michelin, le Club Méditerranée, les Skis Rossignol, A.D.G., etc.

Si les vedettes étaient éprouvées, que pouvait-on dire des autres ! Ce fut un véritable carnage dans la sidérurgie, fort secouée par l'annonce d'un chômage technique chez Sacilor.

Les pétroles ne furent point épargnées, Aquitaine tombant au plus bas de l'année et la Française des pétroles cassant le cours de 100 F.

N'oublions pas la construction électrique, très déprimée, et l'alimentation (B.S.N.-G.D.) et l'automobile (Peugeot), en vif repli.

Apparemment, les déclarations télévisées du chef de l'Etat n'ont apporté aucun réconfort aux boursiers, qui ont continué à vendre sur la lancée de mercredi : un « plébiscite » en quelque sorte...

Leur pessimisme est alimenté par une série de nouvelles défavorables : nouveaux nuages sur la sidérurgie, et baisse du franc, qui incitent les étrangers, les Allemands en particulier, à se délester un peu plus.

Encore les interventions des organismes de placement collectif ont-elles limité les dégâts : on signalait, autour de la corbeille, des liquidations de portefeuille par des clients définitivement dépoités.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines et des allemandes.

Sur le marché de l'or, légère avance du lingot à 18 795 F (+ 175 F) et du napoléon à 225,30 F (+ 0,50 F). Les transactions sont demeurées réduites à 6,6 millions de francs.

Taux du marché monétaire
Effets privés ..... 9 3/4 %

LONDRES

Calme

Le marché est calme et en léger repli dans l'attente de l'annonce du taux d'escompte hebdomadaire de la Baique d'Angleterre. Tassement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 116 25 contre 116 ..

VALEURS	CLOTURE 30/9	COURS 1/10
War Loan 3 1/2 %..	24 7/8	24 7/8
Beecham	328 ..	328 1/2
British Petroleum ...	647 ...	638 1/2
Shell	378 ...	378 1/2
Vickers	138 ...	138 ...
Imperial Chemical....	308 ...	303 ...
Courtaulds	108 ...	108 ...
De Beers	216 ...	211 1/2
Rio Tinto Zinc Corp..	167 ...	167 ...
*Western Holdings	12 7/8	12 5/8
*West Orientalis	15 3/4	14 1/2

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 31 déc. 1975.)

	29 sept.	30 sept.
Valeurs françaises ..	85,2	83,1
Valeurs étrangères ..	107,4	107,4

CHAMBRE DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	66,4	65,3

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE. — Avant amortissements, provisions et impôts, le résultat du premier semestre 1976 s'élève, pour les opérations courantes, à 114,3 millions de francs contre 113,4 millions un an plus tôt. Pour l'exercice 1975 entier, les revenus du portefeuille s'élèveront à environ 109 millions de francs contre 100,8 millions en 1975.

CHATILLON-COMMENTRY-BIACHE. — Au 30 juin 1976, la situation provisoire de la société fait apparaître une perte avant amortissements de 49,93 millions de francs, après couverture de 54 millions de charges financières. Les résultats du second semestre, en progression, devraient permettre de couvrir une partie de ces charges, estimées pour 1976 à 100 millions de francs.

CHIERS. — Après 48 millions de francs de charges financières, le premier semestre s'est soldé par une perte provisoire de 62 millions de francs. La hausse prévue des résultats du second semestre permettra la couverture d'une part importante des charges financières de ce semestre.

U.I.S. — Pour les huit premiers mois de l'exercice, la société a réalisé un bénéfice net provisoire de 29,5 millions de francs contre 33,8 millions pour l'exercice global 1975. La hausse du dividende net 1976 sera plus élevée qu'en 1975 (18,75 F contre 14 F).

NEW-YORK

Plus résistant

Les valeurs américaines se sont montrées plus résistantes jeudi, à Wall Street, où, après fluctuations, l'indice Dow Jones s'est finalement inscrit à 990,19, en retrait de 1 point seulement.

Les opérateurs ont fait preuve d'une très grande prudence, le volume de transactions diminuant nettement à 14,7 millions de francs contre 18,1 millions de francs la veille.

Il est vrai que, comme chaque jeudi, ils attendaient avec beaucoup d'intérêt la publication des statistiques hebdomadaires de la Réserve fédérale (Fed). Après la fin de la séance, les opérateurs ont appris que, comme on pouvait raisonnablement l'escompter, la masse monétaire s'était contractée de 2,8 milliards de dollars pendant la semaine terminée le 22 septembre, alors qu'elle avait enregistré une très forte hausse huit jours plus tôt.

Autres motifs de satisfaction : les ventes au détail ont progressé de 0,6 % lors de la semaine dernière, et le département de l'agriculture a indiqué que les prix de ce secteur diminuaient, ce qui laisse présager un niveau moins élevé de l'indice global des prix à la consommation.

Près de 735 baisses ont été relevées contre 600 hausses environ.

Indices Dow Jones des transports, 217,24 (+ 0,12) ; des services publics, 97,78 (— 0,06).

VALEURS	COURS 29/9	COURS 30/9
Alcoa	59 1/2	60 ...
A.T.T.	60 1/2	60 3/8
Boeing	45 5/8	45 7/8
Chase Manhattan Bank..	28 ...	28 7/8
Du Pont de Nemours....	125 7/8	126 1/2
Eastman Kodak	88 3/4	89 5/8
Exxon	55 7/8	55 1/2
Ford	59 1/2	59 1/4
General Electric	34 7/8	34 1/4
General Foods	33 1/4	33 5/8
General Motors.....	72 7/8	73 ...
Goodyear	23 ...	23 3/4
I.B.M.	231 3/4	232 1/2
I.T.T.	32 1/8	31 3/4
Kennecott	32 7/8	33 1/4
Mobil Oil	81 1/2	81 5/8
Pfizer	29 1/2	30 1/4
Schlumberger	190 5/8	190 ...
Texaco	28 ...	28 1/8
U.A.L. Inc.	25 5/8	25 3/8
Union Carbide	63 1/8	63 1/4
U.S. Steel	48 3/4	49 7/8
Westinghouse	19 1/2	18 1/4
Xerox	64 1/4	63 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	30/9	1/10
1 dollar (en yens)	287 275	286 25

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Paturages (Le)....	114 ..	117 ..
Pinchon, Inter....	101 ..	101 ..
Providence S.A....	196 ..	194 .
Rentilles.....	478 .	481 .
Sanza-Fé	...	71
Saint-Louis.....	111 40	111 10
Soffo.....	72 ..	72 ..
Sofinox	235 50	240 .
Cambodge.....	45 10	45 30
Clauss.....	405 ..	405
Indo-Rivières	.. ..	74 20
Madag. Agr. Ind..	... ..	33 50
(M.) Minet.....	39 50	39
Padang.....	...	58 95
Salins du Midi....	171 50	170 10
Allumet. Essent..	44 30	43 ..
Allebrega	143	142 ..
Bazancia.....	223	223 50
Fromage Bel	... ..	88 90
Hertzler-Saverne .	389	380
Cédis.	..	479 .
(M.) Chambourcy..	...	201 .
Compt. Modernes	154	148
Damart	273	273
Economats Centr.	387	376 ..
Epargnes.....	395	368 ..
Fr. Paul-Renard..	...	240 .
Générale Alimont.	85 50	86 ..
Genwald.....	...	143 ..
Goulet-Turpin....	155 ..	154 ..
Lesieur (Cie fin.).	223	226
Martell	421	410 .
Gr. Mout. Corbeil.	191	190 80
Gr. Mout. Paris..	225	225
Nicolas	..	345 50
Pinet-Baldinck...	391	391 ..
Potin	481	336
Rochefortaise....	..	14
Roquefort	225	222 ..
Sauniquet	169	165 .
Sup. Marché Bec.	100	99
Taittinger	300	299 30
Unimet	114 ..	117 50
Bénédictine.....	1400 .	1355 .
Bras. et Glac. Ind.	447 .	449 .
Cusenier	391	378 .
Dist. Indochine..	...	353 .
Ricqlès-Zan.....	C 88	84 20
Saint-Raphaël....	147 ..	146 .
Sogeparl	245 ..	249 .
Union Brasseries.	... ..	42 .
Siamm.	217 ..	212 .
Sacr. Boncheu...	128 ..	119 10
Sucr. Boissonnais	288 50	0284 50
Berliet.....	... ..	209
Chausson (Ns.) ..	45	43 50
Motobécane.....	C 99 60	95 60
Savien.....	... ..	58 .
S.E.V. Marchal...	59 ..	53 ..
Bois Dev. Océan..	38 50	37 .
Berlo.....	259	258
Comp. Bernard..	81 80	81 50
C.F.C.	78 ..	78
Carabati	122 ..	120 10
Ciments Vicat....	242 ..	242 80
Cochery.....	75 ..	77 50
Drag. Trav. Pub..	135 ..	134 .
F.F.B.E.M.....	106 ..	105 .
Fougerolle.....	98 ..	98 .
Française d'entr.	... ..	3 90
G. Trav. de l'Est.	95 ..	98 80
Gerlieq.....	196 10	197 10
Ilbau Industries..	41 30	41 80
Lambert Frères..	41 ..	40 20
Leroy (Ets G.)...	91 ..	87 80
Origny-Desvroise	134 50	134 .
Porcher.....	282 ..	281 ..
Rougier.....	124 ..	119 10
Routière Colas..	309 ..	298 ..
Sabilières Saint.	... ..	142 ..
S.A.C.E.P.	34 50	35 ..
Savoisienne.....	120 ..	120 ..
Schneider-Ronin..	44 50	45 50
Spie-Batignolles..	61 50	62 50
Unifeel	140 .	C138 ..
Voyer S.A....	... ..	70 ..
Dunlop.....	20 70	20 60
Safic-Alcan.....	165 ..	168 ..
Aciers Investiss..	180 .	180 .
Gestion Sélect..	198 ..	198 .
Invest. et Gest..	210 ..	210 ..
Sofragi.....	195 ..	195 ..
Abeille (Cie ian.).	135 .	135 ..
Applic. Hydraul...	776 .	744
Artois.....	106 ..	106 ..
Constr. Blazy..	362 ..	362 ..
C. Roussel-Nobel.	215 .	215 .
Fonc. Lyonnaise..	625 .	624
Immob. Marseille	377 .	360
Louvre.....	202 .	203
Midi.....	568 .	560
Reste foncière..	520 .	515
SIMYM.....	157 38	157 38
Vautours à Paris.	255 10	255 10
Cogifi.....	117 30	117 ..
Foncina.....	107 ..	d107 ..
Gr. Fin. Constr..	118 ..	117 ..
Immobilo.....	124 .	121 20
Immoinvest.....	87 10	87 ..
Cie Lyon Immo...	103 .	103 ..
UFIMES.....	94 ..	93 ..
U.G.I.M.O.....	117 ..	116 ..
Alsthom	1400 .	1380 .
Alsthom-Atlant....	209 ..	205 .
Ass. Marit. Chargeurs	41 10	42 .
Chargeurs Réun. (Ly.)	2905 ..	2900 .
Cofimer	93 05	91 70
(L.) Dév. R. Mond.	156 ..	156 .
Electro-Finance...	302 ..	302 ..
Fin. Bretagne....	49 50	48 25
Saz et Eaux.....	397	387
La Mure.....	43 80	44 90
Lebon et Cie.....	105 ..	105 ..
(Ny) Lordex.....	117 50	117 50
Cie Marocaine....	26 ..	26 50
C.W.A.I.M.....	0 55 ..	56 50
CPB Paribas.....	98 ..	91 80
Paris-Orléans....	75 20	75 .
Aussedat-Rey.....	... ..	47 80
Cartiny S.A.....	35 80	46 ..
Didot-Bottin.....	141 ..	135 50
Imp. G. Lang.....	... ..	8 ..
(B.) Pap. Gascogne	170 ..	170 ..
La Risle.....	86 40	85 ..
Rochette Cenpa..	78 10	76 ..
A. Thiery-Sigrand	153 78	153 20
Ban-Marché	46 10	48 ..
Damart-Servip	370 ..	370
Mars. Madagascar.	39 50	40 50
Maurel et Prom..	100	96
Optorg	155 10	155 10
Palais Nouvzanth	301	300
Prisunic	35 10	34 10
Uniprix	44 ..	44 ..
Crouzet	134 .	131 ..
Europ Accumul..	285 10	285 ..
Ind. P. (C.I.P.E.I.)	87 .	87 60
Lampes	109 .	109 ..
Merlin-Gerin	157 ..	156 ..
Mors	50 20	50 10
Océanic	130 .	126 ..
Paris-Rhône	116 80	115 ..
Pla Wonder	321	315 ..
Radiologie	338 .	328 ..
SAFT Acc. fixes .	985	955 ..
Schneider Radio .	... ..	120 ..
SEB S.A.	470 ..	460 ..
S.I.M.T.R.A.	... ..	570 ..
Carnaud S.A.	45 50	45 05
Cathiez	55 85	55 60
Davum	225 ..	225 ..
Escaut-Meuse ...	211 ..	211 ..
Fonderie prin..	31 40	31 40
Greenguen (F. de)	... ..	87 .
Profilés Tubes Et	42 50	42 30
Sencelle-Maeth..	65 ..	63 80
Tissmétal	... ..	68 ..
Vireux-Bourget ..	... ..	... ..
Hazaras	121 80	128 80
Kleria	220 ..	223 20
Makta	... ..	165 .
Accap G	218 ..	218 ..
Antargaz	162 ..	162 .
Antar F. Atlant..	58 20	58 38
Hydroc. St-Denis	169 88	163 .
Lille-Bonnières-C	208 20	209 .
Omn. F. Pétr.	254 20	259 .
Shell Française .	62 ..	61 50
Carbone-Lorraine	... ..	... ..
Delalande S.A. ..	241 ..	241 ..
Finalens	45 10	45 10
FIPP	43 25	37 85
(Ly) Gerland	235 ..	239 .
Gévelot	280 .	278 .
Granda-Parolsse .	... ..	92 20
Hulles G. et dér.	95 ..	95
Novacel	93 ..	93 20
Parcor	290 .	278 .
Quartz et Silice .	34 20	34 20
Rell	85 ..	81 80
Ripolin-Georget .	... ..	58 .
Rousselot S.A....	460 ..	450 ..
Soufre Réunies ..	181 ..	181 .
Synthelabo	138 .	136 ..
Thaon et Houb ..	52 .	54 ..
Uffocr S.M.B.	106 10	106 .
Agache-Willot	78 ..	78 ..
Fils Fournies ..	26 ..	27 ..
Laisière-Roubaix	71 50	71 ..
Roudière	370 ..	376 ..
Safat Frères	26 ..	26 ..
St. Chamaran	... ..	124 ..
Dalmas-Vieljeux ..	172 ..	170 ..
Messag. Marit..	63 30	55 50
Nat. Navigation ..	70 .	69
Rivoli Warnas ..	112 .	110
Segz	45 .	45 90
Transat (Cie Gle).	238 50	229
S.C.A.C.	78 .	77 20
Stenl	256 .	256 .
Tr. C.I.T.R.A.M..	109 .	109 .
Transport Indust.	106 10	109 30
(L.) Baignol-Pary.	56 .	55 .
Bic S.A.	350 ..	345 ..
Blanzy-Ouest....	d177 ..	182 .
La Brosse	... ..	75
Cigarettes indo..	120	118 50
Degremont.....	320 50	325 ..
Oung-Trieu.....	... ..	151 ..
Duquesne-Parisa.	310 .	322 ..
Essilor.....	760 .	755
Ferrailles C.F.F..	294 50	293 10
Havas	132 .	132 .
Locatel	252 ..	258 ..
G. Magnant.....	... ..	47 50
Navafer.....	184 ..	181 ..
Publicis.....	112 ..	114 ..
Sallier-Lehlanc..	155 .	166 ..
Waterman S.A....	281 80	285 ..
Brass. du Maroc..	187 ..	187
Brass. Ouest-Afr..	... ..	96 96
Eli-Gabon	355 ..	355 .
(B.) Min. et Métal	... .	432 .
C.E.C.A. 5 1/2 %	... ..	4980 ..
Emprunt Young..	186 ..	205 ..
Nat. Nederlanden	148 ..	148 ..
Phoenix Assurance.	17 50	17 50
Algemene Bank..	540 ..	535 .
Bco Pop. Espafiol	147 ..	147 .
B.N. Mexique....	... ..	32 50
B. rhpl. Inform..	6080	6800
Bourjag C.I....	5 75	5 85
Commerzbank....	... ..	345 .
Bowater.....	14 10	14 .
Cie Brux. Lambert	... ..	223 .
Gén. Belgique....	... ..	276 ..
Latoula.....	... ..	110 ..
Rofinco.....	278 ..	270 .
Robeco.....	357 ..	358 .
Cavenham.....	... ..	7 50
Lyons (J.).....	... ..	7 ..
Goodyear.....	116 80	118 .
Pirelli.....	... ..	5 75
I.R.C.	29 30	28
Kabota.....	5 85	5 90
S.K.F.	125 50	125 60
Pakhoed Holding..	155 ..	155 80
Pennes d'Anjour..	75 ..	74 .
Marks Spencer..	7 40	7 25
A.E.G.	... ..	183 ..
Bull Canada.....	255 ..	264 ..
E.M.I.	16 80	16 60
Hitachi.....	6 3 47	3 49
Honeywell Inc....	219 .	222 .
Matsushita.....	11 20	11 20
Sperry Rand.....	244 .	243 50
Xerox Corp.....	319 ..	C313 40
Arbed	... ..	482 ..
Cockerill-Ougrée..	... ..	89 50
Fiesaider.....	... ..	1 80
Roogorens.....	89 50	89 20
Mannesmann.....	699 .	688 .
Steel Cy of Can...	... ..	138 .
Thyss. G. 1000...	... ..	227 50
Blyvoor.....	17 50	18 ..
De Beers (port.)..	... ..	13 70
De Beers p cp....	... ..	55 ..
General Mining...	... ..	88 ..
Hartebeest.....	45 ..	44 ..
Johannesburg....	... ..	83 .
Middle Witwat....	15 ..	13 80
President Steyn..	29 80	29 50
Stilfontein.....	7 10	7 05
Vaal Reefs.....	49 50	50 .
West Rand.....	7 25	7 20
Akzo	132 ..	133 ..
Amev.....	281 50	283 90
Centrale	192 .	192
Fiorentrenor....	... ..	113 50
Minerals Resourc.	11 10	10 88
Norandа.....	... ..	184 50
Vieille Montagne.	404 ..	408 .
Am. Petrofina....	156 50	153 ..
British Petroleum	52 ..	50 20
Gulf Oil Canada..	... ..	C135 ..
Petrofina Canada	... ..	29 ..
Shell Tr. (port.).	32 90	32 60
Akzo.....	57 50	56 10
Dart Industries..	179 ..	180 ..
Fosaco.....	... ..	13 ..
Geveert.....	136 ..	136 ..
Glaxo.....	... ..	27 48
Grace and Co.....	135 ..	135 20
Pfizer Inc.....	145 ..	142 80
Procter Gamble..	487 .	471 50
Courtaulds.....	... ..	9 75
Est-Asiatique.....	123 80	124 10
Canadien-Pacif...	88 50	85 80
Wagons-Lits.....	... ..	75 ..
Barlow-Rand.....	8 85	8 90
British Am. Tob...	... ..	... ..
Suéd. Allumettes ..	... ..	87 50

HORS COTE

Alser.....	... ..	648 ..
Batibail-Sicomi..	630 ..	622 ..
Cellulose Pin....	122 ..	120 ..
Cofipa-Sicomi ...	870 ..	872 ..
Coparex.....	235 ..	239 90
Ecco.....	480 ..	474 .
Eurafrep.....	535 ..	535 ..
Francarep.....	... ..	... ..
Interfactalgue...	215 ..	201 ..
Métail. Minière..	... ..	55 50
Promytir.....	... ..	272 ..
Sab. Mar. Cor....	... ..	... ..
S.P.R.	... ..	... ..
Ufinez.....	138 50	138 50
Oca v. Grintes....	... ..	338 ..
Rorento NV.....	221 80	222 70

SICAV

Ptac. Institut.	12560 03	12135 28
1re catégorie.	10208 83	10000 03

1/10	Emission frais inclus	Rachat net
Actions Selec..	147 96	141 25
Audificandi.....	160 89	153 69
Agrimo.....	165 47	160 84
A.L.T.O.	145 18	138 66
Amerie-Valor...	290 04	276 99
Assurances Ptac.	119 31	113 90
Bourse-Investiss.	130 05	124 16
B.T.P. Valeurs...	128 72	124 37
C.I.P.	268 88	254 78
Convertibles.....	112 66	107 55
Convertimmo.....	120 92	115 44
Cremot Invest....	160 06	152 88
Elysées-Valeurs..	172 53	164 71
Epargne-Croiss.	539 22	514 77
Epargne-Inter....	269 06	256 86
Epargne-Mobil....	159 68	152 44
Epargne-Oblig....	134 73	128 62
Epargne Revenu..	264 57	252 57
Epargne-Unie....	281 74	268 87
Epargne Valeur..	174 63	166 71
Foncier Investiss	287 87	274 62
Fortune I.....	120 60	109 56
France-Croissance	145 81	138 20
France-Epargne ..	137 98	131 72
France-Garantie ..	210 62	200 56
France-Invest....	132 66	126 14
Lafitte-Rend.....	118 17	105 17
Lafitte-Tokyo....	168 43	151 80
Nouv. France-Obl	267 82	256 68
France Placement	157 30	150 13
Gestion Fonsicm	201 86	192 71
Gest. Sél. France.	145 57	138 97
I.M.S.I.	141 10	134 70
Indo-Valeurs.....	178 61	171 47
Intercroissance..	148 09	141 37
Intersélections...	135 94	129 78
Livret portef....	191 28	182 61
Oblig. ties catég.	1111 80	1076 88
Parties Gestion ..	137 60	131 35
Pierre Investiss	*170 63	162 89
Rothschild-Exp.	278 53	258 28
Select-Croissance	529 01	505 02
Sélection Mondial	129 45	114 99
Sélections-Rend.	131 46	125 50
S.F.I. FR et ETR.	163 11	155 72
Silvafrance.....	148 56	141 81
Silvam	116 58	113 20
Silvarente.....	143 70	137 18
Silvinter.....	132 13	126 14
Segeparge.....	256 99	C264 98
Sogevar.....	326 31	311 52
Soleil-Investiss..	158 27	151 18
U.A.P. Investiss.	132 71	126 69
Unifrancier.....	291 84	289 06
Unipargne.....	188 40	177 96
Uni-Obligations..	1393 13	1339 55
Unipremière.....	1370 52	1317 81
Uniste.....	134 60	128 46
Worms Investiss.	225 38	215 16

1/10

Actigest.....	108 27	103 36
Crediter	137 23	131 81
Croissance-Inmo.	137 13	130 81
Euro-Croissance..	136 55	130 38
Financière privée	323 82	309 14
Fructidor.....	136 54	130 35
Gestion Mobilière	197 48	188 53
Mondiale Invest.	180 40	172 22
Obligsem.....	130 73	124 40
Optima.....	140 88	134 48
Plaminter.....	282 51	269 70
Stéavimmo.....	184 17	175 82
S. I. Est.....	360 29	344 05
Sogimo.....	123 81	118 20
Segintar.....	415 65	396 80
Unifrater.....	153 24	146 30
Valorem.....	156 87	149 76

*Cours précédent

BOURSE DE PARIS - 30 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du coup.	% du coupon
3 %	38 20	3 860
5 %	55 ..	3 320
5 % 1920-1960.	...	3 325
3 % amort. 45-64	82 50	0 501
4 1/4 % 1963..	196 50	1 564
4 1/4-4 3/4 % 63	88 70	4 750
Emp. N. Ea. 5 % 65	102 10	5 290
Emp. N.Ea. 6 % 66	103 .	6 986
Emp. N.Ea. 6 % 67	96 50	2 085
Emp. 7 % 1973..	104 30	4 654
E.D.F. 6 1/2 1950	...	2 328
— 5 % 1960	102 50	2 115

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1968	... ..	470 .
E.D.F. parts 1969	... ..	465 .
Ch. France 3 %..	116 50	115 10
Abeille I.G.A.R.D.	538 .	535 .
Abeille (Vie) .—	214 .	215 ..
A.G.F. (Sté Centr.)	395 .	398 .
Ass. Gr. Paris Vie	....	1240 .
Concorde.....	220 ..	220
Epargne France..	276 .	275 .
Fonc. T. I.A.R.D.	98 ..	98 .
Foncière (Vie)...	... ..	283 ..
France I.A.R.D...	169 ..	173 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La).....	376 ..	380 .
GAN (Sté Centr.).	815 .	814
Préservatrice S.A.	396 .	396 .
Protectrice A.I.R.	248 .	243 ..
U.A.P.	830 .	828 ..
Abonnem. Banque.	380 .	380 .
(L.) Bque Dupont.	232 .	C230
Banque Harvet..	238 10	238 ..
Bque Rynwlk. Ear	248 30	245 ..
Bque. Nat. Paris.	569 .	568 ..
Banques Worms...	178 50	175 ..
C.C.I.P.	74 10	75 10
Cadartal.....	112 .	112 .
Coffee	... ..	81 .
C.A.M.E.	... ..	75 .
Crédit Bel.....	108 50	108 30
Créd. gén. Indust.	164 .	158 .
(M.) Crédit Mod..	... ..	67 .
Financière Sotal.	199 80	198 10
Financiel.....	120 10	120 50
Fr. Cr. et B. (Cie).	63 10	62 60
France-Bail.....	228 .	221 .
Hydro-Energie....	... ..	33
Immobail S.T.P..	137 ..	135 50
Immobanque.....	185 ..	185 ..
Immoefice.....	120 20	120 10
Interbail.....	157 ..	158 50
Locabail Immobi..	196 10	193 50
Locafrance-Bière..	139 ..	137 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Lyon-Alemand....	103 10	102 .
Paris-Réescompt	350 ..	348 ..
Soc. Marc. Crédit	278 ..	276 ..
Séquanaise Banq.	208 ..	205 ..
SI.MI.NCO.....	172 ..	174 80
Sté Cent. Banque	78 50	78 .
Sté Générale....	212 ..	205 ..
SOFICOMI.....	176 10	176 ..
Sovabail.....	220 .	216 ..
UCIP-Bail.....	121 .	122 ..
UniBail.....	178 90	178 50
Un. Ind. Crédit..	140 .	139 .
Cie F. Stein Ru..	120 .	121 .
Fonc. Chât.-d'Eau	600 .	606 .
(M) S.O.F.I.P....	... ..	74 50
Fras. Lyonnaise..	625 .	624
Immob. Marseille	377 .	360
Louvre.....	202 .	203
Midi.....	568 .	560 .
Reste foncière..	520 .	515
SIMYM.....	157 38	157 38
Vautours à Paris.	255 10	255 10
Cogifi.....	117 30	117 ..
Foncina.....	107 ..	d107 ..
Gr. Fin. Constr..	118 ..	117 ..
Immobilo.....	124 .	121 20
Immoinvest.....	87 10	87 ..
Cie Lyon Immo...	103 .	103 ..
UFIMES.....	94 ..	93 ..
U.G.I.M.O.....	117 ..	116 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Union Habit....	167 ..	167 ..
Un. Imm. France.	130 ..	130 ..
Acier Investiss..	180 .	180 .
Gestion Sélect..	198 ..	198 .
Invest. et Gest..	210 ..	210 ..
Sofragi.....	195 ..	195 ..
Abeille (Cie ian.)	135 .	135 ..
Applic. Hydraul...	776 .	744
Artois.....	106 ..	106 ..
Constr. Blazy..	362 ..	362 ..
C. Roussel-Nobel.	215 .	215 .
Fonc. Lyonnaise..	625 .	624
Immob. Marseille	377 .	360
Louvre.....	202 .	203
Midi.....	568 .	560 .
Reste foncière..	520 .	515
SIMYM.....	157 38	157 38
Vautours à Paris.	255 10	255 10
Cogifi.....	117 30	117 ..
Foncina.....	107 ..	d107 ..
Gr. Fin. Constr..	118 ..	117 ..
Immobilo.....	124 .	121 20
Immoinvest.....	87 10	87 ..
Cie Lyon Immo...	103 .	103 ..
UFIMES.....	94 ..	93 ..
U.G.I.M.O.....	117 ..	116 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aussedat-Rey.....	... ..	47 80
Cartiny S.A.....	35 80	46 ..
Didot-Bottin.....	141 ..	135 50
Imp. G. Lang.....	... ..	8 ..
(B.) Pap. Gascogne	170 ..	170 ..
La Risle.....	86 40	85 ..
Rochette Cenpa..	78 10	76 ..
A. Thiery-Sigrand	153 78	153 20
Ban-Marché	46 10	48 ..
Damart-Servip	370 ..	370
Mars. Madagascar.	39 50	40 50
Maurel et Prom..	100

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la préparation des élections.

3. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : les Palestiniens ont rejeté les offres de négociations de Damas.

4. DIPLOMATIE

4. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : M. Ford répond aux accusations portées contre lui.

4-5. ASIE
— Sri-Lanka à quelques mois des élections législatives.

6. NATIONS UNIES
— M. Kissinger devant l'Assemblée générale.

7. AFRIQUE
— Le règlement du problème rhodésien.

9 à 12. POLITIQUE
— POINTS DE VUE : « Commencer par s'asseoir... », par Gilbert Cesbron, et « Plaire et servir », par Bertrand Fassard de Foucault.
— Les journées d'études des parlementaires U.D.R.

12-13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— CORSE : pour M. Marchais, l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement.

14. DÉFENSE
— Des sous-marins français pour l'Afrique du Sud et l'Espagne.

14-15. ÉDUCATION
— A Neuilly, un C.E.S. en or massif.

16. SCIENCES

16. MÉDECINE
— Les Entretiens de Bichat.

18. PRESSE

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
Pages 19 à 27
— Le Danemark, pioche à la main ; Dieux et jeux de Corée.
— PLAISIRS DE LA TABLE : Le temps du gibier.
— Brocante : Pour l'amour de l'astrolabe ; Clin d'œil ; Retour au troc.
— TAUROMACHIE : Avec les anciens du « toro-business ».
— Mode ; Maison ; Jeux ; Jeunes ; Hippisme ; Philatélie.

29. JUSTICE
— Le rapt de la tendresse.

30 à 33. ARTS ET SPECTACLES
— THÉATRE : *le Scénario*, de Jean Anouilh.
— FORMES : défense d'entrer.

36 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— Les réactions à la mise en œuvre du plan contre l'inflation.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TÉLÉVISION (30)
Annonces classées (34 et 35) ; Aujourd'hui (30) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (30) ; Loto (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourse (41).

Ecole d'orgue
1 heure par semaine - 140 F par mois
35 F droit d'inscription
ORGUES hamm
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 38-86

Le meilleur choix en TRÉCA ?

CAPÉLOU distributeur
LITERIES & ENSEMBLES
37, av. de la République, Paris
Mº Parmentier - tél. : 357.46.35
livraison gratuite très rapide dans toute la France
A B C D F G H

AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

Il faut que la majorité cesse d'être morose et de porter son cœur en écharpe

DÉCLARE M. BARRE

Vendredi matin 1er octobre, M. Raymond Barre s'adresse aux parlementaires U.D.R. Après avoir relevé « *l'importance et le rôle joués par l'U.D.R. au sein de la majorité* », le premier ministre se présente comme « *un néophyte du forum* ».

Citant le général de Gaulle, il affirme qu'on ne saurait accepter l'existence d'une dyarchie au sommet de l'Etat, avant de préciser qu'il observera « *la plus parfaite loyauté à l'égard du président de la République* ». Après avoir observé que l'inflation « *avait été tolérée par la complaisance et l'insouciance de l'Etat* », et avoir repoussé « *les solutions à court terme et l'illusionnisme* », il évoque le plan de redressement de l'économie mis en place en juin 1974, sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, estimant que ce plan qui avait été décidé par M. Giscard d'Estaing, « *a marqué le premier coup d'arrêt* ».

Les facteurs préoccupants

Puis, M. Barre poursuit : « *La situation actuelle n'est pas suffisamment dramatique pour que je la dramatise, mais elle est préoccupante. La France n'est pas dans la situation que le général de Gaulle avait trouvée en 1958. Il faut néanmoins parler aux Français d'une manière correcte et loyale. Il n'est pas bon de crier à la catastrophe quand elle n'est pas là car on risque de voir les Français sans réaction en cas de réelle catastrophe. La lucidité conduit cependant à voir les faits tels qu'ils sont et à recenser les facteurs préoccupants.* » Le premier ministre cite :

1) La hausse des prix (environ 10 %) qui doit être appréciée également et surtout par rapport à la situation de nos principaux concurrents étrangers. Il indique que de 1974 à 1976 les prix de détail ont augmenté de 33,5 %. « *Excusez-moi de faire le professeur*, déclare-t-il, *mais si les Français étaient plus sensibles à certains chiffres, ils comprendraient mieux certaines politiques.* »

2) L'évolution rapide des revenus et la hausse du pouvoir d'achat « *ne sont pas compatibles avec la situation internationale* » ;

3) Le déficit budgétaire : « *En 1975, il a atteint 35 milliards de francs. Il a été voulu par le gouvernement, approuvé par l'Assemblée et par la majorité. Depuis, il a été ramené à environ 15 milliards. C'est un succès, mais nous devons continuer à le réduire. De plus, nous n'avons pas, comme l'Allemagne, une monnaie qui s'apprécie ni une politique de crédit aussi rigoureuse qu'elle le devrait.* » ;

4) Le déficit extérieur : « *Il était en train de se résorber, mais il y a eu un coup du sort : la sécheresse.* »

5) La fragilité de l'expansion et la persistance du chômage : « *A la fin de 1975, l'expansion était rapide mais nous sentions déjà une certaine hésitation, une certaine modération de la croissance* ». En ce qui concerne le chômage, « *Je suis prudent et j'ai demandé qu'on examine attentivement ce qu'étaient les demandeurs d'emplois, qui ne doivent pas être confondus avec les chômeurs* » (applaudissements).

6) Le déficit de la Sécurité sociale : « *Il n'y a pas que des ressources à trouver : il y a des économies à réaliser.* »

7) La situation du franc : « *Notre monnaie doit être solide. Elle ne peut être sacrifiée, car elle concerne également l'ordre social et moral du pays. Actuellement, il y a une pression constante contre notre monnaie. J'ai notamment demandé le relèvement du taux de l'escompte.* »

M. Raymond Barre, poursuivant la description de son programme, indique que la politique budgétaire sera plus rigoureuse, que le gel des prix a pour but de briser les anticipations de hausse, et il ajoute : « *Mais je maintiendrai, lorsque nous serons revenus à la liberté, une surveillance intensive, notamment dans le secteur des services. (...) En maintenant le pouvoir d'achat, nous tenons compte d'une situation préoccupante mais non dramatique. Ce programme est le premier qui contienne des mesures de justice sociale aussi étendues. Ces actions ne peuvent être que le point de départ d'une action globale et continue. Il faut agir sur les facteurs structurels.* »

Le premier ministre réfute ensuite les critiques qu'il a entendues et qui, dit-il, « *ne sont pas faites pour m'émouvoir car elles sont profondément contradictoires* ». « *Je ne suis pas venu au gouvernement*, note-t-il, *pour faire la politique de l'opposition. Etait-il possible en trois semaines d'aller plus vite ? On me prendra comme je suis.* »

M. Barre évoque alors le problème de l'impôt sur le capital en disant : « *Il ne faut pas céder au fétichisme des mots. La première acception est un impôt sur la transmission du capital. Il existe en France. La deuxième acception est un impôt sur la détention, mais il faut souligner que les impôts locaux (foncier, et taxe professionnelle) ne sont pas éloignés de l'impôt sur le capital comme on le pratique ailleurs. Un tel impôt provoquerait l'évasion de la fortune mobilière et aussi des œuvres d'art. Enfin, il n'est pas très cohérent de cumuler l'impôt sur le capital et l'imposition des plus-values.* »

Pour terminer, le premier ministre indique que l'enjeu est double : « *Sauvegarder les institutions de la Ve République et poursuivre l'évolution vers une société de liberté et de progrès. Permettre à la France de jouer son rôle en Europe et dans le monde.* » Il évoque une conversation qu'il a eue avec le général de Gaulle en 1968 et ajoute : « *Croyez-moi, l'important pour la France est qu'elle ne soit jamais en condition d'être piétinée.* »

Le premier ministre énumère enfin les conditions du succès : « *La ténacité, en dépit des récriminations et des cortèges ; l'autorité de l'Etat, car il n'y a pas de liberté sans paix civile et sans respect de la loi ; le refus de l'électoralisme : ce refus sera la seule attitude payante électoralement ; la cohésion et l'unité de la majorité. Il faut que cessent dans certains domaines les procès d'intention qui sont inadmissibles. Il faut que la majorité cesse d'être morose et de porter son cœur en écharpe. Ne laissez pas les autres occuper le terrain.* »

Et pour terminer, M. Barre lit une citation du général de Gaulle, extraite du discours du 25 avril 1969 : « *Il nous faut éviter le retour au jeu des ambitions, des illusions, des combinaisons et des trahisons. Il n'est jamais trop tard.* »

Les journées parlementaires de l'U.D.R. s'achèvent par une allocution du président du groupe à l'Assemblée, M. Claude Labbé, qui déclare notamment, s'adressant au premier ministre : « *Au professeur, je dirais : pour être compris, sachez nous écouter. Au premier ministre, je dirais : vous êtes un premier ministre à part entière avec tous ses pouvoirs, ses prérogatives, ses responsabilités. La seule différence, c'est que vous n'êtes pas notre chef politique. C'est une difficulté, mais ce peut être aussi une facilité. Notre soutien et notre confiance vous sont acquis sans équivoque, mais il vous faudra aller plus loin dans la définition de votre programme. Enfin, à l'homme politique, je dirais : une fois le choix fixé, il ne faut pas tenter de l'infléchir. Cela évite les déraillements. En ce qui concerne les échéances électorales, nous voulons non pas des grandes manœuvres, mais une mobilisation, et nous entendons faire porter l'effort d'abord sur nous-mêmes et non entraîner la population dans une campagne électorale prématurée. Nous ne pouvons laisser à l'opposition le champ libre. Il nous faut préparer les hommes et les armes.* »

Et il conclut : « *Votre plan forme un tout. Nous ne le démolirons pas, peut-être nous sera-t-il possible de vous proposer des retouches. Deux impératifs s'imposent à nous. En assurer le succès : que l'opposition propose et oppose ses solutions, c'est naturel, mais elle triche quand elle refuse de s'associer à un effort exceptionnel. En deuxième lieu, il vous faudra aller plus loin, notamment dans le domaine fiscal. Comme votre plan, notre soutien forme un tout.* »

Le premier ministre et les élus U.D.R. devaient ensuite se rendre au monument aux morts de Rocamadour.

Les détaillants décident de ne pas appliquer la nouvelle taxation des marges

Environ deux mille détaillants en fruits et légumes ont décidé, à Rungis, jeudi 30 septembre, de ne pas appliquer les nouvelles taxations inscrites au plan Barre et qui bloquent, en valeur absolue, la marge bénéficiaire applicable à certains légumes d'hiver (carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades — y compris les endives, — tomates).

Les participants à cette réunion ont choisi cette attitude, malgré les mises en garde du président de l'Union nationale des fruitiers détaillants, M. Bernard Rapine, qui leur avait expliqué : « *Cette prise de position vous met à la disposition de la justice ; ne venez pas demain nous en faire supporter la responsabilité.* » Une minorité de bruyants contradicteurs, qui appartiennent à l'Union des jeunes professionnels des fruits et légumes (U.J.P.F.L.), présidée par M. Lucien Kerbart, ont entraîné les occupants du pavillon C 2 à refuser les deux autres formes d'action envisagées : grève d'avertissement de vingt-quatre heures des achats et des ventes, boycottage des produits faisant l'objet du régime des marges.

Il est à présent impossible de prévoir le nombre de détaillants qui continueront à appliquer le coefficient multiplicateur actuel de 1,50, contre lequel beaucoup s'étaient d'ailleurs élevés en novembre 1973. Après le meeting de Rungis, deux cents manifestants sont allés se masser, à bord d'une cinquantaine de petits camions, aux abords du ministère de l'économie et des finances, où un membre du cabinet de M. Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, a reçu une délégation.

M. Claude Villain, directeur de la concurrence et des prix, a, de son côté, déclaré à Europe 1 : « *Ce système n'est pas draconien. Je conseille aux détaillants de l'appliquer, car je le contrôlerai. Il a simplement pour effet d'empêcher un gonflement anormal des marges des détaillants dû à l'élévation du prix des légumes causée par la sécheresse.* » M. Bernard Rapine sera reçu par M. Durafour lundi 4 octobre, en fin d'après-midi.

LE BLOCAGE DES PRIX CONCERNE MÊME LES PETITES ENTREPRISES

Plusieurs précisions importantes concernant le régime de blocage des prix ou des marges commerciales sont apportées dans un communiqué publié dans le « Bulletin officiel des services des prix » du 1er octobre.

● Le « gel » des prix a une portée très générale. Il s'applique à tous les produits et à tous les services, même s'ils ont un caractère de luxe, quel que soit leur régime de prix (les mises en liberté des prix antérieures au 15 septembre 1976 sont suspendues), quelle que soit la nature juridique des entreprises (société, coopérative, artisan) et leur importance : les entreprises industrielles occupant moins de vingt salariés ne peuvent plus, jusqu'au 31 décembre 1976, déterminer librement leurs prix de vente.

● Les prix de revente des importateurs sont gelés jusqu'au 31 décembre 1976. La répercussion des hausses de prix de revient n'est pas autorisée, qu'elle soit due à une variation de cours des changes, à une hausse pratiquée par le fournisseur ou à toute autre cause. Ce gel n'est pas applicable « à la baisse » : les importateurs doivent répercuter les baisses de prix de revient en gardant au plus, article par article, la marge en valeur absolue qu'ils pratiquaient le 12 mars 1976. Leur marge globale de l'exercice comptable 1976 ne doit pas, en valeur relative, être supérieure à celle qu'ils ont dégagée de l'exercice comptable 1975.

● Les professionnels ne sont pas répréhensibles s'ils ont augmenté de manière licite leurs prix entre le 15 septembre 1976 et la date d'entrée en vigueur des arrêtés, mais ils sont tenus de ramener ces prix à leur niveau licite.

● Les distributeurs qui n'avaient pas répercuté dans leurs prix de vente, avant le 15 septembre 1976, les hausses de prix pratiquées par leurs fournisseurs n'ont plus la possibilité de le faire.

● *Un avocat parisien, Me Bernard Méry*, trente-quatre ans, a été condamné, jeudi 30 septembre, à 2 000 francs d'amende, pour violences à agents. Me Méry était intervenu en faveur d'un automobiliste dont la voiture était en stationnement irrégulier pendant la nuit du 8 au 9 avril dernier, dans l'île Saint-Louis, à Paris. Il avait pris à partie des gardiens de la paix et s'était violemment débattu lorsqu'il fut hissé de force dans le car de police. Un agent qui avait été blessé a obtenu une provision de 2 000 F.

● *Le rapport de l'autopsie pratiquée sur le cadavre de Simon Dalbos*, un malfaiteur retrouvé mort la tête coiffée d'un seau, mardi 27 juillet, dans les locaux de la gendarmerie de Biscarrosse (Landes), où il était gardé à vue (*le Monde* du 12 août), a été rendu public mercredi 29 septembre. Pour l'institut médico-légal de Bordeaux, Simon Dalbos est mort d'une crise cardiaque ayant provoqué un arrêt du cœur.

Le numéro du « Monde » daté 1er octobre 1976 a été tiré à 589 993 exemplaires.

Seize morts après un incendie dans un puits de mine en Moselle

Les circonstances de la catastrophe de Merlebach ne paraissent pas nettement établies pour les syndicats

Seize personnes sont mortes, jeudi 30 septembre, au puits 5 des houillères du bassin de Lorraine, à Merlebach (Moselle), des suites d'une explosion survenue à 18 h. 30, à l'étage moins 1 036 de la direction Vouters, où un feu de mine avait éclaté dans la matinée.

Neuf des seize victimes — un ingénieur, un chef porion, deux porions et cinq mineurs, — constituaient l'équipe de sécurité qui tentait de circonscrire le sinistre dans des conditions très difficiles. Les sept autres morts sont, selon la direction des Houillères, des mineurs qui s'étaient portés volontaires pour combattre l'incendie. Cette version ne fait cependant pas l'unanimité et la direction des Houillères fait l'objet — sur cette question et sur quelques autres — de mises en cause de la part de syndicats, qui estiment que toutes les mesures de sécurité n'ont pas été prises.

Il est, de fait, malaisé de rendre compte du déroulement exact de la catastrophe, à cause du silence que les dirigeants du bassin minier de Lorraine ont observé tout au long de la journée de jeudi. Ceux-ci ne refusaient-ils pas — comme l'indique notre correspondant — de faire la moindre déclaration, une heure après l'explosion ? Les premières informations faisant état de « *plusieurs victimes* » n'ont été diffusées, de source officieuse, qu'après 20 h 30.

Tout a commencé, jeudi matin vers 10 h 30, quand un incendie, d'importance réduite, s'est déclaré à l'étage — 1 036. Un mineur du service de sécurité intervenait avec un extincteur, mais un éboulement l'empêchait de venir à bout du début de sinistre. Le quartier était alors évacué, mais la situation n'étant pas encore considérée comme dangereuse, les mineurs situés à 300 ou 400 mètres de l'accident restaient à leurs postes de travail. Le service de sécurité, renforcé, crut-il, en fin de matinée, que le feu était définitivement étouffé ? Il semble, en tout cas, que la direction des Houillères estimait en début d'après-midi que tout était rentré dans l'ordre et que le travail pouvait reprendre.

Les syndicats, au contraire, affirmaient que la situation restait dangereuse et invitaient les mineurs à ne pas redescendre dans le puits 5. Il est encore impossible de savoir si des équipes sont effectivement retournées travailler, mais, selon des témoignages concordants, il semble bien qu'une première explosion s'est produite vers 16 h. 30 : un mur de plâtre, mis en place pour empêcher l'oxygénation du feu, aurait cédé et provoqué un retour d'air. Une grande flamme aurait alors brûlée deux hommes.

L'accident mortel ne devait survenir que deux heures plus tard, quand une nouvelle explosion, très violente, entraîna l'ouverture de toutes les portes d'aérage. Cette explosion pourrait avoir été provoquée par un coup de grisou, un coup de poussière ou par des gaz d'eau. Dans cette dernière hypothèse, c'est l'eau utilisée pour combattre un « *feu ouvert, à flamme vive* » qui, au contact du foyer, se serait décomposé en gaz explosif.

La nouvelle de l'accident s'est rapidement propagée, bien que la direction des Houillères ait opposé un black-out formel aux nombreuses demandes d'information qui lui étaient faites. C'est seulement vers 21 h. 30 qu'elle annonçait officiellement l'accident et affirmait qu'il avait fait neuf morts. Le bilan définitif ne devait être donné qu'après 23 heures. Le silence prolongé et les retards apportés à l'information semblent traduire une gêne de la direction des Houillères et autorisent les syndicats à poser des questions sur le respect des mesures de sécurité.

Au cours d'une conférence de presse, réunie ce vendredi matin, M. Coeuillet, directeur général des Houillères du bassin de Lorraine, a indiqué que les quatre mille mineurs du puits 5 seraient mis en chômage technique, mais totalement indemnisés. Pour expliquer la présence de seize personnes sur les lieux de l'accident, M. Coeuillet a déclaré : « *Il faut aller vite, quand de tels incendies se déclarent et quand l'effectif de sauveteurs ne suffit pas. Il est raisonnable que des mineurs travaillant à proximité participent aux travaux.* » Les victimes, a ajouté M. Coeuillet, étaient toutes des volontaires. D'après le directeur général des Houillères, l'accident est encore difficilement explicable « *tant il a été soudain et étant donné qu'il n'a pas eu de signes annonciateurs* ».

Un feu qui dure depuis six heures, une explosion survenue deux heures avant l'accident mortel, ne sont-il pas des « signes annonciateurs » ?

CINQ PRÉCÉDENTS

Le feu de mine de Merlebach n'est produit dix ans jour pour jour après un accident qui, le 30 septembre 1966, causa la mort d'un ingénieur et de deux chefs porions, ensevelis à 683 mètres de profondeur au cours d'une visite d'inspection dans ce même puits 5.

Quatre autres catastrophes ont eu lieu, ces vingt dernières années, dans les houillères du bassin lorrain : le 21 novembre 1958, un coup de poussier au puits Saint-Charles, près de Forbach, avait fait cent morts et quatorze blessés ; le 29 mai 1959, vingt-six mineurs trouvaient la mort dans une explosion au puits Sainte-Fontaine, à Merlebach ; en 1961, deux éboulements successifs tuaient trois ingénieurs et quatre mineurs à Merlebach ; enfin, le 1er février 1975, c'est encore un éboulement — à — 826 mètres — qui provoquait la mort de deux personnes.

DECORATION
LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :
- Velours contemporains à dessins "patchwork" et "design."
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chintz, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissages spéciaux écrus - blancs - beiges.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28F à 175F le mètre
(tous nos articles sont en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

EXPOSITION D'OBJETS D'ART DE CHINE
SAMEDI 2 au JEUDI 7 OCTOBRE de 10 heures à 21 heures
à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V
SALON LOUIS-XIII
ivoires pierres dures SCULPTÉS DANS LA MASSE, ET
SCULPTÉES : LAPIS-LAZULIS, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOISITE RUBIS (Bouddha), MALACHITES, AGATES CORNALINES, etc...
Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures
PORCELAINE FINE

STARK and SONS tailors
16, RUE DE LA PAIX - 1er ETAGE
COLLECTION NOUVELLE
Costumes, pardessus
Grande mesure et prêt à porter

هكذا من الأصل